



# Panorama de la société 2009

LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE





# **Panorama de la société 2009**

LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE



# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

Publié en anglais sous le titre :

**Society at a Glance 2009**

OECD SOCIAL INDICATORS

Crédits photos :

Illustration de la couverture : © Floresco Productions/Cultura/Getty Images ; © Image Source/Corbis ; © PhotoAlto /Alamy ; © Thinkstock LLC/Jupiterimages ; © Corbis/Imagine ltb

Chapitre 4 : © Stockbyte/Getty Images

Chapitre 5 : © Maria Taglienti-Molinari/Brand X/Corbis

Chapitre 6 : © Matthieu Spohn/PhotoAlto Agency RF Collections/Getty Images

Chapitre 7 : © Helen King/Corbis

Chapitre 8 : © Daniel Boiteau/Fotolia.com

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2009

---

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

## Avant-propos

**L**e présent ouvrage est la cinquième édition du Panorama de la société, recueil d'indicateurs sociaux que publie l'OCDE tous les deux ans. Il s'efforce de répondre à la demande croissante de données quantitatives sur le bien-être social et ses tendances. Un certain nombre d'indicateurs qui figuraient dans les éditions de 2001, 2003, 2005 et 2006 ont été mis à jour, et de nouveaux indicateurs tels que la taille, l'état de santé perçu, les comportements à risque chez les jeunes et le harcèlement scolaire ont été introduits. Au chapitre des nouveautés, la publication présente une nouvelle série d'indicateurs sociaux phares donnant un aperçu global du bien-être social et de ses tendances. Elle contient également un guide qui éclairera le lecteur sur la structure des indicateurs sociaux de l'OCDE, ainsi qu'un chapitre spécial sur le temps de loisirs dans les pays de l'OCDE. On trouvera sur le site de l'OCDE ([www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG](http://www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG)) des informations plus détaillées sur tous ces indicateurs, y compris ceux qui ne figurent pas dans la présente édition.

Ce rapport a été préparé par Simon Chapple et Maxime Ladaïque. Étant donné la multiplicité des domaines abordés, sa réalisation aurait été impossible sans la contribution de nombreux collègues dans la Division des politiques sociales et au-delà. Y ont collaboré Francesca Colombo, Michael De Looper, Marco Mira d'Ercole, Justina Fischer, Michael Förster, Pauline Fron, Rie Fujisawa, David Jonathan Gonzalez-Villascan, Ingrid Herrbach, Maria del Carmen Huerta, Herwig Immervoll, Gaétan Lafortune, Pascal Marianna, Marlène Mohier, Dominique Paturot, Dominic Richardson et Olivier Thévenon. Mark Pearson, chef de la Division de la politique sociale à l'OCDE, est l'instigateur du projet initial et en a supervisé les éditions successives.

## Ce livre contient des...



**StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>. Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien. Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

## Table des matières

Chapitre 1. <b>Indicateurs sociaux phares</b> .....	9
Introduction .....	10
Les indicateurs sociaux phares dans les pays de l'OCDE .....	10
Huit indicateurs phares .....	13
Notes .....	18
Chapitre 2. <b>Thème spécial : la mesure des loisirs dans les pays de l'OCDE</b> .....	19
Théorie économique du temps de loisirs .....	21
Tendances du temps non consacré au travail rémunéré (temps résiduel) .....	22
Allocation du temps sur le cycle de vie .....	25
Les loisirs au cours d'une journée type .....	26
Évolution temporelle des tendances des loisirs, sur la base des enquêtes sur l'utilisation du temps .....	32
Tendances de la distribution des loisirs .....	32
Types d'activités de loisirs .....	37
Satisfaction retirée du temps consacré à différentes activités .....	38
Comparaisons entre le temps de loisirs et les mesures de la satisfaction à l'égard de l'existence et du revenu marchand .....	40
Congés obligatoires et temps de loisirs .....	42
Conclusion .....	44
Notes .....	45
Références .....	46
Annexe 2.A1. Principales caractéristiques des enquêtes sur l'utilisation du temps .....	47
Chapitre 3. <b>Interprétation des indicateurs sociaux de l'OCDE</b> .....	55
Finalité des indicateurs sociaux .....	56
La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE .....	56
Choix et description des indicateurs .....	58
Ce que le lecteur trouvera dans cette publication .....	64
Chapitre 4. <b>Indicateurs de contexte généraux</b> .....	67
1. Revenu national net par habitant .....	68
2. Taux de fécondité .....	70
3. Immigration .....	72
4. Mariages et divorces .....	74
Chapitre 5. <b>Indicateurs liés à l'autonomie</b> .....	77
1. Emploi .....	78

2. Chômage	80
3. Accueil de la petite enfance	82
4. Performances scolaires	84
5. Jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation	86
6. Âge de sortie de la population active	88
7. Dépenses d'éducation	90
<b>Chapitre 6. Indicateurs liés à l'équité</b>	<b>93</b>
1. Inégalité des revenus	94
2. Pauvreté	96
3. Pauvreté des enfants	98
4. Adéquation des minima sociaux	100
5. Dépenses sociales publiques	102
6. Dépenses sociales totales	104
<b>Chapitre 7. Indicateurs liés à la santé</b>	<b>107</b>
1. Espérance de vie	108
2. État de santé perçu	110
3. Santé du nourrisson	112
4. Obésité	114
5. Taille	116
6. Santé mentale	118
7. Bénéficiaires de soins de longue durée	120
8. Dépenses de santé	123
<b>Chapitre 8. Indicateurs liés à la cohésion sociale</b>	<b>125</b>
1. Satisfaction à l'égard de l'existence	126
2. Satisfaction à l'égard du travail	128
3. Victimes de la criminalité	130
4. Suicides	132
5. Harcèlement scolaire	134
6. Comportements à risque	136

## Codes pays

<b>AUS</b>	Australie
<b>AUT</b>	Autriche
<b>BEL</b>	Belgique
<b>CAN</b>	Canada
<b>CZE</b>	République tchèque
<b>DNK</b>	Danemark
<b>FIN</b>	Finlande
<b>FRA</b>	France
<b>DEU</b>	Allemagne
<b>GRC</b>	Grèce
<b>HUN</b>	Hongrie
<b>ISL</b>	Islande
<b>IRL</b>	Irlande
<b>ITA</b>	Italie
<b>JPN</b>	Japon
<b>KOR</b>	Corée
<b>LUX</b>	Luxembourg
<b>MEX</b>	Mexique
<b>NLD</b>	Pays-Bas
<b>NZL</b>	Nouvelle-Zélande
<b>NOR</b>	Norvège
<b>POL</b>	Pologne
<b>PRT</b>	Portugal
<b>SVK</b>	République slovaque
<b>ESP</b>	Espagne
<b>SWE</b>	Suède
<b>CHE</b>	Suisse
<b>TUR</b>	Turquie
<b>GBR</b>	Royaume-Uni
<b>USA</b>	États-Unis



## Chapitre 1

# Indicateurs sociaux phares

## Introduction

Dans les années 70 et 80, la compilation des indicateurs sociaux était motivée par le souci de disposer d'un outil plus performant que les indicateurs traditionnels des revenus marchands pour évaluer les conditions de vie et les conditions de travail. Aujourd'hui, les éditions du *Panorama de la société* fournissent d'abondantes informations sur la situation sociale des pays de l'OCDE et sur les mesures mises en œuvre pour l'améliorer. Cette profusion a néanmoins un prix : un survol rapide de la publication ne permet guère au lecteur de se faire une idée concise de la situation sociale comparée des différents pays et de son évolution dans le temps.

Les indicateurs phares ont été mis au point pour offrir une représentation plus synthétique de la situation sociale des pays. Cette sous-catégorie d'indicateurs assure une importante fonction de communication, alertant rapidement les utilisateurs sur certains défis sociaux majeurs auxquels sont confrontés les pays OCDE, et mettant en évidence leurs progrès comparés<sup>1</sup>.

Ce chapitre présente les indicateurs sociaux phares, composante à part entière du *Panorama de la société*, et décrit l'approche qui a été adoptée pour les sélectionner et les mettre au point.

## Les indicateurs sociaux phares dans les pays de l'OCDE

Les tableaux 1.1 et 1.2 présentent les huit indicateurs phares sélectionnés – deux indicateurs pour chacune des quatre dimensions autour desquelles s'articule le *Panorama de la société*. Ces tableaux donnent au lecteur un aperçu rapide de la situation sociale dans les pays, en termes de niveaux ponctuels (tableau 1.1) et en termes d'évolution dans le temps (tableau 1.2).

Dans le tableau 1.1, les performances les plus récentes des pays de l'OCDE à un moment dans le temps sont caractérisées à l'aide de symboles inspirés de la signalétique routière. Les pays dont les performances se situent dans les trois déciles supérieurs se voient attribuer un rond vert, les pays des trois déciles inférieurs un losange rouge et les pays des quatre déciles intermédiaires un triangle orange.

Dans le tableau 1.2, l'évolution des performances de chaque pays par rapport aux autres au cours du passé récent est représentée par des flèches. Les pays situés dans les trois déciles supérieurs sont marqués par une flèche verte pointée vers le haut, les pays des trois déciles inférieurs par une flèche rouge pointée vers le bas, et les pays des quatre déciles intermédiaires par une flèche orange pointée vers la droite.

Les informations indiquées étant de nature qualitative, le lecteur ne trouvera dans les tableaux aucune indication de valeur<sup>2</sup>. La dernière colonne des tableaux présente la situation des pays au regard de deux indicateurs de contexte : le revenu national net (RNN) en dollars des États-Unis (USD) aux parités de pouvoir d'achat (PPA) pour le tableau 1.1, et la croissance du PIB réel par habitant (la croissance du RNN n'étant disponible que pour 17 pays) pour le tableau 1.2.

L'examen du tableau 1.1 fait ressortir plusieurs tendances. Les niveaux de performance de la plupart des pays couvrent toute l'échelle de gradation des résultats (vert, orange et rouge). Seules l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Finlande, la France, la Norvège et la Suède n'ont aucun « rouge ». L'Allemagne, les États-Unis, le Mexique, le Royaume-Uni et la Turquie n'ont aucun « vert ». Aucun pays n'a de « vert » partout, mais le Danemark, la Nouvelle-Zélande et la Norvège sont ceux qui en comptent le plus – cinq.

**Tableau 1.1. Indicateurs sociaux phares, période la plus récente**

Les performances des pays à un moment donné dans le temps sont représentées au moyen de trois symboles : un cercle vert indique que le pays est classé dans les trois déciles supérieurs, un losange rouge qu'il est classé dans les trois déciles inférieurs, et un triangle orange qu'il est classé dans les quatre déciles intermédiaires

	Autonomie		Équité		Santé		Cohésion sociale		Revenu
	Taux d'emploi, total	Part d'élèves avec des compétences insuffisantes en lecture	Coefficient Gini d'inégalités de revenu	Écart de salaires entre les sexes	Espérance de vie à 65 ans, hommes	Mortalité infantile	Bien-être subjectif	Taux de victimation	RNN par habitant, en USD PPA
	Niveaux 2007	Niveaux 2006	Niveaux 2004-05	Niveaux 2006	Niveaux 2006	Niveaux 2006	Niveaux 2006	Niveaux 2005	Niveaux 2006
Australie	●	●	▲	▲	●	▲	●	▲	▲
Autriche	▲	▲	●	▲	▲	●	▲	●	▲
Belgique	◆	▲	▲	●	▲	▲	●	▲	▲
Canada	●	●	▲	▲	●	◆	●	▲	●
République tchèque	▲	◆	●	▲	◆	●	▲	..	◆
Danemark	●	●	●	●	◆	▲	●	◆	●
Finlande	▲	●	●	▲	▲	●	●	▲	▲
France	▲	▲	▲	●	●	▲	▲	●	▲
Allemagne	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Grèce	◆	◆	▲	▲	▲	▲	◆	●	▲
Hongrie	◆	▲	▲	●	◆	◆	◆	●	◆
Islande	●	▲	▲	▲	●	●	▲	◆	▲
Irlande	▲	●	◆	▲	▲	▲	◆	◆	●
Italie	◆	◆	◆	▲	▲	▲	◆	●	▲
Japon	▲	▲	▲	◆	●	●	▲	●	▲
Corée	▲	●	▲	◆	◆	◆	◆	..	◆
Luxembourg	◆	◆	●	●	▲	●	▲	▲	●
Mexique	◆	◆	◆	..	▲	◆	▲	◆	◆
Pays-Bas	●	●	●	▲	◆	▲	●	◆	●
Nouvelle-Zélande	●	●	◆	●	●	◆	●	◆	◆
Norvège	●	▲	▲	●	●	●	●	▲	●
Pologne	◆	▲	◆	●	◆	◆	◆	▲	◆
Portugal	▲	◆	◆	▲	◆	●	◆	●	◆
République slovaque	◆	◆	●	◆	◆	◆	◆	..	◆
Espagne	▲	◆	▲	▲	●	▲	▲	●	▲
Suède	●	●	●	▲	▲	●	▲	▲	●
Suisse	●	▲	●	▲	●	▲	●	◆	●
Turquie	◆	◆	◆	..	◆	◆	◆	..	◆
Royaume-Uni	▲	▲	◆	▲	▲	▲	▲	◆	▲
États-Unis	▲	▲	◆	▲	▲	◆	▲	▲	●

RNN: Revenu national net.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/550750484867>

Tableau 1.2. Progrès relatifs des indicateurs sociaux phares, période la plus récente

L'évolution des performances des pays dans le temps est représentée par des flèches : une flèche verte vers le haut indique que le pays est classé dans les trois déciles supérieurs, une flèche rouge vers le bas qu'il est classé dans les trois déciles inférieurs, et une flèche orange vers la droite qu'il est classé dans les quatre déciles intermédiaires.

	Autonomie		Équité		Santé		Cohésion sociale		Revenu
	Taux d'emploi, total	Part des élèves ayant des compétences insuffisantes en lecture	Coefficient Gini d'inégalités de revenu	Écart de salaires entre les sexes	Espérance de vie à 65 ans, hommes	Mortalité infantile	Bien-être subjectif	Taux de victimation	PIB par habitant, en USD PPA
	Différence 2007/2003	Différence 2006/2003	Différence 2004-05/2000	Différence 2006/2000	Différence 2006/2000	Différence 2006/2000	Différence 2006/2000	Différence 2005/2000	Différence 2006/2000
Australie	↑	→	↑	↓	↑	↓	→	↑	→
Autriche	→	→	..	→	→	→	↓	→	→
Belgique	→	→	..	..	↑	→	↑	↓	↓
Canada	→	→	↓	→	→	↓	↓	→	→
République tchèque	→	↓	↓	→	→	→	→	..	↑
Danemark	→	↑	→	→	→	→	→	→	→
Finlande	↑	↑	→	→	↑	→	↑	↑	→
France	↓	↓	→	↓	↑	→	→	↑	↓
Allemagne	↑	↑	↓	↓	↑	→	↑	→	↓
Grèce	↑	→	↑	..	→	↑	→	..	↑
Hongrie	↓	→	→	↑	↓	↑	↓	..	↑
Islande	→	→	..	..	↓	→	..	..	↑
Irlande	↑	→	..	↑	↑	↑	→	..	↑
Italie	→	↓	↓	..	↓	↓	↑	→	↓
Japon	→	↑	..	↓	→	↓	↓	↑	↓
Corée	↓	↑	..	→	↑	→	→	..	↑
Luxembourg	↓	→	→	..	↑	↑	↑	↓	→
Mexico	→	↑	↑	..	↓	↑	↓	↓	↓
Pays-Bas	→	↓	↑	↑	↑	→	↑	↓	↓
Nouvelle-Zélande	↑	→	→	↓	→	→	..	→	→
Norvège	→	↓	↓	..	↑	↓	↓	↓	→
Pologne	↑	↑	..	↑	↓	↑	↑	↑	↑
Portugal	↓	↓	..	..	→	↑	↓	→	↓
République slovaque	↑	↓	..	..	↓	↑	↑	..	↑
Espagne	↑	↓	..	..	→	→	→	↑	→
Suède	→	→	↑	↓	↓	↓	→	↑	→
Suisse	↓	↑	..	→	↑	↓	↓	↓	↓
Turquie	↓	↑	..	..	↓	→	↑	..	↑
Royaume-Uni	↓	↓	↑	↑	→	↓	→	→	→
États-Unis	↓	→	↓	↑	↓	↓	↓	↓	→

Note : Les périodes sur lesquelles les changements sont mesurés varient quelque peu d'un pays à l'autre pour des raisons de disponibilité des données. Les changements sont exprimés en termes de différences arithmétiques, sauf pour les victimes de la criminalité (variations annuelles moyennes). Pour certains pays, les séries de données sur les victimes de la criminalité démarrent avant 2000. Pour de plus amples détails, on pourra se reporter à la fiche CO3 du chapitre 8. Cela signifie que la comparabilité des données en variation n'est pas aussi bonne que celle des données en niveau.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/550810385458>

Si l'on examine maintenant l'évolution de ces indicateurs de la situation sociale, le paysage est ici aussi contrasté. Comme le montre le tableau 1.2, les indicateurs de la plupart des pays couvrent toute la gamme des changements possibles; cependant, le Danemark, la Finlande, la Grèce et l'Irlande n'enregistrent aucun « rouge », l'Autriche, le Canada, l'Islande et la République tchèque aucun « vert », et la Pologne, la République slovaque et la Turquie aucun « orange ». La Pologne, qui compte six flèches vertes, a accompli des progrès remarquables au regard de l'ensemble des indicateurs phares pour lesquels des données sont disponibles pour ce pays.

## Huit indicateurs phares

Synthétiser la situation sociale d'un pays de façon concise à travers un ensemble d'indicateurs phares n'est pas une tâche aisée. Dans tous les cas, l'exercice obéit à quatre objectifs : i) décrire les résultats; ii) donner des informations sur les mesures relevant des quatre dimensions de la taxonomie des indicateurs sociaux de l'OCDE (autonomie, équité, santé et cohésion sociale) prises dans leur globalité; iii) couvrir le plus grand nombre possible de pays de l'OCDE; et iv) permettre le suivi de l'évolution de la situation sociale dans le temps.

La sélection des indicateurs peut être effectuée à partir d'une analyse statistique. Par exemple, une approche peut consister à examiner les corrélations entre l'ensemble des indicateurs de résultats couverts par le *Panorama de la société*, et à sélectionner ceux qui présentent les corrélations les plus fortes avec d'autres indicateurs dans chaque domaine. Une autre méthode envisageable est d'identifier des combinaisons adéquates d'indicateurs élémentaires dans chaque domaine, en procédant à un certain type d'analyse factorielle.

Une fois les indicateurs sélectionnés, il faut déterminer comment ils doivent être présentés. Les indicateurs peuvent être « normalisés » de sorte que chacun puisse être exprimé par une valeur comprise entre 0 et 1. Avec cette approche, on peut sans difficulté créer des indices composés pour chacun des quatre domaines d'indicateurs sociaux, ou un indice agrégé pour les quatre domaines<sup>3</sup>. Cependant, la normalisation entraîne une perte de transparence qui est préjudiciable à l'objectif de communication.

La réalisation des objectifs susmentionnés est également entravée par des problèmes de disponibilité des données. Premièrement, à cause des changements de définitions et de sources, le nombre d'indicateurs du *Panorama de la société* pouvant être présentés de façon cohérente au fil du temps diminue. Deuxièmement, nombre de ces indicateurs ne sont pas actualisés fréquemment ni même à intervalles prévisibles, et ils couvrent un nombre limité de pays. Enfin, beaucoup d'entre eux portent sur des résultats très spécifiques (par exemple, les suicides) dont les effets sont déjà partiellement pris en compte dans d'autres indicateurs (tels que l'espérance de vie).

En raison de ces contraintes, les indicateurs phares ont été sélectionnés non pas en fonction de critères statistiques mais sur la base d'un consensus multinational, obtenu à l'issue d'une consultation des pays membres. Pour satisfaire les besoins de communication, les indicateurs retenus sont présentés sous forme brute, sans aucune normalisation. Ils s'accompagnent néanmoins de marqueurs qualitatifs qui facilitent l'interprétation des valeurs numériques. Pour obtenir le degré de parcimonie voulu, le nombre d'indicateurs sélectionnés dans chaque domaine a été volontairement limité.

Sur la base des considérations qui précèdent, deux indicateurs phares ont été sélectionnés pour chacun des quatre grands domaines d'indicateurs sociaux (autonomie,

équité, santé et cohésion sociale). Les huit indicateurs phares ainsi obtenus permettent de comparer la situation sociale des différents pays et de suivre son évolution dans le temps. Les considérations qualitatives qui ont guidé la sélection de ces indicateurs sont décrites ci-après.

### **Autonomie**

Les principaux déterminants de l'autonomie d'un individu sont l'accès à l'emploi et les compétences. S'agissant du premier de ces facteurs, le **taux d'emploi dans la population en âge de travailler** constitue un bon indicateur de la situation au regard du marché du travail. Il est compilé annuellement par tous les pays de l'OCDE et repose sur des définitions comparables provenant des enquêtes sur la population active. En comparaison d'autres mesures du sous-emploi telles que le taux de chômage, le taux d'emploi est moins affecté par les décisions des individus de se retirer du marché du travail lorsque la conjoncture de l'emploi se dégrade.

La mesure la plus complète actuellement disponible des aptitudes et des compétences individuelles est le nombre moyen d'années d'études des individus d'âge actif. Néanmoins, cet indicateur ne prend en compte ni la formation de capital humain en dehors de l'école ni la qualité de l'enseignement<sup>4</sup>. En outre, dans la mesure où les compétences des personnes d'âge actif affectent les résultats qu'elles obtiennent sur le marché du travail, ces compétences se trouvent partiellement saisies dans les taux d'emploi. Il y a de bonnes raisons de mettre l'accent sur les compétences acquises avant l'entrée sur le marché du travail, au sens où elles nous renseignent sur les perspectives professionnelles et les chances futures des individus. Ces compétences ont été mesurées par le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) pour les jeunes gens âgés de 15 ans. Ces mesures reposent sur des modules d'enquête comparables reconduits sur le terrain tous les trois ans et couvrent la totalité des pays de l'OCDE. L'indicateur retenu ici est la **part des élèves âgés de 15 ans dont les compétences en lecture ne dépassent pas le niveau 1**, c'est-à-dire le niveau minimum nécessaire pour accomplir les activités normales de la vie courante. Par rapport à d'autres mesures (PISA) des compétences des élèves, cet indicateur présente l'avantage de se focaliser sur les jeunes qui seront les plus susceptibles, à l'âge adulte, de connaître le chômage, d'occuper un emploi faiblement rémunéré ou d'être tributaires de l'aide sociale.

### **Équité**

Un large éventail de domaines de résultats sociaux, tels que le revenu, la santé et l'éducation, ont à voir avec la notion d'équité. Or, parmi les mesures d'équité dont on dispose actuellement, très peu couvrent un grand nombre de pays, offrent une bonne comparabilité et sont compilées à intervalles réguliers. Les deux indicateurs sélectionnés se concentrent sur l'inégalité des revenus et sur les disparités salariales entre hommes et femmes.

Les écarts de revenus entre les habitants d'un même pays sont une manifestation évidente des disparités de leurs conditions de vie. Lorsqu'elles deviennent trop marquées, ces différences peuvent aller à l'encontre du principe partagé d'équité. Les données sur la distribution du revenu disponible des ménages sont recueillies par l'OCDE à un rythme quinquennal. Ces données permettent de comparer l'inégalité des revenus dans l'ensemble des pays de l'OCDE et de suivre son évolution (depuis 2000) dans deux tiers d'entre eux environ. L'indicateur retenu est le revenu disponible des ménages mesuré par

le coefficient de Gini. Cet indicateur donne une vue synthétique adéquate de la distribution du revenu disponible dans sa globalité, et il est correctement corrélé avec les mesures de la pauvreté relative. Toutefois, au niveau des pays, le coefficient de Gini et ses variations ne sont pas parfaitement corrélés avec les autres mesures de l'inégalité, telles que la pauvreté (la Norvège, par exemple, s'écarte fortement de la courbe de corrélation entre les variations du coefficient de Gini et les variations de la pauvreté). Le choix du coefficient de Gini par rapport à ces autres mesures de l'inégalité peut donc avoir une incidence sur le classement des pays au regard des indicateurs phares. Un autre inconvénient des coefficients de Gini tient à ce qu'ils ne peuvent pas être appréhendés par l'intuition.

Les indicateurs de l'inégalité des revenus reposent sur l'hypothèse que l'ensemble des membres d'une même famille partagent les ressources disponibles. De par leur construction, ces mesures ne permettent donc pas d'évaluer les disparités entre hommes et femmes, qui représentent une dimension importante de l'équité dans tous les pays de l'OCDE. L'indicateur retenu pour rendre compte de ces **différences entre les sexes est le ratio des revenus d'activité médians des hommes et des femmes travaillant à plein-temps**. Bien qu'il n'offre qu'une vision partielle du handicap des femmes sur le marché du travail, cet indicateur se prête à des comparaisons plus aisées entre pays et peut être calculé à intervalles réguliers. Cela étant, il ne tient pas compte de l'effet de lissage des inégalités résultant du partage du revenu familial entre hommes et femmes. La base de données de l'OCDE sur les revenus contient des données sur les écarts salariaux entre hommes et femmes pour 19 pays de l'OCDE.

### État de santé

Les deux dimensions principales de l'état de santé sont la mortalité et la morbidité. Malheureusement, il n'existe actuellement aucune mesure complète, disponible sur une base régulière, de la morbidité<sup>5</sup>. Pour cette raison, les deux indicateurs utilisés ici concernent le risque de mortalité pour les individus situés aux deux extrémités de l'échelle des âges.

Pour les personnes âgées, l'indicateur choisi est l'**espérance de vie à 65 ans**, pour lequel des données sont disponibles dans la base Éco-Santé OCDE. Cet indicateur présente deux inconvénients mineurs : aucune série ne couvre actuellement la totalité de la population âgée, et pour certains pays, la série n'est pas actualisée chaque année<sup>6</sup>. S'agissant des enfants, l'indicateur sélectionné est le taux de mortalité infantile, c'est-à-dire le nombre de décès d'enfants de moins de 1 an pour 1 000 naissances vivantes. L'un des problèmes potentiels posés par cet indicateur réside dans la variation des pratiques d'enregistrement des décès de bébés prématurés entre pays. Il est possible, néanmoins, que les implications de ces variations pour la comparabilité des données aient été exagérées (cf. la fiche consacrée à l'indicateur HE3.1 au chapitre 7 ci-dessous).

### Cohésion sociale

La cohésion sociale revêt des dimensions à la fois positives et négatives. Au versant positif, elle témoigne de la participation des individus à la vie collective et de leur attitude à l'égard des autres. Au versant négatif, diverses pathologies telles que le suicide, les comportements à risque ou la criminalité peuvent être révélatrices d'un manque de cohésion sociale.

Aucun indicateur ne mesure de façon exhaustive la participation à la vie collective ou l'attitude à l'égard des autres. Néanmoins, les recherches démontrent que plusieurs de ces

aspects – conjugués aux attributs personnels – interviennent dans la satisfaction que retirent les individus de leur existence. Pour cette raison, l'indicateur retenu pour mesurer les dimensions positives de la cohésion sociale est la **satisfaction moyenne à l'égard de l'existence** dans les différents pays. Les niveaux de satisfaction à l'égard de l'existence sont basés sur les scores obtenus par les pays dans le Gallup World Poll de 2006. Les données utilisées pour mesurer l'évolution du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence sont issues de plusieurs sources (cf. encadré 1.1). S'il est vrai que cet indicateur ne mesure qu'indirectement la participation des individus à la vie collective et leur attitude à l'égard des autres, les autres indicateurs disponibles sont moins intuitifs.

#### Encadré 1.1. **Mesurer les changements de la satisfaction à l'égard de l'existence**

Le Gallup World Poll de 2006 utilisé dans cette édition 2009 du *Panorama de la société* pour examiner les niveaux de satisfaction à l'égard de l'existence ne fournit pas de séries historiques sur cette variable. Aussi, les données sur l'évolution de la satisfaction à l'égard de l'existence dans le temps ont-elles été construites à partir d'autres sources. La source initiale est un recueil de données compilé par la Banque de données sur le bonheur dans le monde (WDH) (cf. [www1.eur.nl/fsw/happiness/hap\\_nat/nat\\_fp.htm](http://www1.eur.nl/fsw/happiness/hap_nat/nat_fp.htm)). Les données ont été extraites du site de la WDH les 3 et 4 octobre 2008.

L'évolution du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence a été examinée sur la période 2000-06. On considérait en effet que cette période était suffisamment longue pour que des changements puissent être mis en évidence. En outre, la date de fin retenue coïncidait avec la date du sondage Gallup.

Les données sur l'évolution du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence sont disponibles pour 28 pays de l'OCDE. La WDH contenait des séries temporelles portant sur 20 pays, tirées de l'enquête Eurobaromètre. Tous à l'exception de la Turquie sont des pays européens. Les données pour le Royaume-Uni concernent la Grande-Bretagne uniquement. Les données originales de quatre autres pays (Canada, Corée, États-Unis et Mexique) proviennent de la World Values Survey (WVS). Les données norvégiennes et suisses sont tirées de l'Enquête sociale européenne. Les données australiennes proviennent de l'Australian Unity Wellbeing Index, et les données japonaises de l'enquête Life in Nation. Aucune donnée n'est disponible pour l'Islande et la Nouvelle-Zélande.

L'échelle de satisfaction à l'égard de l'existence employée dans l'enquête Eurobaromètre va de 1 à 4, tout comme celle de l'enquête japonaise. Nous avons adopté le système de conversion de la WDH pour passer à une échelle de 0 à 10. S'agissant des données tirées de la World Values Survey, basées initialement sur une échelle de 1 à 10, nous avons également repris le système de conversion en échelle de 0 à 10 de la WDH. Les données australiennes et norvégiennes ne nécessitaient aucune transformation.

Les questions, traduites en anglais, étaient légèrement différentes d'une enquête à l'autre. Le questionnaire Eurobaromètre demandait : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la vie que vous menez? », tandis que la World Values Survey posait la question suivante : « Tout bien considéré, dans quelle mesure êtes vous satisfait, en ce moment précis, de votre vie en général? » Dans l'enquête australienne, la formulation était la suivante : « Tout bien considéré, dans quelle mesure êtes vous satisfait ou mécontent de votre vie en général ces temps-ci? » Les enquêtes canadienne, suisse et norvégienne reprenaient la question de la WVS, et l'enquête japonaise la question de l'Eurobaromètre.

### Encadré 1.1. **Mesurer les changements de la satisfaction à l'égard de l'existence** (suite)

Les données sur l'évolution de la satisfaction à l'égard de l'existence en Hongrie, en Pologne, en République slovaque, en République tchèque et en Turquie se réfèrent par nécessité à la période 2001-06. Les données mexicaines portent également sur une période quinquennale – 2000-05. Les données japonaises ont trait à la période 2001-07, les données coréennes à la période quadriennale 2001-05, les données norvégiennes à 2002-06, et les données suisses à 2002/03-2006/07. Dans le cas des États-Unis, la période couverte est 1999-06. Enfin, pour les 17 pays restants, les données s'appliquent à la période voulue, soit 2000-06.

La saisonnalité est un autre problème. Les périodes de collecte indiquées dans la base WDH pour les données Eurobaromètre sont, dans la majorité des cas, avril ou avril-mai 2000 et le printemps 2006, soit deux périodes à peu près équivalentes en termes de saisonnalité. Les données Eurobaromètre des quatre pays pour lesquels la période couverte est 2001-06 ont été recueillies en octobre 2001 et au printemps 2006. Pour l'Australie, les données datent de septembre 2000 et octobre 2006. Les données canadiennes ont été relevées en août 2000 et à une période indéterminée de 2006. Les données japonaises datent respectivement de septembre 2000 et juillet 2006. Les données suisses ont été obtenues entre septembre 2002 et février 2003 puis entre août 2006 et avril 2007. Les données de la Corée pour 2001 ont été collectées en novembre, mais on ignore de quelle période de 2005 date la deuxième série. Les données norvégiennes ont été relevées en septembre 2002 et d'août à décembre 2006.

En dépit de ces discordances, on a jugé que la diminution de la qualité moyenne des données due aux compromis décrits ci-dessus était un prix raisonnable à payer pour pouvoir inclure dans les données un plus grand nombre d'observations nationales. Néanmoins, les lecteurs ne doivent pas perdre de vue les différents problèmes liés aux données, et le classement détaillé des pays en termes d'évolution du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence doit être interprété avec prudence.

Les points de donnée finals utilisés pour calculer le changement du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence (qui portent dans leur majorité sur l'année 2006, mais aussi 2005 et 2007) sont assez étroitement corrélés avec les données du Gallup Poll ( $r = 0.81$ ). Les principaux pays qui échappent à cette tendance sont la Turquie et le Mexique.

Le changement le plus important qui ressort des données est la très forte hausse du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence en Turquie (selon l'Eurobaromètre), qui a grimpé de 4.6 en 2000 à 6.1 en 2006. Une autre enquête turque (liée à la World Values Survey) fait apparaître une amélioration encore plus importante de la satisfaction à l'égard de l'existence : l'indice de satisfaction, basé cette fois sur une échelle de 1 à 10, bondit de 5.6 en 2000 à 7.5 en 2007. L'enquête Eurobaromètre de 2006 classe la Turquie avant la Grèce, la Hongrie, le Portugal et la République Slovaque. D'après les données du Gallup World Poll, en revanche, la Turquie était le pays de l'OCDE qui affichait le degré de satisfaction à l'égard de l'existence le plus faible en 2006.

Presque toutes les enquêtes utilisées ici ont été menées auprès d'échantillons de taille réduite (de l'ordre de quelques milliers de déclarants). Il est difficile de dire quelle part des changements du niveau de satisfaction à l'égard de l'existence mis en évidence par les données est statistiquement significative.

L'indicateur phare sélectionné pour mesurer les manifestations négatives de la cohésion sociale est la **part des personnes qui ont été victimes d'une infraction pénale** au cours de la dernière année calendaire. Les données proviennent de l'Enquête internationale sur les victimes de la criminalité, dont le cycle le plus récent couvrait 26 pays de l'OCDE. L'indicateur employé ici couvre les dix catégories de délit prises en compte dans tous les cycles de l'enquête.

## Notes

1. Les indicateurs phares sont utilisés dans d'autres champs d'étude de l'OCDE. Par exemple, la publication de l'OCDE *Environment at a Glance – OECD Environmental Indicators* comporte une courte liste de (10) « indicateurs environnementaux clés », avalisés par les ministres de l'OCDE en tant qu'instruments d'information du public et de communication.
2. Les lecteurs qui souhaitent connaître les valeurs numériques des indicateurs phares sont invités à se reporter aux chapitres où sont traités les indicateurs détaillés, dans la suite du document, et aux pages Internet de l'OCDE ([www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG](http://www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG)).
3. Le chapitre 2 de *Panorama de la société 2006* présente un exemple d'indice « composite » basé sur 17 indicateurs sociaux de l'OCDE.
4. Pour mesurer ces compétences, il faudrait disposer de données d'enquêtes couvrant la plupart des pays de l'OCDE et la totalité de leur population. L'*Enquête sur la littératie et les compétences des adultes* (ALLS) réalisée par l'OCDE en 2003 ne couvrait que cinq pays de l'OCDE. Le *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes* (PEICA) permettra à l'avenir d'élaborer un indicateur de compétences pour l'ensemble de la population adulte.
5. L'état de santé autodéclaré donne une indication potentielle de la morbidité. La base Éco-Santé OCDE contient des informations sur cette variable, mais elles ne permettent pas d'effectuer des comparaisons à intervalles suffisamment réguliers.
6. Pour cette raison, l'indicateur qui figure dans les tableaux 1.1 et 2.1 concerne *uniquement* les hommes âgés. On aurait tout aussi bien pu présenter un indicateur de l'espérance de vie des femmes à un âge avancé, ou construire un indicateur combinant les espérances de vie des hommes et des femmes.

## Chapitre 2

# Thème spécial : la mesure des loisirs dans les pays de l'OCDE

**E**n raison de la satisfaction directe qu'elles procurent, la quantité et la qualité du temps de loisirs sont une composante importante du bien-être des personnes. De plus, les loisirs, selon la manière dont on les occupe, contribuent dans une mesure significative à la santé physique et mentale. Les loisirs participent également au bien-être de personnes autres que celle qui en profite directement. Les activités de loisirs auxquelles prend part un individu profitent à son entourage par une multitude de biais, notamment à travers l'amélioration des relations interpersonnelles et de la vie familiale, et *via* la création de réseaux de capital social (tout au moins pour certains types de loisirs partagés). À ce titre, l'investigation des tendances du temps de loisirs dans les pays de l'OCDE est parfaitement justifiée et représente une composante importante du travail de veille sociale.

Que désignent exactement les loisirs? Les loisirs peuvent être définis en termes de temps, d'activités et d'état d'esprit. Le temps de loisirs peut être décrit comme le temps passé libre de toute obligation ou nécessité. Par exemple, la quantité de loisirs a été définie comme « l'ensemble des activités que nous ne pouvons pas faire faire par quelqu'un d'autre contre rémunération à notre place, ou, tout simplement, que nous pouvons ne pas faire si nous n'en avons pas envie » (Burda *et al.*, 2006, p. 1). En dépit de ses avantages, cette définition ne précise pas quels types d'activités répondent à la notion de loisirs. De même, elle n'indique pas dans quelle mesure une personne est libre de toute obligation. Les loisirs peuvent également être assimilés aux activités spécifiques que, traditionnellement, on appelle les activités de loisirs. On peut affiner cette définition, en recensant les activités considérées comme des loisirs par la majorité des individus – par exemple, regarder la télévision, faire du sport ou une activité physique, lire, regarder un film, etc. Enfin, les loisirs peuvent être définis en termes d'état d'esprit, autrement dit, sous l'angle de l'agrément et du plaisir que procure une activité particulière. Les mesures des loisirs utilisées dans cette étude s'appuient sur l'ensemble de ces définitions.

Ce chapitre commence par passer brièvement en revue la littérature consacrée aux déterminants économiques du temps de loisirs. Il examine ensuite les tendances des loisirs dans la zone OCDE, en se fondant sur la définition qui identifie les loisirs au temps résiduel non consacré au travail rémunéré. Cette approche du temps résiduel n'est pas idéale, en particulier parce qu'elle ne tient pas compte des variations entre pays et dans le temps de la quantité de travail non rémunéré effectuée. Néanmoins, l'approche résiduelle est celle qui permet d'utiliser les données les plus complètes en termes de nombre de pays et de périodes couverts pour la zone de l'OCDE. Le chapitre approfondit ensuite la contextualisation du temps de loisirs, en analysant à grands traits la répartition du temps de loisirs sur le cycle de vie des adultes. Cet exercice est accompli pour les hommes et les femmes vivant dans un pays de l'OCDE type, en subdivisant le cycle de vie en nombre d'années avant la scolarité obligatoire, années d'études, années avant l'entrée sur le marché du travail, années non consacrées à l'exercice d'un emploi rémunéré, années de travail et années de retraite.

S'agissant des 18 pays de l'OCDE pour lesquels des données comparables ont pu être obtenues, nous avons mis à profit les enquêtes sur l'utilisation du temps pour examiner de

façon plus précise la configuration des loisirs au cours d'une journée type et entre différentes périodes de temps (on trouvera dans l'annexe des informations comparatives détaillées sur les 18 enquêtes utilisées). Ces enquêtes mesurent précisément le temps consacré aux activités marchandes et non marchandes en consignnant des données sur la manière dont les individus occupent leur temps, au travail et en dehors. Les descriptions que donnent les participants aux enquêtes de leurs activités sont codées en catégories générales, telles que « temps passé à travailler », « temps consacré aux tâches ménagères », ou « temps consacré aux activités de loisirs ». Si les méthodologies et approches varient quelque peu d'une enquête à l'autre, toutes celles qui sont utilisées dans ce chapitre définissent la catégorie « loisirs » comme la somme de toutes les activités non obligatoires – telles que les passe-temps, le fait de regarder la télévision ou d'écouter la radio, les activités sociales avec des amis ou en famille, la participation à des manifestations culturelles, l'organisation d'événements, et la pratique d'une activité sportive. Toutes ces enquêtes cherchent à mesurer précisément ce que les personnes font réellement de leur temps, et non ce qu'elles se rappellent en avoir fait longtemps après-coup. Ces données, une fois ajustées, permettent de comparer les niveaux et les tendances des loisirs entre pays. Toujours en s'appuyant sur les données relatives à l'utilisation du temps, la deuxième partie du chapitre s'intéresse aux modes de répartition des loisirs selon le sexe et l'âge<sup>1</sup>. Cette partie du chapitre fournit également des précisions sur les types d'activités de loisirs auxquelles s'adonnent les individus et sur la satisfaction qu'ils en retirent. Enfin, l'étude se penche sur les relations entre les loisirs et d'autres mesures du bien-être, et entre les loisirs et les choix de politique publique en termes de congés payés.

## Théorie économique du temps de loisirs

Depuis la publication de la *Théorie de la classe de loisir* de Thorstein Veblen à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, économistes et sociologues se sont beaucoup intéressés aux loisirs. La plupart des travaux sur l'offre de travail issus de la tradition néoclassique mettent l'accent, aux plans théorique et empirique, sur le choix entre travail et loisir. Traditionnellement, cependant, cette approche ne prend pas en considération les autres utilisations possibles du temps. En fait, elle examine le rapport entre le travail rémunéré et l'ensemble des autres utilisations du temps (« temps résiduel ») – dont le temps de loisirs est bien sûr l'une des composantes – sur la base des techniques d'optimisation sous contrainte de l'économie néoclassique (les travaux récents de l'OCDE dans cette veine incluent, notamment, Causa, 2008).

Gronau (1976) est le fondateur de l'approche archétypale moderne de l'utilisation du temps, qui traite les loisirs explicitement et de façon plus élaborée. S'appuyant sur les travaux antérieurs de Mincer, Gronau fait valoir qu'il est nécessaire de distinguer les loisirs du travail non rémunéré à domicile. Selon lui, l'approche consistant à se focaliser exclusivement sur le choix temps de travail rémunéré/temps résiduel – approche avec laquelle il n'est pas d'accord – trouve sa justification dans l'hypothèse selon laquelle la répartition du temps résiduel entre différents usages concurrents (tels que la production domestique, les loisirs et le sommeil) resterait stable en réponse aux changements économiques. Gronau propose un modèle formel qui distingue trois catégories d'utilisation du temps : les loisirs, la production domestique et le travail marchand. Ce modèle repose sur l'hypothèse que les biens marchands et les biens produits à la maison sont parfaitement substituables les uns aux autres. La hausse des salaires réduit la quantité de biens produits à la maison. L'impact des salaires sur les loisirs et le travail marchand combinés est indéterminé. La hausse des revenus entraîne une augmentation des loisirs et

une diminution du travail marchand mais ne modifie pas la quantité de la production domestique. Les travaux empiriques effectués par Bloch et Gronau à partir de données américaines et israéliennes donnent à penser que les loisirs au sein du couple sont positivement corrélés au salaire de l'époux, négativement corrélés au salaire de l'épouse et positivement corrélés aux revenus non salariaux. En outre, plus une famille a d'enfants – notamment d'enfants d'âge préscolaire – moins elle a de temps pour les loisirs (Gronau, 1976, tableau 1).

D'autres chercheurs, tels que Chiappori (1997) et Apps et Rees (1996, 1997 et 2002), ont étendu les modèles de l'offre de travail pour y incorporer la production domestique. De leur côté, Solberg et Wong (1992) ont étendu le modèle de Gronau pour prendre en compte, en plus du travail marchand, de la production domestique et du temps de loisirs, les temps de transport liés à l'activité professionnelle. Leurs résultats empiriques ne cadrent pas avec les prédictions de leur modèle, une divergence que les auteurs imputent principalement à la violation du postulat qu'ils font (suivant en cela Gronau) d'une substituabilité parfaite entre travail marchand et production domestique.

Aucun des modèles présentés ci-dessus ne considère que le sommeil est un loisir. Comme le font remarquer Biddle et Hamermesh (1990), nombre de modèles d'allocation du temps axés sur l'offre de travail partent du principe que les individus répartissent une quantité de temps fixe entre le travail rémunéré et les loisirs en tant qu'activité à l'état de veille. Par implication, le sommeil est considéré comme une constante biologique fixe, point de vue qui n'est corroboré ni par la théorie ni par les données concrètes. Biddle et Hamermesh observent, à la fois théoriquement et empiriquement, que le temps de sommeil, comme les autres formes d'utilisation du temps, répond aux incitations économiques marginales. Si tel est effectivement le cas, il y a lieu de considérer certaines formes de sommeil comme des activités de loisirs. D'ailleurs, plusieurs études très récentes sur l'utilisation du temps rangent toutes les formes de sommeil dans la catégorie des loisirs (cf. Aguiar et Hurst, 2007; Engler et Staubli, 2008).

## Tendances du temps non consacré au travail rémunéré (temps résiduel)

Pour commencer l'analyse, ce document considère d'abord le temps de loisirs maximum simplement comme la quantité de temps qui n'est pas consacrée à l'exercice d'un emploi rémunéré. S'il est clair que cette approche présente certaines limites immédiates – en ne prenant en compte ni le travail non rémunéré ni les temps de transport entre domicile et travail par exemple – son avantage réside dans le fait que l'on dispose de données comparables sur les heures travaillées pour de nombreux pays de l'OCDE et pour de longues périodes, ce qui permet d'effectuer des comparaisons valables entre pays et dans le temps. À partir de cette définition initiale des loisirs, interprétés comme le temps résiduel qui n'est pas consacré au travail, il est possible d'élaborer progressivement une approche conceptuelle plus solide qui se prête, à son tour, à une étude des niveaux et des tendances des loisirs – certes moins exhaustive sur le plan du nombre de pays de l'OCDE couverts.

Il est possible d'estimer le nombre total annuel d'heures de travail rémunéré effectuées par les salariés en équivalent plein-temps pour un grand nombre de pays de l'OCDE et, à partir de là, de calculer le temps résiduel associé (cf. tableau 2.1). Bien entendu, l'une des limites évidentes de cette approche est qu'elle ne fournit aucune indication sur les loisirs – même en valeur résiduelle – de la fraction large et variable de la population de chaque pays qui n'exerce pas d'emploi. Le tableau 2.1 révèle plusieurs faits intéressants. Premièrement,

**Tableau 2.1. Anatomie de l'année de travail type d'un salarié à plein-temps, 2006**  
Décomposition du nombre annuel moyen d'heures effectivement travaillées en équivalent année pleine

	Heures annuelles de travail <sup>1</sup>	Temps résiduel annuel de loisir	Heures				Semaines travaillées sur une année	Jours fériés et semaines de repos	Absences d'une semaine ou plus pour raisons autres que jours fériés	Absences d'une semaine partielle ou moins pour raisons autres que jours fériés	Absences pour cause de maladie ou de maternité <sup>2</sup>
			hebdomadaires moyennes pour tous types d'emplois	hebdomadaires usuelles de travail pour l'emploi principal	Heures supplémentaires dans le travail principal = heures supplémentaires + heures variables (heures flexibles) + autres	Heures dans emplois additionnels					
	(a) = (c)*(g)	(b) = (365*24)-(a)	(c) = (d)+(e)+(f)	(d)	(e)	(f)	(g) = 52 - [(h) + (i) + (j) + (k)]	(h)	(i)	(j)	(k)
	Heures		Heures hebdomadaires travaillées				Semaines travaillées/non travaillées				
Australie (2005)	1 733	7 027	36.4	..	..	..	47.6	..	..	..	..
Autriche	1 590	7 170	38.8	37.5	0.7	0.5	41.1	7.4	1.7	0.7	1.2
Belgique	1 461	7 299	36.0	35.4	0.3	0.4	40.5	7.1	2.2	0.4	1.8
Canada (2005)	1 579	7 181	36.3	35.6	..	0.7	43.5	3.8	2.2	1.0	1.5
Rép. tchèque	1 754	7 006	41.3	40.4	0.7	0.2	42.5	6.3	1.6	0.2	1.5
Danemark	1 367	7 393	36.2	34.6	0.9	0.7	37.8	7.4	3.4	1.1	2.4
Finlande	1 517	7 243	38.6	36.9	1.2	0.4	39.4	7.1	2.4	1.6	1.5
France	1 459	7 301	37.3	36.4	0.6	0.3	39.1	7.0	2.2	1.7	2.0
Allemagne	1 478	7 282	36.1	34.3	1.4	0.3	41.0	7.5	1.7	0.6	1.1
Grèce	1 783	6 977	40.0	39.6	0.1	0.3	44.5	6.7	0.3	0.2	0.3
Hongrie	1 889	6 872	41.3	40.6	0.3	0.4	42.6	6.2	1.5	0.2	1.4
Islande (2006)	1 748	7 012	43.9	41.3	1.2	1.4	39.9	6.2	2.4	1.6	2.0
Irlande	1 543	7 217	35.8	35.0	0.5	0.3	43.2	5.7	1.6	0.3	1.3
Italie	1 536	7 224	37.3	36.8	0.3	0.2	41.2	7.9	1.4	0.3	1.2
Luxembourg	1 541	7 219	37.7	36.7	0.8	0.2	41.0	7.4	1.6	0.5	1.6
Pays-Bas	1 325	7 435	31.6	29.5	1.6	0.5	41.9	5.3	2.2	0.9	1.6
Norvège	1 290	7 470	35.7	33.1	1.9	0.7	36.1	6.5	4.4	1.7	3.3
Pologne	1 806	6 954	41.5	40.0	0.4	1.1	43.5	6.2	1.3	0.1	1.0
Portugal	1 675	7 085	40.0	39.0	0.2	0.7	41.9	7.3	1.5	0.2	1.1
Rép. slovaque	1 775	6 985	40.8	40.3	0.3	0.2	43.5	6.9	0.7	0.1	0.7
Espagne	1 601	7 159	39.1	38.2	0.6	0.3	41.0	6.8	1.9	0.5	1.8
Suède	1 386	7 374	37.5	35.6	1.3	0.6	36.9	6.8	3.3	1.8	3.2
Suisse	1 618	7 142	37.8	34.3	2.9	0.6	42.9	6.0	1.4	0.9	0.9
Royaume-Uni	1 530	7 230	37.5	36.6	0.6	0.3	40.8	6.5	2.1	1.3	1.2
États-Unis <sup>3</sup> (2005)	1 896	6 864	41.3	38.5	2.7	..	45.9	3.8	1.6	..	0.7
<b>OCDE25</b>	<b>1 595</b>	<b>7 165</b>	<b>38.2</b>	<b>36.9</b>	<b>0.9</b>	<b>0.5</b>	<b>41.6</b>	<b>6.5</b>	<b>1.9</b>	<b>0.8</b>	<b>1.5</b>
Coefficient de variation	0.11	0.02	0.07	0.08	0.81	0.62	0.06	0.16	0.44	0.75	0.47

1. On trouvera dans l'annexe 2.A1 des *Perspectives de l'emploi 2004* de l'OCDE une explication succincte de la méthode employée par le Secrétariat de l'OCDE pour estimer le nombre annuel effectif d'heures travaillées par un actif occupé en Belgique, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal. La même méthode a été utilisée pour estimer le nombre annuel d'heures de travail par salarié pour l'ensemble des pays européens figurant dans ce tableau.

2. Ces semaines sont déjà comptabilisées dans les colonnes h et i, mais sont incluses une seconde fois pour tenir compte d'un taux de sous-déclaration estimé de 50 % (cf. annexe 2.A1), sauf pour l'Australie.

3. Les estimations portent sur l'emploi total à plein-temps. Le chiffre indiqué renvoie aux absences totales non motivées par les vacances, et non aux absences sur une semaine entière.

Source : Estimations du Secrétariat basées sur les résultats des Enquêtes sur les forces de travail de l'UE et EIRO (2005) pour les pays européens, et sur ECO/CPE/WP1(2007)11/ANN2 pour l'Australie, le Canada et les États-Unis.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/551047830221>

le nombre annuel d'heures de travail des salariés est très variable entre les pays. L'écart-type de la mesure résiduelle des loisirs sur l'ensemble des pays couverts est de 175 heures, soit environ quatre semaines à raison de 40 heures de travail par semaine. Les États-Unis affichent le temps de loisirs le plus faible, et la Norvège le plus élevé. Outre les États-Unis, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque ont également des temps de loisirs résiduels réduits. Les temps de loisirs résiduels les plus élevés sont observés dans les pays nordiques et en Europe continentale de l'Ouest : Pays-Bas, Danemark, Suède et France.

Si l'on définit les loisirs simplement comme le temps qui n'est pas consacré à l'emploi rémunéré, toute variation du nombre d'heures de travail effectué dans l'année se traduira par une variation du temps de loisirs disponible. Le tableau 2.2 décrit les taux de croissance moyens du nombre d'heures de travail annuel dans les pays de l'OCDE entre 1970 et 2005. Le choix de moyennes sur cinq ans élimine une bonne partie des fluctuations de plus grande amplitude liées au cycle économique. Les données sont manifestement incomplètes, notamment en ce qui concerne les premières périodes pour de nombreux

**Tableau 2.2. Croissance moyenne annuelle du nombre d'heures de travail par personne (en équivalent plein-temps) sur des périodes de cinq ans**

	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005
Australie	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.7
Autriche	..	..	..	..	..	-0.2	0.3
Belgique	..	..	..	-0.5	-0.9	-1.5	0.1
Canada	-0.6	-0.7	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.3
République tchèque	..	..	..	..	..	0.3	-0.9
Danemark	-2.4	-0.3	-0.5	-1.1	-0.2	0.7	0.3
Finlande	-0.9	-0.5	-0.4	-0.5	0.1	-0.3	-0.4
France	-1.0	-0.7	-1.2	-0.3	-0.6	-0.7	-0.4
Allemagne	..	..	..	..	..	-0.8	-0.5
Grèce	..	..	..	-0.4	0.1	0.0	-0.3
Hongrie	..	..	..	-0.4	0.6	0.2	-0.7
Islande	-1.5	-1.5	-0.1	-0.2	-0.1	0.6	-1.0
Irlande	..	..	..	0.2	-1.2	-1.7	-0.8
Italie	-1.3	-0.6	-0.6	0.1	-0.5	0.0	-0.5
Japon	-1.2	0.1	-0.3	-0.6	-1.5	-0.7	-0.5
Corée	..	..	0.1	-1.5	-0.2	-1.1	-1.4
Luxembourg	..	..	..	0.0	-0.5	-0.7	-1.1
Mexique	..	..	..	..	..	0.3	0.2
Pays-Bas	..	..	..	..	-1.6	-0.3	0.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	0.3	-0.1	-0.2
Norvège	-1.2	-1.8	-0.5	-0.5	-0.2	-0.4	-0.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	0.1
Portugal	..	..	..	..	-0.7	-1.4	-0.1
République slovaque	..	..	..	..	..	-0.7	-0.8
Espagne	..	..	-1.5	-0.3	-0.1	0.0	-0.5
Suède	-1.6	-1.1	0.3	0.3	0.8	0.0	-0.5
Suisse	-1.0	-0.8	-0.8	-0.4	0.0	-0.2	-0.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	-0.6	-1.2	-0.1	0.1	-0.3	-0.4	-0.4
États-Unis	-0.7	-0.3	0.2	-0.1	0.1	-0.1	-0.4
<b>OCDE</b>	<b>-1.1</b>	<b>-0.7</b>	<b>-0.4</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.4</b>

.. : Non disponible.

Source : Estimations du Secrétariat, basées sur les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*.

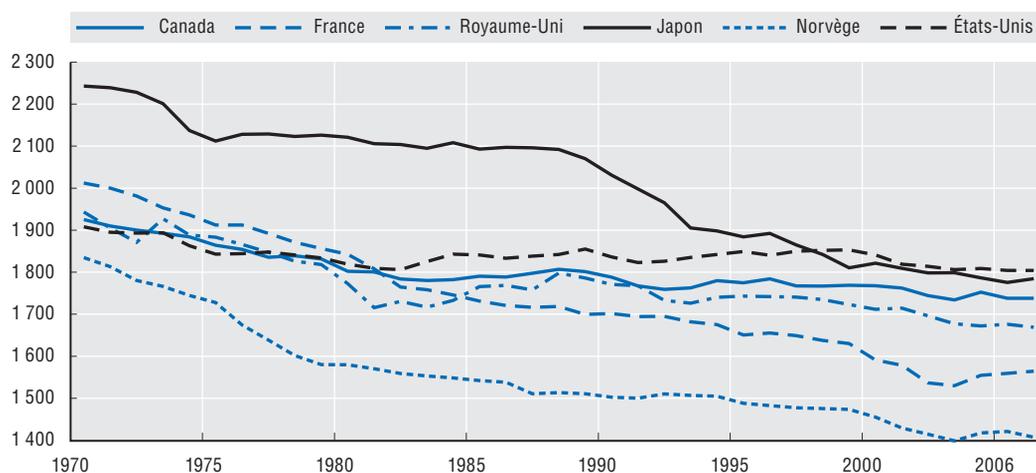
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/551055031276>

pays (1970-85). Cependant, la tendance générale révèle un déclin du nombre d'heures travaillées, avec un taux de diminution qui va décroissant au fil du temps dans la plupart des pays. Très peu de pays ont connu des périodes de hausse de la croissance du nombre d'heures travaillées par personne. En conséquence, l'idée d'un « rétrécissement du temps disponible » à l'échelle de l'OCDE, qui résulterait d'un changement de la situation de la main-d'œuvre rémunérée, n'est pas corroborée par ces données, même s'il est fort possible que ce phénomène existe pour certains groupes.

À partir des mêmes données, le graphique 2.1 décrit les tendances à long terme, sur une trentaine d'années, du temps de travail annuel dans six pays de l'OCDE. Le Canada et les États-Unis ont des trajectoires très similaires, avec un nombre d'heures par personne à peu près stable à partir de 1980. La courbe du Royaume-Uni est également assez proche de celle des deux pays nord-américains. Le nombre d'heures de travail des salariés au Japon a fortement diminué, pour converger vers les niveaux des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni. Les données françaises et norvégiennes ne montrent aucun signe de stabilisation durant les années 80 et 90, mais les courbes s'aplanissent quelque peu après le tournant du millénaire.

### Graphique 2.1. 1970-2006 : le déclin à long terme du temps de travail annuel

Nombre d'heures de travail annuel de l'ensemble de la population salariée dans une sélection de pays de l'OCDE



Source : Estimations du Secrétariat, basées sur les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*.

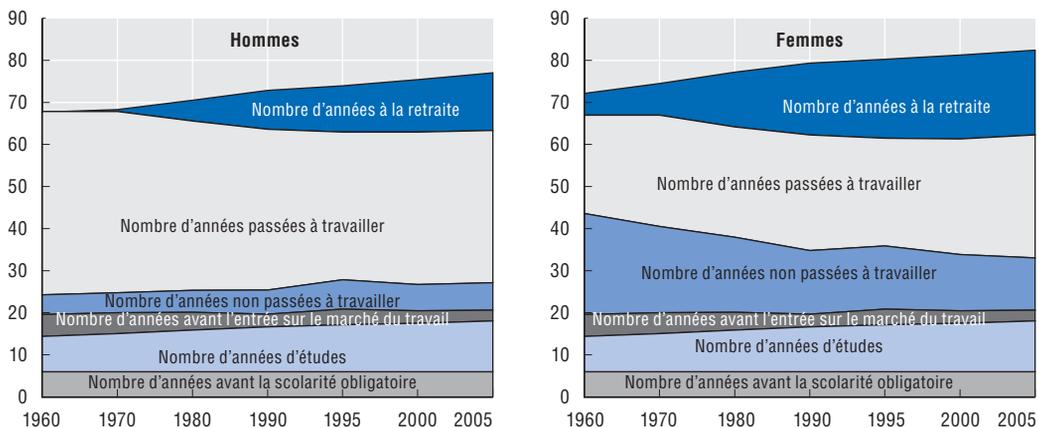
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548525556001>

## Allocation du temps sur le cycle de vie

Un autre type de contextualisation utile pour analyser les tendances des loisirs à partir des enquêtes sur l'utilisation du temps consiste à examiner le nombre d'années que des personnes de profils variés consacrent à leur « activité principale » au cours des phases successives de leur vie. Bien qu'elle utilise des données transversales, cette contextualisation peut néanmoins apporter un éclairage sur l'évolution de l'utilisation du temps au fil du cycle de vie, si l'on pose – hypothèse très audacieuse – que l'expérience d'une personne d'un âge donné (par exemple, 15 ans) en termes de situation sur le marché du travail et de fécondité au cours d'une tranche d'âge déterminée de son parcours de vie futur (par exemple, 15-64 ans) peut être approximée par le comportement de la population actuelle de cette tranche d'âge (15-64 ans). L'hypothèse sous-jacente est la même que celle qui sous-tend le calcul de l'espérance de vie et des indices conjoncturels de fécondité.

Les principaux résultats apparaissent sur le graphique 2.2, qui illustre une décomposition possible du cycle de vie des individus (hommes et femmes séparément) en fonction des années consacrées à différentes activités principales. Ces données, qui correspondent aux moyennes observées dans les pays de l'OCDE disposant de données suffisantes, mettent en évidence plusieurs phénomènes bien établis. Le mieux connu d'entre eux est peut-être le déclin continu du nombre d'années consacrées à l'exercice d'un emploi rémunéré chez les hommes, et sa hausse concomitante chez les femmes. Le graphique montre également l'allongement de la période de retraite consécutif à l'augmentation de l'espérance de vie. On observe également que les femmes prennent leur retraite plus tôt et passent plus de temps à la retraite (du fait de leur départ en retraite plus précoce et de leur espérance de vie plus longue). L'augmentation probable de la durée des études chez les femmes ne transparaît pas sur le graphique; il est prévu d'effectuer davantage de travaux dans ce domaine pour mieux cerner le processus de rattrapage éducatif des femmes.

Graphique 2.2. **Nombre d'années consacrées à différentes activités par les hommes et les femmes d'un pays type de l'OCDE**



Source : Estimations du Secrétariat, basées sur les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548526737374>

## Les loisirs au cours d'une journée type

L'analyse ci-dessus a montré que le temps moyen consacré au travail rémunéré sur une année était extrêmement variable au sein de la zone OCDE. Par ailleurs, la durée annuelle moyenne consacrée au travail par les salariés à plein-temps a globalement diminué au cours des 30 dernières années. Il reste à savoir si le déclin général du temps de travail annuel a pour corollaire automatique une hausse proportionnelle du temps de loisirs disponible. La réponse est négative. Les défauts de l'approche résiduelle – à savoir, la couverture incomplète de la population et la non-prise en compte du fait que le temps résiduel n'est pas intégralement consacré aux loisirs – transparaissent ici clairement. Enfin, cette décomposition n'offre qu'une vue partielle des éléments qui façonnent graduellement une année type. Pour obtenir une estimation tangible du temps que les individus consacrent spécifiquement aux loisirs, il faut utiliser des données que seules les enquêtes sur l'utilisation du temps peuvent fournir.

Pour avoir une meilleure idée du temps consacré aux loisirs dans une journée moyenne d'une année moyenne, il est important, tout d'abord, d'examiner comment les adultes répartissent les 24 heures de la journée entre leurs autres activités principales. Selon l'approche retenue ici, la journée est subdivisée en cinq catégories d'utilisation du temps : 1) les loisirs, au sens étroit du terme; 2) le travail rémunéré; 3) le travail non rémunéré; 4) les occupations personnelles; et 5) les autres utilisations du temps (utilisations non comptabilisées ou non définies). Pour autant que les enquêtes sur l'utilisation du temps soient complètement normalisées sur le plan méthodologique et parfaitement comparables, on peut *de facto* observer des différences dignes d'intérêt entre pays dans la structure d'une journée moyenne en termes d'utilisation du temps. Il faut garder à l'esprit que les résultats de ces enquêtes ne sont pas totalement exacts (le degré d'inexactitude variant selon les pays) en ce qui concerne la mesure de l'utilisation du temps pendant les périodes de maladie ou les vacances. En outre, seuls 60 % des pays de l'OCDE (les 18 analysés dans ce chapitre) disposent d'enquêtes sur l'utilisation du temps actualisées et contenant suffisamment d'informations aux fins de cette étude, et leurs méthodologies sont passablement variées. Les enquêtes sur l'utilisation du temps de la Hongrie, de l'Islande et des Pays-Bas ne contenaient pas suffisamment d'informations pour pouvoir être incluses.

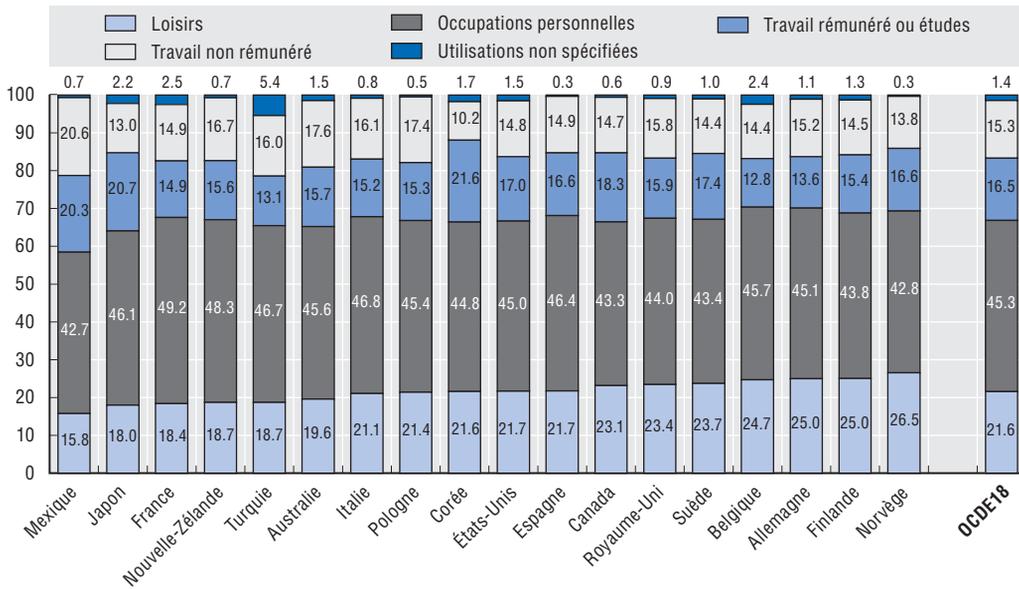
Le « travail rémunéré » comprend les emplois à plein-temps et à temps partiel, les pauses sur le lieu de travail et les trajets jusqu'au lieu de travail, le temps passé à chercher du travail, le temps passé à l'école, les trajets entre le domicile et l'école et le temps consacré à un travail rémunéré à domicile. Le « travail non rémunéré » inclut toutes les activités domestiques (tâches ménagères, cuisine, nettoyage, soins aux enfants, aux membres de la famille ou à des personnes extérieures, bénévolat, courses, etc.). Les « occupations personnelles » englobent le sommeil, le temps passé à manger et boire et les autres services personnels, médicaux et domestiques (hygiène, toilettage, rendez-vous chez le médecin, coiffeur, etc.). Les « loisirs » recouvrent les passe-temps, les jeux, le temps passé devant la télévision et devant l'ordinateur, le jardinage de loisir, les sports, les sorties avec des amis ou en famille, la participation à des manifestations, etc. Les activités « non définies » incluent toutes les autres activités non classées ailleurs.

Le graphique 2.3 montre que les habitants de l'ensemble de ces 18 pays consacrent la majeure partie de leur temps à des occupations personnelles. À 6 points de pourcentage, les variations intra-OCDE de la fraction de temps consacrée à ces activités sont relativement faibles. Le temps alloué aux occupations personnelles va de 43 % du temps total au Canada, en Suède, au Mexique et en Norvège à 49 % en France.

Que recouvrent les occupations personnelles essentiellement? La principale composante des occupations personnelles dans l'ensemble des pays est en fait le sommeil. Dans la zone OCDE, les individus dorment en moyenne 8 heures et 22 minutes par jour. Le sommeil compte ainsi pour environ 77 % du temps moyen consacré aux occupations personnelles dans l'OCDE. La deuxième composante majeure est l'alimentation, qui occupe 14 % du temps dévolu aux occupations personnelles, soit 1 heure et 37 minutes par jour en moyenne dans la zone OCDE (la Turquie n'est pas prise en compte dans ce calcul et les suivants, car il n'est pas possible dans son cas de séparer le temps consacré à l'alimentation de celui dévolu aux autres occupations personnelles). Le sommeil et l'alimentation représentent donc, ensemble, plus de 90 % du temps alloué aux occupations personnelles en moyenne. Le temps restant correspond aux « Services personnels, médicaux et domestique », qui recouvrent des activités diverses telles que l'hygiène personnelle, les rendez-vous médicaux, les visites chez le coiffeur, chez le garagiste, etc.

Graphique 2.3. **Parts des loisirs et des autres activités au cours d'une journée type**

Répartition du temps consacré aux principales activités dans une journée de 24 heures, pour tous les déclarants âgés de 15 ans et plus dans 18 pays de l'OCDE



Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548528164155>

Étant donné qu'une partie du temps consacré au sommeil, aux repas, à la boisson et à l'hygiène peut aussi être classée dans les loisirs (faire la grasse matinée, passer du temps à table avec des amis ou sa famille, se faire laver et couper les cheveux par exemple), il y a manifestement une large part d'arbitraire dans le choix de la ligne de démarcation entre occupations personnelles et loisirs.

Après les occupations personnelles, les loisirs sont, en temps, la deuxième catégorie la plus importante, puisqu'elles comptent en moyenne pour 22 % du temps disponible dans les 18 pays de l'OCDE couverts. La Norvège comptabilise le temps de loisirs le plus élevé (27 %) et le Mexique le plus bas (16 %). Le temps de loisirs est également important en Belgique, en Allemagne et en Finlande, alors qu'il est plutôt bas au Japon, en France et en Nouvelle-Zélande.

Le Japon et le Mexique sont les seuls pays où le travail rémunéré occupe une fraction du temps plus élevée que les loisirs, et en Corée, les deux parts sont égales. Dans les 15 autres pays, le temps de loisirs est supérieur au temps consacré au travail rémunéré. Dans ces 18 pays de l'OCDE en moyenne, le travail rémunéré arrive juste après les loisirs, qui le précèdent d'une courte marge. Dans de nombreux pays, par exemple le Mexique, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Italie, la Pologne, la Belgique et l'Allemagne, on consacre davantage de temps au travail non rémunéré qu'au travail rémunéré. Le Mexique est le seul pays où le temps affecté au travail non rémunéré excède également le temps de loisirs.

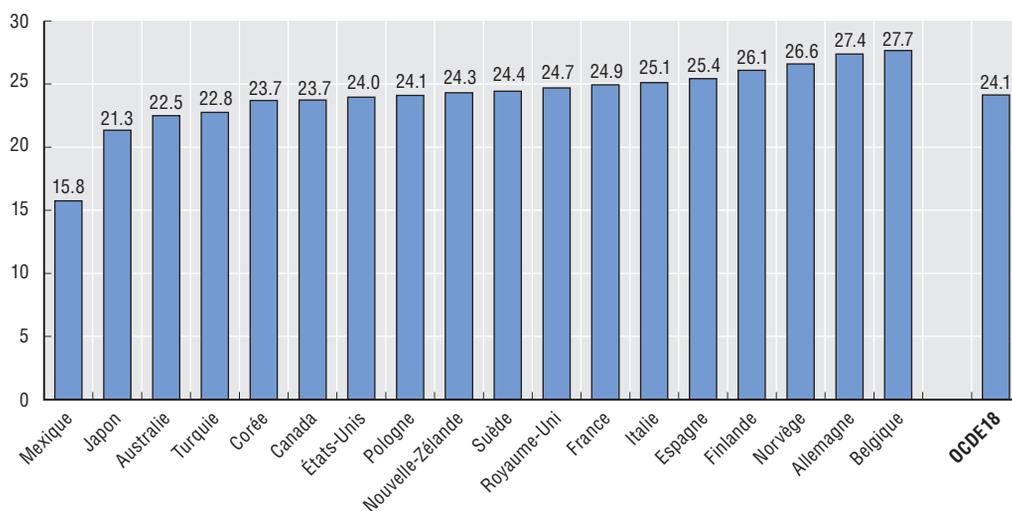
Parmi les quatre grandes catégories d'utilisation du temps (loisirs, occupations personnelles, travail rémunéré, travail non rémunéré), la part allouée aux loisirs est celle qui varie le plus, avec 11 points de pourcentage d'écart entre le Mexique et la Norvège. Le temps consacré au travail non rémunéré varie dans les mêmes proportions, avec 11 points

d'écart entre la Corée (niveau le plus faible) et le Mexique (niveau le plus élevé). Les variations de la part du travail rémunéré sont un peu moins marquées, avec un maximum de 9 points entre la Belgique (niveau le plus faible) et la Corée (niveau le plus élevé).

Compte tenu du caractère arbitraire de la démarcation entre occupations personnelles et loisirs, déjà mentionné, il est possible de mesurer le temps de loisirs selon une autre méthode. Il s'agit d'abord de fixer la part des occupations personnelles au niveau le plus bas observé dans l'OCDE (42.7 % d'une journée moyenne au Mexique), en considérant que ce taux bas correspond au minimum d'occupations personnelles nécessaire. Sur cette base, les loisirs au sens « large » peuvent être définis comme la somme des loisirs au sens « étroit » déjà mesurés et indiqués sur le graphique 2.3 et du temps consacré aux occupations personnelles venant en excédant du minimum défini. Les résultats du calcul des loisirs « au sens large » sont reproduits sur le graphique 2.4. La part moyenne du temps de loisirs dans les 18 pays de l'OCDE passe de 21.6 % (au sens étroit) à 24 % (au sens large). L'écart entre le niveau le plus bas (16 % d'une journée type au Mexique) et le plus élevé (27 % en Belgique) se maintient à 11 points de pourcentage, mais pour les autres pays, la tendance du temps de loisirs à l'intérieur de cette fourchette est plus homogène.

### Graphique 2.4. L'adoption d'une définition plus large des loisirs entraîne une augmentation du temps de loisirs et modifie le classement des pays

Part du temps de loisirs dans une journée type



Note : Les « loisirs au sens large » sont obtenus en normalisant les niveaux d'occupations personnelles quotidiennes sur le niveau le plus bas observé parmi les pays, et en réaffectant le temps d'occupations personnelles restant à la valeur initiale des loisirs.

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

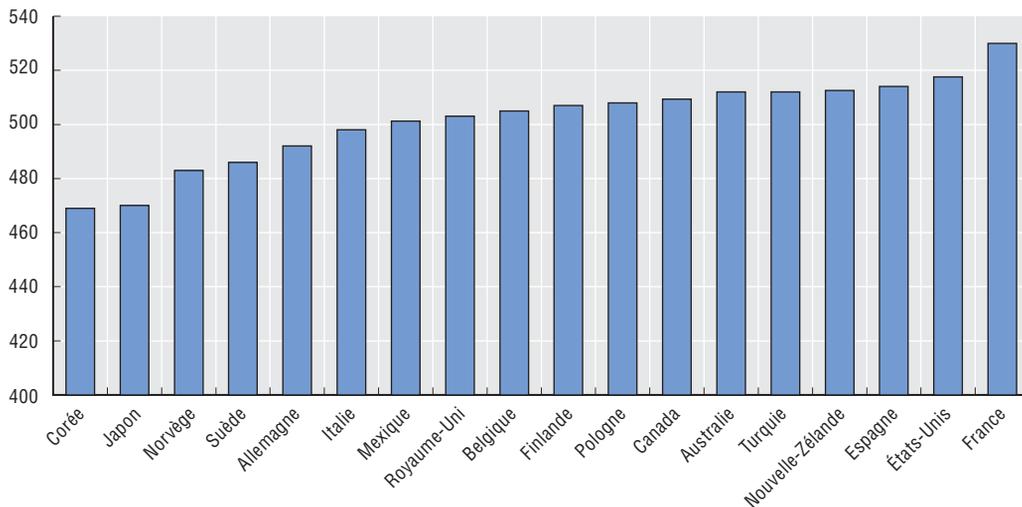
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548604870643>

Certains pays gagnent plus de temps de loisirs que d'autres selon la nouvelle définition. Par conséquent, cette redéfinition entraîne également des changements considérables dans le classement des pays. Les pays qui gagnent le plus de places sont la France (neuf places), l'Italie (six places) et la Nouvelle-Zélande (cinq places). Ainsi, ces trois pays passent d'un niveau inférieur à la moyenne à un niveau à peu près équivalent ou supérieur à la moyenne OCDE en termes de loisirs. Les pays qui perdent le plus de places, suite à l'adoption d'une définition plus large des loisirs, sont le Canada (six places) et la

Suède et la Corée (quatre places dans les deux cas). La raison immédiate de l'impressionnante remontée de la France réside dans la part très élevée du temps consacré, dans son cas, aux occupations personnelles (la plus élevée de la zone OCDE, à 49 %), dont une fraction est réaffectée aux loisirs. Pour ce qui est de la composition de ce temps important alloué aux occupations personnelles, il est intéressant de noter que le temps de sommeil nocturne des Français est particulièrement élevé (cette « activité » étant, comme on l'a vu, considérée comme une occupation personnelle). Les données sur le sommeil dans les pays de l'OCDE sont représentées sur le graphique 2.5. Il apparaît qu'un Français moyen dort plus d'une heure de plus par jour qu'un Coréen moyen, qui dort moins que les habitants de n'importe lequel des autres pays de l'OCDE.

Graphique 2.5. **Les Français dorment plus**

Temps de sommeil moyen par jour (en minutes)



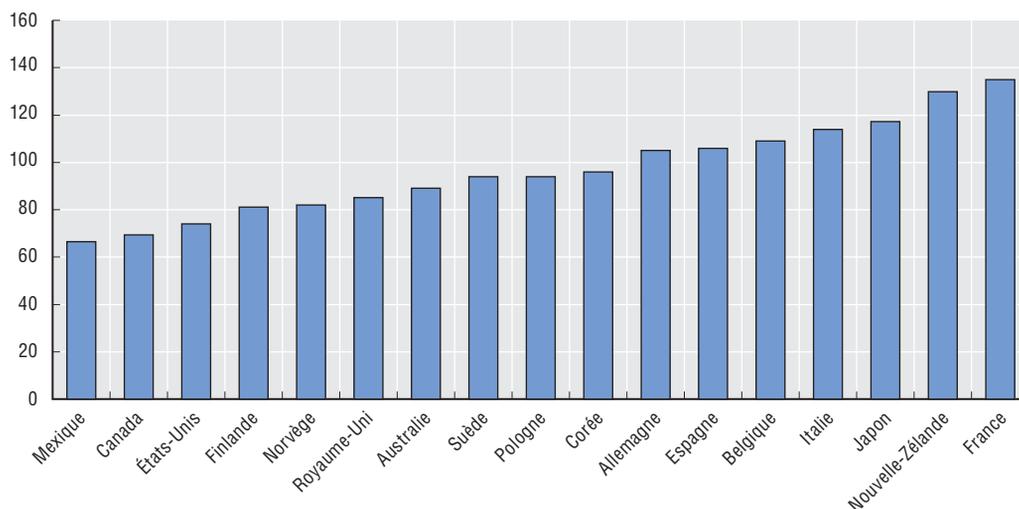
Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548614043010>

Autre occupation personnelle importante, dont nous avons vu qu'elle pouvait présenter les caractéristiques d'une activité de loisirs dans de nombreuses cultures : l'alimentation. Le graphique 2.6 montre que le temps consacré à s'alimenter varie de près d'une heure et demie par jour entre les deux extrémités du classement. Les deux pays qui gagnent le plus de places lorsque les loisirs sont définis au sens large, la France et la Nouvelle-Zélande, font également partie des pays où l'on passe le plus de temps à manger. Chaque jour, les Français consacrent presque deux fois plus de temps à leurs repas que les Mexicains, les Canadiens et les Américains.

La dernière sous-catégorie d'occupations personnelles, qui est aussi la plus restreinte, est celle des « Services personnels, médicaux et domestiques ». Le temps consacré à ces activités varie, encore une fois, fortement, allant de 43 minutes par jour en Finlande à 77 minutes par jour en Corée (cf. graphique 2.7).

Graphique 2.6. **Les Français sont ceux qui passent le plus de temps à manger et boire**  
Durée quotidienne moyenne des repas (en minutes)



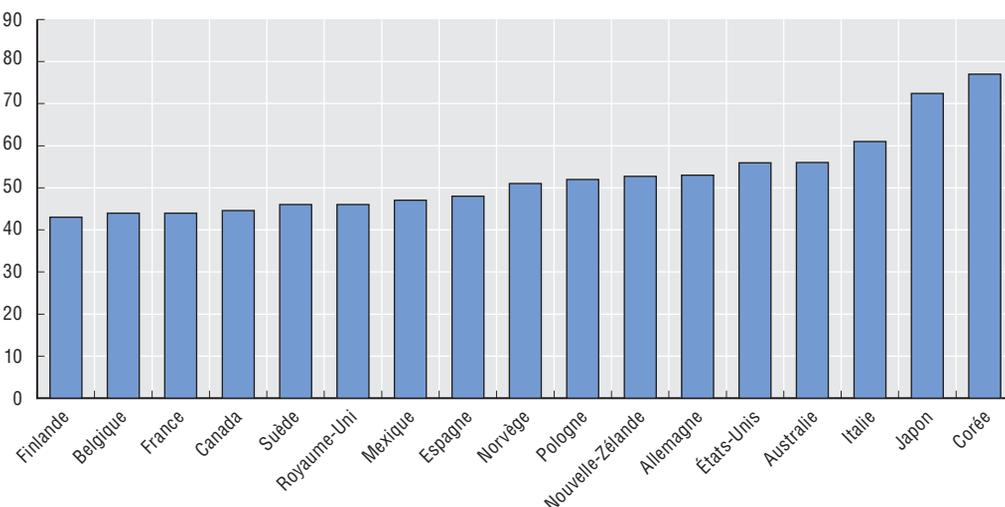
Note : Les données d'enquête sur l'utilisation du temps dont on dispose pour la Turquie n'établissent pas de distinction entre, d'une part, les services personnels, médicaux et domestiques, et d'autre part, l'alimentation et la boisson. Par conséquent, le chiffre pour la Turquie est exclu. En isolant, de façon *ad hoc*, le temps consacré à l'alimentation et à la boisson en Turquie sur la base des parts moyennes observées dans l'OCDE, on obtiendrait un niveau à peu près équivalent à celui de l'Italie.

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548621131285>

Graphique 2.7. **Services personnels, médicaux et domestiques : le Japon et la Corée arrivent en tête**

Temps consacré aux services personnels, médicaux et domestiques dans une journée moyenne, en minutes



Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

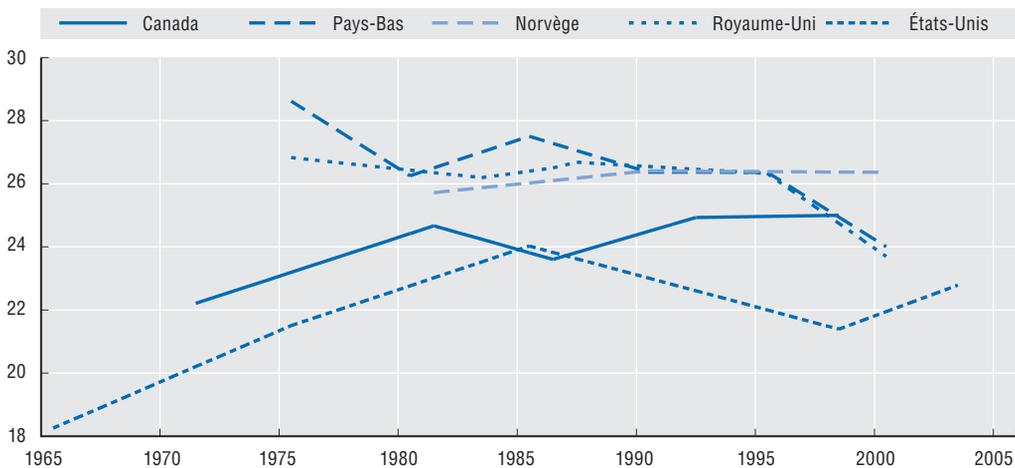
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548662533470>

## Évolution temporelle des tendances des loisirs, sur la base des enquêtes sur l'utilisation du temps

Une autre question intéressante a trait à l'évolution des loisirs au fil du temps pour l'ensemble des adultes (les loisirs étant ici définis au sens étroit). Cet aspect peut être examiné pour les quelques pays qui ont mené des enquêtes sur l'utilisation du temps pendant une durée suffisamment longue, à savoir le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis<sup>2</sup>. Pour chaque pays, les données à long terme couvrent des périodes de durées différentes et sont mesurées à des fréquences différentes. Dans tous les cas, la fréquence de mesure est faible, et il faut donc se montrer prudent avant de tirer des conclusions sur les tendances temporelles longitudinales. Le graphique 2.8 montre que la part du temps de loisirs a suivi des trajectoires différentes au cours des 40 dernières années dans les pays susmentionnés. Aux Pays-Bas, la fraction du temps consacré aux loisirs semble avoir décliné entre le milieu des années 70 et le tout début du XXI<sup>e</sup> siècle. Au Royaume-Uni, la tendance est similaire mais moins marquée. Le temps de loisirs en Norvège n'a pratiquement pas évolué sur la période pour laquelle des données sont disponibles. Enfin, au Canada et aux États-Unis, pays qui ont recueilli des données sur les périodes les plus longues, la fraction du temps alloué aux loisirs va croissant, mais en partant d'une base beaucoup plus faible que dans les pays européens de l'OCDE. Malheureusement, les données ne sont pas assez nombreuses et ne sont pas collectées à une fréquence suffisante pour que l'on puisse examiner les tendances des loisirs dans le contexte du cycle économique et ainsi faire la part entre les changements volontaires et involontaires du temps de loisirs.

### Graphique 2.8. Évolution temporelle des tendances des loisirs, sur la base des enquêtes sur l'utilisation du temps

Tendances à long terme de la part des loisirs au cours d'une journée type dans cinq pays de l'OCDE (en pourcentage)



Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548718113783>

## Tendances de la distribution des loisirs

### Caractéristiques démographiques et loisirs

Quelles différences observe-t-on entre les activités de loisirs des différents groupes sociaux? Cette section examine les tendances des loisirs dans différents groupes, définis selon le sexe et l'âge.

## Sexe

En quoi les hommes et les femmes de la zone OCDE font-ils une utilisation différente de leur temps de loisirs? Nombre d'études comparatives se sont intéressées aux divergences des tendances de l'emploi rémunéré, de l'emploi non rémunéré et de l'emploi total entre hommes et femmes. On en sait en revanche beaucoup moins sur la manière dont les hommes et les femmes se distinguent dans le domaine des loisirs. À partir de données sur l'utilisation du temps en Allemagne, en Belgique, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède, Burda *et al.* (2007) concluent que « dans la plupart des économies riches, [...] les différences des quantités de loisirs consommées par les hommes et les femmes respectivement sont minimales » (p. 23). La modicité des différences relevée par l'étude de Burda est cependant matière à débat. Les auteurs indiquent les écarts en nombre de minutes dans une journée type, censée être représentative d'une année type. Sur une base journalière, les différences en minutes semblent effectivement faibles en général. Cependant, en termes annualisés, il en va tout autrement. L'écart le plus réduit se monte à 55 heures annuelles de loisirs en plus pour les hommes en Norvège. La plupart des salariés à plein-temps ne qualifieraient probablement pas de « minime » l'équivalent de plus d'une semaine de repos supplémentaire. L'annualisation des écarts de temps de loisirs – tous favorables aux hommes – observés par Burda *et al.* (tableaux 1 et 2) donne un total de 116 heures par an aux Pays-Bas, 128 heures aux États-Unis, 134 heures en Suède, 170 heures au Royaume-Uni, 176 heures en Allemagne, 195 heures au Danemark, 213 heures en Belgique, 225 heures en Finlande, 280 heures en France et 444 heures en Italie.

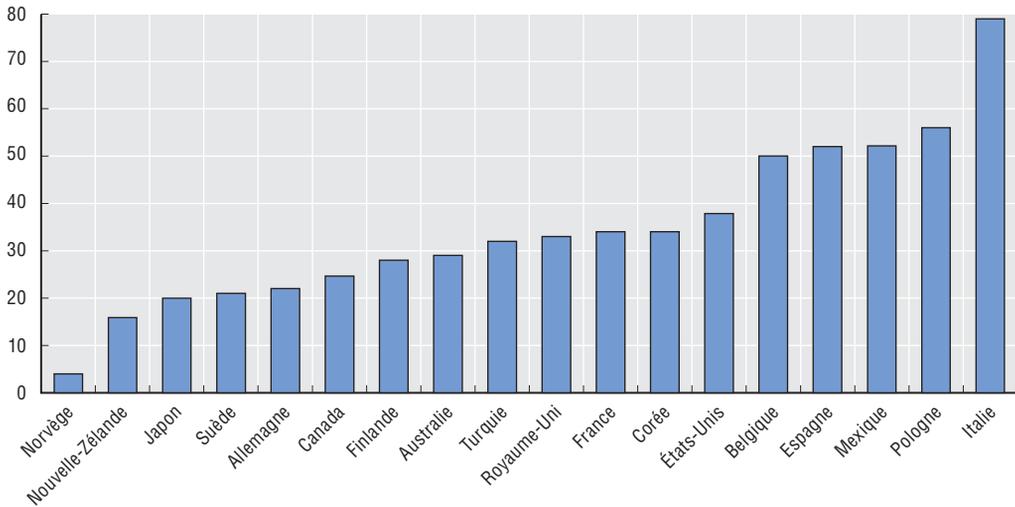
D'après les données déclarées dans les enquêtes sur l'utilisation du temps de 18 pays de l'OCDE, reproduites au graphique 2.9, le temps consacré aux activités désignées comme loisirs au sens étroit est systématiquement plus élevé chez les hommes que chez les femmes, un résultat qui rejoint les conclusions de Burda *et al.* Les écarts entre les sexes sont statistiquement insignifiants en Norvège (quelques minutes par jour), mais en Italie, les femmes ont presque 80 minutes de loisirs quotidiens en moins que les hommes. Burda *et al.* (2007, pp. 4-5) ont déjà noté que dans ce pays, les femmes effectuent une grande quantité de travail non rémunéré et les hommes passent beaucoup de temps devant la télévision. Ainsi, une grande partie du surcroît de travail effectué par les femmes en Italie semble correspondre à des tâches ménagères.

Cependant, les écarts du temps de loisirs entre hommes et femmes sont influencés par la catégorisation des utilisations du temps en « loisirs » ou « occupations personnelles ». Il faut donc déterminer en quoi les occupations personnelles des hommes diffèrent de celles des femmes. Le graphique 2.10 montre que dans une majorité de pays de l'OCDE, les femmes consacrent davantage de temps par jour (et même parfois bien davantage, notamment en Suède, en Belgique et aux États-Unis) aux occupations personnelles que les hommes. L'Italie, la Pologne, la Corée et le Mexique sont les seuls pays où c'est l'inverse qui est vrai. À presque une demi-heure par jour, le surcroît de temps consacré aux occupations personnelles par les hommes au Mexique est particulièrement élevé. Cette différence s'explique en grande partie par le fait que les hommes, au Mexique, dorment 25 minutes de plus que les femmes (le temps de sommeil quotidien des Mexicains – hommes et femmes confondus – se situe un peu au-dessous de la moyenne de l'OCDE).

Pour examiner les différences entre hommes et femmes des loisirs définis au sens large, nous normalisons ici encore la durée quotidienne des occupations personnelles sur

### Graphique 2.9. Les hommes déclarent un temps de loisirs plus important que les femmes

Écarts hommes-femmes du temps de loisirs, en minutes par jour  
(des chiffres positifs correspondent à un écart en faveur des hommes)



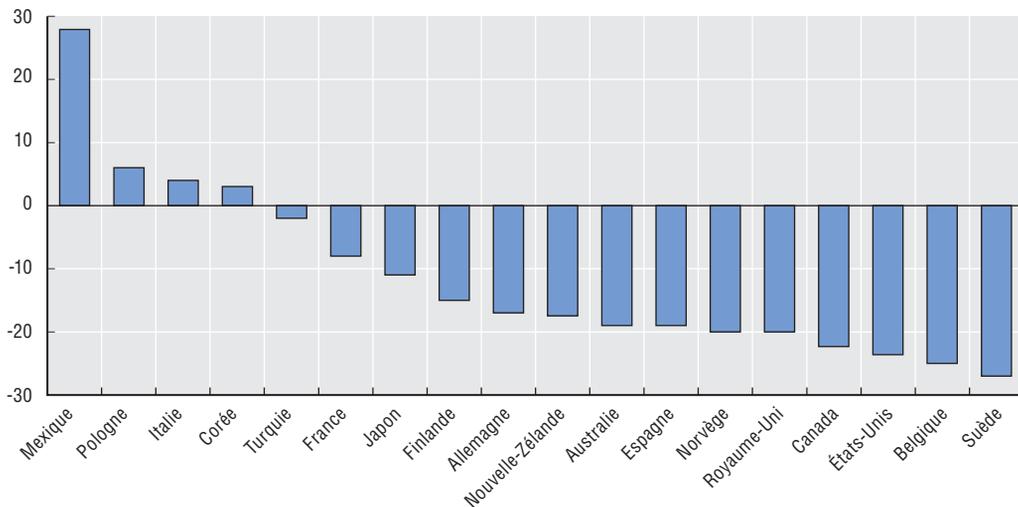
Note : La définition des loisirs est utilisée ici au sens étroit.

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548724153767>

### Graphique 2.10. Les hommes consacrent généralement moins de temps aux occupations personnelles que les femmes

Écarts hommes-femmes du temps consacré aux occupations personnelles, en minutes par jour  
(des chiffres positifs correspondent à un écart en faveur des hommes)



Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548733815678>

le niveau le plus bas observé (602 minutes pour les femmes au Mexique). Le temps consacré aux occupations personnelles par les hommes et les femmes au-delà de ce seuil est réaffecté aux loisirs. Ce réajustement permet d'obtenir une mesure plus large et vraisemblablement plus représentative des différences de loisirs entre les hommes et les femmes (graphique 2.11).

Même après cette reclassification des occupations personnelles assimilables à des loisirs, dans la majorité des pays examinés, les hommes continuent de consacrer plus de temps aux loisirs au sens large que les femmes. L'écart est particulièrement marqué pour l'Italie et le Mexique. Il existe, cette fois, malgré tout trois pays où les femmes ont davantage de loisirs au sens large que les hommes – la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suède. L'avantage féminin est anecdotique dans le cas de la Norvège, où les femmes ont en moyenne 16 minutes de loisirs en plus par jour que les hommes. L'écart en faveur des hommes reste béant dans plusieurs pays, notamment en Italie, au Mexique, en Pologne et en Corée, et important dans de nombreux autres. Il est à noter que l'Italie, le Mexique, la Pologne et la Corée sont des pays où l'écart de temps de loisirs au sens étroit préexistant entre hommes et femmes s'accroît lorsqu'on inclut l'écart de temps consacré aux occupations personnelles. Quelle que soit la définition des loisirs utilisée, les hommes semblent donc avoir davantage de loisirs que les femmes dans la plupart des pays<sup>3</sup>.

L'interprétation des écarts de temps de loisirs entre hommes et femmes se heurte à un autre écueil, qui tient au caractère potentiellement sexué du « shopping » en tant qu'activité de loisirs. Dans l'analyse précédente, toutes les activités d'achat sont incluses dans la catégorie « travail non rémunéré ». Par conséquent, elles réduisent le temps disponible pour les loisirs, toutes choses étant égales par ailleurs. On sait également, d'après les enquêtes sur l'utilisation du temps, que les femmes consacrent plus de temps aux courses que les hommes. Par exemple, aux États-Unis, les hommes y consacrent 43 minutes par jour, contre 59 minutes pour les femmes. En Allemagne, les chiffres sont de 49 minutes pour les hommes et 66 minutes pour les femmes, en Italie de 33 minutes pour les hommes et 53 minutes pour les femmes, et aux Pays-Bas de 36 minutes pour les hommes et 53 minutes pour les femmes (Burda *et al.*, 2007, tableau 1)<sup>4</sup>. Il est possible qu'une partie de ce temps ait une composante « loisirs », et cette composante est généralement plus importante chez les femmes.

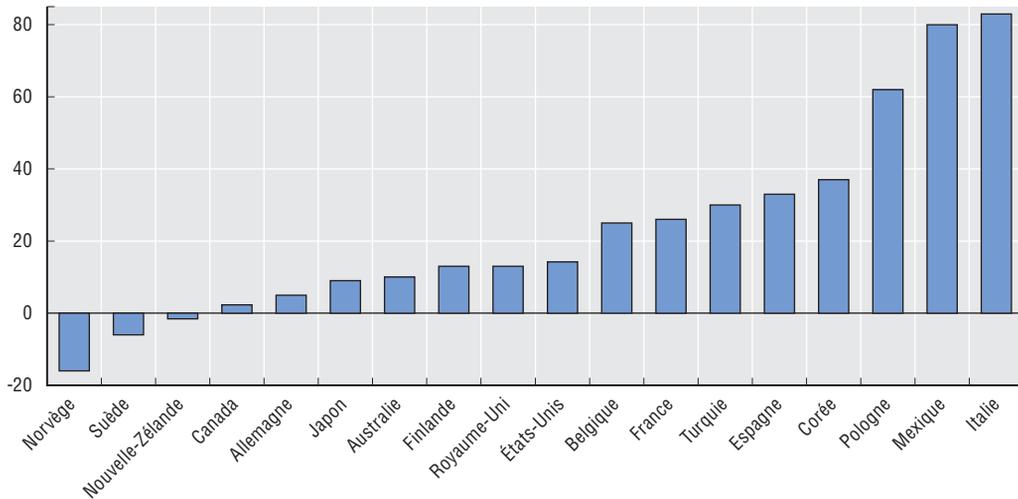
### ***Tendances des loisirs selon l'âge***

Pour obtenir une image fidèle des tendances des loisirs au cours du cycle de vie, il faudrait disposer de données longitudinales couvrant toute la durée de vie des personnes. De telles données ne sont malheureusement pas disponibles. À défaut, les données transversales sur l'utilisation du temps par cohortes d'âge peuvent fournir quelques indications sur l'évolution du temps de loisirs au cours des différentes étapes de la vie. Comme l'on pouvait s'y attendre, les jeunes, et davantage encore les seniors, consacrent davantage de temps aux loisirs que les personnes d'âge actif. Dans les 18 pays de l'OCDE qui figurent dans le tableau 2.3, les personnes âgées de 65 ans et plus ont systématiquement plus de loisirs en moyenne que l'ensemble des autres catégories d'âge. La fraction de temps qu'elles allouent aux loisirs culmine à 39 % au Canada, en Norvège et en Pologne, pour tomber à un minimum de 25 % du temps total au Mexique.

La part du temps de loisirs des 15-24 ans est généralement plus élevée que celle des cohortes d'âge actif. Logiquement, dans tous les pays, les jeunes consacrent davantage de temps aux loisirs que les 25-44 ans. Les écarts par rapport aux 45-64 ans sont beaucoup moins marqués, fait peut-être plus étonnant si l'on considère que presque tous les membres de ce dernier groupe, si ce n'est la totalité, n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite. En fait, si les 45-64 ans ont davantage de temps de loisirs que les actifs plus jeunes, c'est sans doute essentiellement parce qu'ils sont moins susceptibles d'avoir à s'occuper d'enfants en bas âge. Les jeunes en Finlande, en Italie et en Nouvelle-Zélande sont ceux qui

### Graphique 2.11. En général, les hommes ont davantage de loisirs, au sens large, que les femmes

Écarts hommes-femmes du temps de loisirs, en minutes par jour  
(des chiffres positifs correspondent à un écart en faveur des hommes)



Note : Les « loisirs au sens large » sont obtenus en normalisant les niveaux d'occupations personnelles quotidiennes et liées au sexe sur le niveau le plus bas observé parmi les pays, et en réaffectant le temps d'occupations personnelles restant à la valeur initiale des loisirs pour les deux sexes.

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548741477728>

### Tableau 2.3. Les jeunes et les seniors disposent toujours de plus de temps de loisir que la population en âge de travailler

Fraction de temps consacrée aux activités de loisirs par âge, en pourcentage du temps total d'une journée

	15-24	25-44	45-64	65 et plus
Australie	25	18	22	31
Belgique	26	23	28	36
Canada	25	19	23	35
Finlande	27	23	27	35
France	27	21	25	35
Allemagne	29	23	28	34
Italie	29	21	25	34
Japon	21	17	20	29
Corée	23	22	24	30
Mexique	17	13	15	20
Nouvelle-Zélande	28	20	22	34
Norvège	28	24	27	35
Pologne	26	21	25	34
Espagne	28	21	26	31
Suède	26	21	24	34
Turquie	..	..	..	..
Royaume-Uni	25	22	26	33
États-Unis	25	20	23	35
<b>OCDE18</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>33</b>

Note : Le tableau se réfère aux loisirs au sens large, que l'on obtient en normalisant les niveaux d'occupations personnelles sur le niveau le plus bas observé – celui de la Norvège – et en réaffectant le temps d'occupations personnelles restant à la valeur des loisirs.

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/551073760502>

ont le plus de loisirs : ils leur consacrent 30 % ou plus d'une journée type. Inversement, c'est au Mexique que les jeunes ont le moins de temps pour les loisirs, avec un déficit de 9 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'OCDE18.

Les 25-44 ans ont davantage de loisirs dans les pays dont il est permis de penser que leurs politiques publiques spécifiques favorisent une approche plus équilibrée de la vie professionnelle, ou encore dans ceux où les taux d'imposition marginaux sont très élevés : la Norvège (24 %), la Finlande, la Belgique et l'Allemagne (tous les trois à 23 %) occupent la tête du classement dans cette catégorie d'âge (Parmanen et al., 2005).

## Types d'activités de loisirs

Quelles sont les loisirs les plus prisés? Les activités de loisirs sont-elles très différentes d'un pays de l'OCDE à l'autre? Le tableau 2.4 subdivise le temps consacré aux loisirs en cinq grandes catégories : loisirs multimédias à la maison (télévision ou radio), autres activités de loisirs (passe-temps divers, utilisation d'Internet, conversations téléphoniques, etc.), visite et réception d'amis (dans des lieux publics ou privés), participation, en tant qu'organisateur ou spectateur, à des manifestations culturelles (telles que concerts, cinéma, visites de musées, etc.), et sports (participation active à des activités physiques régulières, seul ou en club).

**Tableau 2.4. Dans tous les pays de l'OCDE examinés, la télévision est l'activité de loisirs préférée**

Importance de différents types d'activités de loisirs (en pourcentage du temps de loisirs total)

	TV ou radio à la maison	Autres activités de loisirs	Visiter ou recevoir des amis	Participer/se rendre à des manifestations culturelles	Sports
Australie	43	46	3	2	7
Belgique	37	40	9	9	6
Canada	35	32	22	3	9
Finlande	38	38	7	8	9
France	35	44	6	7	8
Allemagne	29	44	5	15	7
Italie	29	46	6	10	9
Japon	49	41	4	0	7
Corée	36	40	16	1	7
Mexique	50	30	10	4	5
Nouvelle-Zélande	25	43	24	2	5
Norvège	31	32	14	15	8
Pologne	42	37	7	8	6
Espagne	32	39	4	12	13
Suède	32	40	8	12	8
Turquie	41	22	35	..	2
Royaume-Uni	42	37	7	10	4
États-Unis	45	30	17	2	6
<b>OCDE18</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles). Il faut savoir que les conclusions tirées de ces chiffres sont sujettes à caution, dans la mesure où certaines enquêtes nationales sur l'utilisation du temps incluent la mesure des activités secondaires, et d'autres non.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/551081652177>

L'activité préférée (d'une faible marge) dans la moyenne des 18 pays de l'OCDE couverts par les enquêtes consiste à regarder la télévision ou écouter la radio. La fraction du temps de loisirs consacrée à ces activités s'élève à près de 40 % en moyenne, allant de 48 % au Mexique à 25 % en Nouvelle-Zélande.

En termes de popularité, la télévision est suivie de très près par les « autres activités de loisirs ». Ce résultat tient au caractère « fourre-tout » de cette catégorie, qui inclut les passe-temps divers, les jeux d'ordinateur, l'utilisation d'Internet à titre de loisir, les conversations téléphoniques, les arts et travaux manuels, le temps passé à promener un animal familier, etc. Les « autres activités » occupent jusqu'à 48 % du temps de loisirs disponible des Italiens, mais seulement 25 % de celui des Turques. Compte tenu de son poids important, il aurait été particulièrement intéressant de subdiviser la catégorie « autres activités de loisirs » en sous-catégories. Cela n'a malheureusement pas été possible, en raison du manque de cohérence des définitions des principales sous-catégories entre les pays.

Le temps passé avec des amis est extrêmement variable, allant de 34 % en Turquie à seulement 3 % en Australie<sup>5</sup>. Les loisirs de nature plus « active », tels que la participation à des manifestations culturelles ou la pratique sportive, sont beaucoup moins répandus dans l'ensemble des pays de l'OCDE examinés. Assister à une manifestation culturelle ou organiser ce type d'événement est relativement courant en Allemagne et en Norvège mais beaucoup plus rare au Japon, en Corée et en Turquie. Le constat est identique pour le sport, qui occupe 12 % du temps libre en Espagne, mais seulement 5 % en Belgique, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.

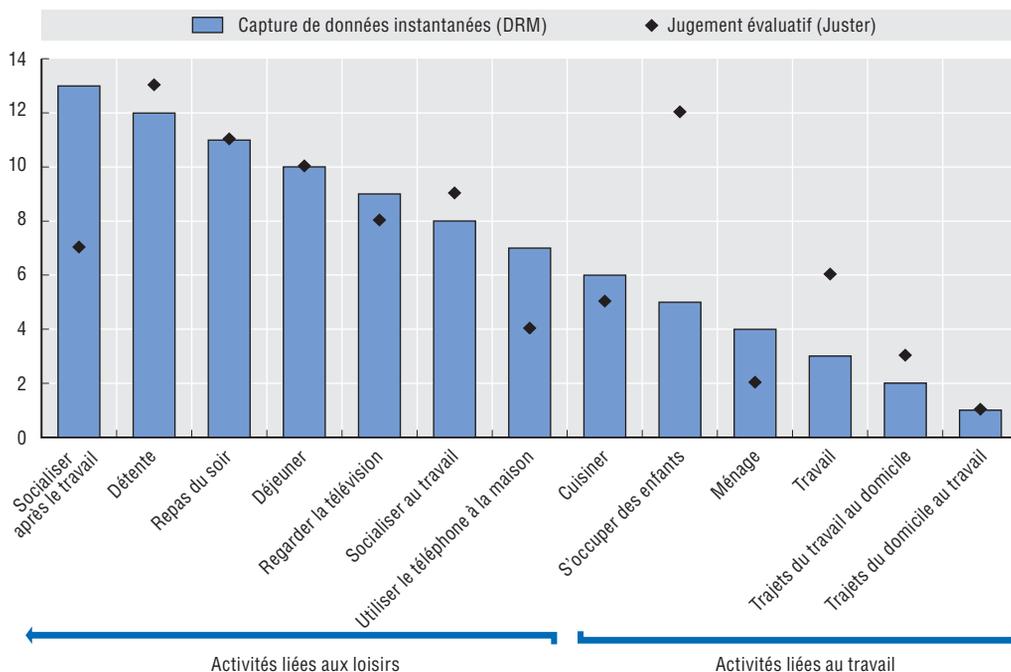
### Satisfaction retirée du temps consacré à différentes activités

Si les paragraphes précédents sont riches en enseignements sur la manière dont les individus choisissent d'occuper leur temps libre, ils ne permettent de tirer aucune conclusion directe sur le niveau de satisfaction retiré de ces différentes activités (ce qui revient à considérer les loisirs sous l'angle de « l'état d'esprit », comme on l'a vu dans l'introduction du chapitre). Pour évaluer la relation entre le bien-être et le temps alloué aux activités de loisirs, il faut combiner des informations tirées de deux sources : les enquêtes sur l'utilisation du temps et les enquêtes de satisfaction (Krueger *et al.*, 2008). Dans ces enquêtes, les déclarants classent les niveaux de satisfaction retirés d'activités spécifiques en fonction de différents critères d'évaluation. Le graphique 2.9 illustre les variations du classement des activités, selon que l'on demande au déclarant de formuler un jugement objectif sur une activité à laquelle il a fini de prendre part (« jugement évaluatif ») ou de décrire son sentiment subjectif alors qu'il est encore en train d'accomplir l'activité (« capture de données instantanées »). Les données comme l'enquête étant focalisées sur les États-Unis, il est difficile de dire dans quelle mesure les autres pays OCDE suivent ou non un schéma similaire.

Au vu des mesures présentées ci-dessus, il est clair que certaines activités (détente et activités sociales après le travail) sont beaucoup plus appréciées que d'autres (trajets entre le travail et le domicile). Comme l'on pouvait s'y attendre, les activités plus nettement liées aux loisirs, à savoir regarder la télévision, manger (même si l'approche de l'utilisation du temps catégorise habituellement les repas dans les occupations personnelles), se détendre et fréquenter ses collègues en dehors du travail, sont toujours considérées comme très

### Graphique 2.12. Aux États-Unis, les activités liées aux loisirs procurent davantage de satisfaction que les activités liées au travail

Classement des activités par ordre décroissant du niveau moyen de satisfaction instantanée qu'elles procurent



Note : L'approche présentée ci-dessus s'appuie sur le constat fondateur de Juster (1985, p. 333) selon lequel « l'un des ingrédients importants de la production et de la répartition du bien-être est la gamme des satisfactions procurées par les activités elles-mêmes ». Pour évaluer le niveau de satisfaction généré par différentes activités, Juster a demandé aux participants de noter sur une échelle de 0 à 10 le degré de satisfaction générale que leur procurait un type d'activité donné, tel que leur emploi ou le fait de s'occuper de leurs enfants. Des recherches postérieures ont montré que ces niveaux de satisfaction générale pouvaient s'écarter dans une mesure importante et théoriquement significative des notations épisodiques portant sur des occurrences spécifiques de l'activité. Pour corriger ce problème, Krueger et al. utilisent une méthode basée sur des journaux d'emploi du temps, qui est plus étroitement liée à la mémoire que conserve l'individu de son ressenti d'événements et circonstances particuliers d'une journée – la méthode de reconstruction de la journée (DRM). La méthode DRM utilise un questionnaire papier, dans lequel le déclarant décrit son emploi du temps de la veille. Pour chaque épisode consigné, il indique la nature de l'activité, qui était présent, et la mesure dans laquelle différentes émotions ont été ou non ressenties. Les émotions ressenties sont notées en termes d'intensité, selon différentes dimensions des sentiments, dont certaines sont positives (par exemple, « heureux », « content », « amical ») et d'autres négatives (par exemple, « déprimé », « en colère », « frustré »). La DRM combine donc des éléments relevant de l'échantillonnage d'expériences et d'autres basés sur des journaux d'emploi du temps, et a pour but spécifique de faciliter la remémoration des émotions ressenties.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de données de Krueger et al. (2008).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548756102110>

agréables en termes de données instantanées. Inversement, toutes les activités directement ou indirectement liées au travail et aux obligations familiales sont classées très bas sur l'échelle de satisfaction instantanée.

Pour la plupart des activités, les classements selon les deux méthodes de notation sont très proches. Les soins aux enfants se distinguent néanmoins des autres activités, au sens où ils sont mieux notés sur l'échelle des jugements évaluatifs que sur celle de la satisfaction instantanée. Le travail présente des caractéristiques similaires, mais à un degré moins marqué. Certaines activités comme les tâches ménagères et les activités

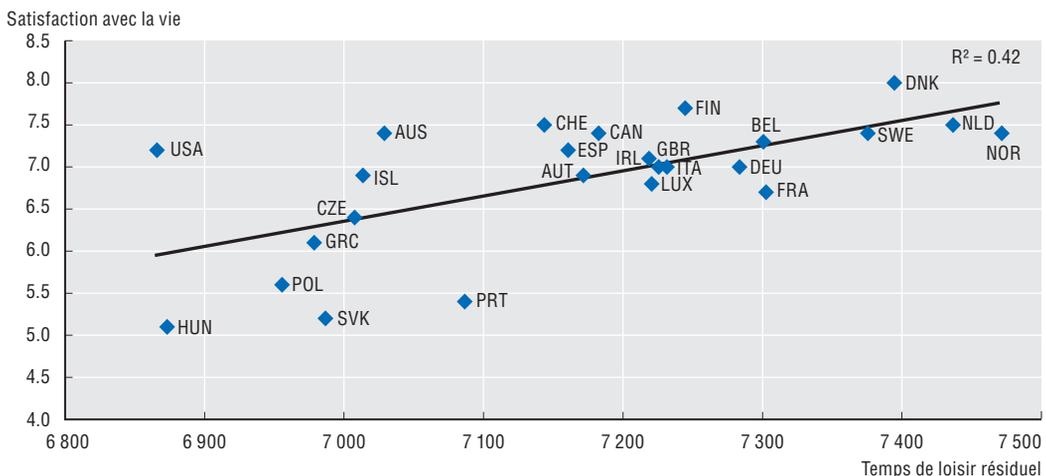
sociales après le travail se caractérisent par de fortes disparités entre les deux notations. Cependant, elles donnent relativement plus de satisfaction au moment même qu'après coup (jugement évaluatif).

### Comparaisons entre le temps de loisirs et les mesures de la satisfaction à l'égard de l'existence et du revenu marchand

Un autre aspect intéressant des loisirs concerne les liens éventuels entre le temps de loisirs et d'autres mesures du bien-être au niveau des pays. Pour examiner ces liens, nous comparons deux mesures représentatives du bien-être global avec deux mesures du temps de loisirs. Les indicateurs choisis pour rendre compte du niveau de bien-être sont, d'une part, une mesure traditionnelle du revenu marchand (en l'occurrence, le revenu national net par habitant – RNN), et d'autre part, des mesures du bien-être subjectif (données sur la satisfaction à l'égard de l'existence du Gallup World Poll de 2006). Les deux mesures des loisirs sélectionnées sont le temps de loisirs résiduel, obtenu simplement en soustrayant le nombre d'heures de travail annuel du nombre d'heures annuel total, et la mesure des loisirs basée sur l'utilisation du temps (loisirs au sens large).

Les graphiques 2.13 et 2.14 montrent que les niveaux moyens de satisfaction à l'égard de l'existence dans les pays sont corrélés de manière raisonnablement positive avec le temps de loisirs, résiduel ou effectif. Les pays dans lesquels la satisfaction à l'égard de l'existence est nettement inférieure à ce que laisserait supposer la quantité de loisirs résiduels incluent la Hongrie, le Portugal et la Slovaquie. À l'autre extrémité, les États-Unis et l'Australie affichent des niveaux de satisfaction remarquables compte tenu de leur temps de loisirs disponible. Si l'on se réfère à la mesure des loisirs basée sur l'utilisation du temps, malgré un temps de loisirs relativement réduit, les Australiens (encore une fois) et semblent satisfaits de leurs vies. En revanche, compte tenu de leur temps de loisirs effectif, les Polonais, les Turcs et les Coréens sont particulièrement peu satisfaits des leurs.

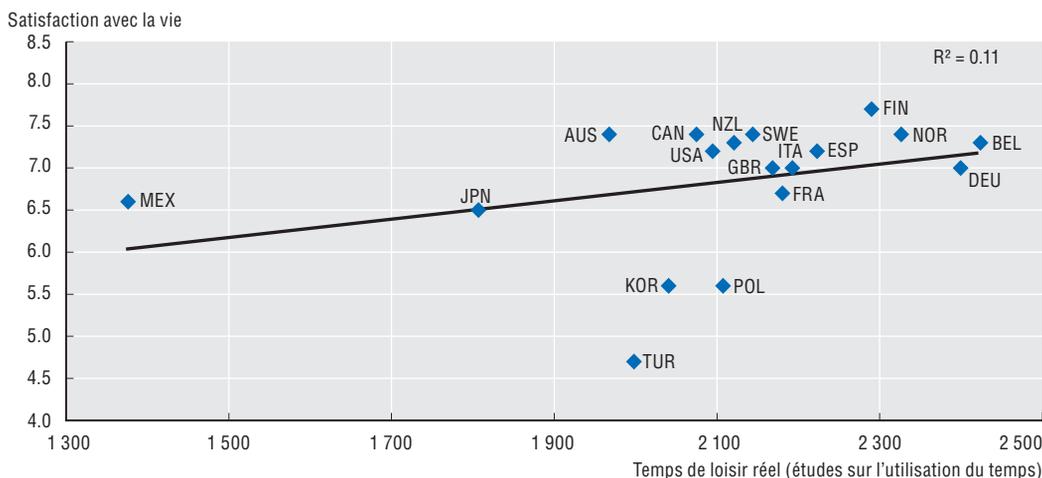
Graphique 2.13. **Le temps non consacré à l'emploi rémunéré (temps résiduel) est corrélé positivement avec la satisfaction à l'égard de l'existence**



Source : Données du sondage Gallup sur la satisfaction à l'égard de l'existence de 2006 et autres données de l'OCDE. Estimations du Secrétariat basées sur les résultats des Enquêtes sur les forces de travail de l'UE et EIRO (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548761055333>

Graphique 2.14. **Le temps de loisirs au sens large est corrélé positivement avec la satisfaction à l'égard de l'existence**

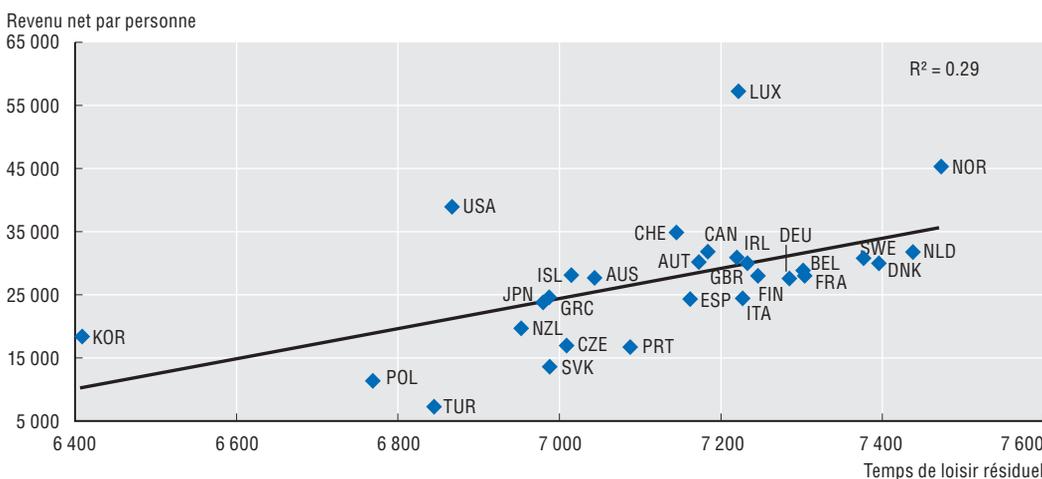


Source : Données du sondage Gallup sur la satisfaction à l'égard de l'existence de 2006 et autres données de l'OCDE. Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548770544734>

Passons maintenant à la mesure plus traditionnelle du bien-être basée sur le revenu marchand. Les graphiques 2.15 et 2.16 illustrent la corrélation positive qui existe entre temps de loisirs et niveau de revenu national net par habitant. Encore une fois, la corrélation est positive à la fois pour le temps de loisirs résiduel et pour le temps de loisirs effectif, ce qui permet de penser que les loisirs possèdent les caractéristiques d'un bien normal : la demande dont ils font l'objet croît avec le niveau de revenu.

Graphique 2.15. **Le temps non consacré à l'emploi rémunéré (temps résiduel) est corrélé positivement avec le revenu national net par habitant**

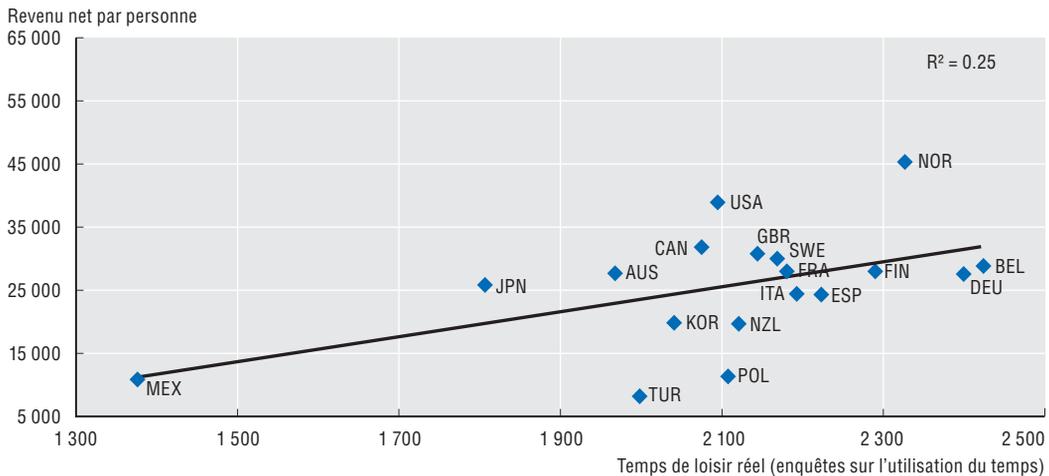


Note : Données de 2005 pour l'Australie, la Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et la Turquie.

Source : Estimations du Secrétariat basées sur les Comptes nationaux annuels de l'OCDE et Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (2006 lorsque les chiffres sont disponibles), données du sondage Gallup sur la satisfaction à l'égard de l'existence, résultats des Enquêtes sur les forces de travail de l'UE et EIRO (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548775647222>

Graphique 2.16. **Le temps de loisirs au sens large est corrélé positivement avec le revenu national net par habitant**



Note : Données de 2005 pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Pologne. Les statistiques sur le RNN du Mexique n'étant pas disponibles à partir de 2005, les données pour 2006 ont été estimées sur la base du taux de croissance du PIB par habitant entre 2004 et 2006.

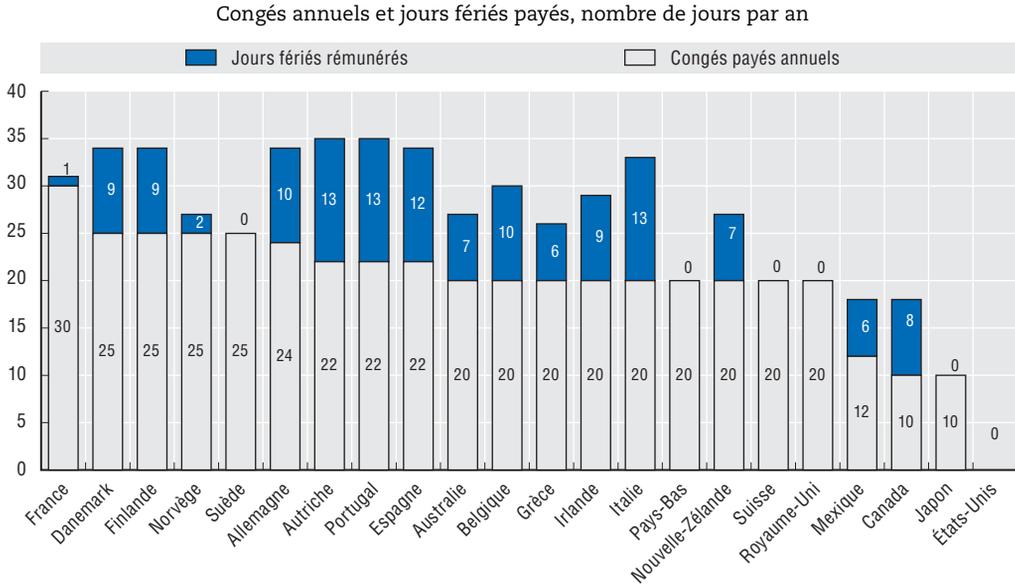
Source : Estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles). Comptes nationaux annuels de l'OCDE et Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (2006 lorsque les chiffres sont disponibles). Estimations du Secrétariat basées sur les résultats des Enquêtes sur les forces de travail de l'UE et EIRO (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548783364748>

## Congés obligatoires et temps de loisirs

Il est un aspect des loisirs qui présente davantage d'intérêt pour la politique publique : celui de la relation entre les congés payés minimum obligatoires et jours fériés payés d'une part, et le temps de loisirs disponible (résiduel ou basé sur l'utilisation du temps) d'autre part. L'objectif premier de la réglementation des congés payés est sans nul doute d'accroître le temps de loisirs disponible et de coordonner la vie sociale de manière telle que familles et amis puissent plus facilement passer leurs moments de loisirs ensemble. Le nombre de jours de congés payés annuels obligatoires et de jours fériés payés est très variable dans la zone OCDE, allant de zéro aux États-Unis à près de 10 % du temps annuel en Autriche, en Espagne et au Portugal (graphique 2.17)<sup>6</sup>.

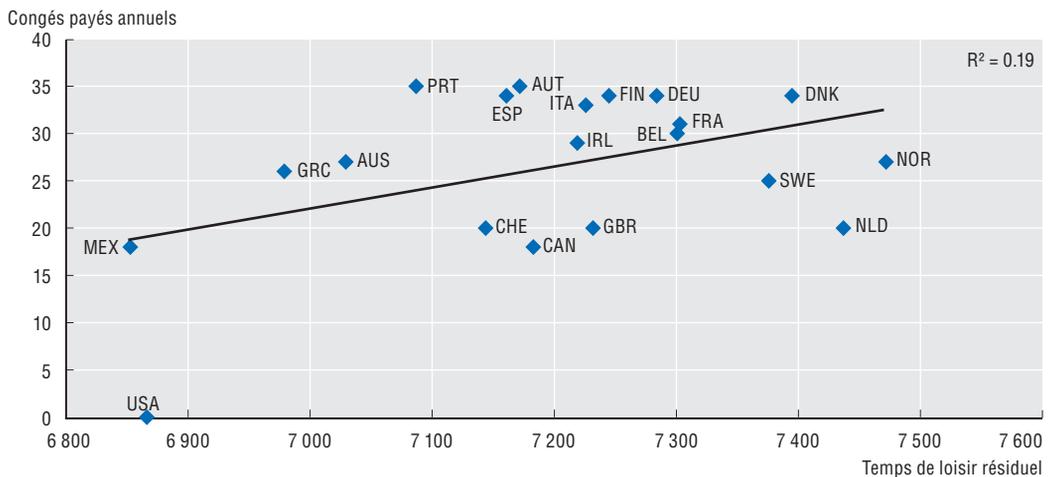
Bien que la diversité des politiques en vigueur dans les pays puisse expliquer les variations des temps de loisirs nationaux, il n'est pas certain que les personnes vivant dans un pays où la législation garantit un nombre minimum de jours de congés et/ou de jours fériés payés aient automatiquement davantage de loisirs. Le graphique 2.18 montre qu'il existe bien une corrélation positive entre les congés annuels totaux (congés annuels et jours fériés payés) et le temps de loisirs résiduel, d'où l'on peut conclure que les politiques visant à réglementer les congés sont relativement efficaces. De plus, lorsque l'on compare les congés annuels totaux et la mesure (plus élevée) des loisirs basée sur l'utilisation du temps pour les 18 pays de l'OCDE considérés (graphique 2.19), on voit que la relation positive est maintenue et sort même quelque peu renforcée. Les dispositions réglementaires en matière de congés payés parviennent donc peut-être effectivement à influencer la quantité de loisirs dont disposent les individus, même s'il faut bien sûr veiller à ne pas confondre corrélation et lien de causalité.

Graphique 2.17. **Congés payés annuels et jours fériés payés dans les pays de l'OCDE**

Note : Selon les pays, la législation peut faire référence au nombre de jours ouvrés ou au nombre de jours ou de semaines calendaires. L'hypothèse retenue à des fins de comparaison est celle d'une semaine de travail de cinq jours. Les États-Unis sont le seul pays du groupe où les employeurs n'ont aucune obligation légale d'accorder des congés payés annuels. Bien entendu, dans les pays figurant sur le graphique 2.17, de nombreux employeurs offrent davantage de jours de congés annuels payés et de jours fériés payés que le minimum légal indiqué, en vertu des conventions collectives ou individuelles. Ce facteur est particulièrement important aux États-Unis, où aucune prestation n'est soumise à un minimum légal. La législation américaine ne contient aucune disposition concernant les jours fériés payés, de même que la législation du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. Pour de plus amples informations, le lecteur est invité à consulter la source.

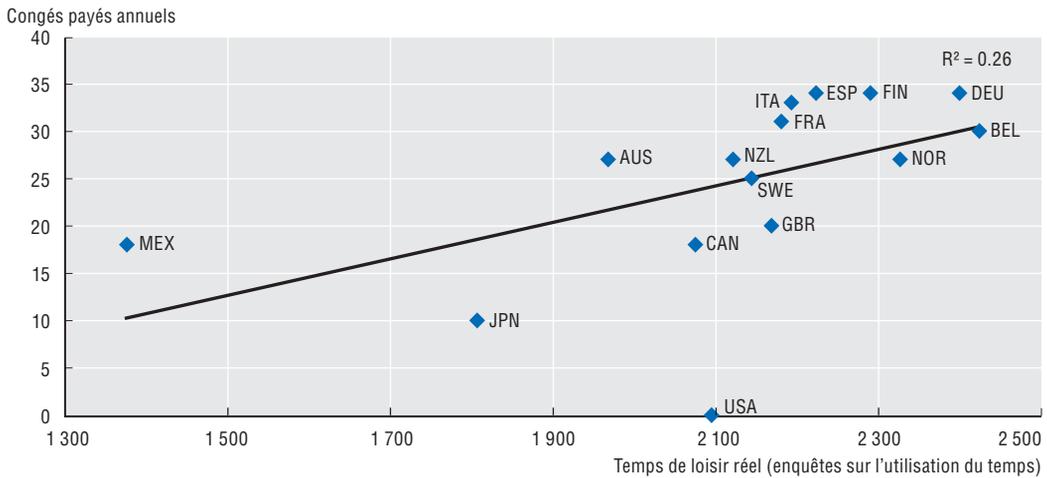
Source : Les chiffres proviennent de Schmitt et Ray (2007), sauf ceux du Mexique, qui ont été recueillis par le Secrétariat de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548802823410>

Graphique 2.18. **La relation entre le temps non consacré à l'emploi rémunéré (temps résiduel) et les congés payés réglementés est assez étroite**

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/548875301686>

Graphique 2.19. **La relation entre temps de loisirs au sens large et congés payés réglementés est encore plus marquée**



Note : Selon les pays, la législation peut faire référence au nombre de jours ouvrés ou au nombre de jours ou de semaines calendaires. L'hypothèse retenue à des fins de comparaison est celle d'une semaine de travail de cinq jours.  
Source : Schmitt et Ray (2007) et estimations du Secrétariat à partir d'enquêtes nationales et multinationales sur l'utilisation du temps (2006 lorsque les chiffres sont disponibles).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/548881462071>

## Conclusion

Ce chapitre s'est attaché à décrire la diversité des tendances des loisirs entre les pays de l'OCDE et à l'intérieur de ces pays, et la manière dont elles ont évolué avec le temps. Il s'est arrêté sur les aspects conceptuels liés à la mesure empirique des loisirs, en démarrant l'analyse avec une définition délibérément simpliste des loisirs qui les assimile au « temps non travaillé ». Cette définition a ensuite été progressivement enrichie à l'aide de données comparables issues d'enquêtes sur l'utilisation du temps. L'étude insiste notamment sur la grande « malléabilité » des niveaux et tendances des loisirs, selon que ceux-ci sont définis au sens large ou au sens étroit. Ainsi, l'une des conclusions majeures de ce chapitre est que lorsqu'il s'agit d'analyser des notions complexes comme les « loisirs » la définition des concepts est extrêmement importante et peut influencer sur les classements des pays et certaines tendances sociodémographiques.

Les données tirées des enquêtes sur l'utilisation du temps facilitent le suivi des conditions de vie effectives des populations de l'OCDE. Ces statistiques permettent d'observer les modes de vie de différents groupes et les choix qu'ils opèrent entre différentes activités, et aussi d'améliorer l'interprétation et la compréhension de divers phénomènes économiques et sociaux. En tant que telles, elles peuvent être très utiles aux agences gouvernementales, en particulier celles chargées de guider, mettre en œuvre et suivre les politiques publiques (Callister, 2004).

Les décideurs envisagent généralement les politiques sociales sous l'angle de l'efficacité et de l'équité. Il n'y a aucune raison pour qu'il en aille différemment des politiques liées aux loisirs. À l'heure actuelle, les choix de politique influencent le temps de loisirs de façon à la fois directe et subtile. Fait éminemment important, le rapport travail/non-travail, et donc la quantité maximum de temps disponible pour les loisirs, sont influencés par le niveau de revenu disponible (à travers les effets de revenu) et par les taux marginaux effectifs d'imposition (qui influencent la substitution de l'emploi au non-

emploi). Plus généralement, le large éventail des politiques qui affectent l'offre de travail, par exemple l'existence de services de garde des enfants et d'accueil des enfants en dehors des heures de classe, ou encore les subventions publiques à l'enseignement supérieur, orientent le choix d'exercer ou non un emploi rémunéré. Outre la fiscalité et le régime de prestations, les réglementations des marchés du travail et des marchés de produits sont conçues pour avoir un impact sur la quantité de loisirs disponible dans les pays de l'OCDE. En ce qui concerne le marché du travail, le nombre de jours fériés et de jours de congés annuels minimum est souvent réglementé. S'agissant des marchés de produits, les pays réglementent les horaires et les jours d'ouverture des commerces, afin d'offrir aux individus davantage de possibilités de loisirs. La question reste ouverte de savoir si ces dispositions influencent les objectifs qui leur ont été assignés de la manière voulue.

Les comparaisons internationales du temps de loisirs basées sur des enquêtes sur l'utilisation du temps couvrant un grand nombre de pays sont encore peu nombreuses. Dans ce contexte, la constitution, à l'échelle de la zone OCDE, d'un corpus d'enquêtes sur l'utilisation du temps pourrait aider les chercheurs à améliorer leurs comparaisons du temps de loisirs entre et au sein des pays membres. Pour améliorer la compréhension des loisirs dans une perspective comparative intra-OCDE, la mesure la plus utile, dans l'immédiat, serait peut-être d'encourager les pays membres qui ne mènent pas encore d'enquête de ce genre à participer à des enquêtes régulières se prêtant à des comparaisons internationales.

## Notes

1. Il aurait été particulièrement intéressant de pouvoir comparer l'utilisation du temps en fonction du niveau de revenu, mais les mesures du revenu ne sont pas suffisamment normalisées entre pays pour permettre ce type d'analyse.
2. On trouvera une analyse plus récente et plus détaillée de l'évolution des loisirs au fil du temps dans Engler et Staubli (2008), qui ont ajusté les données en fonction des changements d'âge, de distribution des niveaux d'études dans la population et du nombre d'enfants. Les auteurs utilisent des données sur les cinq pays considérés ici, mais sur une période de 25 ans. L'une de leurs conclusions majeures est que les temps de loisirs dans ces pays ont convergé durant cette période.
3. Ces résultats vont à l'encontre de ceux de Burda *et al.* (2007), qui mettent en avant l'égalité du temps de loisirs entre hommes et femmes dans les pays riches. Cela étant, ils contredisent également les résultats d'une autre étude récente d'Engler et Staubli (2008) qui, s'appuyant sur les résultats des enquêtes sur l'utilisation du temps du Canada, des États-Unis, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, relèvent des différences de temps de loisirs entre hommes et femmes. Les auteurs notent en fait que, dans les cinq pays, ce sont les *femmes* qui ont un avantage en termes de temps de loisirs hebdomadaire. Leur étude utilise deux définitions de la notion de « loisirs ». La première définition est le temps résiduel correspondant à la différence entre le temps total et le temps consacré au travail rémunéré (transports compris) et non rémunéré. Dans la seconde définition, ce temps résiduel est diminué du temps passé à étudier, à utiliser des services à la personne et à prendre part à des activités religieuses/communautaires/bénévoles, et augmenté du temps consacré au jardinage.
4. Dans le cas des États-Unis, par rapport à d'autres pays, Engler et Staubli (2008) relèvent des temps consacrés aux courses nettement supérieurs à ceux observés par Burda *et al.* (2007), pour les hommes comme pour les femmes (plus de deux heures d'écart par semaine).
5. Le fait que la Nouvelle-Zélande, pays culturellement très proche de l'Australie, obtienne des résultats plus proches de ceux de la Turquie concernant la fraction du temps passée avec des amis ou sa famille porte à croire que les données sur les types d'activités de loisirs ne sont pas exemptes de problèmes de comparabilité.
6. La principale différence entre les congés annuels obligatoires et les jours fériés tient à ce que les travailleurs disposent généralement d'une certaine latitude dans le choix des dates de leurs congés annuels, tandis que les jours fériés sont le plus souvent fixes. De plus, la cyclicité du

calendrier fait que les jours fériés peuvent tomber un samedi ou un dimanche. Dans certains pays au moins, pour les personnes qui ne travaillent habituellement pas le week-end, les jours fériés coïncidant avec un samedi ou un dimanche ne sont pas compensés par une journée de congé supplémentaire.

## Références

- Aguiar, M. et E. Hurst (2006), « Measuring Trends in Leisure: The Allocation of Time Over Five Decades », National Bureau of Economic Research, Working Paper 12082, Cambridge, Massachusetts, mars.
- Aliaga, C. et K. Winqvist (2003), « Comment les femmes et les hommes utilisent leur temps – Résultats de 13 pays européens », *Statistiques en bref, Population et conditions sociales*, Eurostat, Luxembourg.
- Apps, P.F. (2003), « Gender, Time Use and Models of the Household », IZA Working Paper n° 796, Bonn, juin.
- Apps, P.F. et Rees, R. (1996), « Labour Supply, Household Production and Intra-family Welfare Distribution », *Journal of Public Economics*, vol. 60, pp. 199-209.
- Apps, P.F. et Rees, R. (1997), « Collective Labour Supply and Household Production », *Journal of Political Economy*, vol. 105, pp. 178-190.
- Apps, P.F. et Rees, R. (2002), « Household Production, Full Consumption and the Costs of Children », *Labour Economics*, vol. 8, pp. 621-648.
- Biddle, J. et D. Hamermesh (1990), « Sleep and the Allocation of Time », *Journal of Political Economy*, vol. 98, n° 5, pp. 922-943.
- Burda, M.C., D.S. Hamermesh et P. Weil (2007), « Total Work, Gender, and Social Norms », IZA Discussion Paper n° 2705, Institute for the Study of Labor, Bonn, mars.
- Callister, P. (2004), « Time-Use Data and Work-Life Policy Development », *Social Policy Journal of New Zealand*, n° 22, juillet.
- Causa, O. (2008), « Explaining Differences in Hours Worked among OECD Countries: An Empirical Analysis », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 596, OCDE, Paris.
- Chiappori, A. (1997), « Introducing Household Production in Collective Models of Labour Supply », *Journal of Political Economy*, vol. 105, n° 1, pp. 191-209.
- Engler, M. et S. Staubli (2008), « The Distribution of Leisure Time across Countries and over Time », Université de Saint-Gall, Department of Economics Discussion Paper n° 2008-14, Suisse.
- Gronau, R. (1976), « Leisure, Home Production and Work – The Theory of the Allocation of Time Revisited », NBER Working Paper n° 137, Cambridge, Massachusetts, mai.
- Koreman, P. et A. Kapteyn (1987), « A Disaggregated Analysis of the Allocation of Time within the Household », *Journal of Political Economy*, vol. 95, n° 2, pp. 223-249.
- Krueger, A.B., D. Kahneman et D. Schkade (2008), « National Time Accounting: The Currency of Life », troisième version d'un document non publié, 31 mars.
- Parnanen, A., H. Sutela et S. Mahler (2005), *Combining Family and Full-Time Work*, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, rapport n° TN0510TR02, Dublin.
- Ramey, V.A. et F. Neville (2006), « A Century of Work and Leisure », National Bureau of Economic Research, Working Paper n° 12264, Cambridge, Massachusetts, mai.
- Schmitt, J. et R. Ray (2007), *No Vacation Nation USA – A Comparison of Leave and Holiday in OECD Countries*, Center for Economic and Policy Research, European Economic and Employment Policy Brief n° 3-2007, Washington, mai.
- Solberg, E. et D. Wong (1992), « Family Time-use, Home Production, Market Work and Work Related Travel », *Journal of Human Resources*, vol. 27, n° 3, pp. 485-510.
- Veblen, T. (1899), *The Theory of the Leisure Class*, Penguin Classics.

## ANNEXE 2.A1

## Principales caractéristiques des enquêtes sur l'utilisation du temps

Cette annexe décrit certains aspects des enquêtes sur l'utilisation du temps dont le Secrétariat de l'OCDE a jugé qu'elles avaient leur place dans ce chapitre.

### Contexte

Les enquêtes sur l'utilisation du temps sont l'outil statistique privilégié pour recueillir des informations sur la manière dont les individus répartissent précisément leur temps entre différentes activités au cours d'une journée. Le principe de ces enquêtes consiste à demander à un grand nombre de personnes de consigner dans un journal d'emploi du temps les activités auxquelles ils ont pris part durant une ou plusieurs journées représentatives d'une période donnée. Les informations obtenues sont ensuite recodées par les organismes nationaux de statistique sur la base d'une nomenclature descriptive. Une enquête bien conçue répartit les activités sur la totalité des 24 heures (ou des 1 440 minutes) de la journée.

L'intérêt pour les études sur l'utilisation du temps a considérablement grandi au cours des 20 dernières années. Ainsi, plusieurs organismes nationaux de statistique ont conduit des enquêtes sur l'utilisation du temps de grande ampleur ces dernières décennies.

Les jeux de données de la plupart des enquêtes sont suffisamment étendus pour que l'on puisse calculer des mesures fiables de la répartition du temps sur l'année entière, mais l'exactitude de ces estimations varie notablement d'un pays à l'autre. Les variations des caractéristiques des enquêtes, du nombre de jours de relevé échantillonnés et des catégories d'activités utilisées peuvent affecter la comparabilité des résultats entre pays.

Les divergences les plus importantes concernent les aspects suivants des enquêtes :

- **Cadre d'échantillonnage.** Toutes les enquêtes sur l'utilisation du temps utilisées dans ce chapitre sont basées sur des échantillons représentatifs au plan national de la population résidente non institutionnalisée. Cependant, les enquêtes diffèrent par leur cadre d'échantillonnage : certaines utilisent un échantillon aléatoire, et d'autres un échantillon préétabli provenant d'autres enquêtes de population à grande échelle. Les enquêtes se différencient également par la taille de leurs échantillons (qui va d'environ 4 000 à environ 200 000 personnes), l'âge des déclarants inclus dans l'échantillon (généralement 15 et plus, mais avec plusieurs exceptions) et des taux de réponse (en raison du taux élevé de non-réponse, certaines enquêtes pondèrent à nouveau le nombre de journaux effectivement renseignés pour tenir compte des non-déclarants

potentiels). Autres points de divergence, les types d'informations recueillis sur les caractéristiques démographiques, la manière dont ces caractéristiques sont définies (par exemple, le statut au regard du marché du travail) et les informations contextuelles fournies pour chaque activité (par exemple, lieu où a été effectuée l'activité, participation éventuelle d'autres personnes, etc.).

- **Classification des activités.** Toutes les enquêtes classifient les descriptions orales ou écrites que donnent les déclarants de leurs activités en une série de catégories plus larges. Ces systèmes de codage varient en fonction des objectifs et des ambitions de l'enquête et aboutissent à des classifications qui présentent différents degrés de détail\*. Les différences de catégorisation résultent principalement des choix opérés pour affecter certaines activités à des catégories plus larges. Par exemple, certaines enquêtes regroupent toutes les activités d'achat au sein d'une même catégorie « courses », tandis que d'autres établissent une différenciation selon le type d'achat (produits alimentaires, fournitures de bureau, articles ou services ménagers, etc.). Certaines enquêtes rangent les activités sportives et de bénévolat dans une vaste catégorie « activités sociales et loisirs », là où d'autres distinguent les loisirs individuels (jeux vidéo) des loisirs collectifs (participation à une compétition sportive). Certaines enquêtes classent les activités civiques et religieuses dans les « autres activités », alors que d'autres les omettent purement et simplement. Le temps passé par les déclarants à remplir les journaux est comptabilisé dans certaines enquêtes et pas dans d'autres. Enfin, certaines enquêtes prévoient une catégorie à part pour les voyages, parfois subdivisée selon l'objet du déplacement (les déplacements entre le domicile et le lieu de travail seront rattachés à la catégorie « activités liées au travail », et les déplacements pour congés à « activités sociales et loisirs »), tandis que d'autres classifient ces déplacements dans la catégorie plus large dont ils relèvent.
- **Nombre de journées couvertes par les journaux d'emploi du temps.** Les enquêtes opèrent des choix méthodologiques différents pour déterminer le nombre de journées donnant lieu à un rapport d'emploi du temps. Par exemple, dans l'enquête américaine (ATUS), les participants consignent l'emploi du temps d'une seule journée. La plupart des enquêtes recueillent néanmoins des données pour deux journées. Les deux options ont leurs avantages et leurs inconvénients. Le temps consacré à différentes activités au cours d'une journée particulière n'est pas forcément représentatif de la manière dont le déclarant occupe son temps en général, même si l'on peut supposer que ces anomalies se neutralisent sur l'ensemble de l'échantillon. Inversement, les budgets-temps complétés sur une période de plusieurs jours permettent d'examiner comment les activités s'articulent dans la durée, même s'il faut s'attendre, dans ce cas, à voir le taux de réponse diminuer. En général, c'est l'objectif général de l'enquête qui détermine s'il

\* Par exemple, l'Enquête américaine sur l'utilisation du temps (ATUS) commence par appliquer un système de codage à six chiffres et à trois niveaux, après quoi les codes de base sont agrégés en 17 catégories plus vastes : 1) occupations personnelles (principalement le sommeil); 2) activités ménagères; 3) soins et assistance aux membres du foyer; 4) soins et assistance à des personnes extérieures au foyer; 5) travail et activités liées au travail; 6) études; 7) achats de produits de consommation (produits alimentaires par exemple); 8) achats de services professionnels et personnels (par exemple, consultations médicales); 9) achats de services ménagers; 10) acquisition de services gouvernementaux et exécution d'obligations civiques; 11) alimentation et boisson; 12) activités sociales, de détente et de loisirs; 13) sports, activités physiques et distractions; 14) activités spirituelles et religieuses; 15) bénévolat; 16) appels téléphoniques; et 17) voyages.

vaut mieux obtenir des rapports multiples de chaque participant à l'enquête, ou un rapport unique d'un nombre de déclarants plus élevé.

- **Période au cours de laquelle l'enquête est réalisée.** En général, les réponses communiquées par les déclarants sont représentatives des activités qu'ils accomplissent habituellement les jours de la semaine sur lesquels portent les budgets-temps. Cependant, ces estimations ne sont pas toujours représentatives de l'année entière. À cet égard, les enquêtes sur l'utilisation du temps diffèrent sur le plan des périodes qu'elles couvrent. Ainsi, l'enquête américaine court tout au long de l'année et fournit des estimations exactes pour l'année entière. D'autres enquêtes couvrent des périodes particulières de l'année, généralement choisies de manière à éviter les biais saisonniers induits, par exemple, par les jours fériés ou les congés annuels des salariés. Malgré tout, pour certains pays, la période de travail de terrain n'est pas représentative de l'année entière. Le choix de la période de travail de terrain dépend le plus souvent des objectifs de l'enquête, des capacités pratiques des organismes de statistique et des ressources financières disponibles.
- **Comptabilisation des activités secondaires.** Un autre point de divergence entre les enquêtes réside dans leur choix de comptabiliser ou non les activités menées simultanément, et, le cas échéant, dans la façon dont ces activités sont comptabilisées. En général, les données, telles qu'elles sont codées, décrivent les déclarants comme effectuant une activité à la fois. Cependant, certaines enquêtes comportent des questions distinctes sur les activités accomplies simultanément (par exemple, regarder la télévision tout en faisant la cuisine, s'occuper des enfants tout en effectuant d'autres tâches), qui permettent d'établir une distinction entre activités « primaires » et activités « secondaires ». Même lorsqu'ils recueillent des informations sur les activités simultanées, la plupart des organismes de statistique s'assurent dans un premier temps que les descriptions des activités primaires sont codées de façon homogène avant de créer un ensemble de codes de base plus détaillé pour les sous-catégories. Les données obtenues selon ce procédé comportent néanmoins une limite, car si les activités « primaires » font l'objet d'un suivi minutieux, les activités « secondaires » sont souvent traitées avec beaucoup moins de rigueur. Enfin, la question de savoir si les activités qui ne prennent que quelques minutes – par exemple, sortir le linge de la machine à laver pour le mettre dans le sèche-linge – sont répertoriées avec suffisamment de cohérence pour que l'on puisse obtenir des estimations comparables du temps qui leur est consacré est un autre facteur qui influe sur la comparabilité des estimations des activités secondaires. L'omission des activités secondaires implique que le temps consacré à des tâches spécifiques qui peuvent être effectuées simultanément avec d'autres tâches est souvent sous-estimé dans les données déclarées.
- **Comptabilisation des activités des conjoints.** Le nombre de personnes dans le foyer auprès desquelles des informations sont recueillies est une autre source de divergence entre les enquêtes nationales. Tandis que certaines enquêtes collectent des données auprès d'un seul membre du ménage, d'autres (en Allemagne, en Australie et en Corée par exemple) demandent leur emploi du temps aux deux membres des couples mariés. La juxtaposition des journaux des deux membres jette un éclairage sur certains types d'interactions entre les utilisations du temps au sein du couple (par exemple, le temps global qui est consacré aux enfants), même si ces informations ne présentent guère d'utilité pour déterminer comment une population occupe le temps dont elle dispose. Comme dans d'autres cas, il y a lieu de mettre en balance les avantages retirés de ces informations supplémentaires et les coûts potentiels en termes de taux de réponse et d'exactitude des données.

Tableau 2.A1.1. Documentation méthodologique des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps

	Nom de l'étude	Agence	Année	Page Internet (données et documentation)	Période d'étude	Population concernée	Taille de l'échantillon	Nombre et type de jours complets	Autres caractéristiques des données
Australie	Time Use Survey	Australian Bureau of Statistics	2006	<a href="http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Latestproducts/4153.0Main%20Features22006?opendocument&amp;tabname=Summary&amp;prodno=4153.0&amp;issue=2006&amp;num=&amp;view=">www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Latestproducts/4153.0Main%20Features22006?opendocument&amp;tabname=Summary&amp;prodno=4153.0&amp;issue=2006&amp;num=&amp;view=</a>	Quatre périodes de 13 jours contenant une proportion représentative de jours fériés et de vacances scolaires	Personnes âgées de 15 ans et plus et habitant des résidences privées (en excluant les personnes habitant dans des zones très isolées, dans des résidences non privées, les foyers contenant les non-Australiens et les communautés indigènes)	Près de 3 900 foyers	Carnet rempli sur deux jours différents et à intervalles fixes de 5 minutes	Les données sont recueillies en partie par interview et en partie par des carnets. Classification en activités primaires et secondaires, pour qui l'activité est effectuée, et qui d'autre est présent au moment de l'activité
Belgique	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2005	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Deux populations sont étudiées: les individus âgés de 12 ans et plus et appartenant à la population belge et les foyers privés	35 000 foyers dans l'échantillon initial (avant les non-réponses)	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
Canada	General Social Survey (special module)	Statistique Canada	2005	<a href="http://cansim2.statcan.ca/cgi-win/cnsmcgi.exe?Lang=E&amp;RootDir=CII/ResultTemplate=CII/CII_pick&amp;Array_Pick=1&amp;ArrayId=1130001">http://cansim2.statcan.ca/cgi-win/cnsmcgi.exe?Lang=E&amp;RootDir=CII/ResultTemplate=CII/CII_pick&amp;Array_Pick=1&amp;ArrayId=1130001</a>	11 échantillons mensuels de taille égale entre janvier et novembre (avec une extension à la mi-décembre)	Les personnes âgées de 15 ans et plus, non institutionnalisées, et résidant dans les provinces canadiennes. Sont exclues les personnes ne disposant pas de lignes téléphoniques (près de 2 % de la population) et ne disposant que d'un téléphone portable (près de 5 %)	Près de 25 000 individus	Interviews par téléphone et par assistance computerisée (Computer assisted telephone interviewing, ou CATI)	Des sous-échantillons sélectionnés remplissent des modules spéciaux sur « la culture, le sport, et les activités physiques », « réseau social et confiance » et « transports »
Finlande	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	1998	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Tous les membres d'un foyer âgés de 10 ans et plus et résidant des résidences privées	4 800 foyers comprenant 12 512 individus dont 10 978 ont plus 10 ans	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
France	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	1998	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Toute personne âgée de 15 ans et plus, en excluant les personnes institutionnalisées	12 045 habitations dont 10 330 sont retenues dans l'échantillon final, soit 16 462 personnes éligibles	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs

Tableau 2.A1.1. Documentation méthodologique des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps (suite)

	Nom de l'étude	Agence	Année	Page Internet (données et documentation)	Période d'étude	Population concernée	Taille de l'échantillon	Nombre et type de jours complets	Autres caractéristiques des données
Allemagne	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2002	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Tous les membres d'un foyer privé âgés de 10 ans et plus, en excluant les personnes sans domicile fixe, les individus partageant des habitations, les individus institutionnalisés (campements militaires, maisons de retraite, hôpitaux, etc.)	Près de 5 443 foyers dans l'échantillon final	Chaque personne sondée remplit un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
Italie	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2003	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Tous les membres de foyers privés âgés de 3 ans et plus (sans limite d'âge) et résidant en Italie au moment de l'enquête	21 075 foyers comprenant 55 760 individus	Chaque personne sondée remplit un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
Japon	Survey on Time Use and Leisure Activities	Statistics Bureau and Statistical Research Training Institute	2006	<a href="http://www.stat.go.jp/English/data/shakai/">www.stat.go.jp/English/data/shakai/</a>	Deux jours consécutifs entre le 14 et le 22 octobre 2006	Toutes les personnes âgées de 10 ans ou plus, en incluant les étrangers résidant au Japon	80 000 foyers, soit près de 200 000 personnes	Deux questionnaires : Questionnaire A adopte une méthode de précodage et le Questionnaire B détaille l'utilisation du temps	Les personnes sondées remplissent les carnets toutes les 15 minutes
Corée	Time Use Survey	Korea National Statistical Office	2004	<a href="http://www.nso.go.kr/eng2006/e02_0000/e02c_0000/e02cb_0000/e02cb_0000.html">www.nso.go.kr/eng2006/e02_0000/e02c_0000/e02cb_0000/e02cb_0000.html</a>	12 jours du 2 au 13 septembre	Individus âgés de 10 ans ou plus	Près de 12 750 foyers	Carnet pour chaque membre du foyer où sont inscrites les activités principales et simultanées à des intervalles de régulier de 10 minutes pendant 2 jours préassignés	L'échantillonnage est généré à partir de l'échantillon à usage multiple des ménages (MAF-MP) qui est dérivé du recensement de la population et du logement de 2000
Mexique	National Survey on Time Use (Encuesta Nacional sobre Uso del Tiempo, ENUT)	Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI)	2002	<a href="http://www.inegi.gob.mx/est/contenidos/espanol/proyectos/metadatos/encuestas/enut_2310.asp?s=est&amp;c=5440">www.inegi.gob.mx/est/contenidos/espanol/proyectos/metadatos/encuestas/enut_2310.asp?s=est&amp;c=5440</a>	28 jours comprenant 4 tours de 7 jours chacun	Foyers nationaux résidant de façon régulière et dans des résidences privées sur le territoire national	5 450 foyers visités et sondés		ENUT est un module de la National Survey of Household Income and Expenses (Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares, ENIGH)

Tableau 2.A1.1. **Documentation méthodologique des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps** (suite)

	Nom de l'étude	Agence	Année	Page Internet (données et documentation)	Période d'étude	Population concernée	Taille de l'échantillon	Nombre et type de jours complets	Autres caractéristiques des données
Nouvelle-Zélande	Time Use Survey (TUS)	Statistics New Zealand (SNZ)	1999 (one off)	<a href="http://www2.stats.govt.nz/domino/external/omni/omni.nsf/outputs/Time+Use+Survey">www2.stats.govt.nz/domino/external/omni/omni.nsf/outputs/Time+Use+Survey</a>	Entre juillet 1998 et juin 1999	Tout civil non institutionnalisé, âgé de 12 ans et plus, et résidant dans des résidences privées	7 200 ménages sélectionnés pour une taille d'échantillon estimée à 8 500 personnes environ	Les données se penchent particulièrement sur les quatre grandes catégories du temps (temps contractuel, temps obligatoire, temps nécessaire, et temps libre)	
Norvège	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2001	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Tous les individus âgés de 9 à 79 ans et enregistrés en Norvège	Échantillon principal de 6 470 individus	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
Pologne	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2004 (one off)	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Individus âgés de 15 ans ou plus où les membres des foyers sélectionnés représentent six catégories socio-professionnelles	10 256 foyers sélectionnés	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	Un jour de la semaine et un jour de week-end (samedi ou dimanche) sont attribués de façon aléatoire à chaque foyer de l'échantillon initial
Espagne	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	EUROSTAT and NSO	2003	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Personnes de 10 ans ou plus des ménages résidents habituels	20 603 foyers, soit 46 774 individus	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	Tous les jours de l'année sont couverts
Suède	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	EUROSTAT and NSO	2001	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	Une année	Individus âgés entre 20 et 84 ans et enregistrés en Suède pendant la période d'enquête	2 138 foyers, soit 3 980 individus	Chaque personne sondée rempli un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	L'échantillon du foyer est construit en prenant un échantillon d'individus et en leur attribuant un partenaire, ce qui signifie que l'on ignore combien d'individus composent chaque foyer, l'on ne connaît que le nombre d'individus par groupement de réponses

Tableau 2.A1.1. **Documentation méthodologique des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps** (suite)

	Nom de l'étude	Agence	Année	Page Internet (données et documentation)	Période d'étude	Population concernée	Taille de l'échantillon	Nombre et type de jours complets	Autres caractéristiques des données
Turquie	Time Use Survey	Turkish Statistical Institute (TURKSTAT)	2006	<a href="http://www.turkstat.gov.tr/PreHaberBultenleri.do?id=528">www.turkstat.gov.tr/PreHaberBultenleri.do?id=528</a>	Une année	Membres de foyers âgés de 15 ans ou plus	5 070 foyers sélectionnés, dont 11 815 membres du foyer âgés de plus de 15 ans sont interviewés	Deux carnets : un pour un jour de la semaine et un pour un jour de week-end, les activités quotidiennes sont enregistrées pendant 24 heures à des intervalles réguliers de 10 minutes	
Royaume-Uni	Harmonised European Time Use Survey (HETUS)	Eurostat et NSO	2001	<a href="http://www.testh2.scb.se/tus/tus/">www.testh2.scb.se/tus/tus/</a>	De juin 2000 à juillet 2001	Tous les membres d'un foyer sélectionné âgé de 8 ans ou plus (même si la base de données finale n'inclut que les personnes âgées de plus de 10 ans)	11 854 foyers échantillonnés, soit 20 991 carnets d'utilisation du temps remplis	Chaque personne sondée remplit un carnet pendant deux jours complets (24 heures complètes pour chacun)	De brefs instants de la vie des gens sont étudiés, les résultats ne peuvent donc être perçus comme étant complètement et universellement représentatifs
États-Unis	American Time Use Survey (ATUS)	Bureau of Labor Statistics (BLS)	2005	<a href="http://www.bls.gov/tus/">www.bls.gov/tus/</a>	Une année	Personnes âgées de 15 ans ou plus et résidant dans des habitations privées	Près de 13 000 personnes	Chaque personne se voit attribuer un jour de la semaine au hasard. 25 % des sondés ont un jour de week-end.	Les jours sondés sont préattribués aux personnes sondées afin d'éliminer les aléas et les variations pouvant avoir lieu si les individus répondent selon leur envie
Multinational	Multinational Time Use Survey (MTUS)	Centre for Time Use Research	2006	<a href="http://www.timeuse.org/mtus/">www.timeuse.org/mtus/</a>	Une année	Population âgée de 20 à 59 ans		Carnets de 7 jours	La base de donnée du MTUS comprend 20 pays et ne cesse de s'étendre



## *Chapitre 3*

# **Interprétation des indicateurs sociaux de l'OCDE**

## Finalité des indicateurs sociaux

*Panorama de la société 2009* s'emploie à apporter des éléments de réponse à deux questions :

- En comparaison de leurs performances passées et des résultats des autres pays de l'OCDE, quels progrès ont accompli les différents pays sur le plan du développement social?
- Dans quelle mesure les actions engagées par la société pour promouvoir le développement social ont-elles été efficaces?

Pour répondre à la première question relative aux progrès sociaux, il faut avoir accès à des indicateurs couvrant un large éventail de situations sociales, qui puissent être comparés entre pays et dans le temps. Étant donné que le développement social passe par des améliorations sur le plan de la santé, de l'éducation et des ressources économiques, ainsi que par un noyau stable de relations sociales, il faut trouver des indicateurs pour chacune de ces dimensions.

La seconde question sur l'efficacité sociale donne encore plus de fil à retordre. Les sociétés cherchent à influencer sur la situation sociale, généralement par le biais de mesures gouvernementales. Il reste à savoir si ces mesures atteignent effectivement leurs objectifs. Les indicateurs peuvent aider à le déterminer. Dans un premier temps, il s'agira de comparer les ressources engagées par les différents pays pour influencer sur les résultats, puis de mettre en regard les ressources et les résultats sociaux obtenus. Cette comparaison n'est certes pas une évaluation exhaustive de l'efficacité des politiques, mais les indicateurs peuvent nous renseigner sur les domaines dans lesquels des travaux d'évaluation plus poussés sont requis.

## La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE

La structure adoptée ici n'est pas un cadre de statistiques sociales au plein sens du terme, mais c'est plus qu'une simple liste d'indicateurs. Elle s'appuie sur l'expérience acquise par d'autres secteurs de l'OCDE en matière d'évaluation des politiques et des résultats obtenus dans différents domaines. Elle tient compte en particulier des activités de l'OCDE sur les indicateurs environnementaux, qui s'articulent selon ce que l'on appelle le modèle « pression-état-réponse » (PSR)\*. Selon ce modèle, les activités humaines exercent sur l'environnement des pressions qui modifient les ressources naturelles et les conditions ambiantes (état) et qui incitent la société à répondre à ces changements par des politiques diverses (réponses de la société). En mettant en évidence ces liens séquentiels, le modèle PSR aide les décideurs et le public en général à prendre conscience de relations d'interdépendance qui sont souvent négligées.

\* Le modèle PSR est lui-même une variante d'une approche qui a par ailleurs donné naissance au modèle « déterminant-état-réponse » (DSR) utilisé par le Comité du développement durable des Nations Unies; et au modèle « déterminant-pression-état-impact-réponse » (DPSIR) utilisé par l'Agence européenne pour l'environnement.

Une approche similaire est retenue ici pour les indicateurs sociaux. Ceux-ci sont regroupés selon deux dimensions. La première concerne la nature de ces indicateurs, classés en trois catégories :

- **Le contexte social** recouvre des variables qui, en règle générale, ne sont pas directement visées par l'action gouvernementale mais qui n'en sont pas moins essentielles pour appréhender le contexte dans lequel s'élabore la politique sociale. Par exemple, la proportion de personnes âgées dans la population totale ne constitue pas la cible directe de l'action des pouvoirs publics, mais cette variable donne une information utile sur le paysage social dans lequel sont mises en œuvre les politiques de santé, de retraite ou fiscales en réponse à une situation donnée. Contrairement à d'autres, les indicateurs du contexte social ne peuvent pas s'interpréter clairement comme « bons » ou « mauvais ».
- **Les indicateurs d'état de la société** décrivent les situations sociales sur lesquelles les politiques s'efforcent d'agir. Ces indicateurs reflètent la situation générale de la population. En principe, ils doivent pouvoir être interprétés facilement et sans ambiguïté – c'est le cas du taux de pauvreté, par exemple, que tous les pays préfèrent faible plutôt qu'élevé.
- **Les indicateurs de réponses de la société** livrent des informations sur les réponses de la société destinées à influencer sur l'état de la société. Ils rendent compte des dispositifs d'action gouvernementale, mais aussi des activités des organisations non gouvernementales, des familles et de la société civile au sens large. La comparaison des indicateurs de réponses de société et des indicateurs d'état de la société donne une première indication de l'efficacité des politiques.

Malgré la répartition des indicateurs sociaux en fonction de ces trois groupes, il n'est pas toujours facile de faire la distinction entre le contexte social et l'état de la société. Par exemple, l'augmentation des taux de fécondité peut constituer un objectif de politiques natalistes dans certains pays comme la France, mais s'inscrire simplement dans le contexte de la politique sociale générale dans d'autres comme le Royaume-Uni. De même, l'éclatement des familles peut être considéré comme un échec des politiques gouvernementales dans certains pays, mais ne pas figurer parmi les préoccupations affichées des pouvoirs publics dans d'autres.

L'une des limites importantes des indicateurs de contexte social, d'état de la société et de réponses de la société utilisés découle du fait que, dans ce rapport, ces indicateurs sont présentés au niveau national. Pour les pays membres caractérisés par un degré de fédéralisme important, tels que les États-Unis, le Canada et l'Australie, ces indicateurs ne sont pas toujours révélateurs de la situation des régions constitutives de la fédération, qui peuvent se distinguer par des contextes, des résultats et des réponses de la société différents. Le lecteur ne devra pas perdre cette limite de vue en examinant les indicateurs présentés dans la suite du document.

La seconde dimension selon laquelle l'OCDE regroupe les indicateurs sociaux correspond aux grands domaines de la politique sociale. Les indicateurs d'état de la société et de réponses de la société sont classés suivant quatre grands objectifs de la politique sociale :

- **L'autonomie** est l'un des objectifs fondamentaux de la politique sociale, comme en témoigne la place de premier plan qui lui est accordée, par exemple, dans les Communiqués des ministres chargés des Affaires sociales et de la Santé ([www.oecd.org/socmin2005-fr](http://www.oecd.org/socmin2005-fr)). L'autonomie des individus est encouragée par des mesures visant à leur

permettre de participer activement à la vie économique et sociale, ainsi que d'accomplir sans aide extérieure les actes de la vie courante.

- **L'équité** est un autre objectif de longue date de la politique sociale. L'équité des résultats se mesure essentiellement en termes d'accès des individus et des ménages aux ressources.
- **L'état de santé** est un objectif fondamental des systèmes de soins de santé. Cependant, améliorer l'état de santé nécessite d'élargir la perspective pour y inclure les déterminants sociaux de la santé. C'est pourquoi la santé est un objectif central de la politique sociale.
- **La cohésion sociale** est souvent désignée comme un objectif prioritaire des politiques sociales des pays. Si les avis divergent beaucoup quant à sa définition précise, une série de symptômes peuvent indiquer un déficit de cohésion sociale. La cohésion sociale se manifeste aussi, de façon cette fois positive, dans la participation des individus à la vie collective.

La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE peut être synthétisée sous la forme d'une « matrice » (tableau 3.1). Le tableau 3.1 contient en outre des informations sur les indicateurs sociaux couverts par les précédentes éditions du *Panorama de la société*, et sur la couverture de la présente édition.

### Choix et description des indicateurs

Les pratiques de collecte et de publication des indicateurs sociaux sont très variables dans la zone OCDE. La sélection des indicateurs figurant dans ce rapport a été guidée par les questions suivantes.

- Quel est le degré de comparabilité minimum des indicateurs des différents pays? Ce rapport s'attache à présenter les informations présentant la meilleure comparabilité possible dans chacun des domaines couverts. Cependant, les indicateurs retenus ne se limitent pas à ceux pour lesquels la comparabilité est « absolue ». En tout état de cause, le lecteur est informé de la nature des données utilisées et des éventuelles limites de comparabilité.
- Quel est le nombre de pays minimum pour lesquels les données doivent être disponibles? En règle générale, cet ouvrage ne présente que des indicateurs disponibles pour une majorité de pays de l'OCDE.
- Quels critères de décomposition faut-il utiliser au niveau des pays? Il est souvent possible de décomposer les indicateurs sociaux au niveau national selon différents paramètres tels que l'âge, le sexe ou la structure familiale. Le pragmatisme est ici de rigueur : les critères de décomposition des données varient selon l'indicateur considéré.

Les chapitres 4 à 8 de cette étude décrivent les principales données disponibles et fournissent des informations sur les définitions et la mesure de chacun des indicateurs sélectionnés. La plupart des indicateurs existent déjà sous une forme ou une autre. Certains sont publiés dans d'autres ouvrages de l'OCDE sur une base régulière (*Statistiques de la population active*, *base de données sur les dépenses sociales* et *Éco-Santé OCDE* par exemple). D'autres sont recueillis selon les besoins.

Les indicateurs individuels peuvent relever de plusieurs domaines de la politique sociale. Cela signifie que certains d'entre eux pourraient être rangés dans plusieurs catégories. Par exemple, l'aptitude à accomplir les actes de la vie courante sans aide

Tableau 3.1. Indicateurs sociaux figurant dans les cinq éditions du *Panorama de la société* (2001, 2003, 2005, 2006, 2008)

		Contenu			
		Autonomie (SS)	Équité (EQ)	Santé (HE)	Cohésion sociale (CO)
Nature	Contexte social	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Revenu national</li> <li>● Immigration</li> <li>● Taux de fécondité (2001, 2005, 2006, 2009)</li> <li>● Mariages et divorces (2001, 2005, 2006, 2009)</li> <li>● Ratio de dépendance démographique (2001, 2003, 2005, 2006)</li> <li>● Réfugiés et demandeurs d'asile (2001)</li> <li>● Parents isolés (2001)</li> </ul>			
	État de la société	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Emploi</i></li> <li>● <i>Chômage</i></li> <li>● Mères de famille en activité professionnelle (2001, 2003, 2005, 2006)</li> <li>● Ménages sans emploi (2001, 2003, 2005, 2006)</li> <li>● Performances scolaires (2001, 2003, 2005, 2009)</li> <li>● Jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Âge de sortie de la population active (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Coûts de garde des enfants (2006)</li> <li>● Accueil de la petite enfance (2001, 2009)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Inégalité des revenus (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Pauvreté (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Pauvreté des enfants (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Revenu des personnes âgées (2003, 2005)</li> <li>● Emplois à bas salaire (2001)</li> <li>● Écarts de salaires entre hommes et femmes (2001, 2006)</li> <li>● Privation matérielle (2006)</li> <li>● Persistance de la pauvreté (2006)</li> <li>● Mobilité intergénérationnelle (2006)</li> <li>● Coûts du logement (2006)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Espérance de vie (2001, 2005, 2006, 2009)</li> <li>● Espérance de vie corrigée en fonction de la santé (2003, 2005)</li> <li>● État de santé perçu (2009)</li> <li>● Mortalité infantile (2001, 2005, 2009)</li> <li>● Insuffisance pondérale à la naissance (2003, 2006, 2009)</li> <li>● Obésité (2003, 2009)</li> <li>● Taille (2009)</li> <li>● Santé mentale (2009)</li> <li>● Années potentielles de vie perdues (2001, 2003)</li> <li>● Espérance de vie sans incapacité (2001)</li> <li>● Accidents (2001)</li> <li>● Absentéisme pour maladie (2006)</li> <li>● Inégalités de santé (2006)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Suicides</i></li> <li>● Satisfaction à l'égard de l'existence (2005, 2006, 2009)</li> <li>● Victimes de la criminalité (2001, 2003, 2009)</li> <li>● Satisfaction à l'égard du travail (2009)</li> <li>● Harcèlement scolaire (2009)</li> <li>● Comportements à risque (2009)</li> <li>● Isolement social (2001, 2005)</li> <li>● Vie associative (2001, 2005)</li> <li>● Naissances chez les adolescentes (2003, 2005)</li> <li>● Usage de stupéfiants et décès en résultant (2001, 2005)</li> <li>● Grèves et lockouts (2001, 2003, 2006)</li> <li>● Participation aux élections (2001, 2006)</li> <li>● Délinquance juvénile (2003)</li> <li>● Confiance dans la fonction publique (2006)</li> <li>● Accidents du travail (2001, 2006)</li> </ul>
	Réponses de la société	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Adéquation des minima sociaux</i></li> <li>● Politiques d'activation (2001)</li> <li>● Dépenses consacrées à l'éducation (2001, 2009)</li> <li>● Éducation et accueil des jeunes enfants (2001)</li> <li>● Littératie des adultes (2001)</li> <li>● Coin fiscal sur les salaires (2001, 2006)</li> <li>● Élèves présentant des déficiences (2003)</li> <li>● Ressources des adultes handicapés (2002)</li> <li>● Personnes handicapées en activité (2003)</li> <li>● Minima sociaux (2005)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Dépenses sociales publiques</i></li> <li>● <i>Dépenses sociales totales</i></li> <li>● Dépenses sociales privées (2001, 2005)</li> <li>● Prestations servies (2001, 2005)</li> <li>● Inégalités de salaire (2006)</li> <li>● Salaires minima (2001)</li> <li>● Taux de remplacement des retraites (2006, 2005)</li> <li>● Promesse de pension (2005)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Dépenses de santé</i></li> <li>● Structure de financement des soins de santé (2003, 2001)</li> <li>● Bénéficiaires de soins de longue durée (2001, 2005, 2006, 2009)</li> <li>● Infrastructure médicale (2001)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Population carcérale (2001, 2003)</li> </ul>

Note : Les données renvoient aux domaines couverts dans le *Panorama de la société*. Les indicateurs en italiques sont ceux qui figurent dans les cinq éditions. Les noms indiqués pour chaque domaine sont ceux utilisés dans l'édition 2009; par ailleurs, certains indicateurs peuvent avoir été déplacés d'une catégorie à une autre entre les différentes éditions.

extérieure est un indicateur à la fois de cohésion sociale, d'autonomie et de bonne santé. Dans cet ouvrage, les indicateurs sont rangés dans la catégorie à laquelle ils se rattachent plus directement.

Le code associé à chaque indicateur (par exemple, GE1) est utilisé pour situer celui-ci par rapport à un domaine d'action spécifique (ces codes étant énumérés dans les tableaux ci-après), tandis que la numérotation des indicateurs vise à faciliter les renvois. Les noms et les codes des indicateurs utilisés ici peuvent différer de ceux qui figuraient dans les versions précédentes du Panorama de la société, mais on a veillé à assurer la continuité des domaines couverts.

### **Indicateurs de contexte social généraux (GE)**

En comparant les *indicateurs d'état et de réponses de la société*, le lecteur peut être facilement tenté de conclure qu'un pays obtient de mauvais résultats, ou consacre beaucoup d'argent à un objectif d'action spécifique, par rapport à d'autres pays. Mais il importe de replacer ce genre de constat dans un contexte plus général. Par exemple, le revenu national varie beaucoup selon les pays de l'OCDE. Dans l'hypothèse où il existe un lien entre le revenu et la santé, on pourrait s'attendre à ce que l'état de santé de la population soit meilleur dans les pays riches que dans les pays pauvres, indépendamment des réponses mises en place par la société. Si la demande de services de santé augmente en même temps que le revenu (ce qui semble être le cas), on peut s'attendre à ce que les dépenses de santé des pays riches (en pourcentage du revenu national) soient supérieures à celles des pays pauvres. Cela ne signifie pas que les indicateurs de l'état de santé et des dépenses de santé soient trompeurs, mais qu'il faut garder à l'esprit le contexte général dans lequel s'inscrivent les données lorsqu'on analyse les implications pour les politiques.

Les indicateurs liés au contexte social sont utiles pour interpréter un grand nombre d'indicateurs présentés dans cet ouvrage. C'est le cas du revenu national net par habitant (GE1), qui a une incidence sur la qualité, l'ampleur et la nature de la protection sociale et de l'éducation que peut offrir un pays, mais aussi des taux de fécondité (GE2), de l'immigration (GE3) et des mariages et divorces (GE4).

#### **Liste des indicateurs de contexte généraux (GE)**

GE1. Revenu national net par habitant

GE2. Taux de fécondité

GE3. Immigration

GE4. Mariages et divorces

### **Autonomie (SS)**

Pour un grand nombre de personnes d'âge actif, l'emploi rémunéré (SS1) est un pourvoyeur important de ressources financières, d'identité, de relations sociales et de statut social. En outre, tous les systèmes de sécurité sociale sont financés par les cotisations des actifs qui exercent un emploi. C'est pourquoi le développement de l'emploi rémunéré est une priorité pour tous les pays de l'OCDE. Le chômage (SS2) implique qu'une personne, même si elle est disponible pour travailler, ne sera pas forcément en mesure de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille par sa force de travail. Les bases acquises tôt dans l'existence influencent le développement cognitif et social de l'enfant, qui joue lui-même un rôle important dans l'autonomie future de l'individu. Le taux de fréquentation

des structures d'accueil de la petite enfance (SS3) nous renseigne sur la mesure dans laquelle les enfants sont couverts par les systèmes de garde collectifs. Les performances scolaires (SS4) reflètent une dimension importante du capital humain accumulé à la fin de la période de l'enfance. De bons résultats scolaires offrent la promesse d'une autonomie plus durable à l'âge adulte, notamment à travers l'exercice d'un emploi rémunéré. Sachant que les situations de désavantage de longue durée sur le marché du travail peuvent souvent être rattachées à un désavantage au début de l'âge adulte, la mesure de l'inactivité chez les jeunes donne une indication utile des chances qu'ils ont de réussir leur transition vers une vie active et autonome (SS5).

Les réponses proposées par la société pour influencer sur les performances scolaires et l'inactivité des jeunes ont souvent consisté à agir au niveau de la structure et des mécanismes d'incitation des systèmes scolaires (qui sont difficiles à synthétiser au moyen d'un indicateur social), mais se sont aussi traduites par des dépenses d'éducation publiques et privées élevées (SS7).

Le tableau ci-après présente les indicateurs d'état de la société et de réponses de la société qui permettent le mieux de juger si les pays de l'OCDE ont réussi à atteindre les objectifs fixés s'agissant de l'autonomie des individus et de leurs familles.

### Liste des indicateurs liés à l'autonomie (SS)

État de la société	Réponses de la société
SS1. Emploi	SS7. Dépenses d'éducation
SS2. Chômage	
SS3. Accueil de la petite enfance	
SS4. Performances scolaires	
SS5. Jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation	
SS6. Âge de sortie de la population active	
<i>EQ1. Inégalité des revenus</i>	<i>EQ4. Adéquation des minima sociaux</i>
<i>EQ2. Pauvreté</i>	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
<i>EQ3. Pauvreté des enfants</i>	<i>EQ6. Dépenses sociales totales nettes</i>

Note : Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation de l'autonomie.

### Équité (EQ)

Le concept d'équité peut être abordé selon différents angles, notamment en termes d'accès aux services sociaux, d'opportunités économiques et de résultats effectifs. Les opinions sur ce que doit être exactement une répartition équitable des ressources ou sur ce qui détermine une juste répartition des chances varient fortement. En outre, comme il est difficile d'obtenir des informations sur toutes les dimensions de l'équité, les indicateurs d'équité relevant de la catégorie d'état de la société portent uniquement sur l'inégalité des ressources financières.

L'examen de l'inégalité des revenus (EQ1) est un point de départ logique pour évaluer l'équité à l'échelle de la société entière. En général, cependant, l'attention des pouvoirs publics porte plus spécialement sur la frange de la population située au bas de l'échelle des revenus, ce qui justifie la présence, parmi les indicateurs sélectionnés, de mesures de la pauvreté (EQ2). La situation des enfants est à cet égard particulièrement préoccupante, à la fois parce qu'ils n'ont aucune prise sur leur situation matérielle et parce que la pauvreté

affecte leur développement à long terme. Dans ces conditions, il est très utile de disposer d'un indicateur mesurant spécifiquement la pauvreté des enfants (EQ3).

Les systèmes de protection sociale occupent une place de choix dans la panoplie d'instruments mis en œuvre par les pouvoirs publics pour répondre à ces problèmes d'équité. Tous les pays de l'OCDE ont institué (ou sont en train de le faire) des systèmes de protection sociale qui assurent à des degrés divers une redistribution des ressources au sein de la société et préservent les individus contre un certain nombre de risques. L'indicateur d'adéquation des minima sociaux (EQ4) rend compte des réponses apportées par les pouvoirs publics pour aider certains des groupes les plus défavorisés. L'ensemble de ces interventions est synthétisé dans l'indicateur de dépenses sociales publiques (EQ5). Les dépenses sociales totales nettes (EQ6) intègrent, en sus, les allègements fiscaux et reprises partielles par l'impôt.

Les indicateurs d'équité sont à l'évidence liés aux indicateurs d'autonomie. Considérés ensemble, ils renseignent sur la façon dont les systèmes de protection sociale font face à un dilemme récurrent : comment offrir un niveau adéquat de prestations tout en garantissant la viabilité du système et en encourageant l'autonomie des individus.

### Liste des indicateurs liés à l'équité (EQ)

État de la société	Réponses de la société
EQ1. Inégalité des revenus	EQ4. Adéquation des minima sociaux
EQ2. Pauvreté	EQ5. Dépenses sociales publiques
EQ3. Pauvreté des enfants	EQ6. Dépenses sociales totales nettes
<i>SS1. Emploi</i>	<i>HE4. Dépenses de santé</i>
<i>SS2. Performances scolaires</i>	
<i>SS3. Chômage</i>	
<i>HE8. Taille</i>	

Note : Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation des résultats en matière d'équité.

### Santé (HE)

Il existe des liens étroits entre la situation sociale et l'état de santé. En effet, l'amélioration des niveaux de vie et l'éducation, conjuguées à une meilleure accessibilité des soins et aux progrès constants des technologies médicales, ont contribué à une amélioration marquée de l'état de santé, mesurée par l'espérance de vie (HE1). Autre indicateur tout aussi important et complémentaire de l'espérance de vie, la perception qu'ont les individus de leur état de santé (HE2). L'augmentation de l'espérance de vie reflète dans une mesure significative le recul de la mortalité infantile et des insuffisances pondérales à la naissance, qui témoignent de l'amélioration de la santé du nourrisson (HE3). L'obésité (HE4) amoindrit le fonctionnement économique et social, et sa mesure donne une indication prédictive des problèmes et coûts de santé futurs. Un autre indicateur du capital de santé physique accumulé pendant l'enfance qui reçoit une attention croissante est la taille atteinte à l'âge adulte (HE5). Les politiques de santé se concentrent généralement sur la santé physique, faisant moins de cas de la santé mentale (HE6). Ce déséquilibre résulte en partie de problèmes de mesure et de données. Or, les problèmes de santé mentale induisent des coûts élevés pour l'individu et la société, et une santé mentale défaillante est souvent associée à une santé physique également médiocre.

### Liste des indicateurs liés à la santé (HE)

État de la société	Réponses de la société
HE1. Espérance de vie	HE7. Soins de longue durée
HE2. État de santé perçu	HE8. Dépenses de santé
HE3. Santé du nourrisson	
HE4. Obésité	
HE5. Taille	
HE6. Santé mentale	
<i>CO4. Suicides</i>	<i>EQ4. Adéquation des minima sociaux</i>
	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
	<i>EQ6. Dépenses sociales totales nettes</i>

Note : Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation des résultats en matière de santé.

La fourniture de diverses formes de soins de longue durée aux personnes âgées, en établissement ou à domicile (HE7), est l'une des réponses apportées pour faire face aux problèmes de santé. Les dépenses de santé (HE8) représentent une composante plus générale, et essentielle, de la réponse des systèmes de soins aux préoccupations liées à l'état de santé. Cela étant, les problèmes de santé découlent parfois d'un ensemble de facteurs sociaux interdépendants – chômage, pauvreté et mauvaises conditions de logement – qui ne relèvent pas de la politique de santé. En outre, plus que du niveau de dépenses en soi, l'efficacité des interventions en matière de santé dépend souvent d'autres caractéristiques du système de santé, telles qu'une insuffisance de couverture de l'assurance médicale ou l'imposition d'un ticket modérateur, qui peuvent freiner la demande de soins. Le lecteur trouvera un éventail plus large d'indicateurs liés à l'état de santé et aux interventions en matière de santé dans *Éco-Santé OCDE* et sa publication biennale complémentaire, *Panorama de la santé*.

### Cohésion sociale (CO)

Dans de nombreux pays de l'OCDE, la promotion de la cohésion sociale est un objectif fondamental de la politique sociale. Cela étant, il n'existe pas de définition communément admise de la cohésion sociale, ce qui rend d'autant plus difficile l'identification d'indicateurs appropriés. La démarche adoptée dans le *Panorama de la société* a consisté à évaluer la cohésion sociale aux moyens d'indicateurs mettant en évidence la mesure dans laquelle les citoyens participent à la vie sociale et retirent une satisfaction de leurs activités quotidiennes, d'indicateurs de diverses pathologies et maladies qui exposent les individus au risque d'exclusion sociale, ou encore d'indicateurs révélant l'ampleur des troubles sociaux.

Les données d'enquête sur la satisfaction subjective à l'égard de l'existence (CO1) fournissent une mesure directe importante à la fois du bien-être individuel et de la cohésion de la société dans son ensemble. Le lieu de travail est un environnement dans lequel la majorité des individus passent une partie importante de leur vie. La satisfaction à l'égard du travail (CO2) est donc une dimension majeure du bien-être, qui nous renseigne sur la cohésion prévalant dans cet environnement clé. La criminalité est un indicateur de la déliquescence sociale, et ses manifestations en termes de taux de victimes (CO3) peuvent éroder la confiance des citoyens dans la société – un paramètre important pour la cohésion sociale. Le suicide (CO4) peut être perçu comme un renoncement ultime de l'individu à la société, qui survient lorsque les liens sociaux sont trop distendus pour

empêcher la personne de mettre fin à ses jours. L'école est peut-être, après la famille, l'environnement le plus important pour les membres les plus jeunes de la société. Le harcèlement scolaire (CO5) est un indicateur négatif majeur de la cohésion sociale dans le milieu scolaire. Autre indicateur de la cohésion sociale chez les jeunes, celui des comportements à risque (CO6). Certains de ces comportements n'ont bien entendu rien d'alarmant et, selon la direction dans laquelle ils s'orientent, peuvent faire partie du processus normal d'apprentissage. Toutefois, les sociétés qui pâtissent d'un manque de cohésion intergénérationnelle peuvent engendrer des taux excessivement élevés de comportements à risque penchant dans de mauvaises directions.

Au-delà de ces indicateurs de l'état de la société, les indicateurs de contexte peuvent aussi aider à mettre en évidence l'existence de différents groupes et catégories de ménages qui sont particulièrement exposés aux risques d'exclusion sociale. Enfin, il faut souligner qu'il est beaucoup plus difficile d'identifier des indicateurs pertinents de réponses aux problèmes de cohésion sociale. D'un autre côté, toutes les interventions publiques qui relèvent d'autres dimensions de la politique sociale (autonomie, équité et santé) peuvent aussi avoir un effet sur la cohésion sociale.

### Liste des indicateurs liés à la cohésion sociale (CO)

État de la société	Réponses de la société
CO1. Satisfaction à l'égard de l'existence	
CO2. Satisfaction à l'égard du travail	
CO3. Victimes de la criminalité	
CO4. Suicides	
CO5. Harcèlement scolaire	
CO6. Comportements à risque	
<i>SS2. Chômage</i>	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
<i>EQ1. Inégalité des revenus</i>	<i>EQ6. Dépenses sociales totales nettes</i>
<i>EQ2. Pauvreté</i>	<i>HE2. Dépenses de santé</i>
<i>EQ3. Pauvreté des enfants</i>	
<i>HE7. Santé mentale</i>	

Note : Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation de la cohésion sociale.

### Ce que le lecteur trouvera dans cette publication

Pour tous les domaines couverts dans les chapitres 4 à 8 de ce rapport, on trouvera, au début de la fiche de chaque indicateur, un encadré intitulé « Définition et mesure » donnant une définition de l'indicateur concerné et une description des problèmes de mesure qu'il soulève. Cette section met en particulier l'accent sur les problèmes de comparabilité entre pays. Certains indicateurs ne sont pas précisément comparables. Pour les indicateurs qui peuvent poser des problèmes de comparabilité, l'encadré fournit des informations qualitatives. Le texte principal suit l'encadré « Définition et mesure ». Il commence généralement par un commentaire sur les différences entre pays, suivi d'un examen des tendances temporelles pour l'ensemble de la zone OCDE et pour une sélection de cas nationaux revêtant un intérêt particulier. Lorsque c'est possible, les données sont analysées par catégories démographiques et socioéconomiques. Les statistiques sont présentées sous forme de graphiques et de tableaux et chaque fiche propose un choix de références (« Pour en savoir plus ») et indique les titres des publications ayant servi à la construction des indicateurs.

Pour pouvoir présenter les données essentielles de façon concise, nous n'avons pas fait figurer dans la publication toutes les dimensions de l'ensemble des indicateurs recueillis. Les données qui sous-tendent chaque indicateur sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE ([www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG](http://www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG)). Elles peuvent également être consultées par le biais des liens StatLink de chaque indicateur (où figurent des informations sur un plus grand nombre de pays).





## **4. INDICATEURS DE CONTEXTE GÉNÉRAUX**

1. Revenu national net par habitant
2. Taux de fécondité
3. Immigration
4. Mariages et divorces

## 4. INDICATEURS DE CONTEXTE GÉNÉRAUX

### 1. Revenu national net par habitant

#### Définition et mesure

Parmi les différents indicateurs présents dans le système des comptes nationaux (SCN), le revenu national net (RNN) par habitant est celui qui permet le mieux la comparaison entre pays du bien-être économique. Le RNN se définit comme le produit intérieur brut (PIB) plus les revenus nets des salaires et investissements à l'étranger, moins l'amortissement du capital fixe (habitations, bâtiments, équipement, matériel de transport et infrastructure physique) par usure et obsolescence. Toutefois, les estimations du RNN par habitant sont sujettes à plus d'incertitudes que celles du PIB par habitant, indicateur du revenu national le plus couramment utilisé, du fait des difficultés de mesure des flux internationaux de revenus et de l'amortissement du capital fixe.

Pour les comparaisons entre pays, les mesures du RNN en monnaie nationale sont converties en une unité commune basée sur les parités de pouvoir d'achat (PPA). Ces estimations indiquent quelle somme en monnaie nationale permet d'acheter dans chaque pays le même panier de biens et services qu'un dollar (USD) aux États-Unis. Ces estimations des PPA sont calculées par l'OCDE et Eurostat en comparant les prix d'environ 2 500 articles dans différents pays (Schreyer et Koechlin, 2002). Le RNN par habitant s'obtient en divisant le RNN par le nombre d'habitants, ce qui comprend aussi bien les individus qui vivent dans des ménages privés que ceux qui vivent dans des institutions collectives. Les estimations du RNN et des PPA sont toutes deux affectées d'erreurs statistiques : de ce fait, les différences de RNN entre pays qui ne dépassent pas 5 % ne sont pas jugées significatives.

**Dans la zone OCDE, le revenu national par habitant s'élevait à environ 26 000 USD en moyenne en 2006.** Cette année-là, trois pays de l'OCDE (Luxembourg, Norvège et États-Unis) présentaient un revenu par habitant de plus de 35 000 USD, huit avaient un revenu par habitant inférieur à 20 000 USD et deux (Mexique et Turquie) un revenu par habitant de l'ordre de 11 000 USD (graphique GE1.1) (le chiffre indiqué pour le Mexique est celui de l'année 2004).

**Dans les 17 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données sur le revenu national réel par habitant, celui-ci a augmenté de 2.6 % par an en moyenne depuis le début du millénaire** (graphique GE1.2). La croissance annuelle moyenne du RNN a dépassé 5 % en République slovaque et avoisiné les 4.5 % en Grèce. En revanche, elle n'a pas dépassé 1 % en Italie et en Allemagne. Au vu des données, il n'existe pas de relation solide entre le taux de croissance enregistré entre 2000 et 2006 et les niveaux du RNN en 2000.

**Les pays de l'OCDE qui affichent un RNN moyen élevé ont tendance à dépenser plus en protection sociale.** Cependant, cette relation n'est pas forte, et elle résulte dans une très large mesure des positions extrêmes du Mexique, de la Turquie et de la Corée (graphique GE1.3). Les niveaux de dépenses sociales de l'Autriche, du Danemark, de la France et de la Suède, sont plus élevés que ce que l'on attendrait compte tenu de leur revenu par habitant. Inversement, le Mexique, la Corée, la Turquie et, dans une moindre mesure, les États-Unis dépensent moins que prévu. Il y a à cela plusieurs explications possibles. Certaines dépenses sociales correspondent à des achats de services, soins médicaux ou garde d'enfants par exemple. En même temps que la rémunération des prestataires de ces services augmente avec celle des autres travailleurs – sans que leur productivité croisse en proportion – les dépenses sociales s'amplifient (Arjona et al., 2001). Par ailleurs, les services fournis par les États fortement protecteurs ont tendance à être très sensibles au revenu en comparaison d'autres biens et services.

#### Pour en savoir plus :

Arjona, R., M. Ladaïque et M. Pearson (2001), « Growth, Inequality and Social Protection, » Politique du marché du travail et politiques sociales, Document hors série n° 51, OCDE, Paris.

OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

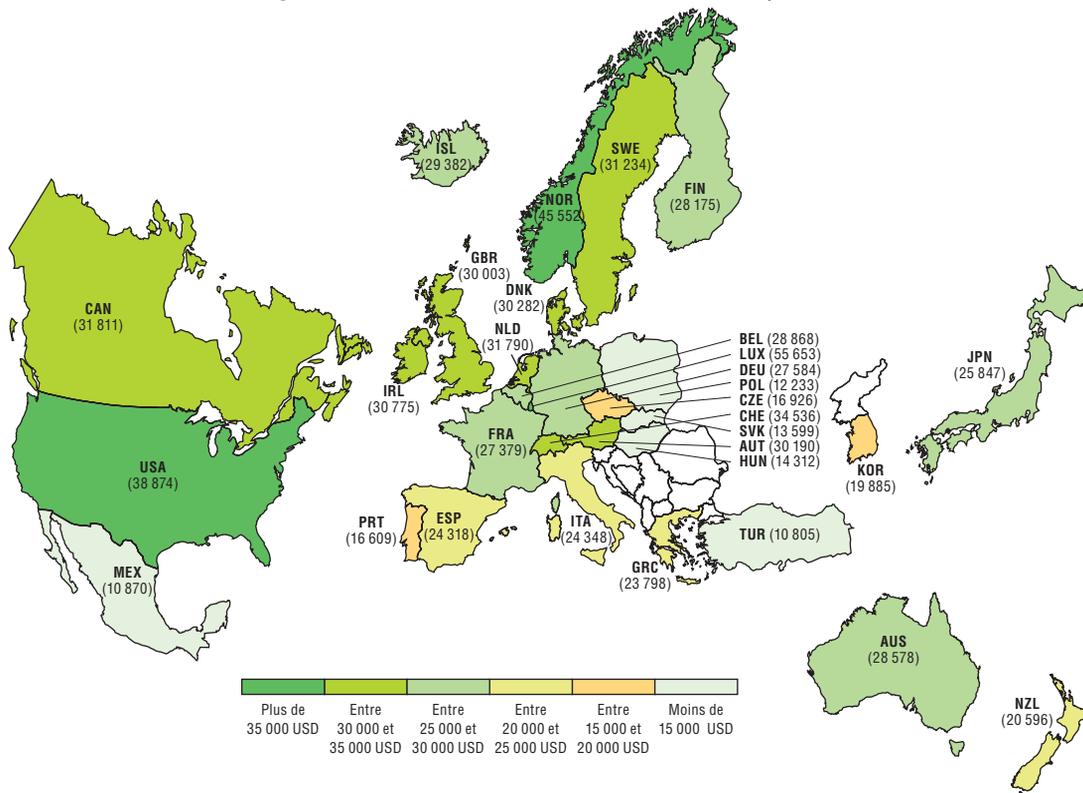
Schreyer P. et F. Koechlin (2002), « Purchasing Power Parities – Measurement and Uses », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars, OCDE, Paris.

#### Note du graphique

Graphique GE1.2 : De nombreux pays ne calculent pas de déflateurs de prix pour le RNN. Par conséquent, les données sur la croissance réelle du RNN ne portent que sur 17 pays.

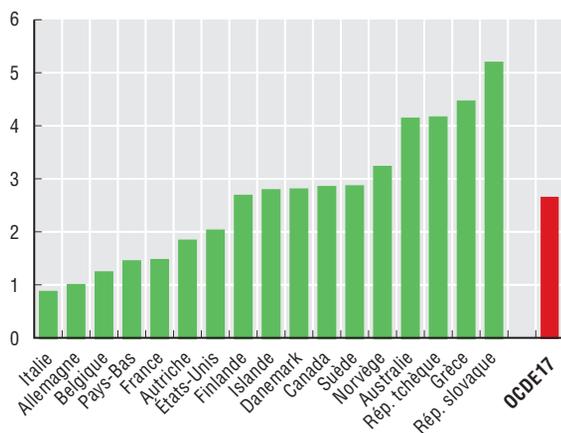
### GE1.1. Le revenu national par habitant des pays de l'OCDE varie entre 11 000 et 55 000 USD

Revenu national net par habitant en USD courants, basés sur les PPA, 2006, moyenne OCDE = 26 500 USD



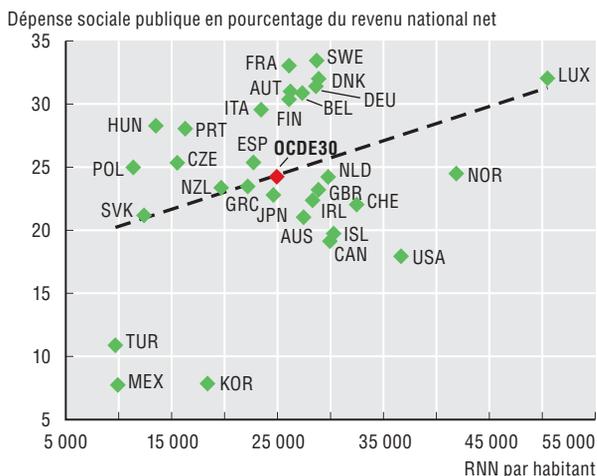
### GE1.2. Sur la période récente, la croissance du RNN s'est échelonnée entre 1 % et 5 % par an

Croissance moyenne annuelle réelle, en pourcentage, du RNN par habitant entre 2000 et 2006



### GE1.3. À mesure que leur RNN augmente, les pays de l'OCDE consacrent une plus grande part aux dépenses sociales publiques

Part des dépenses sociales publiques dans le RNN et RNN par habitant en USD aux PPA, 2005



Source: Comptes nationaux annuels de l'OCDE ([www.oecd.org/statistiques/comptes\\_nationaux](http://www.oecd.org/statistiques/comptes_nationaux)) et Base de données sur les dépenses sociales ([www.oecd.org/els/social/dépenses](http://www.oecd.org/els/social/dépenses)).

## 4. INDICATEURS DE CONTEXTE GÉNÉRAUX

### 2. Taux de fécondité

#### Définition et mesure

L'indicateur conjoncturel de fécondité est le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde jusqu'à la fin de sa période de fécondité si, à tout âge, sa probabilité de mettre au monde des enfants correspondait au niveau de fécondité de l'année considérée pour cet âge. On le calcule en faisant la somme des taux de fécondité à chaque âge sur une période de cinq ans. Un indicateur conjoncturel de fécondité de 2.1 enfants par femme (seuil de renouvellement) assure une stabilité générale de la population, en supposant qu'il n'y ait pas de flux migratoires ni de variation de la mortalité.

L'âge moyen des mères à la naissance de leur premier enfant est la moyenne arithmétique des différents âges, pondérée par le taux de fécondité à l'âge en question. La proportion des naissances hors mariage est le rapport entre le nombre de naissances vivantes hors mariage au cours d'une année donnée et le nombre total de naissances vivantes cette même année.

Les données proviennent en général des registres d'état civil ou de population, ou d'autres sources administratives, et sont harmonisées selon les recommandations de l'ONU et d'Eurostat. La seule exception est la Turquie, dont les données sur la fécondité sont tirées d'enquêtes.

#### La fécondité est faible dans la plupart des pays de l'OCDE.

Ce phénomène tient à plusieurs raisons, parmi lesquelles l'évolution des choix de vie des individus, l'insécurité de l'emploi, les difficultés à trouver un logement convenable, le coût excessif, le manque ou la piètre qualité des services de garde d'enfant, l'élévation du niveau d'études des femmes, le recul de la discrimination professionnelle à l'encontre des femmes et l'échec des politiques à offrir une aide efficace aux familles qui essaient de concilier travail et enfants. Beaucoup de ces contraintes ont un rôle dans le déclin des taux de fécondité observé sur une longue période dans les pays de l'OCDE (D'Addio et Mira d'Ercole, 2005).

#### Le taux de fécondité se situe bien en dessous du seuil de renouvellement dans la plupart des pays de l'OCDE.

En 2006, le taux de fécondité moyen des pays de l'OCDE était de 1.65, les rares pays situés au-dessus du seuil de renouvellement étant le Mexique et la Turquie (à 2.2) ainsi que l'Islande et les États-Unis (aux environs de 2.1).

**La baisse des taux de fécondité peut engendrer un certain nombre de défis pour les pouvoirs publics :** ils doivent faire face à la diminution du nombre de soignants familiaux disponibles pour les personnes âgées; à l'alourdissement de la charge fiscale des personnes d'âge actif au titre du financement des retraites et des soins de santé; au

vieillesse de la main-d'œuvre; et à l'affaiblissement de l'épargne intérieure.

**On observe, depuis 2002, une reprise modérée de la fécondité.** Le taux de fécondité moyen dans la zone OCDE est ainsi passé de 1.60 en 2002 à 1.65 en 2006 (graphique GE2.1). Ce redressement concerne 17 pays, en particulier le Royaume-Uni, la France, la Suède, l'Espagne et la République tchèque. Ce rebond pourrait s'expliquer par l'augmentation du nombre de naissances chez les femmes ayant retardé l'âge de leur première maternité jusqu'à la trentaine ou au-delà (Sardon, 2006). Il est possible que les politiques publiques, notamment l'augmentation des aides aux familles et aux femmes qui travaillent, aient également joué un rôle.

**Les femmes ont leur premier enfant plus tard.** L'âge de la première maternité a augmenté d'environ un an par décennie en moyenne depuis 1970 (tableau GE2.2). Outre qu'il contribue à la baisse de fécondité, le report de l'âge de la maternité a d'autres conséquences durables : il augmente la probabilité que les femmes restent sans enfant ou aient moins d'enfants que souhaité, et accroît les risques de santé pour les mères comme pour les enfants.

**Les femmes se marient également plus tard.** En général, les pays ayant les taux de fécondité les plus élevés en 2005 présentent aussi de plus grandes proportions de naissances hors mariage (graphique GE2.3). Toutefois, les variations entre pays sont très importantes. Par exemple, à la fois les proportions de naissances hors mariage et les taux de fécondité sont bas dans des pays comme le Japon, la Corée, et plusieurs pays d'Europe du Sud, où la naissance d'enfants est encore étroitement liée à la nuptialité.

#### Pour en savoir plus :

D'Addio, A.C et M. Mira d'Ercole (2005), « Trends and Determinants of Fertility Rates in OECD Countries: The Role of Policies », Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 27, OCDE, Paris.

OCDE (2008), « SF3. Taux de fécondité », *Base de données de l'OCDE sur la famille* : [www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees](http://www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees).

Sardon, J. (2006), « Recent Demographic Trends in Europe and the Other Developed Countries », *Population*, vol. 61, n° 3, pp. 197-266.

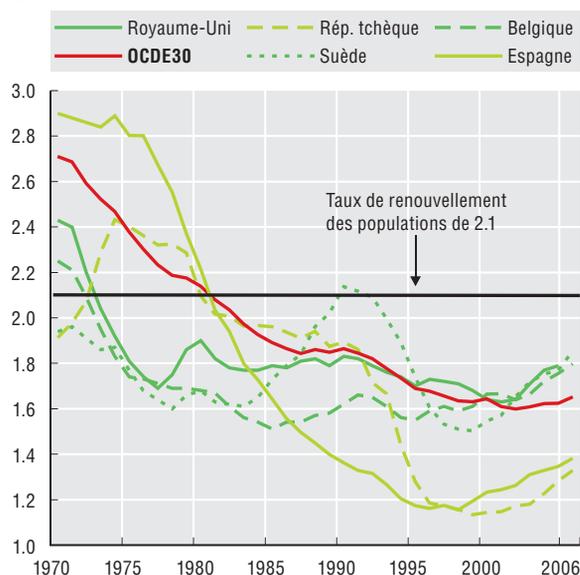
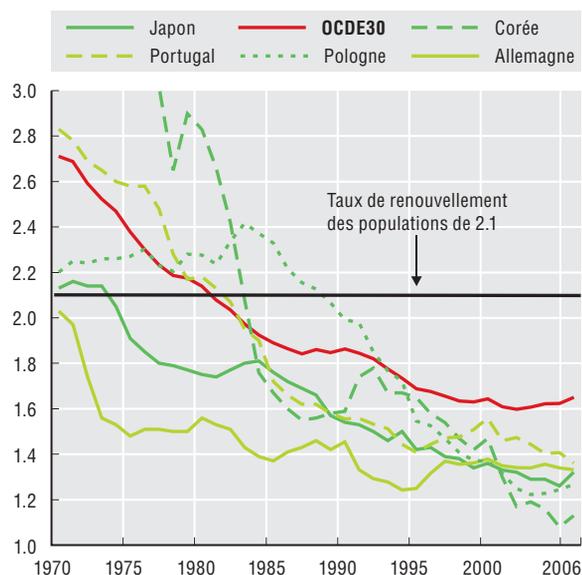
#### Notes du tableau et du graphique

Tableau GE2.2 : Note 1 : 1992 pour le Mexique; Note 2 : 2001 pour la Nouvelle-Zélande, 2003 pour le Mexique; Note 3 : 2003 pour l'Espagne, la Finlande, la Grèce et le Royaume-Uni, 2002 pour les États-Unis, 2004 pour la Nouvelle-Zélande, 2006 pour le Mexique.

Graphique GE2.3 : Note 1 : 2005 pour l'Australie et 2007 pour la Belgique.

### GE2.1. Les taux de fécondité sont inférieurs au seuil de renouvellement dans la plupart des pays de l'OCDE, mais quelques pays connaissent une reprise modérée depuis le milieu des années 90

Évolution des indices conjoncturels de fécondité entre 1970 et 2006



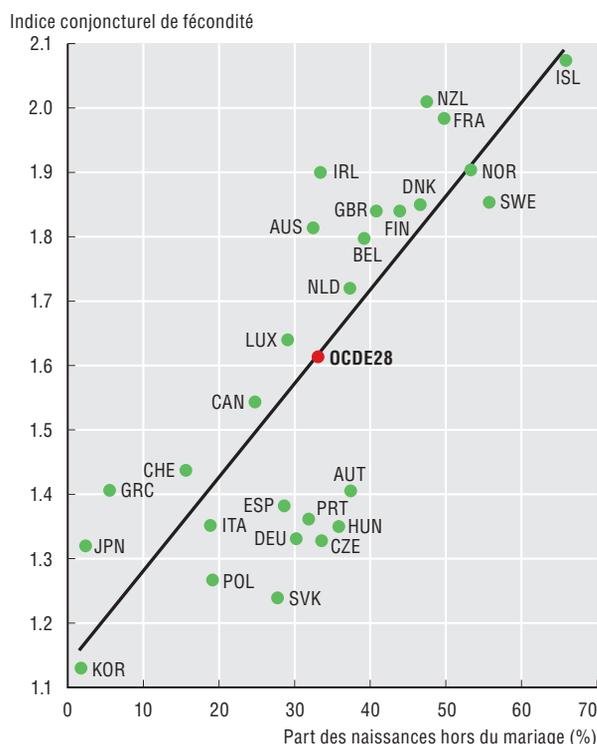
### GE2.2. L'âge moyen des mères à la naissance de leur premier enfant augmente

Âge moyen des femmes à la naissance du premier enfant

	1970	1995 <sup>1</sup>	2000 <sup>2</sup>	2004 <sup>3</sup>
Australie	23.2	26.8	..	28.0
Autriche	..	25.6	26.4	27.2
Belgique	24.3	27.3	..	27.4
République tchèque	22.5	23.3	25.0	26.6
Danemark	23.8	27.4	27.7	28.4
Finlande	24.4	27.2	27.4	27.9
France	24.4	28.1	27.9	28.5
Allemagne	24.0	27.5	28.2	28.1
Grèce	25.0	26.6	27.5	28.5
Hongrie	22.8	23.8	25.1	26.7
Islande	21.3	25.0	25.5	26.3
Irlande	..	27.3	27.6	28.5
Italie	25.0	28.0	..	28.7
Japon	25.6	27.5	28.0	29.1
Corée	..	..	..	29.1
Luxembourg	24.7	27.4	28.4	29.0
Mexique	..	20.9	21.0	21.3
Pays-Bas	24.8	28.4	28.6	28.9
Nouvelle-Zélande	..	..	28.0	28.0
Norvège	..	26.4	26.9	27.7
Pologne	22.8	23.8	24.5	25.8
Portugal	..	25.8	26.5	27.4
République slovaque	22.6	23.0	24.2	25.7
Espagne	..	28.4	29.1	29.3
Suède	25.9	27.2	27.9	28.7
Suisse	25.3	28.1	28.7	29.5
Royaume-Uni	..	28.3	29.1	29.8
États-Unis	24.1	24.5	24.9	25.1
<b>OCDE16</b>	<b>24.0</b>	<b>26.2</b>	<b>26.8</b>	<b>27.7</b>

### GE2.3. La fécondité et les naissances hors mariage sont positivement corrélées

Part des naissances hors mariage<sup>1</sup> et indice conjonctuel de fécondité, 2006



Source : Eurostat et offices nationaux de statistique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550015445534>

#### Définition et mesure

Le lieu de naissance et la nationalité sont les deux critères les plus couramment utilisés par les pays de l'OCDE pour définir leur population immigrée. Selon le premier critère, les immigrés sont les personnes résidant dans le pays mais nées à l'étranger. Selon le deuxième critère, les immigrés sont les résidents qui ont une nationalité étrangère mais qui peuvent dans certains cas être nés dans le pays d'accueil. Les différences de taille de la population née à l'étranger et de la population étrangère selon les pays dépendent des règles qui régissent dans chacun l'acquisition de la nationalité. D'une façon générale, les estimations de la population née à l'étranger sont sensiblement plus élevées que celles basées sur la nationalité. On trouvera davantage d'informations sur l'origine et les caractéristiques (âge, sexe, niveau d'études, durée du séjour et situation au regard de l'emploi) des populations immigrées des pays de l'OCDE dans la publication *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century*.

Le solde migratoire est le nombre d'arrivées d'étrangers et de retours de nationaux au cours d'une année, net des départs d'étrangers et de nationaux la même année. Bien que les données d'entrées et de sorties ne soient en général pas comparables, le chiffre du solde migratoire – différence entre les entrées et les sorties – tend à « évacuer » la principale source de non-comparabilité des données de flux, à savoir les mouvements à court terme. Le rapport annuel de l'OCDE intitulé *Perspectives des migrations internationales* analyse les mouvements récents et les politiques migratoires dans les pays de l'OCDE.

**En 2006, environ 12 % de la population de l'OCDE en moyenne était née à l'étranger.** L'importance de la population immigrée diffère beaucoup selon les pays. Dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, la population immigrée excède 10 % de la population totale (graphique GE3.1). La France (8 %) et le Royaume-Uni (10 %) ont des populations immigrées modestes en comparaison de leurs voisins immédiats, l'Irlande et l'Espagne. C'est en Australie, au Canada, au Luxembourg,

en Nouvelle-Zélande et en Suisse que la part de la population née à l'étranger est la plus forte, à 20 % ou plus. En revanche, cette part est négligeable au Mexique et en Turquie, qui sont deux pays de forte émigration.

**La part de la population née à l'étranger croît à un rythme rapide dans la zone OCDE,** avec une progression de deux points de pourcentage depuis 2000. Sa variation a été particulièrement importante dans certains pays, notamment l'Espagne (7 %), l'Irlande (6 %) et la Nouvelle-Zélande et l'Autriche (toutes deux à 4 %).

**Au cours de la dernière décennie, les soldes migratoires ont contribué pour moitié en moyenne à la croissance démographique des pays de l'OCDE.** Ces dix dernières années, la croissance démographique de certains pays a été assurée en presque totalité (Espagne par exemple) ou même en totalité (Italie) par les soldes migratoires (graphique GE3.2). L'Irlande, le Luxembourg et l'Espagne ont enregistré les soldes migratoires les plus élevés.

**Les flux d'immigration bruts dans la zone OCDE se sont amplifiés au cours des 15 dernières années** (GE3.3). Les soldes migratoires masquent des flux bruts à long terme beaucoup plus importants, aussi bien à destination qu'en provenance des pays. De nombreux pays de l'OCDE sont confrontés au défi de l'intégration économique et sociale des immigrés et de leurs enfants. Parallèlement, pour certains pays non européens de l'OCDE, le départ de leur main-d'œuvre jeune, qualifiée et en bonne santé (la « fuite des cerveaux ») est une autre source de préoccupation.

#### Pour en savoir plus :

OCDE (2007b), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.

OCDE (2008a), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE, Paris.

OCDE (2008b), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

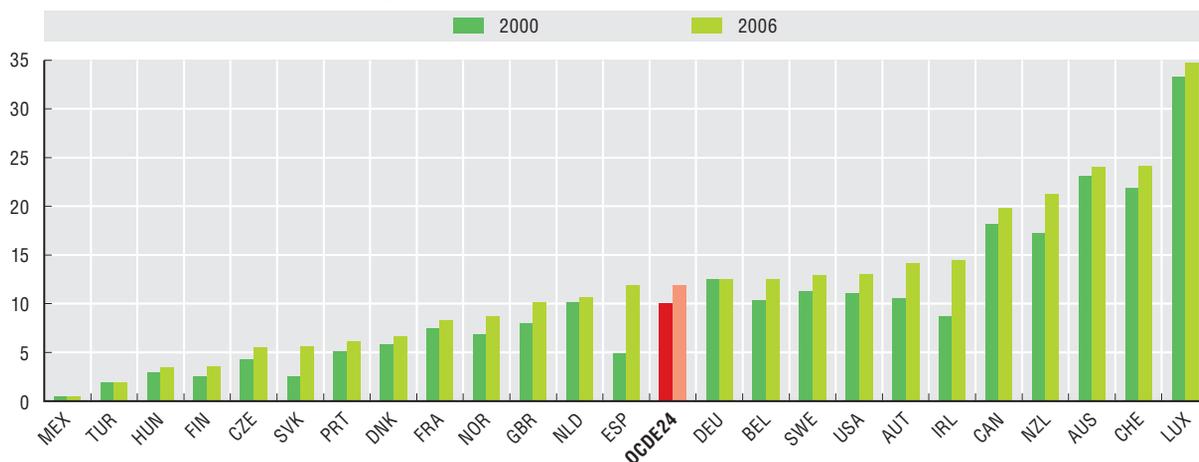
OCDE (2008c), *Les migrants et l'emploi (Vol. 2) – L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*, OCDE, Paris.

#### Note du graphique

Graphique GE3.3 : EEE : l'Espace économique européen est composé des États membres de l'Union européenne (l'UE15 pour ces données), de l'Islande et de la Norvège.

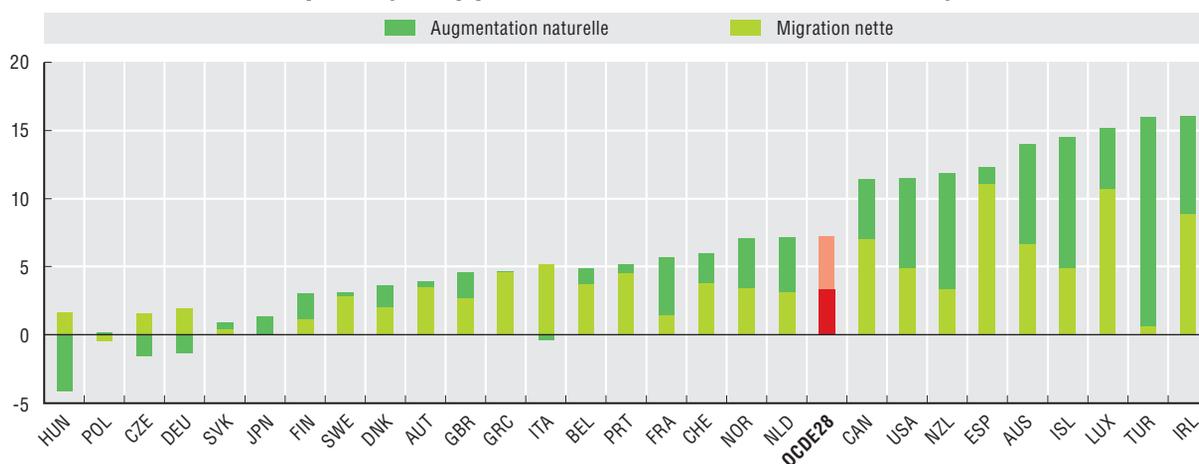
### GE3.1. La part de la population née à l'étranger croît rapidement dans les pays de l'OCDE

Part de la population née à l'étranger dans la population totale en 2000 et 2006



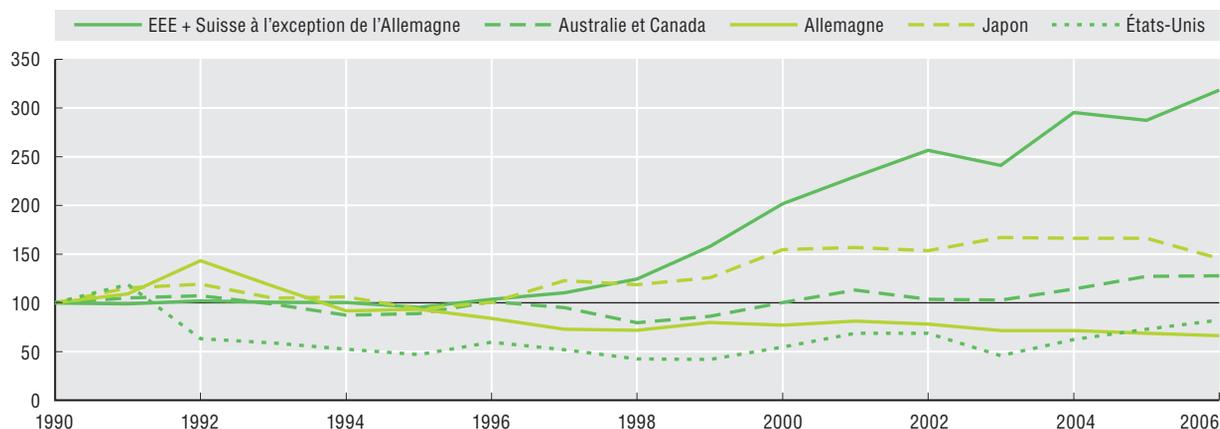
### GE3.2. Au cours de la dernière décennie, les soldes migratoires ont contribué pour moitié en moyenne à la croissance démographique des pays de l'OCDE

Variation en pourcentage de la population entre 1996 et 2006 et contribution des soldes migratoires



### GE3.3. Les flux d'immigration bruts dans la zone OCDE se sont amplifiés au cours de la dernière décennie

Entrées d'étrangers dans une sélection de pays de l'OCDE, 1990 = 100



Source : OCDE (2008), Perspectives des migrations internationales, OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550026105721>

#### Définition et mesure

Le taux brut de nuptialité exprime le nombre de mariages prononcés chaque année en proportion de la population totale. Le taux brut de divortialité représente le nombre de mariages dissous chaque année, également en proportion de la population. Ces statistiques sont basées sur les registres administratifs. Les taux de nuptialité font abstraction des couples vivant maritalement et d'autres types d'unions légales, et les taux de divortialité ne prennent pas en compte les conjoints séparés mais non divorcés.

Les taux de nuptialité et de divortialité mesurent respectivement les flux d'entrées dans le mariage et de sorties du mariage. Les informations sur la situation matrimoniale de la population proviennent, pour 17 pays de l'OCDE, de l'Enquête sociale européenne 2006/07. Outre le nombre de personnes officiellement mariées et vivant ensemble, l'enquête recense également les unions civiles, qui sont une donnée nouvelle du paysage social de plusieurs pays de l'OCDE, ainsi que les couples vivant maritalement. Par ailleurs, s'agissant des unions civiles et des couples vivant maritalement, les données prennent en compte aussi bien les couples de même sexe que de sexe différent. Les données tirées de cette enquête peuvent diverger de celles provenant d'autres sources d'informations sur la situation matrimoniale dans les différents pays, en raison de la variance d'échantillonnage et du biais de non-réponse.

**Les taux de nuptialité ont baissé dans la plupart des pays de l'OCDE.** En 2006, en effet, le taux brut de nuptialité – en moyenne sur 26 pays de l'OCDE – s'établissait à 5.1 pour 1 000 habitants, plus d'un tiers de moins qu'en 1970. Le rythme de la baisse diffère selon les pays. Après 1990, le déclin a été très marqué en République tchèque, en Corée et aux États-Unis, tandis qu'en Espagne et en Suède on observe une stabilité ou même une croissance depuis la fin des années 90 (graphique GE4.1).

**Les taux de divortialité ont augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE.** En 2005, le taux brut de divortialité s'élevait en moyenne à 2.3 pour 1 000 personnes, deux fois plus que le niveau enregistré en 1970 et 0.2 point de plus qu'en 2000. Après 1990, les taux de divortialité ont diminué aux États-Unis mais ils ont augmenté au Portugal, en Pologne, en Espagne et au Japon (graphique GE4.2).

**Le mariage est de loin la forme d'union entre adultes la plus répandue dans les pays de l'OCDE, mais une fraction significative de la population vit maritalement ou, dans certains pays, sous le régime de l'union civile** (Tableau GE4.3). Plus de 60 % de la population adulte sont mariés au Portugal et en Suisse, mais seulement 44 % le sont en Suède. Même reconnues par la loi, les unions civiles sont beaucoup moins répandues que le mariage. Elles concernent néanmoins plus de 5 % de la population adulte en Belgique (en fait, davantage de Belges vivent sous le régime de l'union civile que maritalement), aux Pays-Bas et en Hongrie. Le taux de cohabitation est élevé dans les pays nordiques, en particulier en Suède, et en France. Il est particulièrement faible en Slovaquie, en Hongrie et en Pologne. La France est le pays qui abrite la plus faible proportion de personnes seules (28 %) et la Pologne la plus élevée (42 %).

**Si l'âge au premier mariage est généralement plus élevé chez les hommes que chez les femmes, l'écart d'âge entre les sexes au premier mariage suit des tendances variables d'un pays à l'autre.** Il s'est accru au Luxembourg et en Autriche entre 1990 et 2003 (graphique GE4.4). Inversement, le report de l'âge du premier mariage chez les femmes s'est accompagné d'une forte diminution de l'écart d'âge en Irlande.

#### Pour en savoir plus :

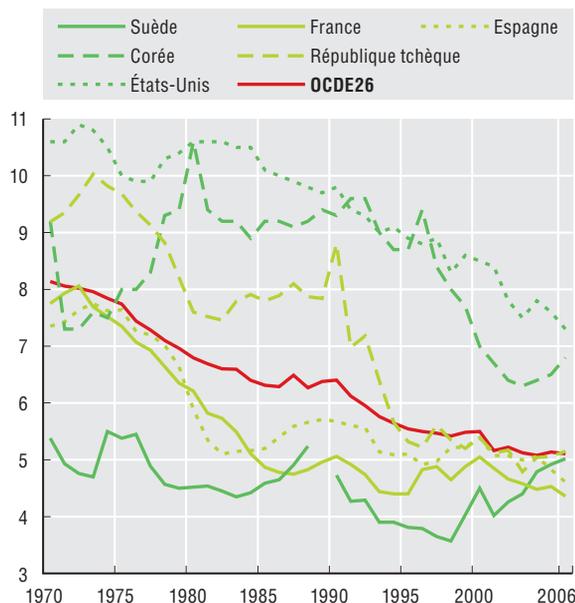
- Diekmann, A. et K. Schmidheiny (2006), « The Intergenerational Transmission of Divorce – A Fifteen-Country Study with the Fertility and Family Survey », Document présenté à l'Assemblée annuelle de 2004 de la Population Association of America.
- Morrison, D. et M. Coiro (1999), « Parental Conflict and Marital Disruption: Do Children Benefit when High-conflict Marriages are Dissolved? », *Journal of Marriage and the Family*, vol. 61, n° 3, pp. 626-637.
- OCDE (2008), « SF8. Taux de nuptialité et de divortialité », Base de données de l'OCDE sur la famille : [www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees](http://www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees).
- Smock, P. (2004), « The Wax and Wane of Marriage: Prospects for Marriage in the 21st Century », *Journal of Marriage and the Family*, vol. 66, n° 4, pp. 966-973.
- Sobotka, T. et L. Toulemon (2008), « Changing Family and Partnership Behaviour: Common Trends and Persistent Diversity across Europe », *Demographic Research*, vol. 19, n° 6, pp. 85-138.

#### Note du tableau

Tableau GE4.3 : Les seules données disponibles pour l'Autriche sont celles sur les personnes mariées. L'absence de données sur les unions civiles indique que ce type de contrat n'existe pas dans le pays concerné.

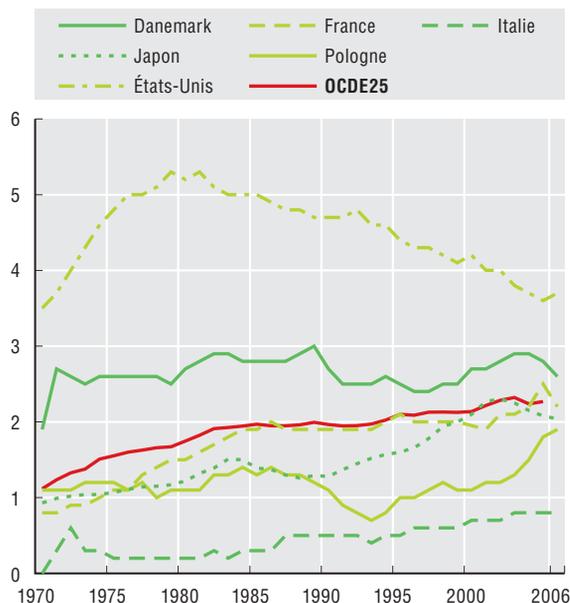
### GE4.1. Les taux de nuptialité diminuent de manière générale

Nombre de mariages pour 1 000 habitants, 1970-2006



### GE4.2. Les taux de divortialité augmentent de manière générale

Nombre de divorces pour 1 000 habitants, 1970-2006



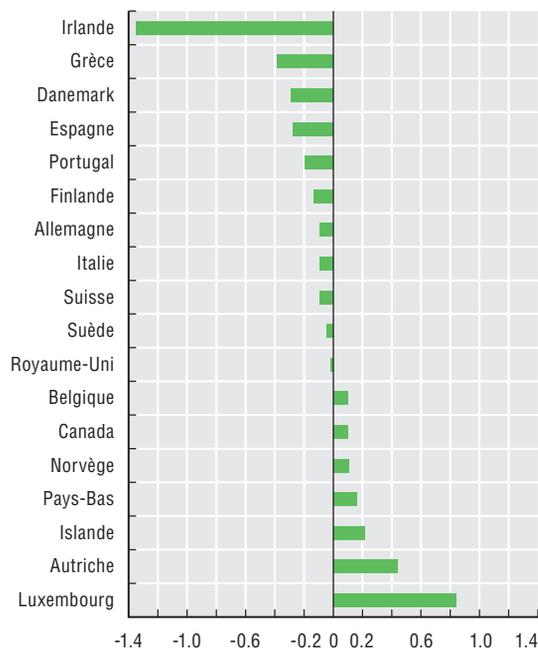
### GE4.3. Mariage, union civile et cohabitation

En pourcentage de la population adulte, 2006/07

	Marié	Partenariat civil	Cohabitants	Célibataires	Total
Autriche	52	..	..	..	..
Belgique	54	7	6	34	100
Danemark	57	1	13	30	100
Finlande	51	0	15	34	100
France	56	2	14	28	100
Allemagne	54	1	8	36	100
Hongrie	53	6	3	37	100
Irlande	55	0	7	37	100
Pays-Bas	56	6	8	30	100
Norvège	50	3	14	33	100
Pologne	56	0	2	42	100
Portugal	62	0	4	34	100
Rép. slovaque	56	5	1	39	100
Espagne	55	3	4	38	100
Suède	44	1	21	35	100
Suisse	61	2	6	31	100
Royaume-Uni	54	4	6	36	100
<b>OCDE</b>	<b>54</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>35</b>	<b>100</b>

### GE4.4. Variation de l'écart d'âge au premier mariage entre hommes et femmes

Changement de l'écart d'âge moyen au premier mariage entre hommes et femmes entre 1990 et 2003



Source : Les graphiques GE4.1, GE4.2 et GE4.4 ont été réalisés à partir de données d'Eurostat et de sources nationales ; le tableau GE4.3 est basé sur l'Enquête sociale européenne 2006/07.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550077543104>





## **5. INDICATEURS LIÉS À L'AUTONOMIE**

1. Emploi
2. Chômage
3. Accueil de la petite enfance
4. Performances scolaires
5. Jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation
6. Âge de sortie de la population active
7. Dépenses d'éducation

## 1. Emploi

**Définition et mesure**

Une personne est considérée comme « employée » si elle effectue un travail en vue d'un salaire, d'un bénéfice ou d'un gain familial pendant au moins une heure par semaine, ou si elle est temporairement absente du travail pour raison de maladie, de congé ou de conflit du travail. Les enquêtes sur la population active des pays de l'OCDE se fondent sur cette définition du travail au cours d'une semaine de référence. L'indicateur de base de l'emploi utilisé ici est la proportion de la population âgée entre 15 et 64 ans qui exerce un emploi. Les taux d'emploi sont présentés par catégorie d'âge, sexe, niveau d'études et statut au regard de l'immigration.

Cette section présente également des données sur l'incidence du temps partiel en pourcentage de l'emploi total. L'emploi à temps partiel se réfère aux personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal, et les données couvrent uniquement les personnes qui répondent aux questions sur leurs horaires habituels de travail. Les données de l'OCDE sur l'emploi proviennent des enquêtes nationales sur la population active.

**Dans la majorité des pays de l'OCDE, les taux d'emploi de la population d'âge actif ont progressé depuis le milieu des années 90.** Ainsi, dans un grand nombre de pays, ils étaient plus élevés en 2007 que dans les années 80 (graphique SS1.1). La progression des taux d'emploi depuis 1995 a dépassé 5 points de pourcentage en Australie, en Belgique, au Canada, en Finlande, en Grèce, en Islande, en Italie et aux Pays-Bas et même 10 points en Irlande et en Espagne. En revanche, par rapport au milieu des années 90, les taux d'emploi ont décliné de 1 à 3 points en République tchèque et en Pologne, et de plus de 5 points en Turquie. Les différences entre pays restent considérables, avec des taux d'emploi supérieurs à 70 % dans quatorze pays dont l'Australie, le Canada, les États-Unis, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, et des taux inférieurs à 60 % en Hongrie, en Italie, en Pologne et en Turquie (tableau SS1.3).

**La probabilité d'exercer un emploi est beaucoup moins élevée chez les jeunes et les seniors que chez les travailleurs d'âge très actif** (graphique SS1.2, tableau SS1.3). Cette tendance, que l'on retrouve dans tous les pays de

l'OCDE, traduit le fait, d'une part, que de nombreux jeunes n'ont pas encore quitté le système éducatif et que ceux qui sont actifs sur le marché du travail ont accumulé peu d'expérience professionnelle, et d'autre part, que de nombreux actifs plus âgés prennent leur retraite avant d'avoir atteint 65 ans.

**Les femmes sont considérablement moins nombreuses à exercer un emploi que les hommes.** Les taux d'emploi des femmes étaient inférieurs de 16 points à ceux des hommes en 2007. Ce schéma n'est pas complètement uniforme, mais la tendance générale est la même dans tous les pays. Les taux d'emploi féminins n'atteignent pas 50 % en Grèce, en Italie, au Mexique et en Turquie, mais ils dépassent 70 % au Canada, au Danemark, en Islande, en Norvège, en Suède et en Suisse. Les taux d'emploi masculins sont plus homogènes. La Finlande et la Suède sont deux pays où les écarts de taux d'emploi entre hommes et femmes sont restreints. À l'opposé, la Turquie et le Mexique affichent des écarts importants.

**La probabilité d'exercer un emploi est notablement inférieure chez les personnes ayant un faible niveau d'études.** Cette tendance est très marquée dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, et absolument aucun pays n'y échappe. Pour cette raison, les gouvernements des pays de l'OCDE portent une très grande attention à l'éducation en tant qu'un instrument d'accès à l'autonomie.

**L'emploi est légèrement moins répandu chez les immigrés que dans la population d'origine nationale.** Néanmoins, dans la zone OCDE en moyenne, l'écart de taux d'emploi selon cette caractéristique est faible en comparaison des différences selon les autres dimensions reportées dans le tableau SS1.3. Les immigrés ont davantage de probabilités d'exercer un emploi que les natifs en Hongrie, en Italie et au Luxembourg (au moins 7 points de pourcentage de plus), mais en ont beaucoup moins aux Pays-Bas, au Danemark et en Pologne (au moins 15 points de pourcentage de moins).

**Il faut s'attendre à ce que les taux d'emploi subissent l'effet délétaire de la crise financière récente à la fin de 2008 et en 2009.** L'étendue et la durée de ce déclin sont difficiles à prévoir pour l'instant.

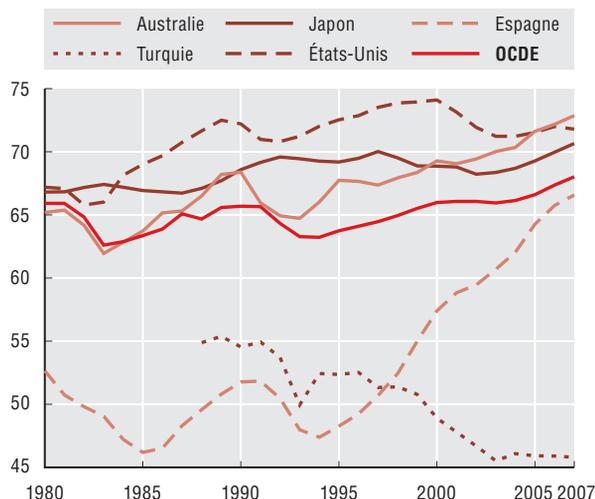
**Notes du tableau et du graphique**

Graphique SS1.2 : Les données sont présentées par ordre croissant des taux d'emploi féminins. Les données relatives aux personnes peu qualifiées, définies comme celles n'ayant pas atteint le second cycle du secondaire, portent sur 2006.

Tableau SS1.3 : Note 1 : 2006 pour le niveau d'études. Note 2 : 2006 pour le Canada, l'Islande et les États-Unis. Source:

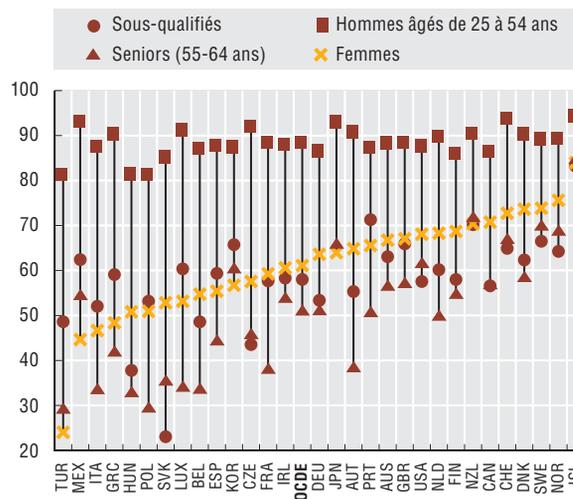
### SS1.1. Le nombre de personnes exerçant un emploi a augmenté

Ratio emploi/population chez les 15-64 ans



### SS1.2. Les taux d'emploi restent très variables entre les différents groupes sociodémographiques

Taux d'emploi par groupe, 2007



### SS1.3 Indicateurs de l'emploi, 2007

	Taux d'emploi en % de la population totale âgée de 15 à 64 ans	Taux d'emploi par :								Incidence de l'emploi à temps partiel en % de l'emploi				
		Âge		Sexe		Niveau d'éducation <sup>1</sup>			Statut des immigrants <sup>2</sup>		Total	Hommes	Femmes	
		15-24	25-54	55-64	Hommes	Femmes	Inférieur au 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	Tertiaire	Population étrangère				Ressortissants nés à l'étranger
Australie	72.9	64.2	80.0	56.7	79.6	66.1	63.5	80.4	84.4	74.9	67.5	24.1	12.4	38.5
Autriche	71.4	55.5	84.0	38.6	78.4	64.4	55.7	75.8	85.9	72.7	65.0	17.2	5.2	31.5
Belgique	61.6	26.8	79.3	33.8	68.2	54.9	49.0	73.2	83.6	63.5	50.9	18.3	6.3	32.9
Canada	73.6	59.5	82.2	57.1	77.2	70.1	57.0	76.0	82.8	73.0	70.5	18.2	11.0	26.1
République tchèque	66.1	28.5	83.5	46.0	74.8	57.3	43.9	75.6	85.1	66.1	67.3	3.5	1.7	5.9
Danemark	77.3	67.4	86.1	58.7	81.3	73.3	62.8	81.3	87.4	78.8	62.7	17.7	12.4	23.9
Finlande	70.5	46.4	83.3	55.0	72.4	68.5	58.4	75.6	85.0	70.5	63.5	11.7	8.2	15.5
France	64.0	30.1	82.1	38.3	68.6	59.4	58.1	75.6	83.0	65.3	58.5	13.4	5.0	23.1
Allemagne	69.0	45.9	80.3	51.3	74.7	63.2	53.8	72.5	84.3	70.9	61.1	22.2	7.9	39.2
Grèce	61.5	24.2	75.7	42.1	74.9	48.1	59.5	69.7	83.3	60.9	66.6	7.8	4.1	13.6
Hongrie	57.3	21.0	74.6	33.1	64.0	50.9	38.2	70.4	81.8	57.2	64.6	2.8	1.6	4.2
Islande	85.7	74.3	89.4	84.9	89.5	81.7	83.6	88.6	92.0	84.6	84.2	15.9	8.0	25.4
Irlande	69.0	48.8	78.8	54.1	77.4	60.3	58.7	77.3	86.5	68.2	72.9	20.3	7.6	35.6
Italie	58.7	24.7	73.5	33.8	70.7	46.6	52.5	74.4	80.6	58.0	65.9	15.1	5.4	29.9
Japon	70.7	41.5	80.2	66.1	81.7	59.5	...	73.1	79.8	...	...	18.9	9.2	32.6
Corée	63.9	25.7	74.0	60.6	74.7	53.2	66.2	70.3	77.2	...	...	8.9	6.3	12.5
Luxembourg	63.0	22.1	80.1	34.3	72.4	53.5	60.8	73.4	85.2	59.2	71.1	13.1	1.6	28.8
Mexique	61.1	44.2	70.3	54.7	80.9	43.6	62.8	73.1	83.3	...	...	15.1	8.1	27.6
Pays-Bas	74.1	65.4	83.6	50.1	80.0	68.1	60.6	79.1	86.4	77.0	62.4	36.1	16.2	60.0
Nouvelle-Zélande	75.4	58.7	82.2	72.0	82.1	69.0	70.6	84.5	84.6	...	...	22.0	11.2	34.7
Norvège	77.5	56.0	85.8	69.0	80.4	74.6	64.7	83.1	89.2	77.2	69.9	20.4	10.5	31.6
Pologne	57.0	25.8	74.9	29.7	63.6	50.6	53.6	65.6	83.5	57.1	36.8	10.1	6.0	15.0
Portugal	67.8	34.9	81.0	50.9	73.9	61.9	71.7	80.2	86.4	67.3	73.1	10.0	6.3	14.3
République slovaque	60.7	27.6	78.0	35.7	68.4	53.0	23.5	71.9	84.9	60.7	66.0	2.6	1.2	4.4
Espagne	66.6	42.9	76.8	44.6	77.4	55.5	59.8	75.9	83.4	64.4	70.3	10.9	3.8	20.9
Suède	75.7	46.3	86.1	70.1	78.0	73.2	66.9	81.9	87.3	76.2	63.1	14.4	9.5	19.7
Suisse	78.6	62.6	86.1	67.2	85.6	71.6	65.3	80.1	90.2	80.3	73.7	25.4	8.7	45.6
Turquie	45.8	30.4	54.2	29.4	67.9	23.8	49.0	62.7	75.5	45.7	48.7	8.4	4.6	19.2
Royaume-Uni	72.3	55.9	81.3	57.4	78.4	66.3	66.3	80.7	88.1	71.8	66.3	23.3	9.9	38.6
États-Unis	71.8	53.1	79.9	61.8	77.8	65.9	58.0	73.3	82.7	69.5	70.8	12.6	7.6	17.9
<b>OCDE</b>	<b>68.0</b>	<b>43.7</b>	<b>79.6</b>	<b>51.2</b>	<b>75.8</b>	<b>60.3</b>	<b>58.4</b>	<b>75.9</b>	<b>84.4</b>	<b>68.1</b>	<b>65.1</b>	<b>15.3</b>	<b>7.2</b>	<b>25.6</b>

Source : OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi* ([www.oecd.org/els/emploi/perspectives](http://www.oecd.org/els/emploi/perspectives)) et OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales* ([www.oecd.org/els/migration/pmi](http://www.oecd.org/els/migration/pmi)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550148582371>

#### Définition et mesure

Le taux de chômage est la proportion de personnes sans emploi et cherchant activement un emploi dans la population en âge de travailler qui exerce ou cherche activement un emploi (15-64 ans). Les données présentées proviennent des enquêtes sur la population active des pays membres. Selon la définition standard du BIT qui est utilisée dans ces enquêtes, les chômeurs sont les personnes qui n'ont pas travaillé au moins une heure au cours de la semaine de référence, qui sont immédiatement disponibles et qui ont pris des dispositions spécifiques pour rechercher un emploi durant les quatre semaines précédant l'enquête. Ainsi, les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler en raison d'une déficience physique et celles qui ne cherchent pas activement un emploi parce qu'elles ont peu d'espoir d'en trouver un ne sont pas considérées comme chômeurs.

Cette section présente aussi des données sur l'incidence du chômage de longue durée dans le nombre total de chômeurs. Les chômeurs de longue durée se définissent de deux façons : les personnes sans emploi depuis six mois et plus, ou sans emploi depuis 12 mois et plus.

**En 2007, le taux de chômage dans les pays de l'OCDE s'établissait à 5.7 % en moyenne.** Les taux étaient inférieurs à 3 % en Islande et en Norvège mais restaient supérieurs à 10 % en République slovaque et en Turquie (tableau SS2.3).

**Le taux de chômage moyen dans la zone OCDE a diminué d'environ un point de pourcentage entre 2005 et 2007,** après quatre années consécutives de hausse modérée depuis 2001 (graphique SS2.1). Néanmoins, l'évolution au cours de cette période a été très diverse selon les pays, avec des baisses dans 15 pays – notamment la République slovaque, l'Espagne et la Pologne – et des hausses dans 15 autres, dont l'Allemagne, le Portugal et la Suède.

Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que la crise financière récente attise le chômage dans de nombreux pays de l'OCDE.

**Le chômage touche davantage les jeunes, les immigrés et les personnes les moins instruites.** La relation entre l'âge et le chômage se confirme dans les 30 pays : dans la zone OCDE, en moyenne, le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez les jeunes (12 %) que chez les 25-54 ans (5 %) et les personnes plus âgées (4 %). Les immigrés sont quelque peu plus exposés au chômage que la population d'origine nationale (avec un taux supérieur de 3 points de pourcentage en moyenne), mais c'est l'inverse qui est vrai en Hongrie, en Turquie et aux États-Unis. Cependant, en Suisse, en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et dans les pays nordiques, le taux de chômage est plus de deux fois plus élevé dans la population immigrée que chez les natifs du pays d'accueil. Le sens de la relation entre niveau d'études et chômage est le même dans tous les pays à l'exception du Mexique, de la Corée et de la Turquie, où les personnes les plus instruites sont légèrement plus exposées au risque de chômage.

**Dans de nombreux pays, on observe une convergence salutare entre les taux de chômage masculins et féminins.** À l'heure actuelle, les femmes ne sont que très légèrement plus exposées au risque de chômage que les hommes en moyenne. Cependant, dans les quatre pays méditerranéens – Grèce, Espagne, Italie et Portugal – les taux de chômage féminins restaient supérieurs de 3 points ou plus aux taux de chômage masculins en 2007. Le graphique SS2.2 montre que l'écart entre hommes et femmes était beaucoup plus marqué au début des années 90 qu'en 2007 dans trois de ces quatre pays (l'exception étant la Grèce, où les inégalités se sont peu atténuées).

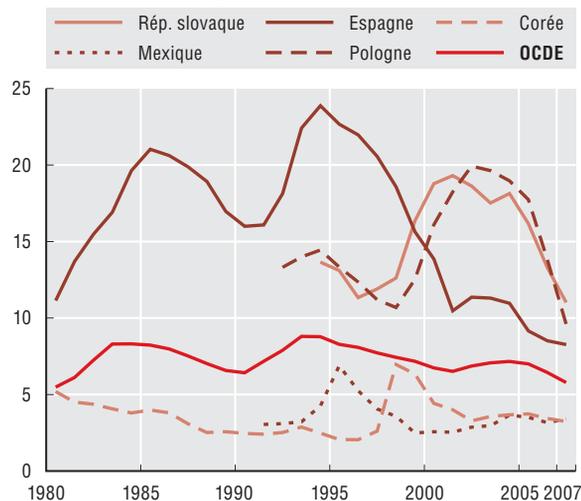
#### Notes du tableau et du graphique

Graphique SS2.2 : l'année la plus proche de 1990 pour laquelle des données sont disponibles est 1991 pour l'Islande, le Mexique et la Suisse, 1992 pour la Hongrie et la Pologne, 1993 pour la République tchèque, 1994 pour l'Autriche et la République slovaque.

Tableau SS2.3 : Note 1 : 2006 pour le niveau d'études. Note 2 : 2006 pour le Canada, l'Islande et les États-Unis.

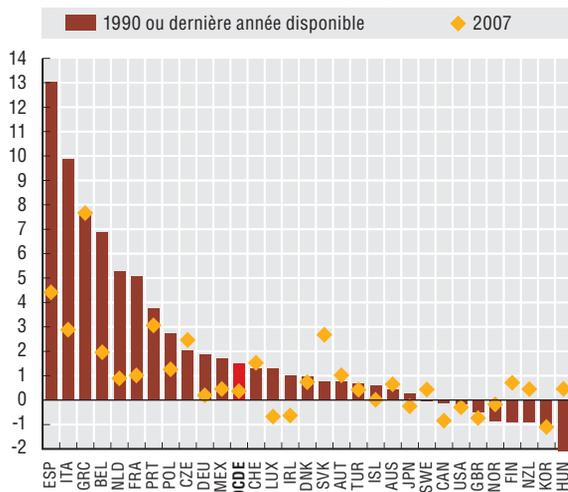
### SS2.1. Le chômage recule dans les pays de l'OCDE

Taux de chômage chez les 15-64 ans, en pourcentage de la population active, 1980-2007



### SS2.2. Le différentiel de taux de chômage en défaveur des femmes tend à diminuer

Écarts en points de pourcentage entre les taux de chômage féminins et masculins, en 1990 (ou l'année la plus proche) et en 2007



### SS2.3 Indicateurs du chômage, 2007

Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans	Taux de chômage par :									Incidence du chômage de longue durée en % du chômage			
	Âge			Sexe		Niveau d'éducation <sup>1</sup>			Statut des immigrants <sup>2</sup>		6 mois et plus	12 mois et plus	
	15-24	25-54	55-64	Hommes	Femmes	Inférieur au 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	Tertiaire	Population étrangère	Ressortissants nés à l'étranger			
Australie	4.4	9.4	3.4	2.7	4.1	4.8	6.2	3.9	2.8	4.1	4.7	27.1	15.5
Autriche	4.5	8.7	3.8	3.0	4.0	5.1	7.8	3.8	2.9	3.5	9.0	44.2	26.8
Belgique	7.7	19.2	6.8	3.8	6.7	8.8	11.7	6.9	3.9	6.4	16.4	68.1	50.0
Canada	6.1	11.2	5.1	5.0	6.4	5.7	9.9	6.1	4.7	6.5	7.0	14.8	7.5
République tchèque	5.4	10.7	4.9	4.6	4.3	6.8	23.0	6.4	2.0	5.3	9.0	71.6	53.4
Danemark	3.6	7.2	2.7	4.2	3.3	4.1	7.8	4.8	3.9	3.4	8.2	29.5	18.2
Finlande	6.9	15.7	5.3	6.5	6.5	7.3	12.0	8.2	4.7	6.7	14.4	37.9	23.0
France	8.0	18.7	6.9	5.1	7.5	8.6	12.1	7.6	6.2	7.4	13.4	58.5	40.4
Allemagne	8.7	11.7	8.0	10.3	8.6	8.9	20.5	11.2	5.5	7.8	14.3	71.3	56.6
Grèce	8.2	22.0	7.6	3.4	5.0	12.8	8.4	9.7	6.9	8.4	8.7	68.2	50.3
Hongrie	7.4	18.0	6.8	4.2	7.2	7.7	10.8	5.0	1.9	7.5	4.3	64.0	47.5
Islande	2.3	7.2	1.3	0.9	2.3	2.4	3.1	2.8	1.0	2.9	-	11.1	8.0
Irlande	4.6	8.7	4.1	2.6	4.9	4.3	6.4	3.2	2.1	4.4	5.9	50.1	30.3
Italie	6.2	20.3	5.3	2.4	5.0	7.9	7.8	5.3	4.8	6.0	7.9	65.4	49.9
Japon	4.1	7.7	3.7	3.4	4.1	3.9	6.7	5.4	3.7	..	..	47.5	32.0
Corée	3.4	8.8	3.1	2.2	3.8	2.8	2.6	3.5	2.9	..	..	11.7	0.6
Luxembourg	3.9	14.9	3.3	0.7	4.1	3.5	5.0	3.8	3.0	3.6	4.6	54.7	33.5
Mexique	3.5	6.7	2.7	1.6	3.3	3.8	1.9	2.8	3.0	..	..	5.4	2.7
Pays-Bas	3.7	7.3	2.7	4.1	3.2	4.2	5.7	3.9	2.8	3.1	7.6	59.1	41.7
Nouvelle-Zélande	3.7	9.7	2.5	1.4	3.4	3.9	4.2	2.4	2.4	4.8	6.0	16.7	5.7
Norvège	2.5	7.5	1.9	1.0	2.6	2.5	3.6	3.8	2.4	2.3	5.1	25.1	8.5
Pologne	9.7	21.7	8.4	6.8	9.1	10.4	27.8	17.4	6.2	9.7	9.5	64.3	45.9
Portugal	8.5	16.6	7.8	6.5	7.0	10.1	6.4	5.6	4.4	8.4	9.6	67.6	47.3
République slovaque	11.0	20.1	10.1	8.1	9.8	12.6	47.7	14.6	4.8	11.2	-	82.3	70.8
Espagne	8.3	18.2	7.2	5.9	6.4	10.9	11.0	9.5	7.3	7.9	10.3	42.6	27.6
Suède	6.2	18.9	4.4	3.9	5.9	6.4	6.5	5.8	4.3	5.3	12.1	27.3	13.0
Suisse	3.7	7.1	3.1	3.1	3.0	4.6	7.2	3.7	2.8	2.6	7.1	56.6	40.8
Turquie	10.1	19.6	8.3	3.8	10.0	10.5	8.1	10.1	8.2	8.7	8.3	46.3	30.4
Royaume-Uni	5.3	14.4	3.7	3.3	5.6	4.9	6.6	3.7	2.2	4.9	7.6	41.5	24.7
États-Unis	4.7	10.5	3.7	3.1	4.8	4.6	10.5	5.6	3.3	5.3	4.4	17.6	10.0
<b>OCDE</b>	<b>5.7</b>	<b>11.9</b>	<b>4.9</b>	<b>4.0</b>	<b>5.5</b>	<b>6.0</b>	<b>10.3</b>	<b>6.2</b>	<b>3.9</b>	<b>5.7</b>	<b>8.6</b>	<b>42.3</b>	<b>29.1</b>

Source : OCDE (2008), Perspectives de l'emploi ([www.oecd.org/els/emploi/perspectives](http://www.oecd.org/els/emploi/perspectives)); et OCDE (2008), Perspectives des migrations internationales ([www.oecd.org/els/migration/pmi](http://www.oecd.org/els/migration/pmi)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550176642218>

#### Définitions et mesure

L'accueil des enfants âgés de 0 à 2 ans recouvre différents dispositifs et modes de garde : crèches, assistantes maternelles agréées, mais aussi garde par des personnes autres que des membres de la famille. Les services d'accueil des enfants âgés de 3 à 5 ans recouvrent les services préscolaires et, dans certains pays, la fréquentation de l'école primaire pour les enfants âgés de 4 et 5 ans.

Les données sur la fréquentation des structures d'accueil par les enfants âgés de 0 à 2 ans proviennent de sources diverses, ce qui limite leur comparabilité. Ces sources incluent les études de la série *Bébés et employeurs* de l'OCDE, la *Base de données de l'OCDE sur l'éducation*, la *Base de données Eurydice*, les études du NOSOSCO et les données des offices nationaux de statistique. Les données sur les taux de fréquentation parmi les 3-5 ans proviennent de la *Base de données de l'OCDE sur l'éducation*. Ces informations reposent sur le nombre effectif d'enfants participant à des programmes préscolaires officiels, le nombre total d'enfants étant utilisé comme dénominateur pour calculer le taux de fréquentation.

**Dans les pays de l'OCDE en moyenne, un enfant âgé de moins de trois ans sur cinq fréquente une structure d'accueil officielle** (graphique SS3.1). Les taux de fréquentation des tout petits s'échelonnent entre moins de 10 % en Autriche, en République tchèque, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, au Mexique et en Pologne et environ 40 % ou davantage dans les pays nordiques. Les taux de fréquentation sont particulièrement élevés au Danemark (62 %) et en Islande (59 %). Ces variations entre pays reflètent la diversité de l'offre publique de services de garde, des systèmes de congés parentaux, des autres incitations éventuelles en faveur de l'emploi des femmes, des cultures et des structures familiales. Les chiffres sur la fréquentation ne donnent aucune indication du temps passé dans ces structures. Il est probable que le nombre d'heures passées par les jeunes enfants dans les structures d'accueil diffère considérablement entre les pays. Ces différences ont leur importance car l'intensité d'utilisation des services de garde joue un rôle important dans le développement de l'enfant (les heures de garde ne devant être ni trop longues ni trop courtes) et dans l'engagement professionnel des mères.

**Les comparaisons entre pays sont néanmoins rendues difficiles par des problèmes de données.** Il est possible que la fréquentation des structures officielles soit sous-déclarée dans les pays où une fraction significative des

services de garde sont dispensés à titre privé – garderies ou garde d'enfant à domicile autre que par des membres de la famille (par exemple en Australie, au Canada, en Irlande, au Mexique et aux États-Unis) – et dans les pays où l'éducation et la prise en charge de la petite enfance sont assurées et financées par le gouvernement local (par exemple au Canada, au Mexique, en Suisse et aux États-Unis). Dans ce cas, les taux de fréquentation peuvent être sous-estimés. Il arrive également, dans certains pays, que les parents inscrivent leurs jeunes enfants dans plusieurs programmes à temps partiel, ce qui entraîne cette fois un risque de double comptage et, partant, de surestimation des taux de fréquentation.

**Dans les pays de l'OCDE, plus de 70 % des enfants âgés de 3 à 5 ans en moyenne sont préscolarisés** (graphique SS3.2). Cette proportion est beaucoup plus élevée que le taux de fréquentation chez les enfants plus jeunes. Dans la moitié des pays de l'OCDE, 80 % au moins des enfants de ce groupe d'âge participaient à des programmes de préscolarisation en 2006. La fréquentation est pratiquement universelle en France, en Belgique, en Italie et en Espagne. Elle est revanche faible en Turquie, en Pologne et en Corée, où les enfants sont le plus souvent gardés par la famille.

**D'avantage d'enfants sont préscolarisés que par le passé.** Entre 2000 et 2005, le taux moyen de préscolarisation des enfants âgés de 3 à 5 ans a gagné 4 points de pourcentage, passant de 69 % à 73 %. L'Allemagne, le Mexique et la Norvège font partie des pays qui ont enregistré de fortes hausses.

**Les pays nordiques, la France et la Belgique sont les pays qui consacrent la fraction la plus élevée de leur revenu national net aux services d'accueil de la petite enfance** (graphique SS3.3). À l'autre extrémité, on trouve la Suisse, la Corée, le Canada et la Grèce. Les variations des dépenses entre pays reflètent des différences dans la part des jeunes enfants dans la population, dans les taux de fréquentation, et dans le montant des dépenses par enfant.

#### Pour en savoir plus :

OCDE (différents numéros), *Bébés et employeurs*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/famille](http://www.oecd.org/els/social/famille)).

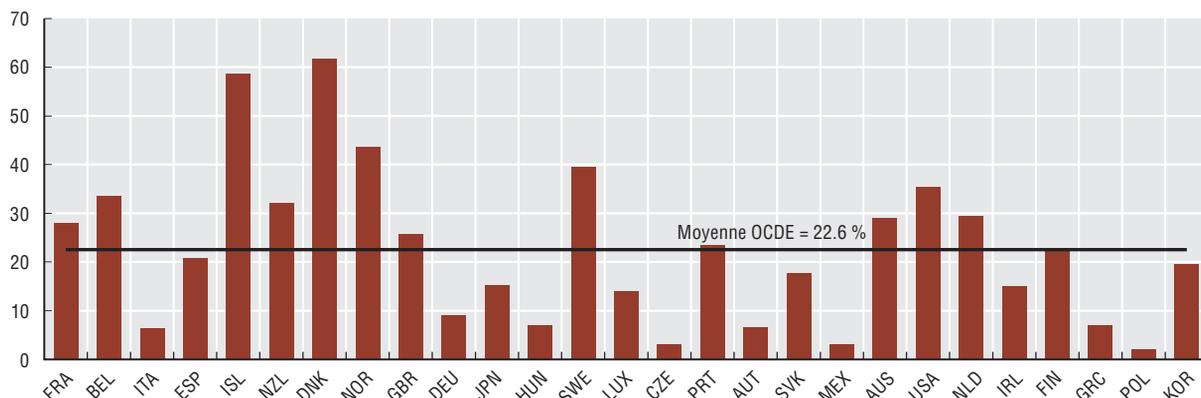
OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

#### Note du graphique

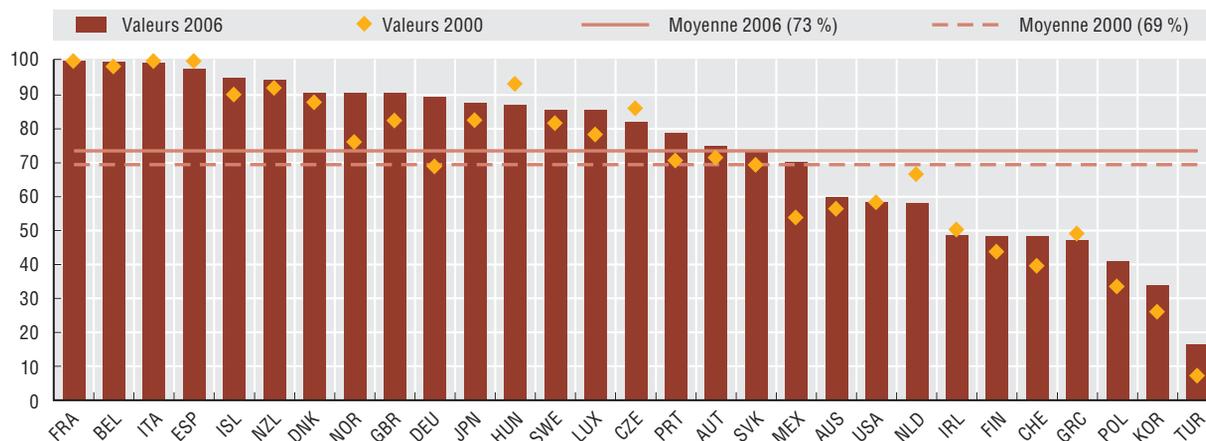
Graphique SS3.1 : Les pays sont classés par ordre décroissant du taux de fréquentation parmi les enfants âgés de 3 à 5 ans. Pas de données pour la Suisse et la Turquie; 2000 pour l'Irlande et l'Italie; 2001 pour l'Allemagne et la Pologne; 2002 pour la France; 2003 pour la Grèce, l'Islande, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège et la République slovaque; 2005 pour l'Australie, le Danemark, les États-Unis et la Corée; 2004 pour les autres pays.

**SS3.1. La fréquentation des structures officielles d'accueil de la petite enfance varie selon les pays**

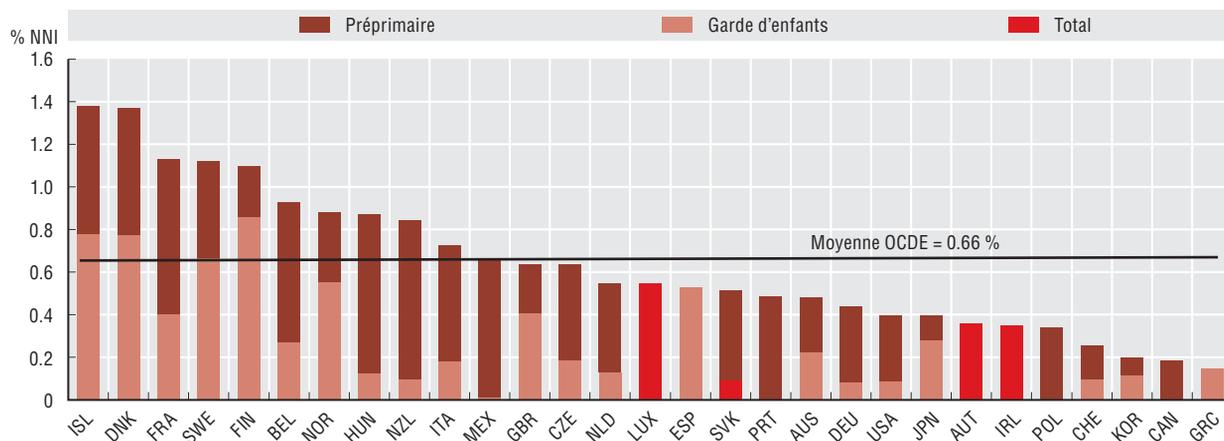
Taux moyen de fréquentation des structures d'accueil officielles parmi les enfants de moins de trois ans en %, 2005 ou dernière année disponible

**SS3.2. La majorité des enfants âgés de 3 à 5 ans sont préscolarisés**

Taux moyen de participation des enfants âgés de 3 à 5 ans aux programmes d'éducation préscolaire, en %, 2000 et 2005

**SS3.3. Les pays nordiques dépensent beaucoup plus pour les programmes d'accueil de la petite enfance**

Dépenses publiques consacrées aux services d'accueil de la petite enfance, y compris les programmes d'éducation préprimaire, en % du RNN, 2005

Source : Base de données de l'OCDE sur la famille ([www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees](http://www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees)).StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550177446630>

#### Définition et mesure

Les performances scolaires peuvent être mesurées à travers les résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), étude la plus rigoureuse menée à ce jour à l'échelle internationale pour évaluer les acquis des élèves à la fin de la scolarité obligatoire. Lors de la dernière enquête PISA, en 2006, les jeunes de 15 ans des pays de l'OCDE ont été soumis à des épreuves de mathématiques, de lecture et de sciences (les États-Unis ne sont pas inclus dans l'épreuve de lecture). Les épreuves PISA visent à évaluer les compétences des élèves dans un cadre indépendant, en assurant la comparabilité entre pays. Elles ne sont pas liées à des programmes nationaux spécifiques; il s'agit pour les élèves d'appliquer les connaissances acquises à l'école à des situations qu'ils pourraient rencontrer dans le monde réel, telles que définir un itinéraire, interpréter les instructions d'utilisation d'un appareil électrique, ou tirer des informations d'un tableau ou d'un graphique. La première fois qu'un domaine de connaissances apparaît dans le programme PISA en tant que discipline majeure, le score moyen pour l'ensemble des pays de l'OCDE dans ce domaine est fixé à 500 points. Par la suite, la moyenne de l'OCDE reflète les performances des pays membres.

Dans le domaine de la lecture, les résultats de la vague 2006 peuvent être comparés à ceux de la vague 2000, cette période de 6 ans étant la plus longue sur laquelle il soit possible d'examiner les tendances temporelles (malheureusement, il n'est pas possible de comparer les résultats en sciences et en mathématiques sur une période aussi longue).

En plus des scores moyens obtenus par les élèves de chaque pays dans les trois domaines, cette section présente une mesure de l'inégalité des scores aux différentes épreuves au sein des pays, le coefficient de variation (défini comme le rapport entre l'écart-type de chaque pays et le score moyen).

**Des performances scolaires médiocres à l'âge de 15 ans peuvent avoir des conséquences durables pour les jeunes à mesure qu'ils avancent dans la vie.** Des acquis insuffisants peuvent se traduire par une probabilité plus grande, pour l'individu, d'abandonner précocément ses études, de compromettre sa carrière professionnelle et sa vie de couple futures et de dépendre durablement de l'aide sociale. Faire en sorte que les enfants bénéficient d'une éducation de qualité est une priorité pour tous les pays de l'OCDE. Tous les pays mobilisent un volume important mais variable de ressources publiques pour assurer l'éducation des jeunes. Les résultats obtenus par les élèves aux épreuves PISA reflètent le bagage éducatif cumulé reçu de la famille, de l'école, des pairs et de la

collectivité jusqu'à l'âge de 15 ans. Si les résultats aux épreuves ne constituent pas l'unique indicateur de réussite scolaire (la socialisation est à l'évidence un autre objectif important), il s'agit, de l'avis quasi général, d'une mesure extrêmement importante.

**Les différences entre pays des performances scolaires en fin de scolarité obligatoire sont marquées (SS4.1).** L'écart de performances entre le pays de l'OCDE situé en tête du classement (Corée pour la lecture, Finlande pour les mathématiques et les sciences) et le pays situé en queue (Mexique) dépasse 140 points, ce qui équivaut à près d'un écart-type et demi. Par ailleurs, le graphique SS4.1 montre que les pays qui obtiennent de bons résultats en lecture sont souvent également bien classés en mathématiques et en sciences. La corrélation entre les scores en lecture, en mathématiques et en sciences au niveau des pays est systématiquement supérieure à 0.87.

**En lecture, l'écart de performances en faveur des filles s'est accentué avec le temps.** Les écarts en lecture entre garçons et filles ont augmenté dans presque tous les pays de l'OCDE entre 2000 et 2006 (graphique SS4.2). Bien que, dans la majorité des cas, cette augmentation ne soit pas statistiquement significative, le fait que l'on observe la même tendance dans tous les pays sauf deux donne à penser qu'un changement systématique est peut-être en train de s'opérer en faveur des filles. Les résultats de 2006 confirment également que, à l'inverse de ce qui est constaté en lecture, les garçons s'en sortent mieux que les filles en mathématiques. Le tableau des sciences est contrasté. Malheureusement, les écarts de performances entre garçons et filles en mathématiques et en sciences ne peuvent pas être comparés sur la même période.

**Les pays où le score moyen aux épreuves de lecture a augmenté entre 2000 et 2006 ont vu leur indicateur d'inégalité des scores en lecture diminuer (graphique SS4.3).** La corrélation entre la variation des scores en lecture et la variation de l'inégalité des scores en lecture (mesurée par le coefficient de variation des scores en lecture) est de -0.52. Les précédentes éditions du *Panorama de la société* ont montré que les pays affichant des niveaux de scores moyens élevés aux épreuves PISA se caractérisaient également par de faibles niveaux d'inégalité des scores, et réciproquement.

#### Pour en savoir plus :

OCDE (2003), *Compétences pour le monde de demain : résultats supplémentaires à l'enquête PISA 2000*, OCDE, Paris.

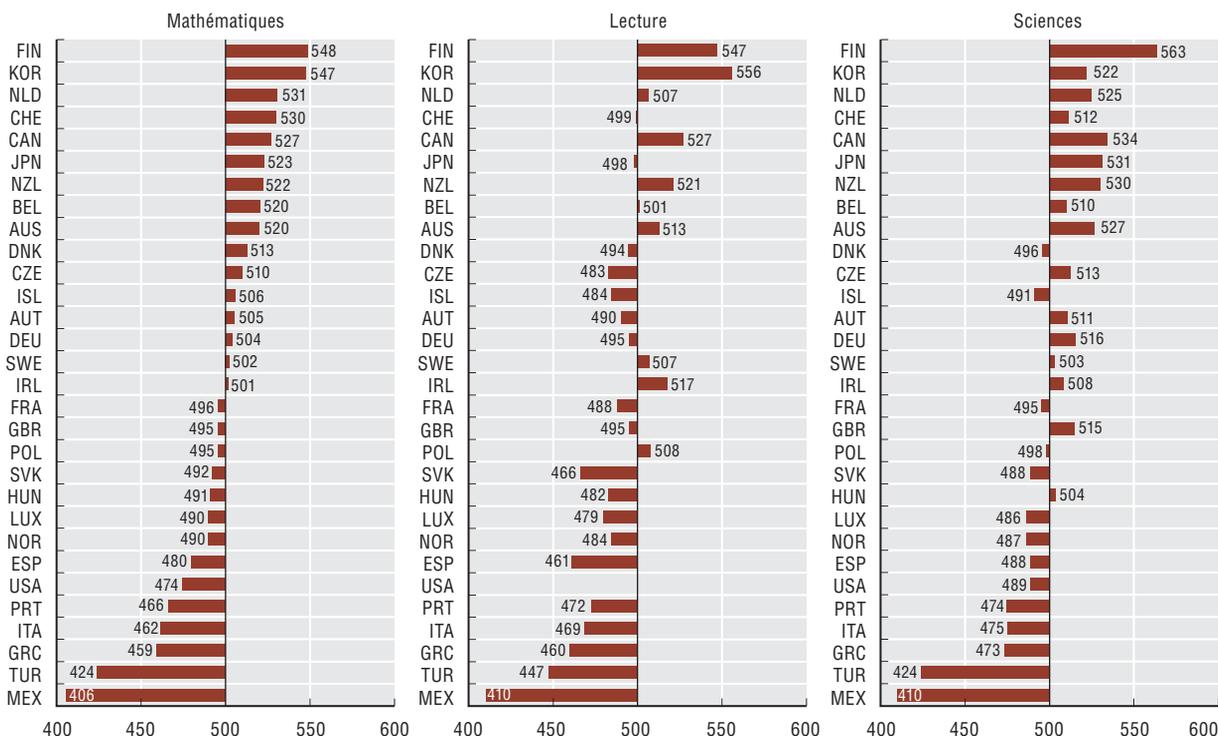
OCDE (2007), PISA 2006. *Les compétences en sciences, un atout pour réussir*, OCDE, Paris ([www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org)).

#### Note du graphique

Graphique SS4.1 : Les pays sont classés, de haut en bas, par ordre décroissant des performances scolaires en mathématiques. PISA : Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves.

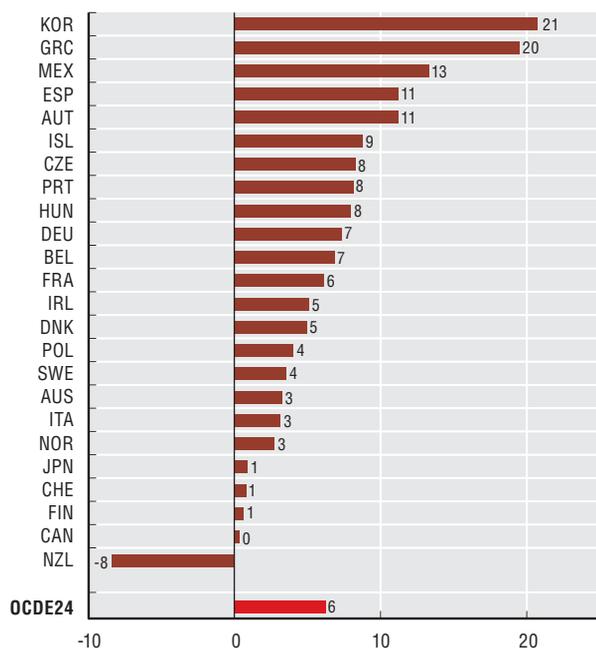
### SS4.1. Les performances scolaires sont très inégales entre les pays de l'OCDE

Score moyen en mathématiques, en lecture et en sciences, PISA 2006



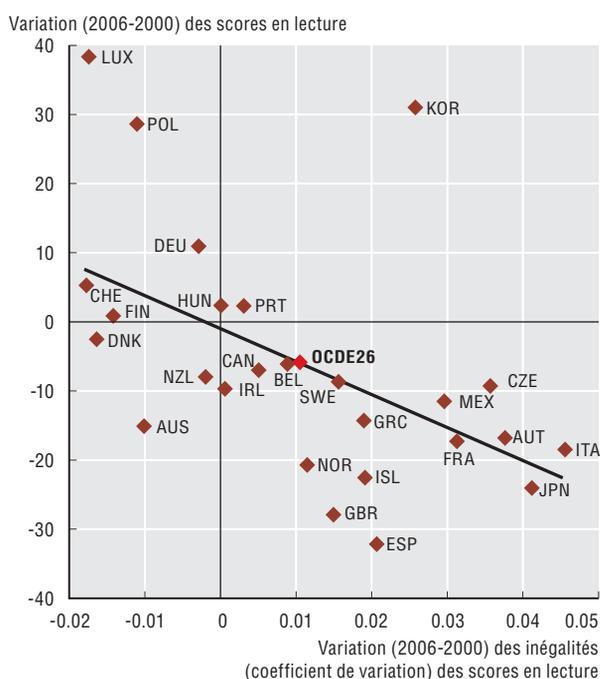
### SS4.2. En lecture, l'écart de performances en faveur des filles s'accroît

Évolution de l'écart de performances en lecture entre garçons et filles (score des filles diminué du score des garçons) entre 2000 et 2006, en points



### SS4.3. Les pays où le score moyen aux épreuves de lecture a augmenté enregistrent une réduction de l'inégalité des scores obtenus à ces épreuves

Évolution des scores moyens en lecture et évolution du coefficient de variation des scores en lecture



Source : OCDE (2007), PISA 2006. Les compétences en sciences, un atout pour réussir, OCDE, Paris ([www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org)).

#### Définition et mesure

Cet indicateur mesure la proportion de jeunes âgés de 15 à 19 ans qui ne suivent pas d'études, n'exercent pas d'emploi et ne sont pas en formation dans la population totale du même âge. La seule exception en termes de tranche d'âge est le Japon, pour lequel l'indicateur s'applique aux jeunes âgés de 19 à 24 ans. La notion d'études recouvre les études à temps partiel et à temps plein, mais exclut les formations sans caractère formel ou de très courte durée. Les données ont été obtenues à partir des enquêtes sur la population active et portent généralement sur les quatre semaines précédant l'enquête. Une certaine volatilité des données dans le temps n'est pas à exclure en raison de l'erreur d'échantillonnage. Les taux indiqués couvrent la période de 1998 à 2006. Les données sont issues de l'édition 2008 de la publication *Regards sur l'éducation de l'OCDE*.

**Les jeunes qui ne suivent pas d'études ou de formation et n'exercent pas d'emploi sont minoritaires.** À l'échelle de l'OCDE, en 2006, 6 % des jeunes en moyenne étaient dans cette situation. Cette moyenne masque des variations considérables entre les pays : la proportion s'élève à près du double de la moyenne en Italie, en Nouvelle-Zélande, en Espagne et au Royaume-Uni, mais ne représente qu'environ la moitié du taux moyen de l'OCDE en Norvège et en Pologne.

**La proportion de jeunes qui n'exercent pas d'emploi et ne suivent pas d'études ou de formation décline dans les pays de l'OCDE.** Elle est passée d'environ 8 % en 1998 à un peu plus de 6 % en 2006 chez les garçons, et le recul a été du même ordre chez les filles. Cependant, la décline s'est produite pour une très large part entre 1998 et 2002. Par la suite, les taux moyens à l'échelle de l'OCDE sont restés plus ou moins stables. Les pays qui ont le plus pesé dans cette tendance à la baisse sont la République slovaque (avec une diminution de 15 points de pourcentage pour les garçons et de 8 points chez les filles entre 1998 et 2000) et la Hongrie (6 points de moins pour les garçons et les filles). Les pays qui, à l'inverse, ont freiné la tendance générale de l'OCDE et où la proportion de garçons et de filles n'exerçant pas d'emploi et ne suivant ni études ni formation a augmenté au cours de cette

période incluent le Danemark, la France, le Japon, la Suisse et le Royaume-Uni.

**On observe une convergence progressive des taux de jeunes n'exerçant pas d'emploi et ne suivant pas d'études ou de formation dans la zone OCDE.** En moyenne, la dispersion des taux est moins importante chez les garçons que chez les filles.

**La majorité des jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation ne sont pas à la recherche d'un emploi** (graphique SS5.3). La République slovaque et la République tchèque, la France, la Pologne et l'Autriche sont les seuls pays où la proportion de jeunes cherchant activement du travail est supérieure à 50 %. À l'autre extrémité du spectre, au Mexique et en Turquie, moins de 15 % des jeunes de cette catégorie sont disposés à travailler.

**Parmi les jeunes sans emploi qui ne suivent pas d'études ou de formation, les garçons sont plus enclins à chercher du travail que les filles,** l'inverse n'étant vrai que dans trois pays – Pologne, Autriche et Danemark. Cette différence pourrait s'expliquer en partie par le fait que davantage de filles restent à la maison pour s'occuper d'un jeune enfant. La Pologne, l'Autriche et le Danemark, où les filles sont plus nombreuses à chercher du travail que les garçons, se caractérisent par des taux de naissances chez les adolescentes relativement faibles. Dans les pays où les écarts entre garçons et filles sont les plus marqués en termes de recherche d'emploi, comme le Mexique et la Turquie, le taux de naissances chez les adolescentes est comparativement élevé. Lorsque ce taux est élevé, la probabilité est plus grande qu'une jeune fille s'occupe d'un enfant qu'elle ne cherche un emploi.

#### Notes du tableau et du graphique

Tableau SS5.1 : Seuls les pays qui pouvaient présenter des données actualisées pour 2006 sont pris en compte dans la comparaison. Les données pour le Japon concernent les jeunes âgés de 15 à 24 ans. L'Islande, le Mexique et la Turquie ne figurent pas dans le tableau.

Graphique SS5.3 : Les données pour le Japon concernent les jeunes âgés de 15 à 24 ans. L'Islande, le Luxembourg et la Norvège ne figurent pas sur le graphique. Les jeunes inactifs disponibles pour travailler désignent les jeunes qui recherchent activement, ou peuvent accepter, un emploi. Les chiffres indiqués pour les garçons en République slovaque et pour les filles en Finlande, en Suède et en Grèce sont des estimations basées respectivement sur les chiffres déclarés pour les filles en République slovaque et pour les garçons en Finlande, en Suède et en Grèce, et sur les totaux déclarés.

## 5. Jeunes sans emploi ne suivant pas d'études ou de formation

### SS5.1 La proportion de jeunes garçons sans emploi qui ne suivent pas d'études ou de formation est relativement stable dans les pays de l'OCDE

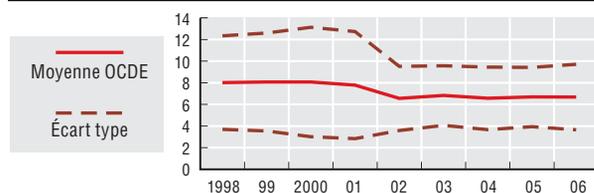
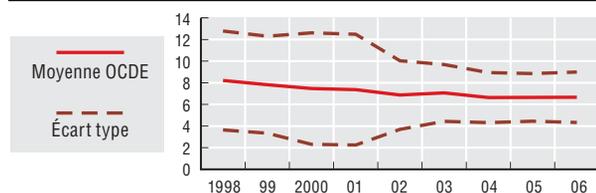
Pourcentages de jeunes garçons suivant des études et de suivant pas d'études (1998-2006)

	1998	2000	2002	2004	2006
Australie	9.0	6.4	6.9	7.6	6.7
Autriche	..	..	8.1	7.2	7.1
Belgique	10.8	6.7	7.3	5.8	7.5
Canada	9.1	8.7	8.7	9.8	8.0
République tchèque	6.7	7.3	5.8	5.0	4.7
Danemark	..	1.9	2.4	1.9	4.8
Finlande	..	..	..	5.4	4.1
France	3.5	3.4	3.7	5.7	6.7
Allemagne	..	5.2	4.3	3.5	4.1
Grèce	6.9	6.9	5.2	8.7	7.9
Hongrie	12.4	8.6	8.3	6.6	6.4
Irlande	..	4.5	5.2	5.2	5.3
Italie	14.5	12.2	10.8	11.1	12.2
Japon	5.5	7.3	8.3	8.1	7.5
Luxembourg	6.4	..	..	..	4.4
Pays-Bas	2.6	3.8	4.0	3.5	3.3
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	9.9
Norvège	..	..	..	..	3.5
Pologne	4.7	5.0	3.5	3.0	3.8
Portugal	6.9	6.2	7.7	9.0	7.8
République slovaque	21.7	27.8	17.7	8.6	6.5
Espagne	10.1	7.7	6.9	7.3	9.6
Suède	6.4	4.7	5.9	6.4	6.2
Suisse	4.0	7.3	5.8	7.6	7.7
Royaume-Uni	..	8.2	8.2	9.0	11.5
États-Unis	6.5	6.8	6.4	6.5	6.0

### SS5.2 La proportion de jeunes filles sans emploi qui ne suivent pas d'études ou de formation varie davantage, d'un pays de l'OCDE à l'autre, que la proportion de garçons dans la même situation

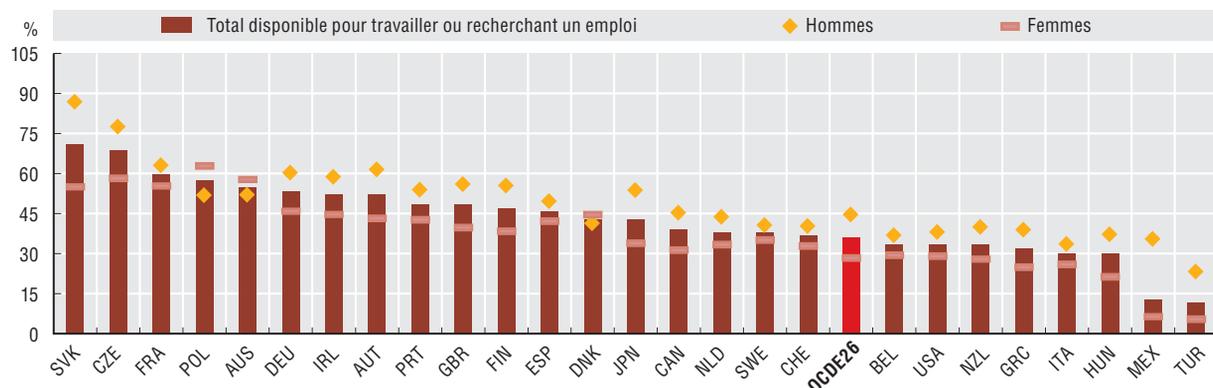
Pourcentages de jeunes filles suivant des études et ne suivant pas d'études (1998-2006)

	1998	2000	2002	2004	2006
Australie	8.7	7.3	7.2	7.4	7.4
Autriche	..	..	4.4	7.5	6.0
Belgique	10.8	6.3	6.4	3.9	6.7
Canada	7.9	7.7	7.2	7.6	6.7
République tchèque	7.7	8.5	6.3	6.4	4.3
Danemark	2.1	3.6	2.4	2.3	4.1
Finlande	..	..	..	6.4	3.0
France	2.6	3.2	3.2	4.5	6.2
Allemagne	..	6.3	5.1	3.7	4.3
Grèce	12.7	11.2	7.5	11.3	9.8
Hongrie	11.1	8.6	7.8	5.8	5.6
Irlande	..	4.3	4.5	4.6	4.7
Italie	15.9	14.1	10.3	10.9	11.4
Japon	9.8	10.3	10.6	10.4	10.5
Pays-Bas	2.9	3.6	3.7	3.4	2.6
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	12.7
Norvège	..	..	..	..	3.4
Pologne	4.9	4.0	2.6	2.1	3.7
Portugal	9.7	9.2	6.8	10.6	7.7
République slovaque	14.9	24.7	13.5	7.1	6.8
Espagne	9.6	8.2	7.5	7.9	10.6
Suède	2.9	2.4	3.3	3.2	4.3
Suisse	5.7	8.5	5.8	6.8	7.5
Royaume-Uni	..	7.9	8.9	9.0	10.3
États-Unis	8.2	7.3	7.5	7.3	6.7



### SS5.3. La majorité des jeunes filles sans emploi qui ne suivent pas d'études ou de formation sont généralement indisponibles pour travailler

Pourcentage de jeunes gens disponibles pour travailler ou cherchant du travail, par sexe, 2006



Source : OCDE (2008), Regards sur l'éducation, OCDE, Paris ([www.oecd.org/edu/RSE2008](http://www.oecd.org/edu/RSE2008))

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550204735041>

### Définition et mesure

La retraite est associée à la cessation de l'activité professionnelle et à l'ouverture de droits à pension. En l'absence de données longitudinales comparables d'un pays à l'autre, il est difficile de mesurer directement l'âge effectif de départ en retraite. Pour effectuer des comparaisons internationales, il faut donc recourir à des mesures indirectes tirées des données transversales. Ces mesures indirectes considèrent qu'une personne ayant atteint un âge déterminé est « retraitée » si elle ne fait pas partie de la population active au moment de l'enquête (âge moyen de sortie de la population active). Les départs en retraite « nets » sont estimés à partir de la variation dans le temps de la proportion de personnes âgées qui ne font pas partie de la population active. Cette mesure indirecte, utilisée dans le cadre des recherches en cours de l'OCDE sur les travailleurs âgés, donne l'âge de départ en retraite « effectif » moyen. L'âge « officiel » de départ en retraite est lui aussi difficile à mesurer, en particulier lorsque les droits à pension sont basés sur un nombre fixe d'années de cotisation. Pour de plus amples détails, le lecteur est invité à se référer à OCDE (2007).

**Dans les pays de l'OCDE, l'âge officiel d'ouverture des droits à la retraite pour les hommes comme pour les femmes est, le plus souvent, 65 ans.** Dans certains pays, il existe des seuils supérieurs ou inférieurs d'âges officiels de retraite (graphique SS6.1). Bien que les femmes aient une espérance de vie plus longue et que les hommes cotisent davantage pour leur retraite, l'âge officiel du départ à la retraite est plus bas pour les femmes (62.7 ans) que pour les hommes (63.6 ans) en moyenne.

**La décision de cesser ou non de travailler ne dépend pas que de l'âge officiel du départ à la retraite.** D'autres facteurs ont leur importance : santé physique, situation du marché du travail, générosité et traitement fiscal des revenus de retraite, épargne privée, obligations familiales, situation du conjoint au regard de l'emploi, et attitude des employeurs vis-à-vis des seniors.

**L'âge effectif moyen de départ en retraite est inférieur à l'âge officiel du départ à la retraite** (graphique SS6.1). Il existe toutefois des exceptions. Au Japon, en Corée et au Mexique, l'âge effectif moyen est supérieur de plus de cinq ans à l'âge officiel. Au Mexique, les femmes travaillent pendant dix ans après l'âge officiel de la retraite, et les hommes pendant huit ans. En Corée, les hommes travaillent également plus de dix ans au-delà de l'âge officiel de la retraite. De même, en Turquie et en

Grèce, les femmes et les hommes travaillent plusieurs années de plus que ne le prévoit l'âge officiel de départ en retraite.

**L'âge effectif moyen de départ à la retraite est plus variable, d'un pays à l'autre, que l'âge officiel de la retraite.** C'est au Mexique et en Corée que l'âge effectif de la retraite est le plus élevé, aux environs de 70 ans ou plus, et en Hongrie, en Belgique, en République slovaque, au Luxembourg, en Autriche et en France qu'il est le plus bas : dans ces pays, les individus quittent le marché du travail et prennent leur retraite à la fin de la cinquantaine.

**L'âge effectif de la retraite augmente dans de nombreux pays, en particulier chez les femmes** (graphique SS6.2). Après avoir fortement diminué dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception du Japon et de la Corée, au cours des 30 dernières années, l'âge effectif de la retraite s'est stabilisé ou a recommencé à augmenter sous l'effet d'une conjonction de facteurs : élévation de l'espérance de vie, existence de conditions favorables sur le marché du travail et renforcement des incitations financières au travail adressées aux seniors. Le relèvement, par les pouvoirs publics, de l'âge officiel de la retraite a pu jouer un rôle dans certains pays. Entre 1999/2002 et 2002/07, l'âge effectif de la retraite a augmenté de plus d'un an pour les femmes de 13 pays de l'OCDE et les hommes de sept pays de l'OCDE. Le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie font partie des pays où l'âge effectif de la retraite pour les femmes a fortement augmenté. S'agissant des hommes, la hausse a été particulièrement importante en Corée, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Il existe cependant des pays où l'augmentation de l'espérance de vie s'accompagne d'un déclin de l'âge effectif de la retraite (par exemple l'Islande pour les femmes et le Danemark pour les hommes). Si elle se poursuit, cette tendance pourrait poser des problèmes de viabilité budgétaire aux pays concernés.

**Au niveau des pays, la relation entre l'âge effectif de sortie de la population active et l'espérance de vie est tenue.** Même la relation entre l'âge légal de la retraite – qui constitue un important levier de la politique publique – et l'âge effectif de la retraite est loin d'être solide dans les pays (avec une corrélation de seulement 0.35).

### Pour en savoir plus :

OCDE (2007b), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Note des graphiques

Graphiques SS6.1 et SS6.2 : L'âge effectif moyen de départ en retraite a été obtenu en observant les variations des taux d'activité sur une période de 5 ans pour des cohortes successives de travailleurs (par groupes d'âge de 5 ans) âgés de 40 ans et plus. L'espérance de vie est celle de 2005, et sa variation est mesurée sur la période 2000-05.

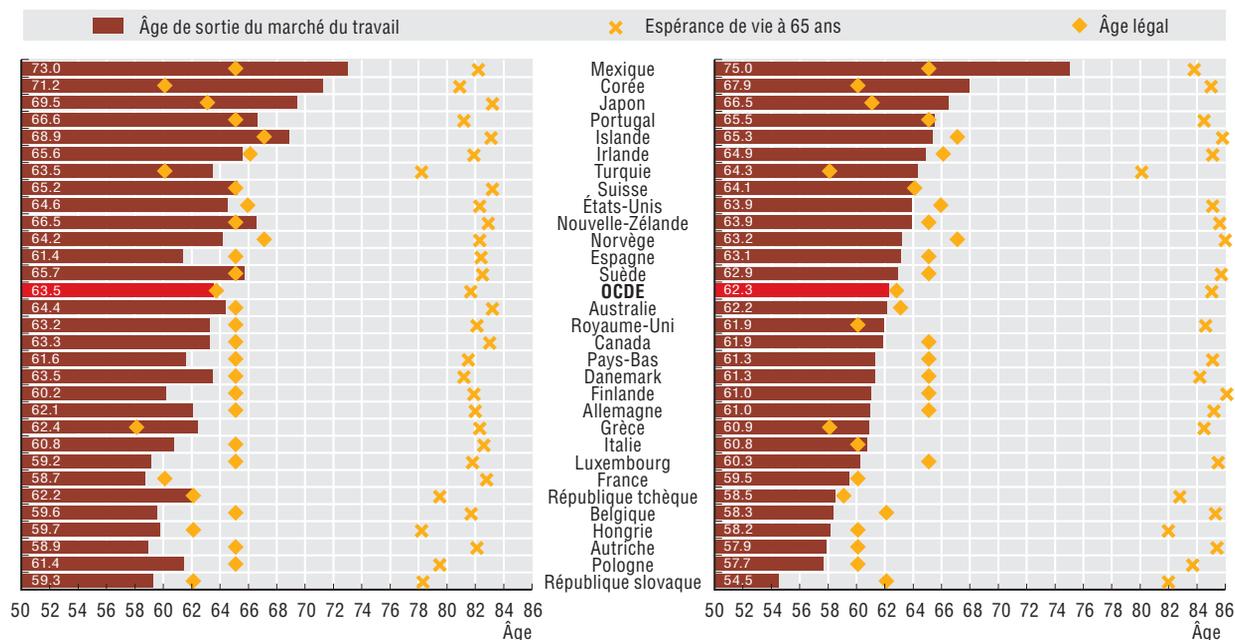
### SS6.1. L'âge effectif de sortie de la population active est généralement inférieur à l'âge officiel du départ à la retraite

Âge de sortie du marché du travail contre âge légal de la retraite, 2007

Femmes

Espérance de vie à 65 ans, 2005

Hommes



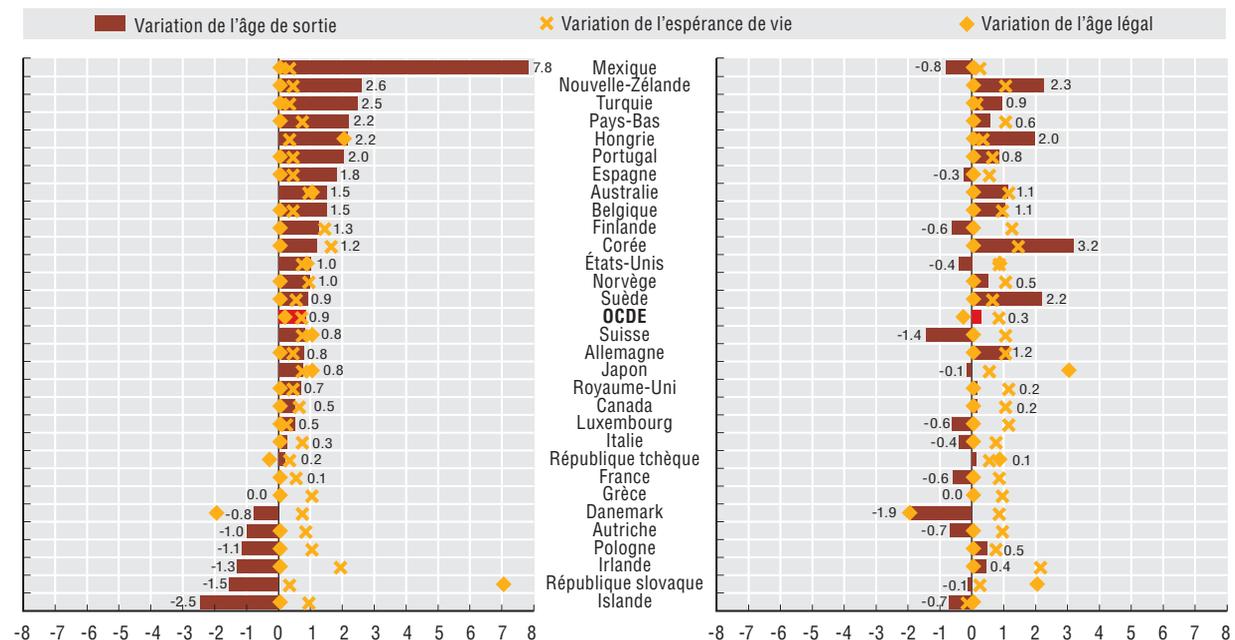
### SS6.2. Mise en perspective de l'augmentation de l'espérance de vie et des changements de l'âge officiel de la retraite et de l'âge effectif de sortie de la population active

Âge de sortie du marché du travail contre âge légal de la retraite, 2002-07

Femmes

Espérance de vie à 65 ans, 2000-05

Hommes



Source : Estimations calculées par l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active et de l'Enquête sur les forces de travail de l'UE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550222773834>

### Définition et mesure

Les dépenses d'éducation exprimées en proportion du revenu national net (RNN) mesurent la part du flux total de ressources monétaires disponibles pour la société qui est investie dans le capital humain (sans prendre en considération le temps consacré par les parents à l'éducation de leurs enfants, ni l'apprentissage ou la formation en cours d'emploi). Cet indicateur englobe les dépenses publiques et privées consacrées aux établissements d'enseignement (y compris les subventions publiques), ainsi que les dépenses des familles – pour autant qu'elles correspondent à des paiements à des établissements d'enseignement. Les données sur les dépenses excluent de leur champ les subventions aux frais de subsistance des étudiants, les subventions des prêts étudiants et les autres dépenses privées directes (tels que l'achat de manuels scolaires et les frais de transport scolaire). De même, elles ne prennent pas en compte les dépenses d'éducation préscolaire et les frais de garde des enfants, qui peuvent avoir une dimension éducative.

Les dépenses d'éducation par élève des pays sont comparées sur la base des taux de change PPA et du revenu national net (cf. « Définition et mesure » de l'indicateur GE1. Revenu national net). Il est à noter que l'emploi du RNN, de préférence au PIB, comme dénominateur tend à amplifier la part des dépenses d'éducation et modifie le classement de certains pays par rapport à l'analyse effectuée dans *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2008).

**En moyenne, les pays de l'OCDE consacrent 7 % de leur revenu national net à l'éducation** (graphique SS7.1). Environ un point de pourcentage sur ces 7 % correspond à des dépenses privées. Le montant total des dépenses en proportion du RNN est variable, allant de plus de 8 % en Islande, au Danemark, en Nouvelle-Zélande, en Corée et aux États-Unis à moins de 5.5 % en Italie, en Espagne et en Grèce. Les dépenses d'éducation d'un pays dépendent en partie du nombre d'enfants dans la population; or, on voit que les trois pays qui dépensent le moins pour l'éducation ont des taux de fécondité comparativement faibles à l'échelle de l'OCDE. Autre fait intéressant, les pays qui

affichent respectivement la proportion de dépenses privées la plus élevée (Finlande) et la plus faible (Corée) sont ceux qui obtiennent les meilleurs résultats au programme PISA. On peut donc en conclure que l'un et l'autre font un usage très efficace de leurs dépenses totales, quoique en adoptant des approches très différentes.

**Dans les pays de l'OCDE, le montant total des dépenses d'éducation en pourcentage du RNN a modérément augmenté au cours de la période 1995-2005** (graphique SS7.2). La part des dépenses d'éducation a fortement augmenté notamment en Islande (environ 2 points de pourcentage du RNN), au Royaume-Uni et au Mexique (environ 1 point de pourcentage chacun), mais dans le même temps, elle a baissé dans 10 pays, dont le Canada, la Finlande et la Norvège.

**Au niveau des pays, il existe une relation positive entre les dépenses d'éducation cumulées par élève de 6 à 15 ans et les résultats obtenus aux épreuves de mathématiques du programme PISA** (graphique SS7.3). Cette relation est solide mais néanmoins modérée (avec une corrélation de 0.47). Les pays les plus performants, compte tenu de leur revenu national net, sont la Corée et la Finlande, les deux pays les mieux classés aux épreuves du PISA. Les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande font également partie du groupe des pays surperformants. Les pays les moins performants en matière d'éducation, eu égard à leur revenu national net, sont la Turquie, le Mexique, l'Italie et les États-Unis. Les dépenses consacrées à l'éducation des moins de 6 ans (non prises en compte sur le graphique SS7.2) sont généralement élevées dans les pays nordiques. Or, ces pays, à l'exception de la Finlande, ne font pas mieux que ce que laisse présager leur niveau de dépenses. En outre, les dépenses consacrées à la petite enfance sont très faibles en Corée, l'un des pays les mieux classés dans le programme PISA. Il est peu probable que l'omission des dépenses consacrées à l'éducation des tout petits constitue une explication majeure de la corrélation modérée observée.

### Pour en savoir plus :

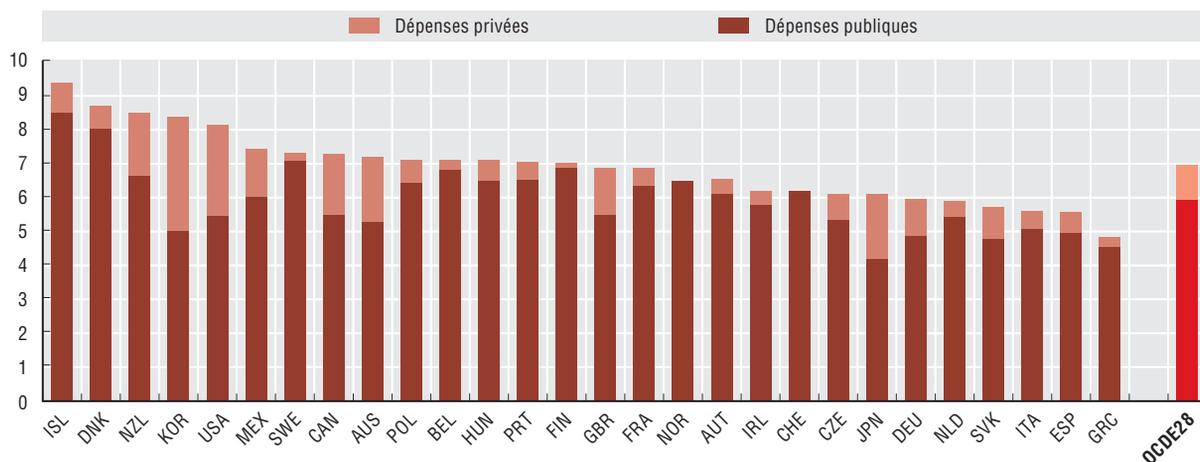
OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, Paris, OCDE.

### Note du graphique

Graphique SS7.3: PISA: Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves.

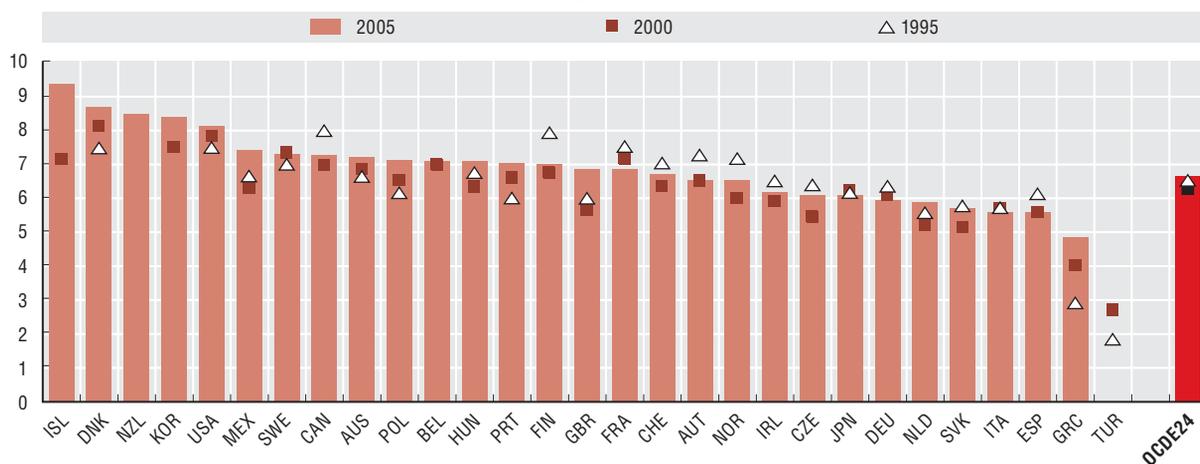
**SS7.1. Dépenses d'éducation totales en proportion du revenu national net**

En pourcentage, 2005



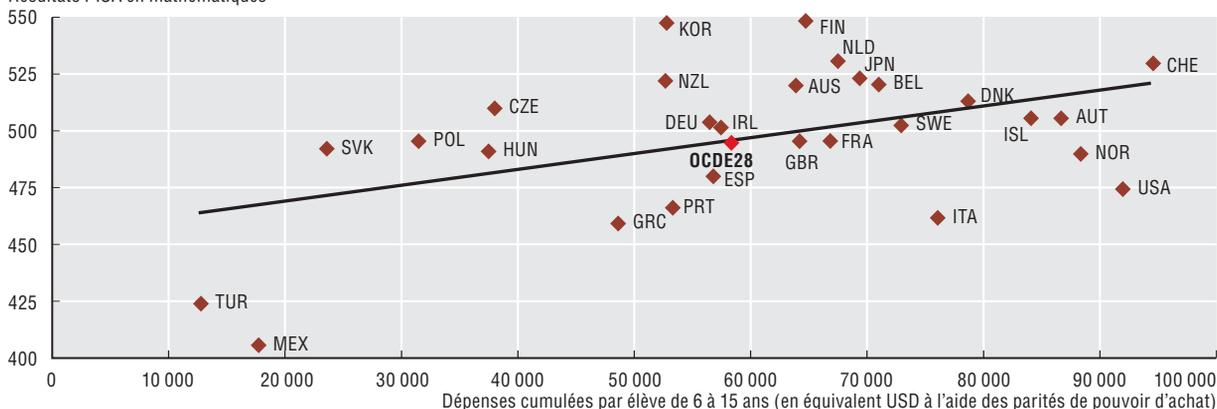
**SS7.2. Dépenses d'éducation totales en proportion du revenu national net, 1995-2005**

En pourcentage, 1995, 2000, 2005



**SS7.3. Dépenses d'éducation cumulées et scores aux épreuves de mathématiques du PISA en 2006**

Résultats PISA en mathématiques



Source : OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/edu/RSE2008](http://www.oecd.org/edu/RSE2008)).





## **6. INDICATEURS LIÉS À L'ÉQUITÉ**

1. Inégalité des revenus
2. Pauvreté
3. Pauvreté des enfants
4. Adéquation des minima sociaux
5. Dépenses sociales publiques
6. Dépenses sociales totales

#### Définition et mesure

L'inégalité des revenus est mesurée à partir des données sur le revenu disponible des ménages. Le revenu disponible désigne le revenu brut du ménage après déduction des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale. En sont exclus les services en nature fournis aux ménages par les gouvernements et les entités privées, les taxes sur la consommation et les revenus imputés correspondant à la valeur des logements occupés par leur propriétaire et d'autres actifs physiques. On attribue à chaque individu le revenu du ménage auquel il appartient. Le revenu du ménage est ajusté en fonction de sa taille, en supposant une élasticité d'équivalence commune de 0.5. Le principal indicateur de distribution des revenus utilisé est le coefficient de Gini. La valeur de ce coefficient varie entre 0, qui correspond à une « égalité parfaite » (chaque personne reçoit la même fraction des revenus) et 1, qui signale une « inégalité parfaite » (la fraction de la population la plus riche reçoit l'intégralité des revenus). L'écart interdécile, qui est l'écart entre la limite supérieure du neuvième décile et la limite supérieure du premier décile de la distribution des revenus, est également utilisé.

Les données utilisées ici sont communiquées à l'OCDE par des consultants nationaux. Elles reposent sur des méthodologies et définitions communes, appliquées aux séries de microdonnées nationales. Bien que cette approche améliore la comparabilité entre pays, les séries de données nationales diffèrent selon certaines dimensions qu'il est difficile de normaliser.

**Les inégalités de revenus sont extrêmement variables d'un pays de l'OCDE à l'autre.** Au milieu des années 2000, le Danemark et la Suède affichaient les coefficients de Gini des inégalités de revenus les plus faibles, et le Mexique et la Turquie les plus élevés (graphique EQ1.1). Le coefficient de Gini du pays le plus inégalitaire représente le double de celui du pays le plus égalitaire. L'écart interdécile P90/P10 révèle lui aussi de fortes disparités : les revenus du décile supérieur sont moins de trois fois supérieurs aux revenus du décile inférieur au Danemark, en Suède et en Norvège, mais environ six fois supérieurs aux États-Unis, au Portugal et en Turquie, et plus de huit fois supérieurs au Mexique. La corrélation entre les deux mesures synthétiques de l'inégalité des revenus représentées sur le graphique EQ1.1 est élevée (plus de 0.95).

**Les inégalités de revenus tendent à se creuser.** Du point de vue de l'orientation des politiques, il est plus pertinent de comparer l'évolution des inégalités de revenus dans les différents pays que leurs niveaux absolus. Le graphique EQ1.2 illustre les variations en points de pourcentage du coefficient de Gini au cours de trois périodes différentes. Sur l'ensemble de la période, qui

court du milieu des années 80 au milieu des années 2000 (partie droite du graphique), les inégalités se sont creusées dans 19 des 24 pays pour lesquels des données étaient disponibles. C'est en Finlande, en Nouvelle-Zélande et au Portugal qu'elles ont le plus augmenté. Elles ont en revanche diminué en France, en Grèce et en Turquie, ainsi qu'en Espagne et en Irlande (où la période couverte s'arrête en 2000). L'augmentation moyenne du coefficient de Gini dans la zone OCDE est équivalente à un transfert hypothétique de 4 % du revenu moyen des personnes situées dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus au profit de celles de la moitié supérieure. Dans l'ensemble, cette croissance des inégalités est modérée mais significative.

**Dans de nombreux pays, les inégalités de revenus se sont creusées entre la fin des années 80 et le milieu des années 90; après cette période, le tableau est plus contrasté.** Les parties gauche et centrale du graphique EQ1.2 révèlent des différences significatives dans l'évolution des inégalités, tant entre les pays qu'entre les périodes. Entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90 (gauche), la tendance générale de renforcement des inégalités est particulièrement marquée au Mexique, en Nouvelle-Zélande et en Turquie, ainsi que dans plusieurs autres pays. Au cours de la décennie suivante (partie centrale du graphique), l'évolution des inégalités a été moins homogène. Les inégalités se sont creusées dans de nombreux pays – notamment en Allemagne, au Canada, aux États-Unis, en Finlande, en Norvège, au Portugal et en Suède. Dans le même temps, elles ont fortement décliné au Mexique et en Turquie, et dans des proportions plus modestes en Australie, en Grèce, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

#### Pour en savoir plus :

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

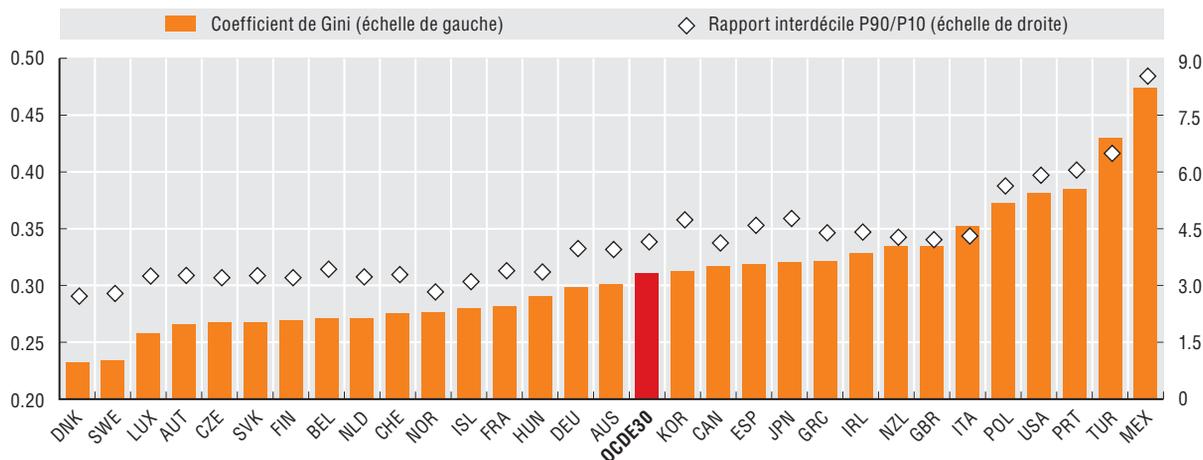
#### Notes des graphiques

Graphique EQ1.1 : Les pays sont classés, de gauche à droite, par ordre croissant du coefficient de Gini. La notion de revenu utilisée est le revenu disponible du ménage en espèces, ajusté à la taille du ménage avec une élasticité de 0.5.

Graphique EQ1.2 : Dans la partie de gauche, les données pour la République tchèque, la Hongrie, le Portugal et l'Allemagne (limitée aux Länder occidentaux) concernent les changements intervenus entre les alentours de 1990 et le milieu des années 90 (aucune donnée n'est disponible pour l'Australie, la Pologne et la Suisse). Dans la partie centrale, les données pour l'Autriche, la République tchèque, la Belgique, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne concernent les changements intervenus entre le milieu des années 90 et les alentours de 2000 (pour ces pays, les données de 2005, basées sur l'EU-SILC, ne sont pas jugées comparables avec celles des années antérieures). OCDE-24 désigne la moyenne simple des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles pour la période entière (tous les pays du graphique à l'exception de l'Australie); OCDE-22 exclut le Mexique et la Turquie.

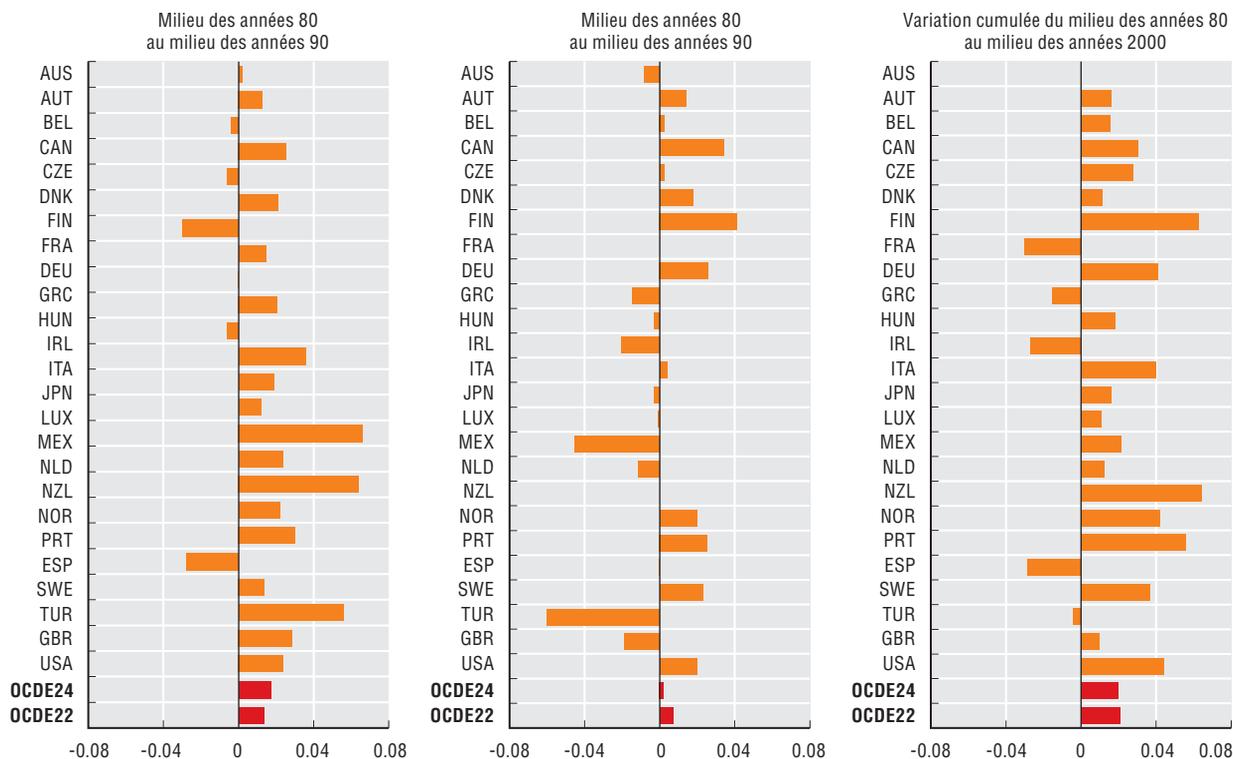
### EQ1.1. Les inégalités de revenus sont extrêmement variables dans la zone OCDE

Coefficient de Gini et écart interdécile (P90/P10), milieu des années 2000



### EQ1.2. Les inégalités de revenus tendent à se creuser

Variation en points de pourcentage du coefficient de Gini



Source : OCDE (2008), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

#### Définition et mesure

La lutte contre la précarité est un objectif primordial de la politique sociale, objectif que certains pays expriment même de façon explicite à travers un droit constitutionnel à jouir d'un niveau de vie décent. Cependant, la perception de ce qu'est un « niveau de vie décent » varie selon les pays et selon les époques. Aussi n'existe-t-il pas, dans les pays de l'OCDE, de mesure communément admise de la pauvreté. Comme l'inégalité des revenus, la pauvreté est mesurée à partir des données sur le revenu disponible équivalent des ménages communiquées par les consultants nationaux (le lecteur se reportera à l'encadré « Définition et mesure » de l'indicateur « Inégalité des revenus »). Les individus sont considérés comme pauvres lorsque le revenu équivalent de leur ménage est inférieur à 50 % du revenu médian dans chaque pays. Il découle de l'utilisation d'un seuil de revenu relatif que le seuil de pauvreté augmente avec le revenu du pays. Cette variation du seuil de pauvreté en fonction de la richesse nationale traduit l'idée que la « non-pauvreté », c'est la possibilité d'avoir accès aux biens et services jugés « normaux » dans un pays donné.

La pauvreté est examinée en termes de taux de pauvreté et d'écart de pauvreté. Le premier de ces indicateurs désigne la nombre d'individus qui se situent sous le seuil de pauvreté. Le deuxième mesure l'écart entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté, c'est-à-dire le revenu agrégé moyen qui leur manque pour franchir le seuil de pauvreté.

**Le taux de pauvreté moyen dans la zone OCDE s'élevait à 11 % au milieu des années 2000** (graphique EQ2.1). La situation des pays est très contrastée : les taux de pauvreté se situent aux alentours de 15 % en Pologne, en Corée, en Irlande et au Japon et de 17-18 % ou plus au Mexique, en Turquie et aux États-Unis, mais sont inférieurs à 6 % au Danemark, en Suède et en République tchèque. La modification des seuils entraîne un changement sensible des taux de pauvreté. Ainsi, lorsque le seuil est fixé à 40 % du revenu médian, le taux de pauvreté moyen des pays de l'OCDE tombe à environ 6 %. Avec un seuil correspondant à 60 % du revenu médian, il grimpe à environ 17 %.

**L'écart de pauvreté moyen dans la zone OCDE était de 29 % au milieu des années 2000** (graphique EQ2.1). Les écarts de pauvreté les plus élevés sont observés

au Mexique, aux États-Unis et en Suisse, où ils atteignent environ 38 %, et les plus bas en Finlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Belgique, où ils avoisinent 20 %.

**Un taux de pauvreté élevé va souvent de pair avec un écart de pauvreté élevé.** Il existe une corrélation positive solide de 0.60 entre les deux indicateurs. Toutefois, plusieurs pays font notablement exception à cette tendance générale. On relève des écarts de pauvreté bien supérieurs à la moyenne de l'OCDE – 30 % ou plus – dans certains pays où les taux de pauvreté sont relativement bas, tels que l'Islande et la Suisse en particulier. Inversement, des pays tels que l'Australie, le Canada, la Grèce et l'Irlande affichent des écarts de pauvreté inférieurs à moyenne et des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne.

**De manière générale, les taux de pauvreté ont augmenté entre le milieu des années 80 et le milieu des années 2000** (graphique EQ2.2). Ils ont diminué dans huit pays et progressé dans 16 autres. Dans le premier groupe, c'est en Belgique et au Mexique que les taux de pauvreté ont le plus baissé, les autres pays enregistrant des reculs modestes d'environ un point de pourcentage ou moins. Les hausses les plus importantes, entre 4 et 5 points de pourcentage, sont intervenues en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande. Si l'on compare les rythmes d'augmentation de la pauvreté entre la première décennie (milieu des années 80 à milieu des années 90) et la seconde décennie (milieu des années 90 à milieu des années 2000), aucune tendance nette ne se dégage. Dans les deux cas, la hausse a été de l'ordre de 0.6 point.

#### Pour en savoir plus :

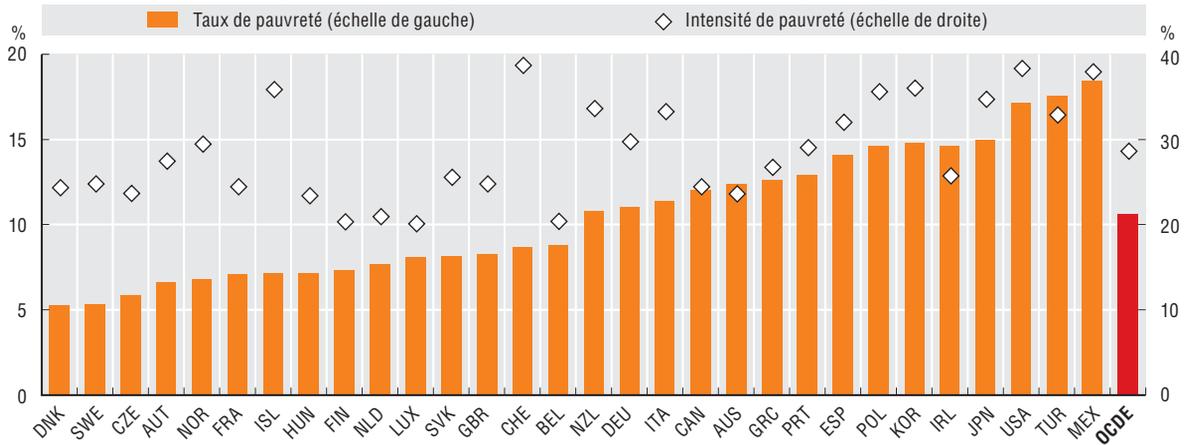
OCDE (2008), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

#### Note du graphique

Graphique EQ2.1 : Dans la partie de gauche, les données pour la République tchèque, la Hongrie et le Portugal concernent la variation du taux de pauvreté entre les alentours de 1990 et le milieu des années 90 (aucune donnée n'est disponible pour l'Australie et la Suisse). Dans la partie centrale, les données concernent les changements intervenus entre le milieu des années 90 et les alentours de 2000 pour l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne (pour ces pays, les données de 2005, basées sur l'EU-SILC, ne sont pas comparables avec celles des années antérieures), et entre 2000 et 2005 pour la Suisse. OCDE24 désigne la moyenne simple des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles pour la période entière (tous les pays du graphique à l'exception de l'Australie et de la Suisse).

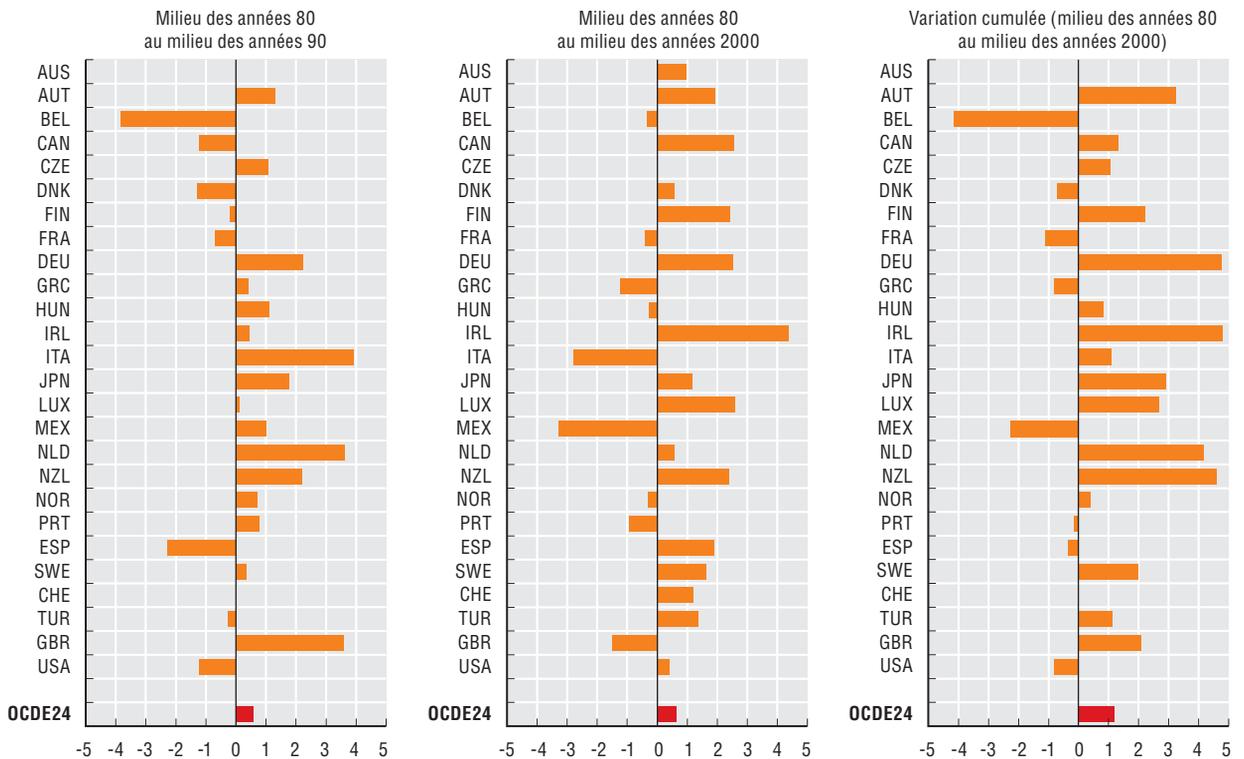
### EQ2.1. Dans les pays de l'OCDE, un taux de pauvreté élevé va souvent de pair avec un écart de pauvreté élevé

Taux de pauvreté et écart de pauvreté, milieu des années 2000, seuil de pauvreté fixé à 50 %



### EQ2.2. Dans l'ensemble, les taux de pauvreté ont augmenté entre le milieu des années 80 et le milieu des années 2000

Variation en points de pourcentage du taux de pauvreté défini par un revenu inférieur à 50 % du revenu médian, au cours de différentes périodes



Source : OCDE (2008), Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

#### Définition et mesure

Les enfants sont considérés comme « pauvres » lorsqu'ils vivent dans des ménages dont le revenu disponible équivalent est inférieur à la moitié du revenu médian d'un pays donné (cf. l'encadré « Définition et mesure » des indicateurs « Inégalité des revenus » et « Pauvreté »). Les enfants, définis comme étant les individus âgés de moins de 18 ans, sont comptés comme membres du ménage au sein duquel ils vivent, partageant les flux de revenus des adultes. L'indicateur de base de la pauvreté des enfants utilisé ici est le taux de pauvreté, c'est-à-dire la part des enfants dont le revenu équivalent est inférieur à 50 % du revenu médian. Le taux de pauvreté pour l'ensemble des personnes qui vivent dans des ménages avec enfants (adultes compris) est également indiqué.

Les indicateurs de pauvreté des enfants sont plus sensibles que ceux concernant d'autres groupes d'âge à l'utilisation de valeurs différentes de l'élasticité d'équivalence. Dans les estimations présentées ici, certains étudiants (ayant jusqu'à 18 ans) qui ne vivent pas au domicile de leurs parents peuvent être comptabilisés comme enfants pauvres. En outre, les données utilisées considèrent le ménage comme l'unité de référence au niveau de laquelle le revenu est évalué et partagé. De ce fait, elles font abstraction des relations biologiques et sociales qui existent entre les membres du ménage. On trouvera ainsi, parmi les ménages classés comme « adulte seul avec enfants », des parents isolés mais aussi d'autres configurations familiales (par exemple, un grand-parent vivant avec son neveu ou sa nièce). De même, les « couples avec enfants » peuvent inclure certaines familles monoparentales partageant leur logement avec d'autres adultes.

**La pauvreté des enfants constitue une préoccupation particulière dans l'ensemble des pays de l'OCDE.** Les enfants ont peu de prise sur la situation matérielle de leur famille, et l'expérience de la pauvreté peut avoir des effets préjudiciables sur leur développement cognitif et leur socialisation.

**Au milieu des années 2000, 12 % en moyenne des enfants étaient pauvres dans les pays de l'OCDE** (graphique EQ3.1, volet de gauche). Les taux de pauvreté des enfants étaient inférieurs à 5 % au Danemark, en

Finlande, en Suède et en Norvège et inférieur à 8 % en France et en Autriche, et ils étaient supérieurs à 20 % aux États-Unis, en Pologne, au Mexique et en Turquie.

**Les taux de pauvreté des enfants sont en général plus élevés que ceux de l'ensemble de la population**, sauf en Australie, en Autriche, au Danemark, en Finlande, au Japon, en Corée, en Norvège et en Suède, où c'est l'inverse qui est vrai. En revanche, au Canada, en République tchèque, en Allemagne, en Italie, au Luxembourg, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, au Portugal, en Espagne, en Turquie et aux États-Unis, le taux de pauvreté des enfants est supérieur de trois points ou plus au taux de pauvreté générale.

**Les taux de pauvreté des enfants dans les pays de l'OCDE ont augmenté au cours de la dernière décennie.** La légère hausse observée est survenue en dépit de l'annonce d'objectifs de réduction ciblée de la pauvreté infantile dans plusieurs pays de l'OCDE et de l'introduction d'autres mesures visant à réduire le nombre d'enfants pauvres. La pauvreté des enfants s'est sensiblement aggravée en Turquie, en Allemagne, au Luxembourg et en Autriche, mais elle a beaucoup diminué au Mexique, en Italie et au Royaume-Uni (graphique EQ3.1, volet de droite).

**Les enfants qui vivent dans une famille monoparentale ou une famille sans emploi sont plus exposés à la pauvreté** (tableau EQ3.2). La corrélation entre monoparentalité et pauvreté des enfants s'explique en très grande partie par le fait que de nombreux parents isolés sont sans emploi. Si l'on compare la situation des familles monoparentales et biparentales sans emploi, les taux de pauvreté moyens sont à peu près équivalents dans l'un et l'autre cas. Les taux de pauvreté sont par ailleurs légèrement plus élevés dans les familles qui comptent davantage d'enfants.

#### Pour en savoir plus :

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

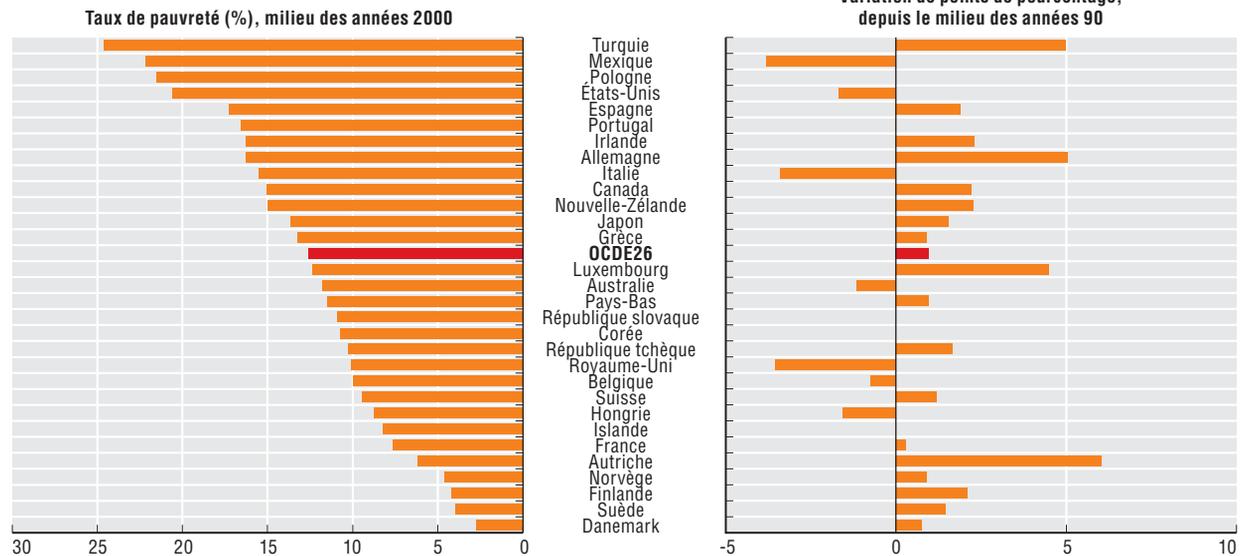
#### Notes du tableau et du graphique

Graphique EQ3.1 : Les pays sont classés, de haut en bas, par ordre décroissant du taux de pauvreté au milieu des années 2000.

Tableau EQ3.2 : Les variations sont mesurées sur la période 1995-2000 pour l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, et 2000-05 pour la Suisse. Dans le cas de la France, les données en niveau proviennent de l'EU-SILC, et les données en variation de l'Enquête revenus fiscaux (ERF).

### EQ3.1. Dans les pays de l'OCDE, les taux de pauvreté des enfants ont légèrement augmenté au cours de la dernière décennie

Taux de pauvreté en pourcentage exprimés sur la base d'un seuil de 50 % du revenu médian, et variation en points de pourcentage des taux de pauvreté



### EQ3.2. Les enfants qui vivent dans une famille monoparentale ou une famille sans emploi sont plus exposés à la pauvreté

Taux de pauvreté en % exprimés sur la base d'un seuil de 50 % du revenu médian, et variation en points de % des taux de pauvreté

	Pauvreté parmi les enfants		Pauvreté des ménages avec enfants et un membre en âge de travailler									
	Milieu des années 2000	Variations en points de pourcentage depuis le milieu des années 90	Total		Célibataire		Couple			Par nombre d'enfant(s)		
			Niveau, milieu des années 2000	Variation depuis 1995	Sans emploi	Travaillant	Niveau, milieu des années 2000			Un	Deux	Trois ou plus
							Sans actif occupé	Un actif occupé	Deux actifs occupés ou plus			
Australie	12	-1.2	10	-1.0	68	6	51	8	1	9	10	11
Autriche	6	6.0	6	6.1	51	11	36	4	3	6	5	6
Belgique	10	-0.8	9	0.1	43	10	36	11	3	7	9	11
Canada	15	2.2	13	1.6	89	32	81	22	4	11	13	18
République tchèque	10	1.7	8	1.4	71	10	43	9	1	8	6	[..]
Danemark	3	0.8	2	0.7	20	4	21	5	0	2	2	4
Finlande	4	2.1	4	1.9	46	6	23	9	1	5	3	3
France	8	0.3	7	-0.2	46	12	48	12	2	6	7	10
Allemagne	16	5.1	13	4.2	56	26	47	6	1	13	13	14
Grèce	13	0.9	12	0.9	84	18	39	22	4	8	13	19
Hongrie	9	-1.6	8	-1.1	44	16	22	6	3	5	6	14
Islande	8	..	7	..	23	17	51	29	4	7	6	10
Irlande	16	2.3	14	..	75	24	55	16	2	12	12	19
Italie	16	-3.4	14	-3.1	[..]	16	78	24	1	..	..	..
Japon	14	1.6	12	1.2	60	58	50	11	10	..	..	..
Corée	11	..	10	..	32	25	59	11	4	..	..	..
Luxembourg	12	4.5	11	3.8	69	38	27	16	5	7	13	14
Mexique	22	-3.8	19	-2.4	30	34	53	27	11	11	16	26
Pays-Bas	12	1.0	9	1.2	62	27	65	12	2	..	..	..
Nouvelle-Zélande	15	2.3	13	1.5	48	30	47	21	3	..	..	..
Norvège	5	0.9	4	0.6	31	5	29	4	0	4	2	6
Pologne	22	..	19	..	75	26	51	28	6	15	18	31
Portugal	17	0.0	14	0.4	[..]	26	53	34	5	10	17	[..]
République slovaque	11	..	10	..	66	24	66	18	2	..	..	..
Espagne	17	1.9	15	1.1	78	32	71	23	5	10	16	29
Suède	4	1.5	4	1.5	18	6	36	14	1	4	3	3
Suisse	9	1.2	6	1.3	22	..	8	..	..	..	..	..
Turquie	25	5.0	20	3.6	44	32	28	19	20	..	..	..
Royaume-Uni	10	-3.6	9	-3.7	39	7	36	9	1	4	6	20
États-Unis	21	-1.7	18	-1.1	92	36	82	27	6	14	15	26
<b>OCDE</b>	<b>12</b>	<b>1.0</b>	<b>11</b>	<b>0.8</b>	<b>54</b>	<b>21</b>	<b>48</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>15</b>

Source : OCDE (2008), Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris ([www.oecd.org/els/social/inegalite](http://www.oecd.org/els/social/inegalite)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550407525853>

### Définition et mesure

En comparaison des revenus d'activité calculés après impôts, les niveaux de prestations nets donnent une indication des incitations financières à prendre un emploi pour une personne qui n'en a pas. Lorsqu'on les compare aux seuils de revenu communément utilisés pour identifier les ménages « pauvres », ils informent sur la capacité des systèmes de prestations à assurer un niveau de vie suffisant.

Les indicateurs présentés ci-après pour deux périodes différentes (2001 et 2005, la deuxième de ces périodes ayant été choisie dans l'optique de pouvoir utiliser les données de Croissance et inégalités) s'appuient sur les modèles impôts-prestations des pays de l'OCDE pour comparer les revenus nets de deux types de famille monoparentale à l'aune des seuils traditionnellement utilisés pour mesurer la pauvreté en termes de revenu (40, 50 et 60 % du revenu médian des ménages). Les deux types de famille monoparentale considérés ont deux enfants âgés de 6 et 4 ans. Dans le premier cas, la famille ne perçoit ni allocations de chômage ni revenus d'activité. Ses seules sources de revenu sont les prestations familiales en espèces et les prestations d'aide sociale « de dernier recours » (minima sociaux). La famille est tributaire des prestations sur toute la durée de l'année budgétaire considérée. La deuxième série de résultats indique le revenu que perçoit la famille lorsque le parent occupe un emploi à plein-temps rémunéré au salaire minimum. Les mesures de revenu sont calculées nettes n'impôts mais ne sont pas diminuées des coûts liés à l'emploi, tels que les frais de garde d'enfant. Les revenus médians des ménages indiqués pour les deux années sont tirés de *Croissance et inégalités* (2008). La publication de l'OCDE *Prestations et salaires* (2007) fournit des informations méthodologiques plus détaillées.

**Le niveau des minima sociaux est en général inférieur aux seuils de pauvreté traditionnellement utilisés dans les études comparatives sur les pays de l'OCDE (EQ4.1).** Les personnes qui ne perçoivent aucun revenu d'activité et dépendent des prestations sont exposées à un risque de pauvreté considérable dans tous les pays de l'OCDE. Ainsi, dans les 26 pays de l'OCDE examinés sauf onze, les revenus des parents isolés sans emploi étaient inférieurs à 50 % du seuil de pauvreté en 2005. Neuf pays étaient situés au niveau ou au-dessus du seuil de pauvreté de 50 % en 2001.

**De manière générale, l'efficacité de l'aide sociale et des prestations associées en termes de réduction de la pauvreté dans les familles monoparentales a légèrement augmenté entre 2001 et 2005.** Le déclin de l'efficacité

des prestations, mesurée en termes de réduction de la pauvreté des familles monoparentales, n'est en général pas à mettre au compte de la diminution des prestations nominales, mais au fait que le revenu médian des ménages augmente plus vite que les prestations. Si l'on ajuste les prestations pour tenir compte de leur faible fréquence temporelle, qui suit des cycles variables selon les pays, on peut expliquer une partie des différences de variation de l'efficacité entre les pays.

**Pour les parents isolés, la transition des minima sociaux vers un emploi à plein-temps faiblement rémunéré peut représenter un gain non négligeable en termes de revenu.** Le graphique EQ4.2 montre qu'en Australie, en Belgique, en Irlande, au Japon, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Pologne et au Royaume-Uni, le revenu tiré d'un emploi à plein-temps rémunéré au salaire minimum peut permettre à une famille monoparentale de sortir de la pauvreté, définie par un seuil de 50 % du revenu médian. Les pays où l'efficacité du salaire minimum en termes de réduction de la pauvreté dans les familles monoparentales, sous réserve que le parent exerce un emploi à plein-temps, a le plus augmenté sont la Pologne, l'Irlande et la Hongrie. Les pays où elle a le plus régressé sont l'Australie, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande. À l'instar de ce que l'on observe pour les prestations, cette variabilité pourrait refléter les différences d'occurrence dans le temps des ajustements du salaire minimum.

**Faire coexister des filets de protection appropriés et des incitations solides à l'emploi est un exercice d'équilibre délicat.** Le graphique EQ4.3 indique que l'Australie, l'Irlande et le Royaume-Uni versent des prestations relativement élevées aux parents isolés tout en maintenant des incitations au travail relativement fortes qui encouragent la transition des minima sociaux vers l'exercice d'un emploi à plein-temps rémunéré au salaire minimum.

### Pour en savoir plus :

OCDE (2007), *Prestations et salaires : les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

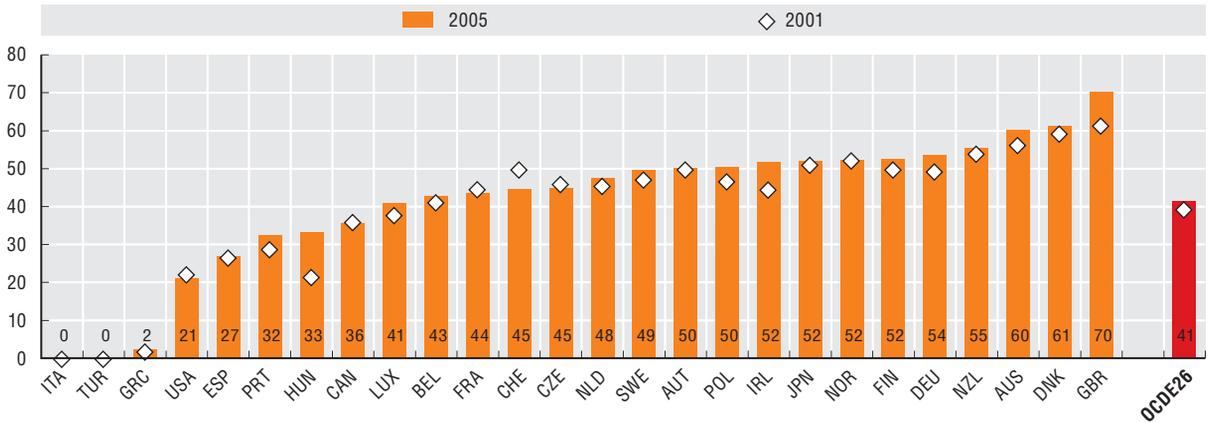
### Notes des graphiques

Graphique EQ4.1 : En Italie et en Turquie, il n'existe pas de minima sociaux d'application généralisée pour les parents isolés. La zone grisée correspond à la fraction située entre les différents seuils de pauvreté, définis selon des niveaux de 40, 50 et 60 % du revenu médian des ménages. Les revenus nets incluent les allocations de logement. Les chiffres au bas de chaque barre correspondent aux niveaux de 2005.

Graphique EQ4.2 : Les pays qui figurent sur le graphique EQ4.1 mais pas sur le graphique EQ4.2 sont ceux où il n'existe pas de salaire minimum légal. Les revenus nets incluent les allocations de logement. Les chiffres au bas de chaque barre correspondent aux niveaux de 2005.

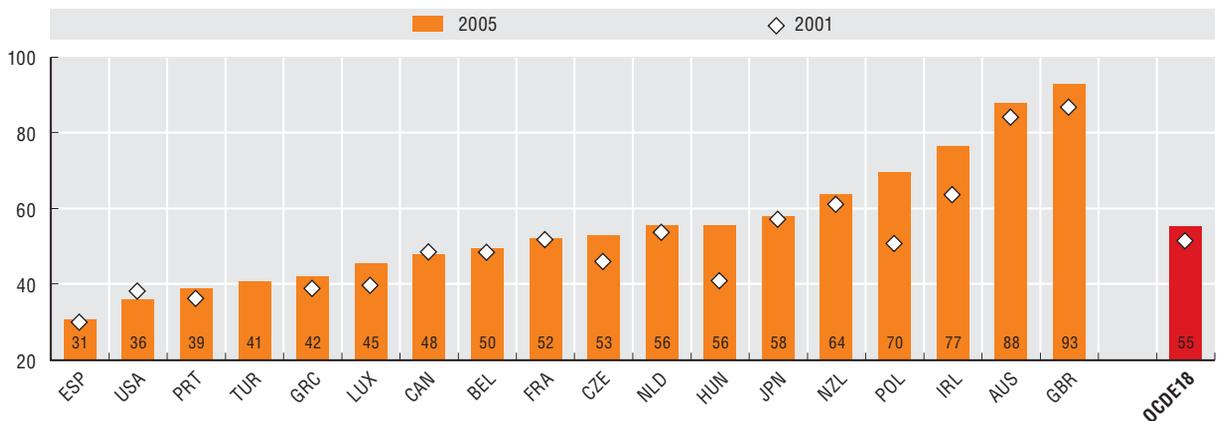
### EQ4.1. Les familles monoparentales sans revenus d'activité sont exposées à un risque de pauvreté élevé dans certains pays

Revenu net des parents isolés entièrement tributaires de l'aide sociale ayant deux enfants/revenu équivalent médian des ménages



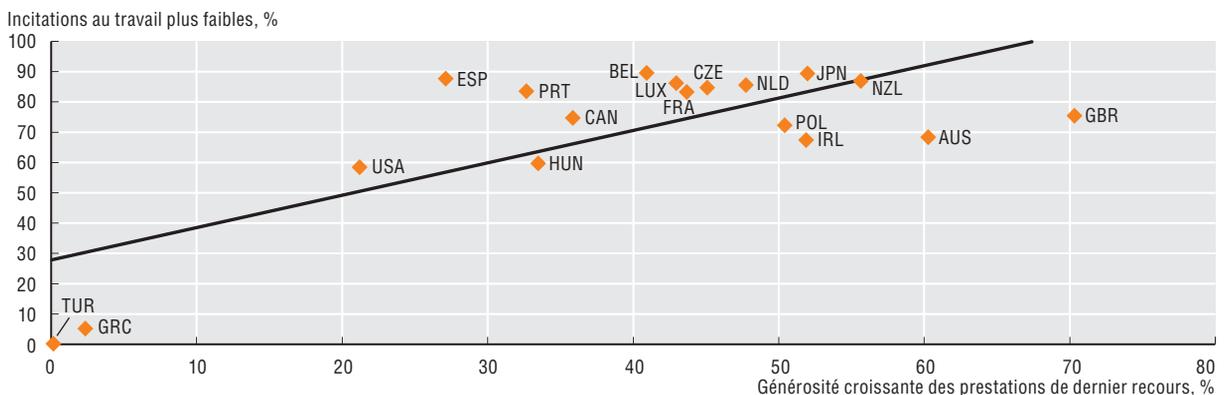
### EQ4.2. La promotion de l'emploi à plein-temps, même rémunéré au salaire minimum, peut faire reculer la pauvreté

Revenu net des parents isolés exerçant un emploi à plein-temps rémunéré au salaire minimum et ayant deux enfants/revenu équivalent médian des ménages



### EQ4.3. Certains pays parviennent à concilier incitations au travail renforcées et filets de protection adéquats pour les parents isolés

Comparaison de la différence en points de pourcentage entre le revenu tiré d'un emploi à plein-temps rémunéré au salaire minimum et les minima sociaux, rapportés au revenu médian, et les minima sociaux rapportés au revenu médian, pour les parents isolés ayant deux enfants



Source : Modèle impôts-prestations de l'OCDE ([www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires](http://www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550413205665>

### Définition et mesure

Le soutien social aux individus qui en ont besoin est assuré de différentes façons par diverses personnes et institutions sociales. Une grande partie de cette aide passe par des dépenses sociales, qui englobent à la fois une aide financière (prestations monétaires et avantages fiscaux) et des prestations « en nature » sous forme de biens et de services. Pour être prises en compte dans les dépenses sociales, les prestations doivent répondre à une ou plusieurs contingences telles que bas revenu, vieillesse, chômage et invalidité.

Les dépenses sociales sont considérées comme publiques lorsque les pouvoirs publics (à savoir administrations centrales, collectivités locales et organismes de sécurité sociale) gèrent les flux financiers correspondants. Par exemple, les prestations d'assurance-maladie financées par des cotisations obligatoires des employeurs et des salariés à une caisse d'assurance-maladie sont considérées comme « publiques », tandis que la couverture médicale assurée directement par les employeurs à leurs salariés est classée comme « privée ». Pour les comparaisons internationales, l'indicateur des dépenses sociales utilisé ici est le montant des dépenses sociales rapporté au revenu national net. Les flux de dépenses indiqués ici sont bruts, c'est-à-dire avant déduction des impôts directs et indirects prélevés sur ces prestations et avant prise en compte des dépenses fiscales à caractère social (« dépenses brutes »). Les dépenses effectuées à des niveaux administratifs inférieurs dans certains pays, notamment dans les systèmes de gouvernement plus décentralisés ou fédéraux, peuvent être sous-estimés.

**En 2005, les dépenses sociales publiques brutes représentaient 24 % du RNN en moyenne pour 30 pays de l'OCDE** (graphique EQ5.1). Les niveaux de dépenses brutes sont très variables d'un pays à l'autre, allant de 8 % au Mexique et en Corée à un pourcentage supérieur de 26 points en Suède. En termes de parts de dépenses, la Suède est suivie de près par la France, le Luxembourg et l'Autriche. Cependant, en termes de transferts monétaires, ces trois pays (ainsi que d'autres) dépensent considérablement plus que la Suède. On observe une concentration relativement dense de pays juste un peu au-dessus et – surtout – juste un peu en dessous de la moyenne de l'OCDE.

**La part des prestations monétaires est supérieure à celle des services en nature dans 25 pays.** En Pologne, en Italie et en Autriche, la part des prestations monétaires dans le RNN dépasse celle des prestations en nature d'au moins 10 points de pourcentage. En Islande, au Canada et au Mexique, en revanche, ce sont les services qui dominent, leur part dans le RNN excédant celle des prestations monétaires d'au moins trois points de pourcentage.

**Les trois catégories de dépenses sociales publiques les plus importantes sont les pensions (9 % du RNN en moyenne), la santé (7 %) et les transferts de revenu à la population d'âge actif (5 %).** Les dépenses consacrées aux pensions comptent pour plus de 12 % du RNN en Autriche, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie et en Pologne, et pour moins de 5 % en Australie, au Canada, en Islande, en Irlande, en Corée et au Mexique. Les dépenses publiques brutes affectées aux services sociaux ne dépassent 5 % du RNN qu'au Danemark, en Norvège et Islande.

**En l'espace d'une génération, la part des dépenses sociales publiques dans le RNN a augmenté et un processus de convergence s'est amorcé dans la zone OCDE** (graphique EQ5.2). La hausse s'est établie à cinq points de pourcentage en moyenne. L'essentiel des gains ont été enregistrés entre 1980 et 1992. Par la suite, il devient plus difficile de cerner une tendance temporelle. Les parties gauche et droite du graphique EQ5.2 illustrent l'évolution de la situation d'un petit nombre de pays figurant, respectivement, parmi ceux qui dépensent le plus et ceux qui dépensent le moins. La stabilisation de la part des dépenses observée après 1992 semble provenir davantage du premier groupe, qui a vu ses dépenses diminuer fortement après 1992 (en particulier la Suède). Les pays du deuxième groupe ont, quant à eux, enregistré une croissance plus régulière de leur ratio de dépenses tout au long de la période. Le résultat de cette double évolution est une convergence croissante des dépenses sociales des pays de l'OCDE, tout au moins en proportion de leur RNN.

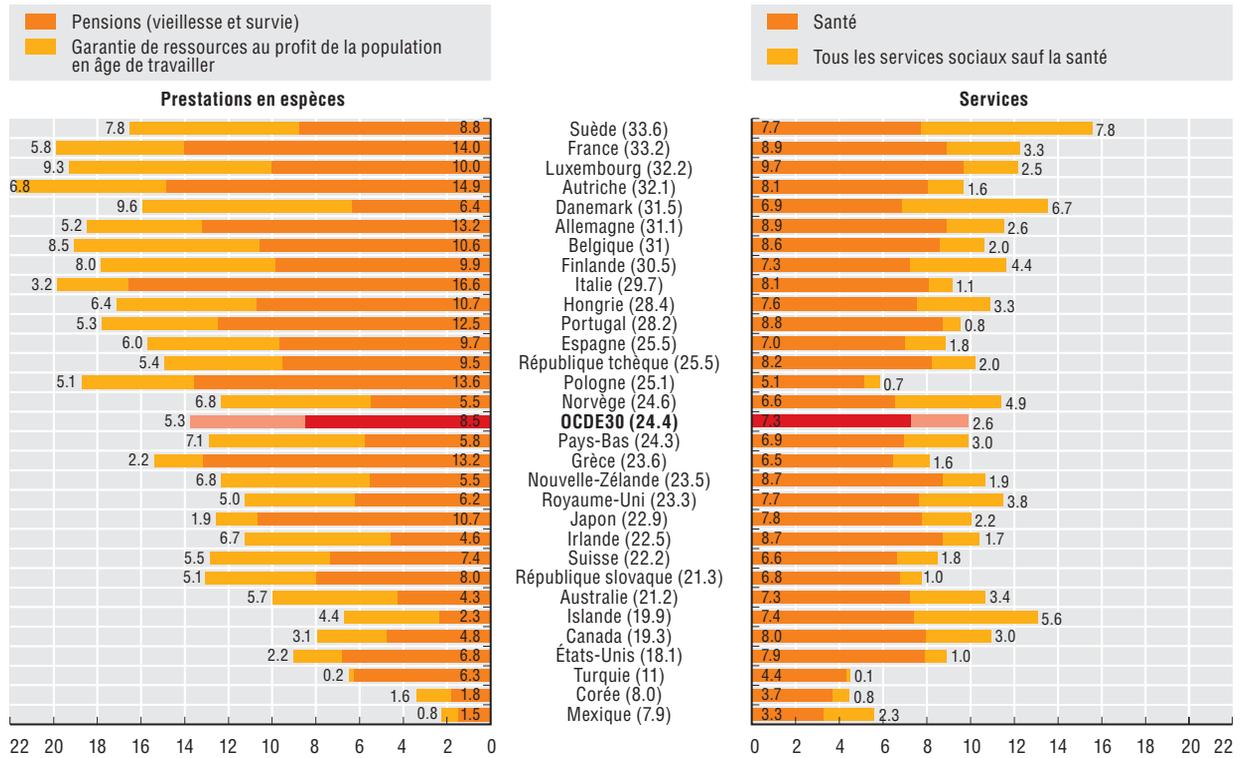
### Notes des graphiques

Graphique EQ5.1 : Les pays sont classés par ordre décroissant du total de leurs dépenses publiques en pourcentage du RNN. Les programmes actifs du marché du travail (PAMT) ne peuvent pas être ventilés en prestations monétaires/services; ils sont toutefois inclus dans les dépenses totales entre parenthèses. Données de 2004 pour le Portugal.

Graphique EQ5.2 : Les données de 1980 à 2005 sont disponibles pour 23 pays. Pour la République tchèque, l'Islande, la Corée, le Mexique et la Pologne, les données sont disponibles à partir de 1990. OCDE30 est la moyenne non pondérée des pays de l'OCDE, à l'exclusion de la Hongrie (données à partir de 1999) et de la République slovaque (données à partir de 1995). Pour le Portugal, les données portent sur 2004 et non 2005.

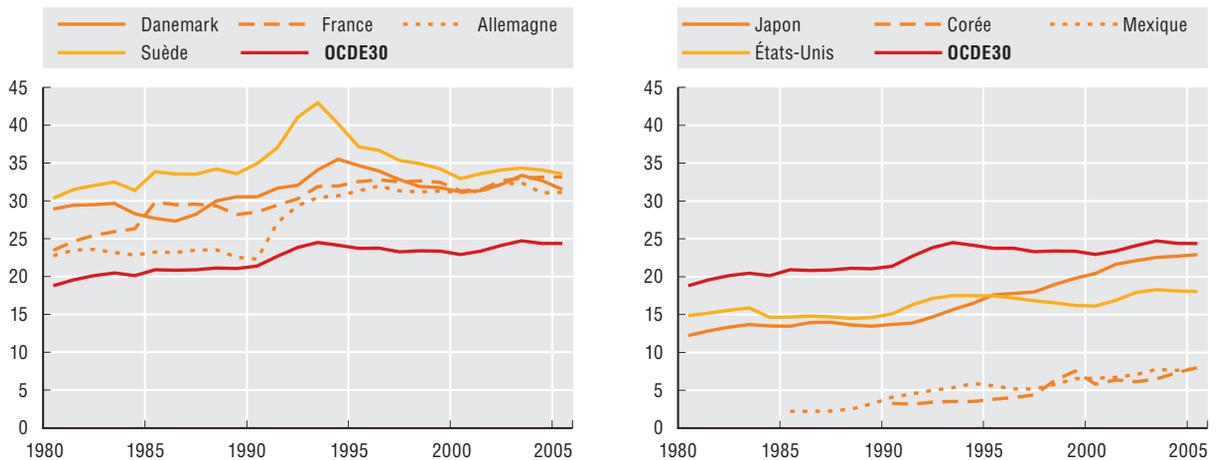
### EQ5.1. Les dépenses sociales publiques représentent un quart du RNN en moyenne dans les pays de l'OCDE

Dépenses sociales publiques par grands domaines, en pourcentage du RNN, 2005



### EQ5.2. Les ratios dépenses sociales publiques-RNN suivent une courbe ascendante

Dépenses sociales publiques pour une sélection de pays, en pourcentage du RNN, 1980-2005



Source : OCDE (2008), Base de données sur les dépenses sociales, 1980-2005 ([www.oecd.org/els/social/dépenses](http://www.oecd.org/els/social/dépenses)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550420773523>

#### Définition et mesure

Pour avoir une vue complète du montant total des ressources que chaque pays de l'OCDE consacre au soutien social, il y a lieu de tenir compte des dépenses aussi bien publiques que privées et de la mesure dans laquelle le régime fiscal influe sur le niveau effectif de protection assurée. Pour évaluer l'incidence de la fiscalité sur les dépenses sociales brutes (avant impôts), il faut prendre en compte ce que l'État « récupère » sur les transferts sociaux par le biais de la fiscalité directe sur le revenu tiré des prestations et de la fiscalité indirecte sur les biens et services consommés par les prestataires. L'État peut aussi poursuivre des objectifs sociaux en accordant des avantages fiscaux à caractère social (abattement pour enfants à charge par exemple), qui font que les dépenses sociales totales peuvent être supérieures aux dépenses sociales brutes. Du point de vue de la collectivité, les dépenses sociales « nettes » (c'est-à-dire après impôts), à la fois publiques et privées, sont un meilleur indicateur des ressources affectées à la poursuite d'objectifs sociaux.

Pour mesurer l'impact de la fiscalité sur les dépenses sociales, il faut souvent procéder à des estimations sur la base de séries de microdonnées et de modèles de microsimulation, faute de disposer dans de nombreux cas de données administratives. De même, les données sur les dépenses sociales privées n'étant pas toujours centralisées, les informations correspondantes sont de qualité inférieure à celle des données sur les dépenses sociales publiques (cf. EQ5).

**En 2005, 13 % en moyenne des dépenses sociales brutes ont été « récupérées » par le biais de la fiscalité nette dans les pays de l'OCDE** (tableau EQ6.1). Cette part est cependant variable, et les pays n'occuperont pas forcément le même rang selon qu'ils sont classés en fonction du niveau de dépenses brutes ou du niveau de dépenses nettes. L'examen de l'incidence des impôts et des dépenses fiscales sur les dépenses sociales brutes dans une sélection de pays de l'OCDE appelle plusieurs remarques. Premièrement, c'est dans les pays nordiques très protecteurs – Danemark, Finlande et Suède – que la part des

dépenses sociales brutes « récupérée » par le biais des impôts directs sur les prestations est la plus élevée, entre un cinquième et un quart des dépenses brutes retournant dans les coffres de l'État. Deuxièmement, au Mexique, aux États-Unis et en Corée, les dépenses sociales publiques nettes sont supérieures aux dépenses brutes (et les deux agrégats sont à peu près égaux au Canada). En fait, l'écart en faveur des dépenses sociales publiques nettes au Mexique est à peu près équivalent, proportionnellement, à l'écart en faveur des dépenses brutes dans les trois pays nordiques.

**Dans 26 pays de l'OCDE, les dépenses sociales publiques nettes ont représenté en moyenne 25 % du RNN**, le pourcentage variant de 9 % en Corée à 33 % en Allemagne et 35 % en France. Au bas de l'échelle, les pays à faible niveau de dépenses brutes recourent plus largement aux allègements fiscaux, tandis que les pays nordiques à dépenses brutes élevées récupèrent une part considérable de ces dépenses par le biais de la fiscalité. Ainsi, lorsqu'on tient compte des prestations sociales privées et de l'incidence de la fiscalité, l'écart entre les pays des ratios de dépenses sociales se réduit considérablement. Cependant, ce n'est pas parce que le niveau des dépenses sociales nettes sera plus homogène entre les pays que le degré de redistribution obtenu par le biais des systèmes d'imposition et de prestations sera lui aussi uniforme – ces moyennes nationales ne donnant aucune indication sur l'affectation des dépenses au sein des pays.

**Les dépenses sociales totales nettes, dépenses privées comprises, s'élèvent en moyenne à 28 % du RNN dans la zone OCDE** (graphique EQ6.2). La prise en compte des dépenses privées fait grimper la part des dépenses sociales dans le RNN de 3 points de pourcentage en moyenne. Le pays qui profite le plus de la prise en compte des dépenses privées en termes de classement est les États-Unis : avant-avant dernier en ce qui concerne les dépenses sociales publiques brutes, ce pays se hisse au-dessus de la moyenne de l'OCDE en termes de dépenses sociales totales (31 % du RNN). Cette remontée peut s'expliquer par la part importante des dépenses privées – 10 points de pourcentage – aux États-Unis.

#### Notes du tableau et du graphique

Tableau EQ6.1 : . . . Données non disponibles ; – Zéro.

Graphique EQ6.2 : Les pays sont classés par ordre décroissant de leurs dépenses sociales totales nettes; un ajustement étant nécessaire pour les impôts indirects, les dépenses sociales nettes sont liées au RNN au coût des facteurs plutôt qu'au RNN au prix du marché.

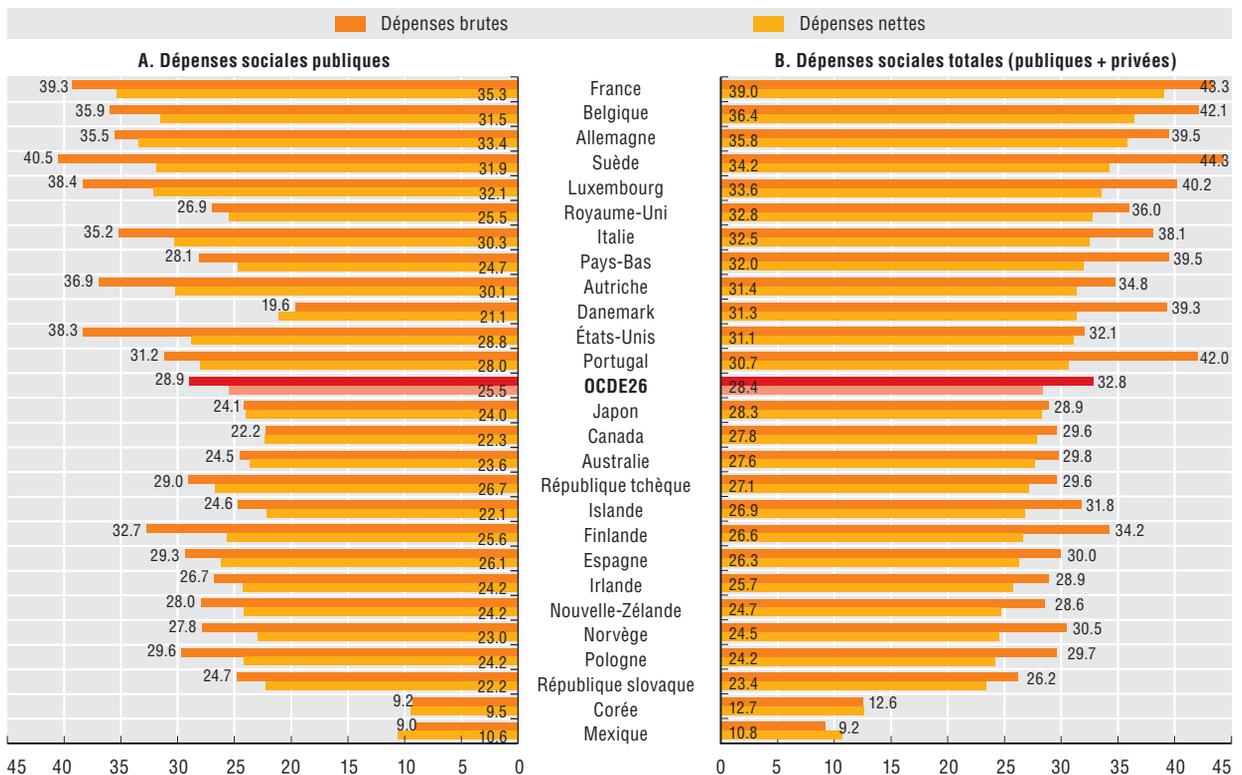
### EQ6.1. Des dépenses sociales publiques brutes aux dépenses sociales publiques nettes

Pourcentage du RNN au coût des facteurs, 2005

	Australie	Autriche	Belgique	Canada	République tchèque	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Islande	Irlande	Italie	Japon	Corée	Luxembourg	Mexique	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Pologne	Portugal	République slovaque	Espagne	Suède	Royaume-Uni	États-Unis	OCDE26	
Dépenses sociales publiques brutes	24.5	36.9	35.9	22.2	29.0	38.3	32.7	39.3	35.5	24.6	26.7	35.2	24.1	9.2	38.4	9.0	28.1	28.0	27.8	29.6	33.5	24.7	29.3	40.5	26.9	19.6	<b>28.8</b>	
- Impôts directs et cotisations sociales prélevées sur les transferts	0.3	3.3	1.9	0.5	0.0	5.7	3.5	1.9	1.8	1.0	0.3	2.7	0.3	0.0	1.3	-	3.1	1.9	2.3	2.2	1.1	-	1.6	5.5	0.3	0.6	<b>1.8</b>	
- Impôts indirects sur les biens et services consommés par les bénéficiaires de prestations sociales en espèces	1.1	3.6	3.2	1.0	3.0	3.9	3.6	3.3	2.6	1.6	2.9	2.6	0.8	0.5	4.9	0.2	2.2	2.0	2.7	3.4	3.3	2.6	2.2	3.2	1.7	0.4	<b>2.4</b>	
+ Allègements fiscaux à caractère social (sauf pensions)	0.5	0.1	0.6	1.5	0.7	0.0	-	1.3	2.3	-	0.6	0.3	1.0	0.7	0.0	1.8	1.0	0.1	0.1	0.1	1.2	0.1	0.6	-	0.5	2.5	<b>0.8</b>	
= Dépenses sociales publiques nettes	23.6	30.1	31.5	22.3	26.7	28.8	25.6	35.3	33.4	22.1	24.2	30.3	24.0	9.5	32.1	10.6	23.8	24.2	23.0	24.2	30.4	22.2	26.1	31.9	25.5	21.1	<b>25.5</b>	
Pour mémoire																												
Allègements fiscaux à caractère social applicables aux pensions	2.8	0.1	0.2	2.3	0.2	..	0.2	0.0	1.2	1.5	2.2	0.0	0.1	..	..	0.1	..	..	0.8	0.3	0.1	0.2	0.4	0.0	1.6	1.0	..	

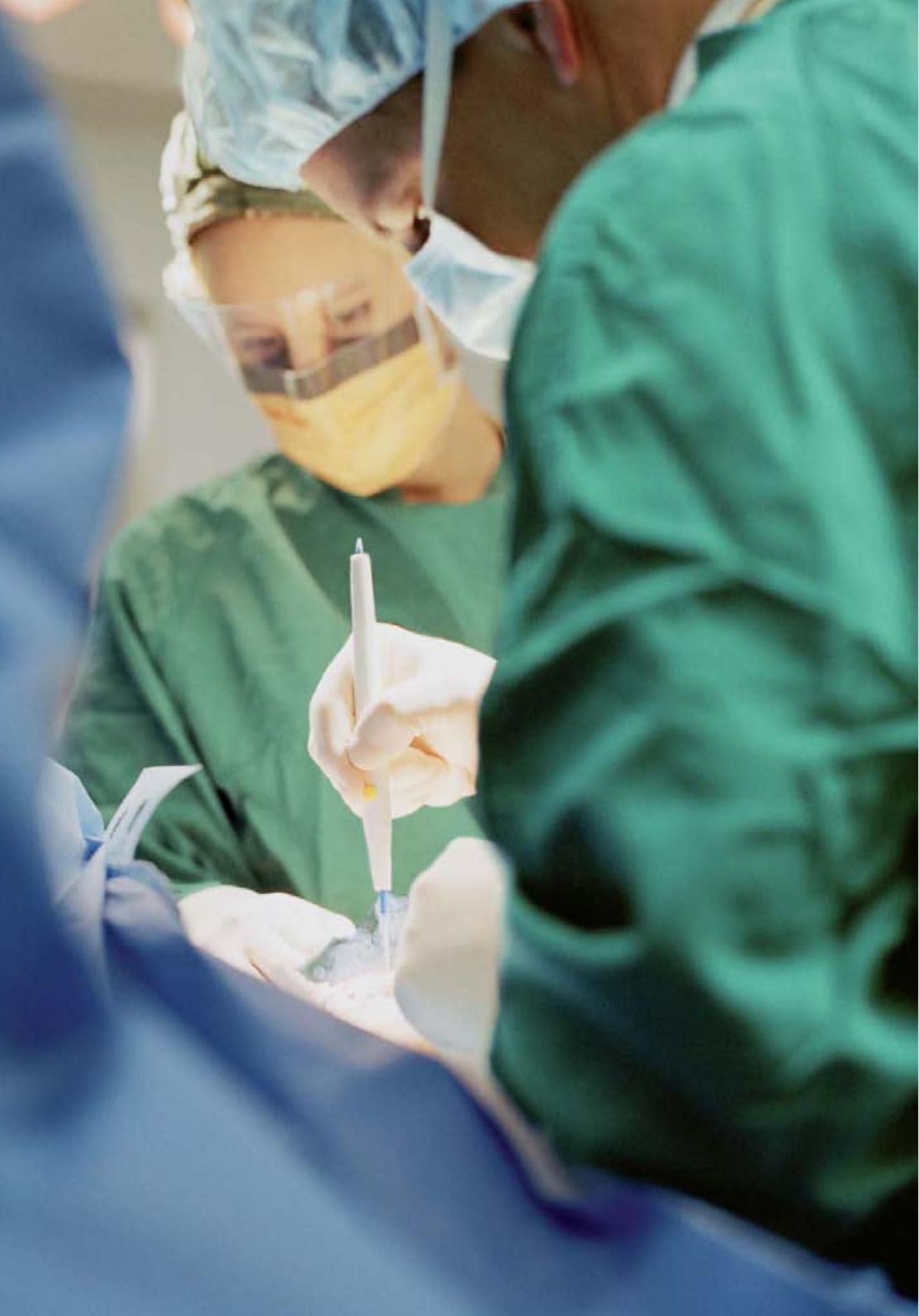
### EQ6.2. Des dépenses sociales publiques aux dépenses sociales totales

Pourcentage du RNN au coût des facteurs, 2005



Source : OCDE (2008), Base de données sur les dépenses sociales, 1980-2005 ([www.oecd.org/els/social/dépenses](http://www.oecd.org/els/social/dépenses)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550438273480>





## **7. INDICATEURS LIÉS À LA SANTÉ**

1. Espérance de vie
2. État de santé perçu
3. Santé du nourrisson
4. Obésité
5. Taille
6. Santé mentale
7. Bénéficiaires de soins de longue durée
8. Dépenses de santé

### 1. Espérance de vie

#### Définition et mesure

L'espérance de vie est l'indicateur le plus général et le mieux connu de l'état de santé des populations. Elle correspond au nombre moyen d'années qu'un individu peut espérer vivre sur la base des taux de mortalité en fonction de l'âge prévalant dans un pays donné une année donnée. Elle ne tient donc pas compte d'éventuelles baisses ultérieures des taux de mortalité par âge. Les pays mesurent l'espérance de vie de leurs habitants selon des méthodes qui ne sont pas tout à fait identiques. Ces différences méthodologiques peuvent affecter la comparabilité précise des résultats obtenus. En effet, selon la méthode retenue, la mesure de l'espérance de vie peut varier légèrement.

**Les pays de l'OCDE ont enregistré des gains d'espérance de vie à la naissance considérables.** En moyenne, l'espérance de vie à la naissance dans l'ensemble des pays de l'OCDE a augmenté de 10.9 années depuis 1960 pour les femmes, pour atteindre 81.7 ans en 2006, et de 10.2 années pour les hommes, pour atteindre 76.0 ans (graphique HE1.1). En 2006, c'est au Japon que l'espérance de vie à la naissance était la plus élevée pour les femmes (85.8 ans), suivi de la France, de l'Espagne, de la Suisse et de l'Italie; pour les hommes, c'est l'Islande qui arrivait en tête (79.4 ans), suivie de la Suisse, du Japon, de l'Australie et de la Suède.

**Les gains d'espérance de vie se sont accompagnés d'une nette réduction des écarts entre pays.** En Corée et en Turquie, l'espérance de vie à la naissance pour les femmes et les hommes réunis a augmenté de 26.7 et 23.3 ans respectivement entre 1960 et 2006, et au Mexique, le gain a dépassé 18 ans. Le rattrapage d'espérance de vie de ces pays s'explique principalement par une importante convergence de leurs taux de mortalité infantile.

**Il n'y a guère de signes indiquant que l'augmentation de l'espérance de vie se rapproche d'un plafond.** Les gains d'espérance de vie à la naissance des femmes japonaises ont diminué de moitié après la période de rattrapage, mais ils se sont maintenus depuis à environ 3 % par an.

**L'écart de longévité entre hommes et femmes s'est légèrement creusé.** Les gains d'espérance de vie à la naissance enregistrés depuis 1960 ayant été plus importants pour les femmes que pour les hommes, l'écart de longévité moyen entre les sexes dans les pays de l'OCDE s'est creusé, passant de 5.0 ans en 1960 à 5.7 ans en 2006. Ces chiffres masquent cependant des différences d'évolution entre les premières et les dernières décennies. Si, dans les années 60 et 70, l'écart de longévité entre les deux sexes a sensiblement augmenté (pour atteindre un pic de 6.7 ans en moyenne en 1980), il s'est réduit pendant les 25 dernières années, ce qui s'explique en partie par l'atténuation des différences entre hommes et femmes de la prévalence des comportements à risque (par exemple, la tabagie) et par un abaissement des taux de mortalité cardiovasculaire chez les hommes.

**Les personnes âgées vivent plus longtemps.** Pour les personnes âgées également, l'espérance de vie a sensiblement augmenté, grâce à un meilleur accès aux services de santé et aux progrès de la médecine, en particulier dans le traitement des maladies cardiovasculaires. En 2006, en moyenne, les femmes de 65 ans pouvaient espérer vivre encore 20.1 ans, soit 5.3 ans de plus qu'en 1960, et les hommes du même âge pouvaient espérer vivre encore 16.7 ans, soit un gain de 4.0 ans par rapport à 1960 (graphique HE1.2). Les écarts de longévité à 65 ans entre les sexes se sont réduits dans plusieurs pays de l'OCDE depuis le milieu des années 80, et cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir.

**Dans l'ensemble, les gains de longévité résultent de l'augmentation des niveaux de vie, des progrès de l'alimentation, du recul de la consommation de tabac et d'alcool, de l'amélioration de l'éducation, et d'un accès élargi à des services de santé de qualité.** Néanmoins, les gains de longévité sont plus faibles dans les catégories socioprofessionnelles inférieures (OCDE, 2004).

#### Pour en savoir plus :

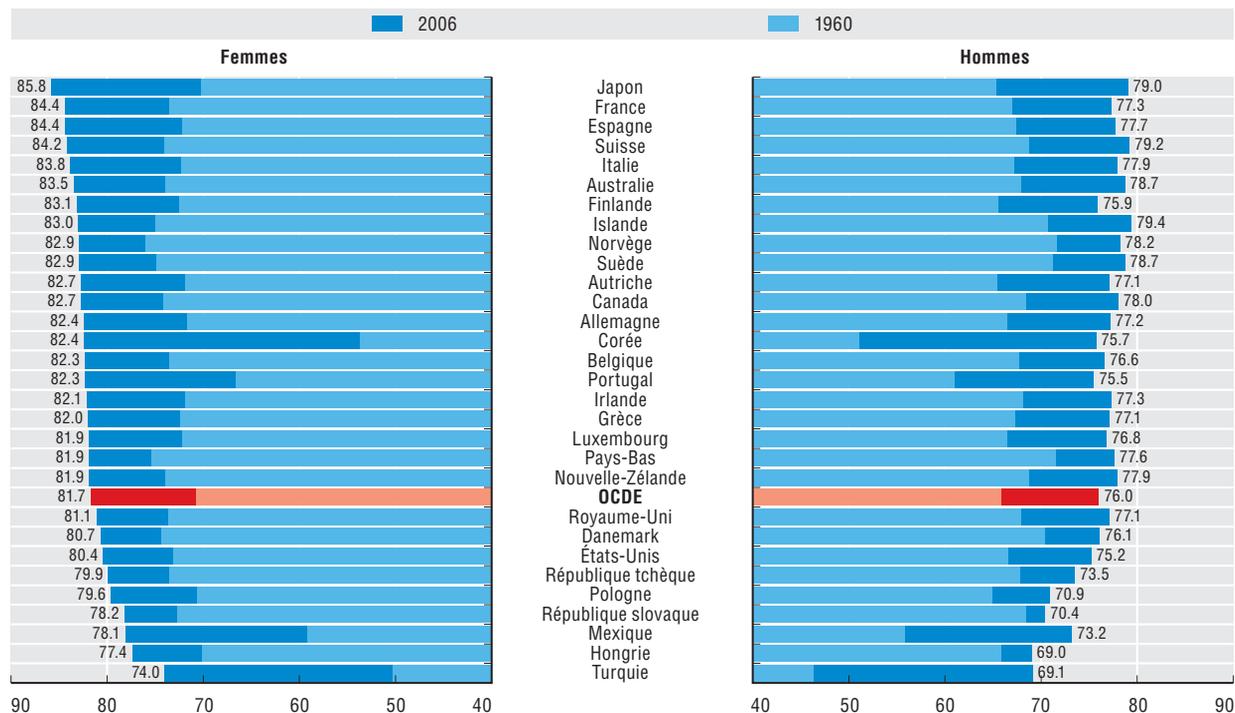
OCDE (2004), *Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.

#### Note du graphique

Graphique HE1.2 : 2005 pour le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis. 2004 pour l'Italie.

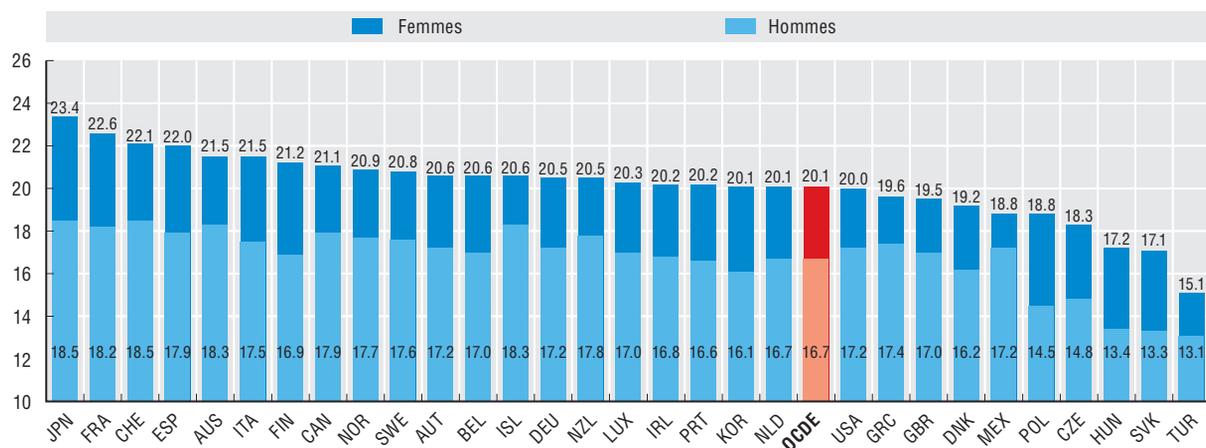
### HE1.1. L'espérance de vie à la naissance a considérablement augmenté dans les pays de l'OCDE

Espérance de vie à la naissance en années, hommes et femmes, 1960 et 2006



### HE1.2. Les personnes âgées ont une longévité considérable

Espérance de vie à 65 ans en années, hommes et femmes, 2006



Source : OCDE (2008), Éco-Santé OCDE 2008, CD-Rom, OCDE, Paris ([www.oecd.org/sante/ecosante](http://www.oecd.org/sante/ecosante)).

#### Définition et mesure

La plupart des pays de l'OCDE conduisent des enquêtes régulières par entretien sur l'état de santé de leur population, dans lesquelles les déclarants répondent à une variante de la question suivante : « Quel est votre état de santé en général? Très bon, bon, moyen, mauvais ou très mauvais? » En dépit du caractère général et subjectif de cette question, on s'est aperçu que les indicateurs de perception de l'état de santé permettaient de faire de bonnes prévisions de l'évolution future de la consommation de soins de santé et de la mortalité (voir, par exemple, Miilunpalo et al., 1997).

Dans le cadre des comparaisons internationales de l'état de santé perçu, la prudence est de mise pour deux raisons. Premièrement, l'appréciation qu'un individu porte sur son état de santé peut être affectée par des facteurs qui dépassent son état de santé « réel », tels que son milieu culturel. Deuxièmement, la formulation de la question et les catégories de réponses ne sont pas identiques d'une enquête ou d'un pays à l'autre. En particulier, l'échelle de réponses employée aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie est biaisée en faveur des réponses positives, les cinq catégories de réponses proposées aux déclarants étant : « excellent », « très bon », « bon », « moyen », « mauvais ». Les résultats présentés pour ces pays correspondent à l'une des trois réponses positives (« excellent, très bon ou bon »). En revanche, dans la plupart des autres pays de l'OCDE, l'échelle de réponses est symétrique, les catégories proposées étant « très bon », « bon », « moyen », « mauvais », « très mauvais ». Les données ne renvoient alors qu'aux deux premières catégories (« très bon » et « bon »).

**Une majorité de la population se considère en bonne santé.** Dans la moitié des pays de l'OCDE, 75 % ou plus de la population adulte déclarent être en bonne, très bonne, voire excellente santé (graphique HE2.1). Avec environ neuf personnes sur dix qui se déclarent en bonne santé, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada sont les trois pays qui ont la plus forte proportion de personnes jugeant leur santé bonne ou très bonne. Il se pourrait cependant que ces bons résultats soient amplifiés arti-

ciellement par les caractéristiques de l'enquête (cf. « Définition et mesure » ci-dessus). Au Mexique, en Espagne et en Finlande, les deux tiers environ de la population adulte considèrent leur santé comme bonne ou très bonne. À l'autre extrémité de l'échelle, moins de la moitié de la population adulte déclare être en bonne ou très bonne santé en République slovaque, au Japon, au Portugal, en Hongrie et en Corée.

**Les hommes se considèrent en meilleure santé que les femmes.** Les hommes sont plus enclins que les femmes à qualifier leur santé de bonne ou meilleure dans la majorité des pays (graphique HE2.2). Logiquement, le degré d'appréciation tend à décliner avec l'âge. Dans de nombreux pays, l'évaluation positive de l'état de santé diminue très nettement après 45 ans, puis connaît une nouvelle baisse après 65 ans. Dans tous les pays de l'OCDE, les personnes ayant un niveau d'études ou un niveau de revenus moindre n'ont pas une appréciation aussi positive de leur état de santé que les personnes à niveau d'études ou niveau de revenus plus élevé.

**Le pourcentage de la population adulte se considérant en bonne santé est stable dans le temps.** Dans les pays pour lesquels on dispose de séries temporelles longues, la part de la population adulte qui estime être en bonne ou en très bonne santé n'a pas évolué depuis 25 ans (graphique HE2.3). Il en est de même pour les personnes âgées de 65 ans et plus. Une interprétation possible de la coexistence de taux relativement stables de l'état de santé général perçu parmi la population adulte et d'une progression régulière de l'espérance de vie sur les 25 dernières années peut être que les populations de ces pays vivent désormais plus longtemps mais que leur état de santé n'est pas forcément meilleur. Une autre interprétation possible est que les personnes s'adaptent, de sorte qu'à mesure que l'état de santé général s'améliore, la perception de ce qu'est une bonne santé se modifie.

#### Pour en savoir plus :

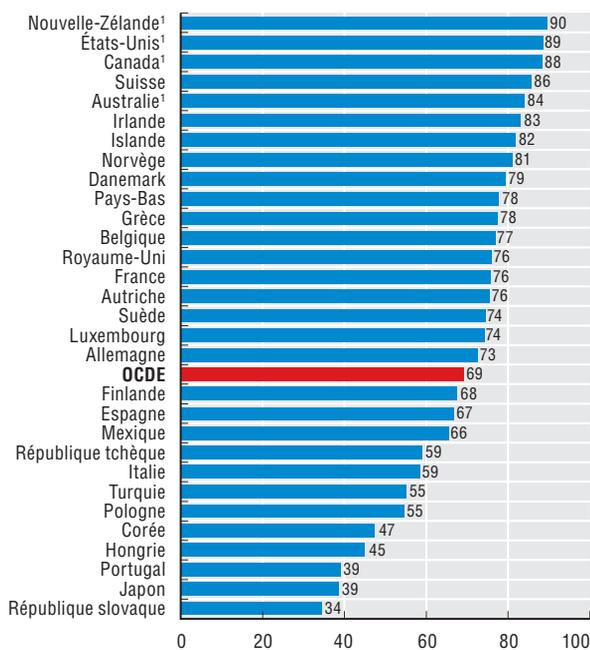
Miilunpalo, S. et al. (1997), « Self-rated Health Status as a Health Measure: The Predictive Value of Self reported Health Status on the Use of Physician Services and on Mortality in the Working-age Population », *Journal of Clinical Epidemiology*, vol. 50, n° 5, pp. 517-528.

#### Note des graphiques

Graphiques HE2.1 et HE2.2 : Note 1 : Les données de ces pays ne sont pas directement comparables à celles des autres pays, en raison de différences méthodologiques dans les questionnaires d'enquête entraînant un biais par excès.

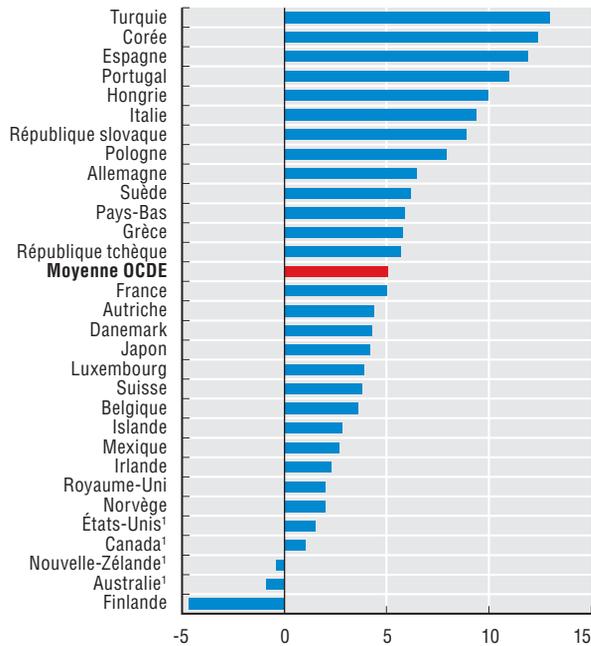
### HE2.1. La majeure partie de la population se considère en bonne santé

Pourcentage de la population âgée de 15 et plus se déclarant en bonne santé



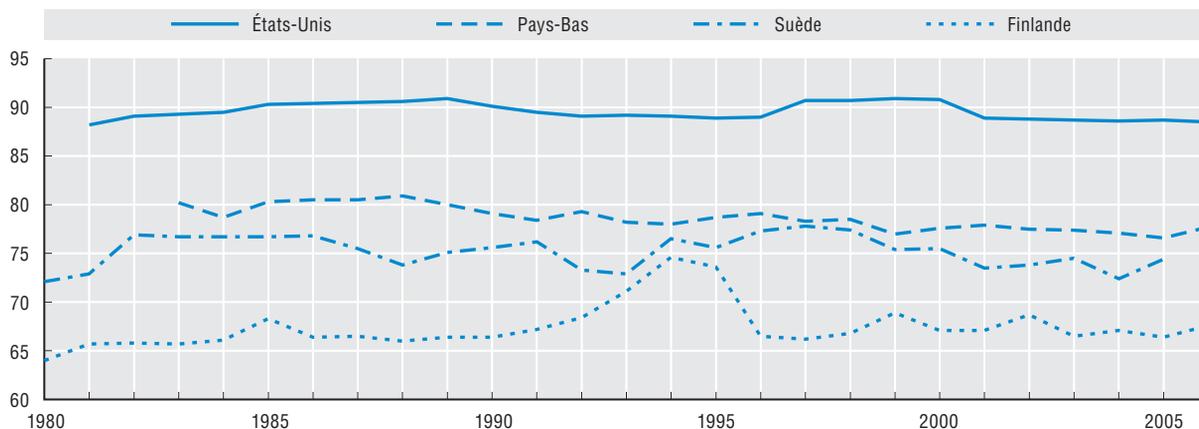
### HE2.2. Les hommes se considèrent en meilleure santé que les femmes

Écart entre le pourcentage d'hommes et le pourcentage de femmes déclarant être en bonne santé, 2006 (ou dernière année disponible)



### HE2.3. La proportion de la population qui considère en bonne santé est stable sur de longues périodes

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus se déclarant en bonne santé



Source : OCDE (2008), *Éco-Santé OCDE 2008*, CD-Rom, OCDE, Paris ([www.oecd.org/sante/ecosante](http://www.oecd.org/sante/ecosante)).

#### Définition et mesure

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un enfant ayant un faible poids de naissance est un enfant qui pèse à la naissance moins de 2.5 kilos, ceci indépendamment de son âge gestationnel. Cette définition se fonde sur des observations épidémiologiques concernant le risque accru de décès du nourrisson. Le nombre des naissances d'enfants de faible poids est ensuite exprimé en pourcentage du total des naissances vivantes. Les données proviennent en majorité des registres d'état-civil. Cependant, dans le cas des Pays-Bas et de la Turquie, elles proviennent d'entretiens menés dans le cadre d'une enquête nationale de santé.

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes, au cours d'une année. Les variations internationales des taux de mortalité infantile peuvent s'expliquer en partie par la manière dont sont définies les naissances vivantes. Aucune limite d'âge gestationnel ou de poids n'est appliquée pour l'enregistrement des décès néonataux en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Espagne, en Hongrie, en Italie, au Portugal, en République slovaque, en Finlande, au Royaume-Uni et en Suède (Projet EURO-PERISTAT 2008). Il n'y a pas non plus de limites au Canada et aux États-Unis. Des seuils sont en revanche appliqués en Norvège (les décès néonataux ne sont comptabilisés comme tels que si l'âge gestationnel est supérieur à 22 semaines), ainsi qu'en République tchèque, en France, aux Pays-Bas et en Pologne (la limite est fixée à un âge gestationnel d'au moins 22 semaines ou un poids d'au moins 500 grammes). Il n'y a pas d'âge gestationnel minimum en Australie et en Nouvelle-Zélande. Pour les autres pays de l'OCDE, les exigences ne sont pas claires mais il est peu probable qu'elles diffèrent beaucoup.

#### Le faible poids à la naissance et la mortalité infantile sont deux indicateurs importants de la santé du nourrisson.

Les nourrissons de faible poids ont plus de risques d'être en mauvaise santé ou de connaître des problèmes de développement. Les facteurs de risque, pour les deux indicateurs, incluent la situation socio-économique des parents, l'âge de la mère, les grossesses multiples, la consommation de tabac et d'alcool par la mère et l'incapacité d'accéder en temps voulu à des soins prénataux de qualité.

**Dans les pays de l'OCDE en moyenne, un enfant sur 15 naît avec un faible poids.** L'Islande, la Suède, la Finlande et la Corée sont les pays de l'OCDE qui déclarent le plus faible pourcentage de faibles poids de naissance, à savoir 4.5 % de l'ensemble des naissances vivantes. À l'autre extrémité de l'échelle, on trouve la Turquie, le Japon et la Grèce, avec des taux supérieurs à 9 % (graphique HE3.1). Le Mexique, la Hongrie et les États-Unis ne les précèdent que de peu, avec plus de 8 % d'enfants de faible poids à la naissance.

**En moyenne, un enfant sur 200 nés dans la zone OCDE décède avant l'âge d'un an.** En 2006, les taux de mortalité infantile dans les pays de l'OCDE oscillaient entre moins de trois décès pour 1 000 naissances vivantes en Islande, en Suède, en Finlande, au Luxembourg et au Japon jusqu'à 18 et 23 décès respectivement pour 1 000 naissances vivantes au Mexique et en Turquie (graphique HE3.2). Les taux étaient également relativement élevés en Pologne, en République slovaque et aux États-Unis. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de mortalité infantile ont considérablement diminué au cours des quatre dernières décennies, en particulier au Portugal et en Corée.

**La prévalence des faible poids à la naissance a augmenté dans plusieurs pays de l'OCDE depuis 1980** (graphique HE3.3). Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette hausse. Premièrement, le nombre des naissances multiples a augmenté régulièrement, en partie du fait de la généralisation des traitements contre la stérilité. Deuxièmement, les femmes retardent de plus en plus leur maternité, ce qui, encore une fois, accroît le risque de faible poids de naissance. Troisièmement, grâce aux nouvelles technologies médicales et aux progrès des soins médicaux, on peut aujourd'hui sauver davantage de nourrissons de faible poids.

**Les pays où la proportion de nouveaux-nés de faible poids est réduite affichent également de faibles taux de mortalité infantile** (graphique HE3.4). Le Japon fait toutefois exception à cette règle puisqu'il affiche l'une des plus fortes proportions d'enfants ayant un faible poids de naissance et un taux de mortalité infantile bas. Ce pays a connu une hausse importante de la proportion de bébés naissant avec un faible poids : de 5 % des nouveaux-nés à la fin des années 70, elle atteignait près de 10 % en 2006. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène : les jeunes japonaises sont de plus en plus nombreuses à fumer, et elles ont leurs enfants de plus en plus tard (Jeong et Hurst, 2001).

#### Pour en savoir plus :

Jeong, H.S. et J. Hurst (2001), « An Assessment of the Performance of the Japanese Health Care System », Document hors série sur la politique du marché du travail et la politique sociale, n° 56, OCDE, Paris.

Projet EURO-PERISTAT (2008), *European Perinatal Health Report*, [www.europeristat.com/publications/european-perinatal-health-report.shtml](http://www.europeristat.com/publications/european-perinatal-health-report.shtml).

#### Notes des graphiques

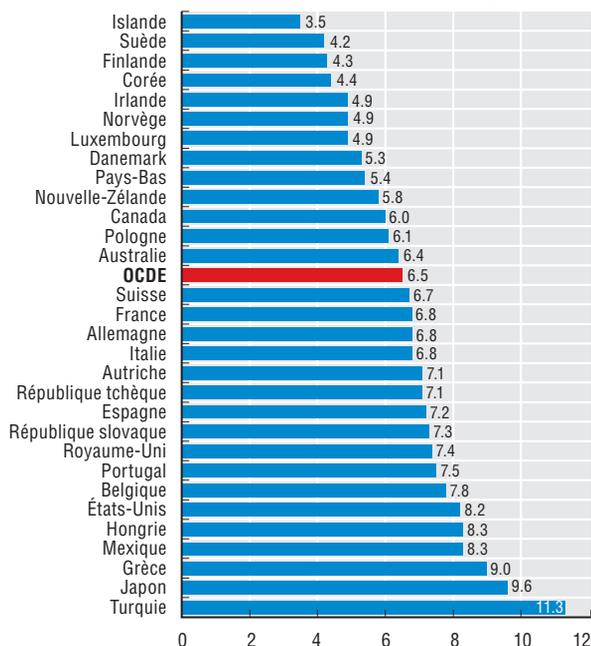
Graphiques HE3.1 et HE3.2 : Au Canada, au Japon, aux États-Unis et dans certains pays nordiques, les grands prématurés ayant peu de chances de survie sont enregistrés comme naissances vivantes, ce qui accroît le taux de mortalité en comparaison des pays où ils ne le sont pas.

Graphique HE3.1 : 2005 pour l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Italie et le Portugal. 2004 pour la Belgique, la France et la Suède. 2003 pour le Luxembourg et la Turquie.

Graphique HE3.2 : 2005 pour la Belgique, le Canada et les États-Unis. 2004 pour l'Italie, 2002 pour la Corée.

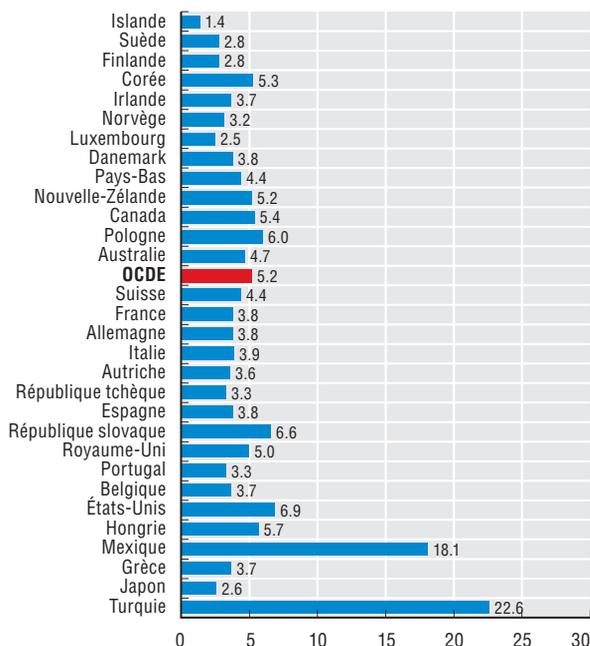
### HE3.1. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, un enfant sur 15 naît avec un faible poids

Pourcentage de nouveaux-nés pesant moins de 2 500 g, 2006



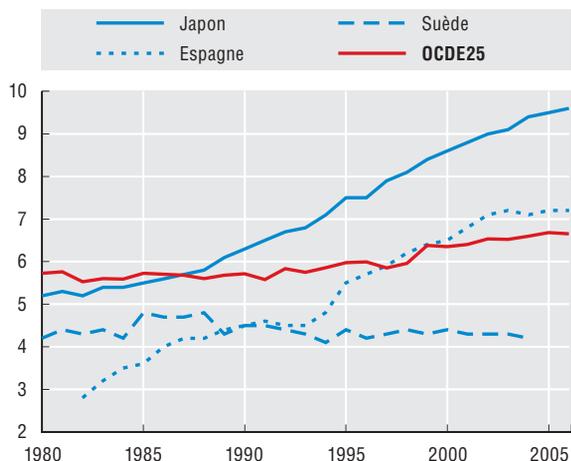
### HE3.2. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, un enfant sur 200 décède avant l'âge d'un an

Nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes, 2006



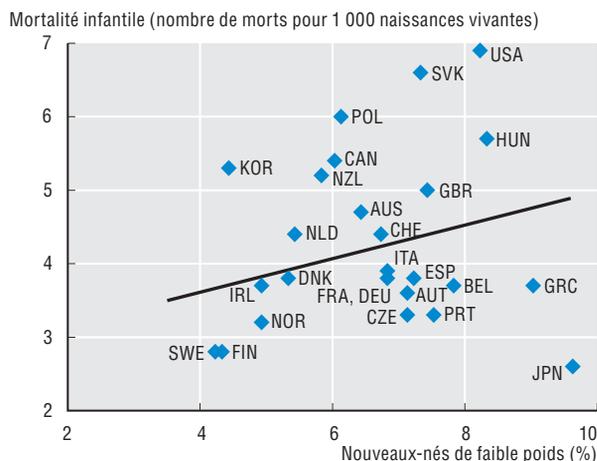
### HE3.3. La prévalence des faibles poids à la naissance a augmenté dans plusieurs pays de l'OCDE au cours des 25 dernières années

Pourcentage de nouveaux-nés pesant moins de 2 500 g, 2006



### HE3.4. Les pays où la proportion de nouveaux-nés de faible poids est réduite affichent également de faibles taux de mortalité infantile

2006



Source : OCDE (2008), Éco-Santé OCDE 2008, Paris ([www.oecd.org/sante/ecosante](http://www.oecd.org/sante/ecosante)).

#### Définition et mesure

La mesure la plus fréquemment utilisée de la surcharge pondérale et de l'obésité se fonde sur l'indice de masse corporelle (IMC) qui évalue le rapport entre le poids et la taille d'un individu. Les adultes ayant un IMC compris entre 25 et 30 sont définis comme étant en surcharge pondérale et les adultes ayant un IMC supérieur à 30 sont définis comme obèses (OMS, 1997).

Pour la plupart des pays, les estimations de la surcharge pondérale et de l'obésité sont basées sur la taille et le poids auto-déclarés par les participants aux enquêtes. Ce n'est pas le cas en Australie, aux États-Unis, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les estimations basées sur des mesures précises de la taille et du poids des personnes sont généralement plus élevées et plus fiables que celles provenant d'auto-déclarations. Aux États-Unis, par exemple, le taux d'obésité des adultes obtenu sur la base d'enquêtes par entretien était de 22 % en 1999 contre un taux de 31 % la même année sur la base de mesures précises.

**Dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des cas d'obésité est devenue un grave problème de santé publique.** L'obésité est un facteur de risque pour l'hypertension, le cholestérol, le diabète, les maladies cardio-vasculaires, l'asthme, l'arthrite et certaines formes de cancer. Aux États-Unis, une étude a estimé que les coûts liés à l'obésité sont supérieurs aux coûts liés au tabac et à l'abus d'alcool réunis (Sturm, 2002). À la fin des années 90, les coûts de soins de santé imputés à l'obésité représentaient de l'ordre de 5 à 7 % des dépenses totales de santé aux États-Unis, et de 2 à 3,5 % des dépenses de santé dans des pays tels que le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (Thompson et Wolf, 2001). Des estimations portant sur les États-Unis indiquent que, par rapport aux personnes de poids normal, les coûts de services de santé et les coûts de médication pour les obèses sont supérieurs de 36 % et 77 % respectivement (Sturm, 2002).

**Dans de nombreux pays de l'OCDE, la proportion de personnes en surpoids est considérable.** Environ la moitié ou plus de la population adulte est aujourd'hui en situation de surcharge pondérale ou d'obésité au Mexique, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, au Luxembourg, en Hongrie, en République tchèque, au Canada, en Allemagne, au Portugal, en Finlande, en Espagne et en Islande. Les personnes obèses ou en surcharge pondérale sont moins nombreuses dans les deux pays asiatiques de l'OCDE (Japon et Corée) et dans certains pays européens (France et Suisse). Si l'on se concentre sur la seule

obésité sa prévalence parmi les adultes varie d'un facteur 10, allant de 4 % au Japon et en Corée à plus de 30 % aux États-Unis et au Mexique (graphique HE4.1).

**De manière générale, l'obésité et la surcharge pondérale ne touchent pas davantage les femmes que les hommes.** Cependant, dans certains pays, il y a davantage d'hommes que de femmes obèses ou en surcharge pondérale (Grèce), alors que dans d'autres c'est l'inverse (Turquie, Mexique) (graphique HE4.2).

**La surcharge pondérale et l'obésité gagnent du terrain.** La proportion d'obèses a plus que doublé sur les 20 dernières années aux États-Unis, alors qu'elle a presque triplé en Australie et plus que triplé au Royaume-Uni (graphique HE4.3).

**Toutes les catégories de population sont concernées.** Des données émanant des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni indiquent toutefois que la surcharge pondérale et l'obésité tendent à être plus répandues parmi les catégories socioprofessionnelles défavorisées, en particulier chez les femmes (Statistique Canada et Center for Disease Control and Prevention, 2004).

**Il y a également de plus en plus d'enfants obèses ou en surcharge pondérale.** Les taux d'obésité chez les enfants atteignent des niveaux à deux chiffres dans la plupart des pays de l'OCDE, allant jusqu'à un tiers des enfants de 13 à 14 ans en Espagne ; 29 % des enfants de 5 à 17 ans en Angleterre ; et environ un quart des enfants de 5 à 17 ans en Italie (Association internationale pour l'étude de l'obésité, 2007).

#### Pour en savoir plus :

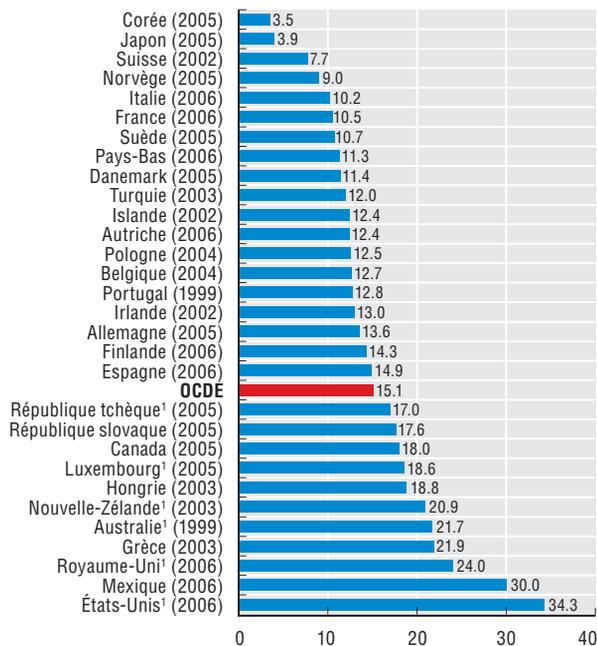
- Association internationale pour l'étude de l'obésité (2007), « International Obesity Taskforce Database », disponible à l'adresse [www.ilotf.org/documents/Europeandatable\\_000.pdf](http://www.ilotf.org/documents/Europeandatable_000.pdf) (consulté le 11 juin 2007).
- Australian Institute of Health and Welfare (2004), *Australia's Health 2004*, AIHW Cat. n° AUS 44, Canberra.
- Organisation mondiale de la santé (1997), *Obésité : prévention et prise en charge de l'épidémie mondiale*, OMS, Genève.
- Statistique Canada et Center for Disease Control and Prevention (2004), *Joint Canada/United States Survey of Health, 2002-2003*, Statistique Canada Cat. 82M0022-XIE, Ottawa.
- Sturm, R. (2002), « The Effects of Obesity, Smoking and Drinking on Medical Problems and Costs », *Health Affairs*, vol. 21, n° 2, pp. 245-253.
- Thompson, D. et A.M. Wolf (2001), « The Medical-care Burden of Obesity », *Obesity Reviews*, vol. 2, pp. 189-197.

#### Note des graphiques

Graphiques HE4.1 et HE4.2: Note 1 : Pour l'Australie, les États-Unis, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque et le Royaume-Uni, les statistiques proviennent de mesures réelles de taille et de poids et non de mesures autodéclarées.

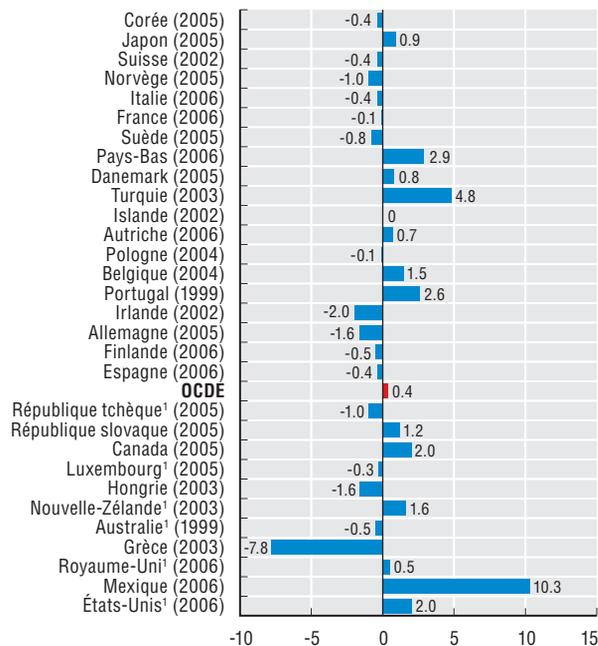
### HE4.1. De nombreux pays de l'OCDE affichent des taux d'obésité élevés

Pourcentage de la population adulte ayant un IMC > 30



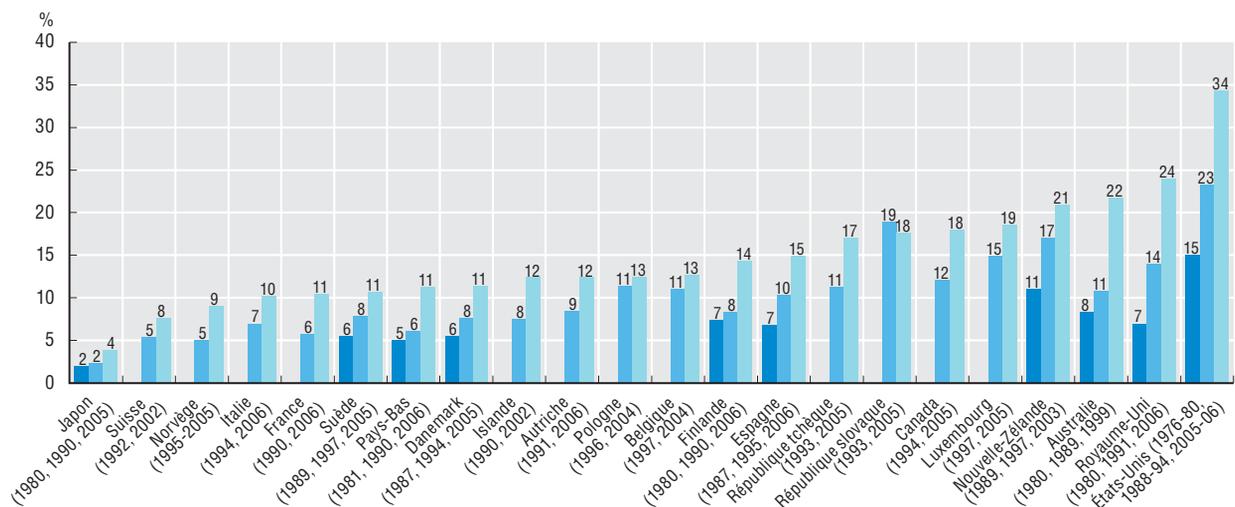
### HE4.2. De manière générale, l'obésité ne touche pas un sexe plus que l'autre

Différence entre les pourcentages de femmes et d'hommes ayant un IMC > 30



### HE4.3. La proportion d'obèses croît dans les pays de l'OCDE

Évolution de la proportion d'adultes ayant un indice de masse corporelle supérieur à 30, différentes années



Source : OCDE (2008), Éco-Santé OCDE 2008, CD-Rom, OCDE, Paris ([www.oecd.org/santé/ecosante](http://www.oecd.org/santé/ecosante)).

**Définition et mesure**

Les données sur la taille se rapportent uniquement aux individus âgés de 20 à 49 ans : jusqu'à 20 ans, la croissance peut encore se poursuivre, et à partir de 50 ans, le corps commence à se tasser. La taille mesurée est préférée à la taille autodéclarée, les déclarants ayant tendance à surestimer leur stature (Gorber *et al.*, 2007). Le biais introduit par l'autodéclaration varie selon l'âge, le sexe, le niveau d'études, la méthode de conduite des entretiens et la finalité de l'enquête (Cavelaars *et al.*, 2000). À en croire les données issues d'une étude récente, la surestimation moyenne de la taille, telle qu'elle ressort des données autodéclarées par les hommes et femmes adultes, est de l'ordre d'1 cm dans les deux cas (Gorber *et al.*, 2007). Lorsque c'était possible, les données ont été tirées directement d'enquêtes officielles spécialisées sur la santé.

**La taille à l'âge adulte est déterminée à la fois par le potentiel génétique et par le niveau de nutrition nette pendant l'enfance.** La nutrition nette désigne la qualité et la quantité de la nutrition brute, diminuées des pertes dues à l'activité physique et à la maladie. Ainsi la composante environnementale de la taille à l'âge adulte est-elle le reflet synthétique cumulé de l'environnement alimentaire et pathologique de l'enfant (Steckel, 1995; Silventoinen, 2003). Si l'environnement alimentaire et pathologique influence les enfants avec un rendement décroissant, les comparaisons internationales de la taille moyenne à l'âge adulte devraient également donner des informations sur les inégalités des facteurs environnementaux pour les enfants au sein d'un même pays.

**La taille moyenne à l'âge adulte varie dans des proportions considérables entre les pays de l'OCDE.** Les hommes des pays nordiques et des pays du nord de l'Europe sont les plus grands, avec une taille supérieure à 1.80 mètre (graphique HE5.1). Les hommes mexicains, portugais, coréens et japonais, sont les plus petits, avec une taille moyenne inférieure de 10 cm ou plus à la taille la plus élevée des pays de l'OCDE. Le graphique HE5.1 fait apparaître des tendances nationales similaires pour les femmes : les plus grandes mesurent en moyenne 1.68 mètre et les plus petites 1.54 mètre. L'avantage des pays nordiques et des pays du nord de l'Europe en termes de taille pourrait s'expliquer en partie par l'efficacité des systèmes de soins de santé et de protection sociale. Parmi les pays affichant les tailles moyennes les plus faibles, le Mexique a un revenu par habitant comparativement bas, tandis que le Japon et la Corée se positionnent plus

favorablement par rapport au reste de l'OCDE. Peu de données solides permettent de penser que les différences de taille entre pays résultent de différences moyennes au niveau des facteurs génétiques (Deaton, 2007). Dans l'ensemble, les hommes sont toujours plus grands que les femmes. L'écart de taille entre les sexes a une forte composante génétique.

**La population des pays de l'OCDE grandit.** Si l'on compare la cohorte âgée de 45 à 49 ans avec celle âgée de 20 à 24 ans, on voit qu'en l'espace de 25 ans, la taille moyenne dans les pays de l'OCDE a augmenté de 3 cm pour les hommes et de 2 cm pour les femmes. Ces gains à l'âge adulte reflètent l'amélioration de la nutrition nette pendant l'enfance. Le pays qui a accompli les progrès les plus remarquables est la Corée, où les jeunes hommes mesurent 6 cm de plus que la génération de leurs pères, et les jeunes femmes 4 cm de plus que celle de leurs mères. Les États-Unis, à l'autre extrémité du classement, n'ont enregistré aucun gain de taille en l'espace d'une génération.

**Les « petits » pays rattrapent « les grands ».** Les positions des pays sur le graphique HE6.5 indiquent que les habitants de la Corée, du Mexique, de l'Espagne et du Portugal, initialement plus petits, voient leur taille augmenter plus vite que leurs homologues plus grands de Suède, d'Islande et du Danemark. La convergence est plus rapide chez les hommes que chez les femmes. Les pays qui affichent les meilleures performances, au regard de la taille initiale de leur population, sont la Corée, l'Espagne et l'Irlande pour les hommes, et la Corée, l'Espagne et la Belgique pour les femmes.

**Pour en savoir plus :**

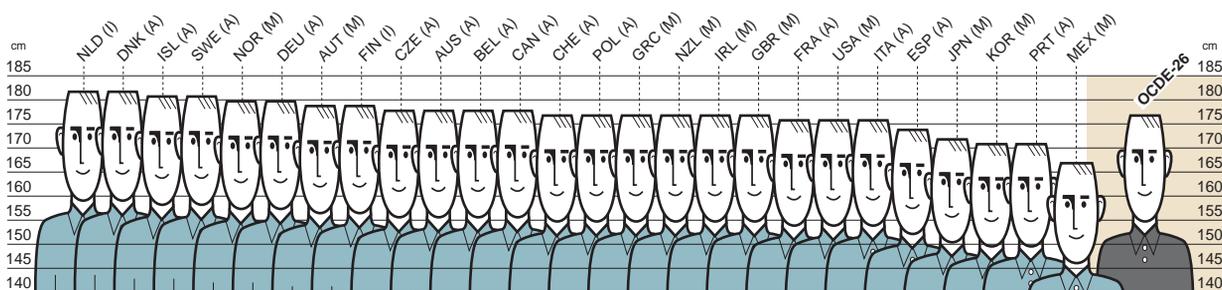
- Cavelaars, A.E.J.M. *et al.* (2000), « Persisting Variations in Average Height between Countries and between Socio-economic Groups: An Overview of 10 European Countries », *Annals of Human Biology*, vol. 27, pp. 407-421.
- Deaton, A. (2007), « Height, Health, and Development », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 104, pp. 13232-13237.
- Gorber, S.C. *et al.* (2007), « A Comparison of Direct vs. Self-report Measures for Assessing Height, Weight, and BMI: A Systematic Review », *Obesity Reviews*, vol. 8, n° 4, pp. 307-326.
- Silventoinen, K. (2003), « Determinants of Variation in Adult Height », *Journal of Biosocial Science*, vol. 35, pp. 263-285.
- Steckel, R. (1995), « Stature and the Standard of Living », *Journal of Economic Literature*, vol. 33, n° 4, pp. 1903-1940.

**Note du graphique**

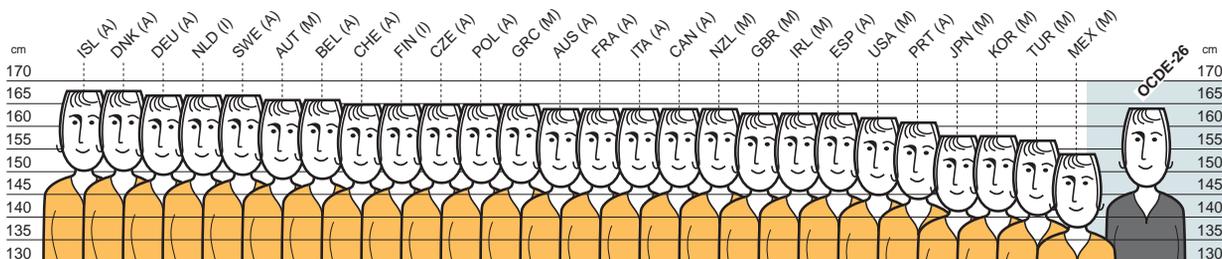
Graphique HE5.1 : A = taille autodéclarée, M = taille mesurée et I = méthode de mesure de la taille non connue.

### HE5.1. Les habitants des pays nordiques et d'Europe sont les plus grands

Taille moyenne des hommes âgés de 20 à 49 ans

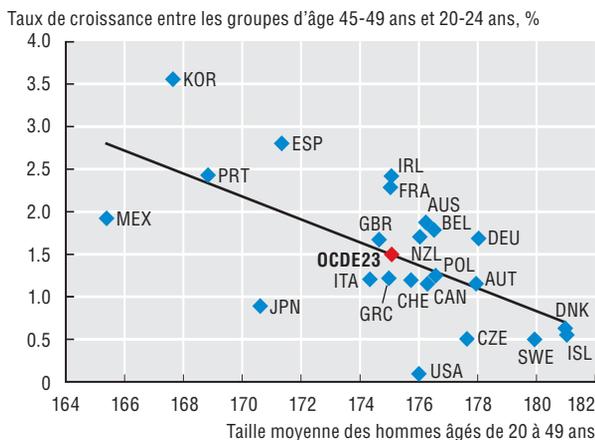


Taille moyenne des femmes âgées de 20 à 49 ans

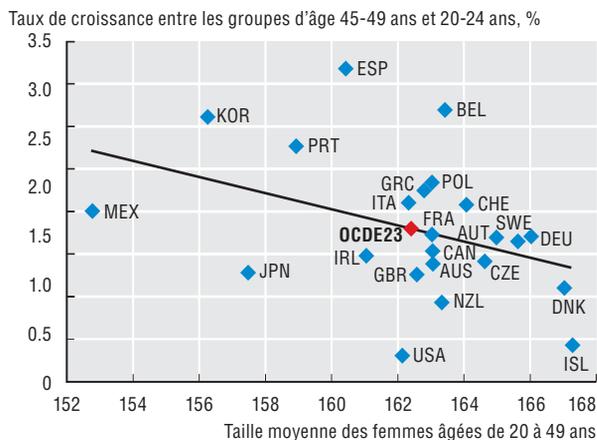


### HE5.2. La taille des hommes et des femmes converge vers les niveaux de taille les plus élevés de la zone OCDE

Convergence des hommes



Convergence des femmes



Source : Estimations et calculs effectués par le Secrétariat à partir des enquêtes nationales et multinationales sur la santé (les données, lorsqu'elles sont disponibles, portent sur 2001-07).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550623158455>

#### Définition et mesure

La première série de données utilisée provient d'enquêtes épidémiologiques à grande échelle mises en œuvre dans le cadre de l'Initiative sur la santé dans le monde de l'Organisation mondiale de la santé (WMHSI). Ces enquêtes ont été réalisées entre 2002 et 2005 dans dix pays de l'OCDE (et trois autres pays de l'OCDE ont leurs propres enquêtes dans ce domaine). Elles utilisent un instrument de diagnostic commun, le Composite International Diagnostic Interview (Entretien diagnostique international global, CIDI) de l'OMS, qui mesure l'occurrence de différents types de troubles, leur nature et leur intensité, et la manière dont ils sont traités.

Les troubles pris en considération comprennent les troubles anxieux et de l'humeur; les troubles liés au contrôle des impulsions; et les troubles dus à la consommation d'alcool et de drogue. Tous sont classés dans l'une de trois catégories – troubles graves, modérés ou légers.

Les données de la WMHSI couvrent en principe l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, sauf pour la Nouvelle-Zélande (16 ans et plus), le Japon (20 ans et plus) et le Mexique (18-65 ans). La taille des échantillons est comprise entre 2 000 personnes environ (Pays-Bas) et 13 000 personnes (Nouvelle-Zélande). Les taux de réponse varient entre 50 % (Belgique) et 80 % (Nouvelle-Zélande). Pour la plupart des pays, les échantillons sont représentatifs au niveau national; cependant, leur couverture est limitée à l'ensemble des zones urbaines au Mexique, et à quatre zones métropolitaines au Japon. Les enquêtes européennes ne prennent en compte ni les troubles bipolaires ni l'abus de substances psychoactives, ce qui limite grandement la comparabilité.

La seconde série de données, collectée à la fin de 2007, provient de l'Enquête européenne sur la qualité de vie de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (EUROFOUND). Elle couvre un nombre de pays membres beaucoup plus vaste, même s'il est limité aux pays d'Europe et à la Turquie. L'indice obtenu se fonde sur les réponses fournies par les déclarants à cinq questions, basées sur un indice synthétique de l'OMS qui rend compte des symptômes de type dépressif.

**Les troubles de la santé mentale constituent un lourd fardeau pour les personnes qui en sont affectées et pour la société en général.** Le coût économique des problèmes de santé mentale – comprenant le coût des traitements et le coût indirect de la perte de productivité et des absences au travail – est estimé à plus de 2 % du PIB au Royaume-Uni et à légèrement moins au Canada (OMS 2007).

**Les problèmes de santé mentale ne sont pas rares.** La part de la population déclarant avoir souffert de troubles de santé mentale, quels qu'ils soient, au cours de l'année précédente oscille entre 8 % en Italie et 26 % aux États-Unis (graphique HE6.1). Une proportion plus élevée des personnes interrogées déclarent avoir connu, à un moment donné de leur vie, des troubles de santé mentale : de 18 % en Italie et au Japon à environ 40 % ou davantage en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.

**Dans tous les pays, les troubles les plus fréquents sont les troubles anxieux, suivis des troubles de l'humeur** (graphique HE6.1). Les troubles liés au contrôle des impulsions et à l'utilisation d'une substance sont plus rares. Une large part des troubles mentaux relève de la catégorie des troubles légers, mais 4 % de la population des pays couverts font état de troubles modérés, et 3 % de troubles graves – avec, pour cette dernière catégorie, une prévalence plus de deux fois supérieure aux États-Unis.

**La plupart des troubles de santé mentale ne sont pas soignés** (graphique HE6.3). La proportion des troubles faisant l'objet d'un traitement est plus élevée en moyenne pour les cas graves et modérés (48 % et 31 % respectivement), mais de nombreuses personnes souffrant de troubles graves ne reçoivent aucun traitement.

**D'après l'indice de santé mentale calculé pour 21 pays, la santé mentale est relativement mauvaise en Turquie et bonne en Norvège** (graphique HE6.3). Les pays les moins bien classés après la Turquie sont l'Italie et la Pologne, et les mieux classés après la Norvège les Pays-Bas, l'Irlande et l'Allemagne. Dans la partie intermédiaire du classement, les variations sont peu importantes.

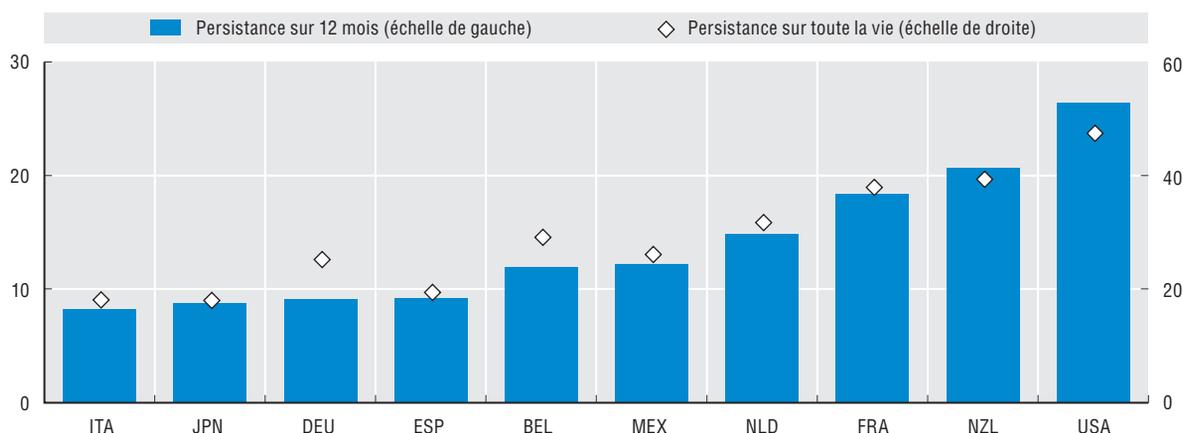
#### Pour en savoir plus :

Consortium Enquête mondiale pour la santé mentale de l'OMS (2007), « Prevalence, Severity, and Unmet need for Treatment of Mental Disorders in the World Health Organisation World Mental Health Surveys », *American Medical Association*, vol. 291, n° 21, juin.

Kessler R.C. et al. (2007), « Lifetime Prevalence and Age-of-onset Distributions of Mental Disorders in the World Health Organisation World Mental Health Survey Initiative », *World Psychiatry*, vol. 6, octobre.

OCDE (2008), « Tous les emplois sont-ils bons pour la santé? L'impact du statut au regard de l'emploi et des conditions de travail sur la santé mentale », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

## HE6.1. Prévalence annuelle et sur la durée de vie des problèmes de santé mentale dans dix pays de l'OCDE



Source : OMS (2007), Consortium Enquête mondiale pour la santé mentale de l'OMS.

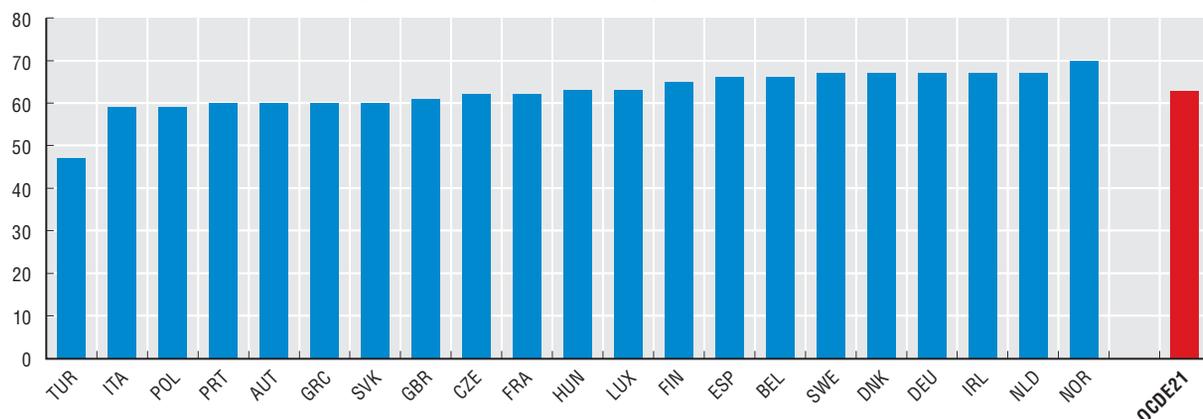
## HE6.2. Type, gravité et traitement des problèmes de santé mentale dans 10 pays de l'OCDE

	Persistance sur 12 mois, pourcentage de la population totale					Part des personnes avec problème de santé mentale recevant un traitement							
	Par type					Par sévérité			Par sévérité				
	Anxiété	Humeur	Contrôle de l'impulsivité	Substance	Tout déséquilibre	Sérieuse	Modérée	Légère	Sérieux	Modéré	Léger	Aucun	Total
Belgique	7	6	1	1	12	2	3	6	54	50	28	7	11
France	12	9	1	1	18	3	6	10	63	36	22	8	12
Allemagne	6	4	0	1	9	1	3	5	50	31	28	5	8
Italie	6	4	0	0	8	1	3	4	..	31	19	2	5
Japon	5	3	1	2	9	2	4	3	..	17	11	5	6
Mexique	7	5	1	3	12	4	4	5	20	19	10	3	4
Pays-Bas	9	7	1	3	15	2	4	9	50	35	27	7	11
Nouvelle-Zélande	15	8	1	4	23	0	0	0	..	..	..	..	..
Espagne	6	5	1	0	9	1	3	5	65	38	35	4	7
États-Unis	18	10	7	4	26	8	9	9	52	34	23	8	15
<b>Moyenne</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>48</b>	<b>31</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>9</b>

Source : OMS (2007), Consortium Enquête mondiale pour la santé mentale de l'OMS.

## HE6.3. Indice de santé mentale pour 21 pays européens de l'OCDE

Pourcentage, 2007, un indice plus élevé correspond à une meilleure santé mentale



Source : Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2007 ([www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0852.htm](http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0852.htm)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550627528424>

**Définition et mesure**

Les bénéficiaires de soins de longue durée sont des personnes qui reçoivent des soins professionnels rémunérés pendant une période prolongée à cause d'une diminution de leurs capacités fonctionnelles, physiques ou cognitives, et qui dépendent de l'aide d'une tierce personne pour l'accomplissement des activités de la vie quotidienne. Ces services sont souvent assurés parallèlement à des services médicaux de base. Les soins de longue durée peuvent être assurés soit à domicile soit dans une institution.

La comparabilité internationale des données est limitée. En général, les données portent sur un jour spécifique de l'année, mais la période de référence est une semaine pour le Danemark, un mois pour le Japon, et l'année entière pour la Hongrie et la Nouvelle-Zélande ainsi que pour les bénéficiaires de soins à domicile en République tchèque et en Suisse. Pour certains pays (Allemagne, États-Unis, Finlande, Irlande, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni et Suisse), les données incluent les bénéficiaires de soins financés à titre privé.

**Les systèmes de soins de longue durée varient énormément d'un pays de l'OCDE à un autre.** Les pays nordiques sont dotés de systèmes de soins de longue durée étendus. En 2006, la part des bénéficiaires dans ces pays dépassait 15 % de la population de 65 ans et plus (graphique HE7.1). La proportion de bénéficiaires est également relativement élevée dans d'autres pays qui assurent une couverture complète et universelle des soins de longue durée (par exemple l'Autriche, l'Allemagne, le Japon, le Luxembourg et les Pays-Bas). Inversement, en Corée, en Italie et dans les pays d'Europe orientale (à l'exception de la Hongrie), où les dispositifs de soins de longue durée à caractère professionnel ne sont pas courants, la part des 65 ans et plus qui reçoit des soins de longue durée se situe entre 0.6 % et 3.6 %.

**Les proportions de personnes âgées recevant des soins de longue durée convergent progressivement.** La proportion de bénéficiaires de soins de longue durée a augmenté dans les pays où leur part était relativement réduite aux environs de 2000 (Australie, Belgique, Islande, Italie, Japon et Corée). À l'inverse, elle a décliné dans les pays qui se situaient au-dessus de la moyenne de l'OCDE en 2000 (Finlande, Allemagne, Norvège, Suède et Suisse), ainsi qu'en Irlande et aux États-Unis.

**Les soins à domicile prédominent dans la majorité des pays de l'OCDE.** Les soins en institution cèdent progressivement le pas aux soins à domicile en Australie, en Belgique, en Italie, au Japon, en Corée et en Suède. Ce changement reflète les préférences des personnes âgées et traduit un effort pour limiter le recours aux soins en

institution, plus onéreux (OCDE, 2005). L'Allemagne, cependant, a connu l'évolution inverse au cours de la période récente (Gibson et Redfoot, 2007).

**La probabilité de recevoir des soins de longue durée est beaucoup plus élevée chez les personnes très âgées.**

Dans la zone OCDE en moyenne, la part des bénéficiaires de soins de longue durée dans la cohorte la plus âgée (80 ans et plus) est plus de cinq fois supérieure à la part des bénéficiaires âgés de 65 à 79 ans. La proportion de bénéficiaires âgés de 80 ans et plus a diminué dans la plupart des pays à l'exception de l'Australie, l'Islande et le Japon (graphique HE5.2).

**Davantage de femmes que d'hommes reçoivent des soins de longue durée.** La proportion moyenne de bénéficiaires parmi les femmes âgées de 65 à 79 ans est supérieure de plus d'un tiers à celle des hommes de la même tranche d'âge. L'écart se creuse encore davantage dans la cohorte des 80 ans et plus (Lafortune et al., 2007).

**Pour en savoir plus :**

Gibson, M.J. et D.L. Redfoot (2007), *Comparing Long-Term Care in Germany and the United States: What Can We Learn From Each Other?*, AARP, Washington, DC.

Lafortune, G. et al. (2007), « Trends in Severe Disability among Elderly People: Assessing the Evidence in 12 OECD Countries and the Future Implications », Document de travail de l'OCDE sur la santé n° 26, OCDE, Paris.

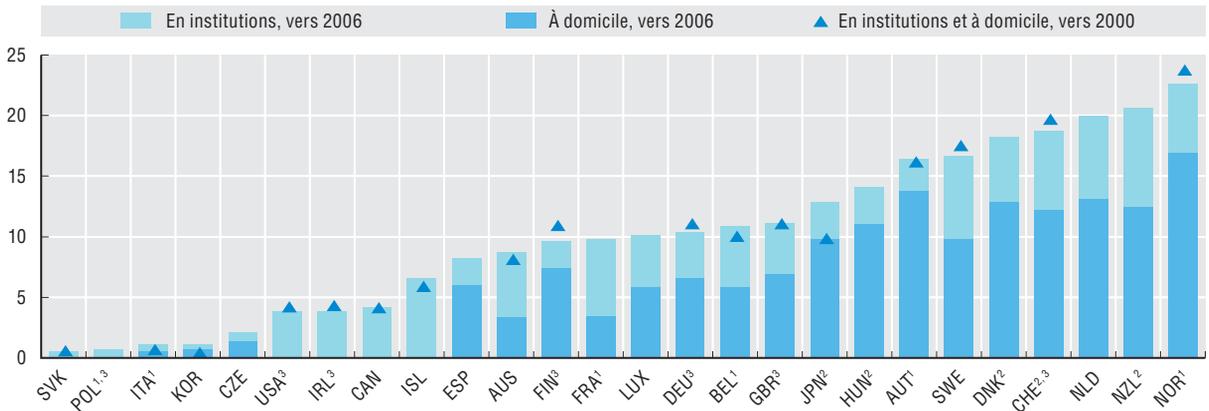
OCDE (2005), *Les soins de longue durée pour les personnes âgées*, OCDE, Paris.

**Notes des graphiques**

Graphiques HE7.1, HE7.2 et HE7.3 : Les données sur les personnes bénéficiant de soins en institution portent sur 1999 (États-Unis) et 2001 (Irlande) au lieu de 2000, et sur 2003 (Canada) et 2004 (États-Unis) au lieu de 2006. Les données sur les bénéficiaires de soins en institution et de soins à domicile réunis portent sur 2001 (Royaume-Uni) et 2002 (Australie et Japon) au lieu de 2000, et sur 2003 (Autriche, France et République slovaque), 2004 (Belgique, Corée et Royaume-Uni) et 2005 (Australie et Suisse) au lieu de 2006. Pour plus de précisions sur les données, le lecteur pourra se reporter aux informations fournies dans StatLink. Note 1 : Les données ne portent pas sur les mêmes catégories d'âge. S'agissant de la France, les données relatives aux soins à domicile s'appliquent aux bénéficiaires de 60 ans et plus et les données sur les soins en institution aux 65 ans et plus. Les proportions de bénéficiaires sont calculées à partir des données sur la population des catégories d'âge correspondantes, sauf dans le cas de la Norvège, pour laquelle le dénominateur utilisé est la population des 65 ans et plus (au lieu de 67 ans et plus), d'où une sous-estimation des résultats. Note 2 : Les données ne portent pas sur un jour spécifique de l'année, ce qui entraîne une surestimation. Note 3 : Les données incluent les soins intégralement financés par les bénéficiaires avec des fonds privés. Pour la République tchèque, seules les données sur les soins à domicile couvrent les soins financés par des sources privées.

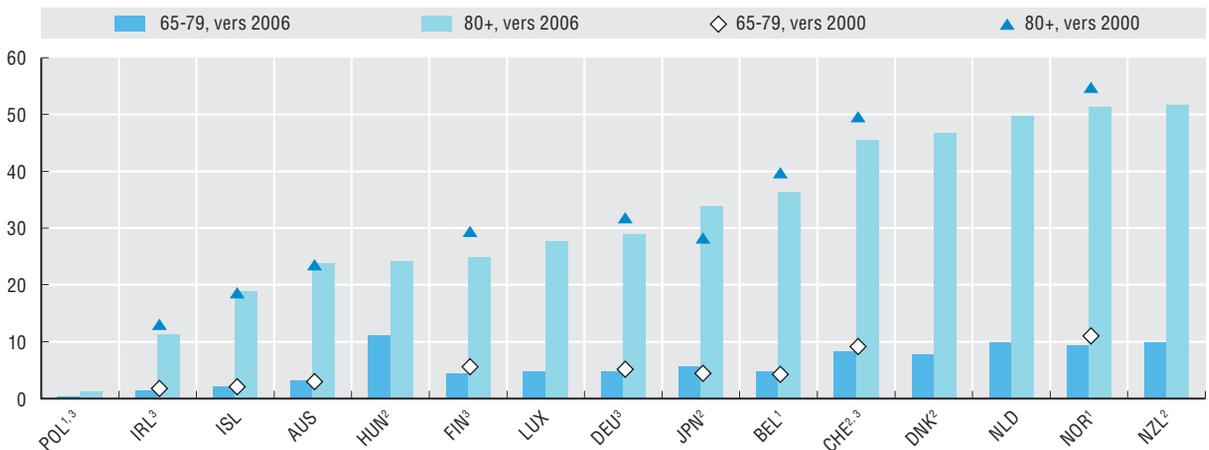
### HE7.1. La majorité des bénéficiaires de soins professionnels de longue durée reçoivent ces soins à domicile

Parts des personnes âgées de 65 et plus qui vivent en institution et qui reçoivent des soins professionnels à domicile, 2000 et 2006



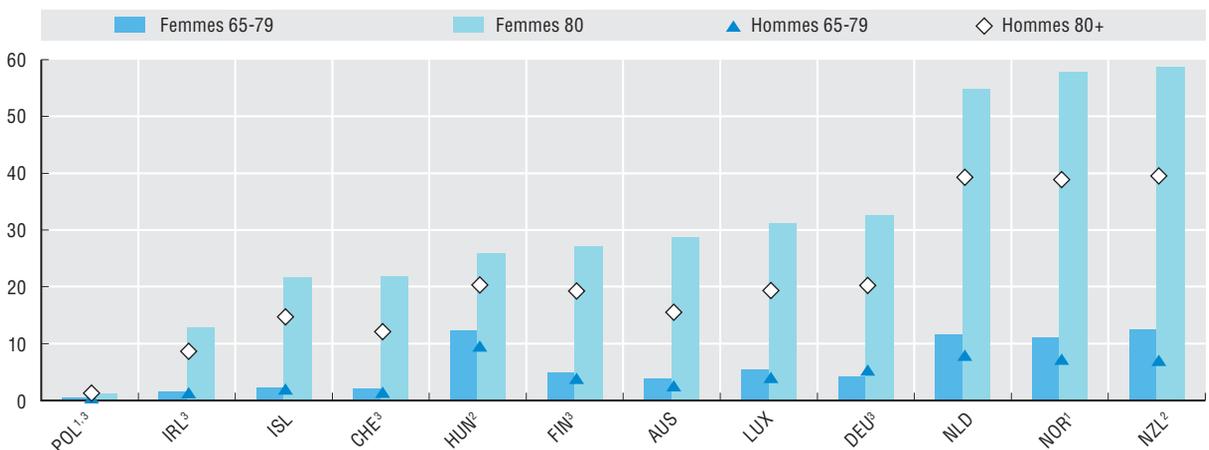
### HE7.2. La proportion de bénéficiaires de soins professionnels de longue durée est plus élevée dans les cohortes les plus âgées mais a décliné dans de nombreux pays de l'OCDE depuis 2000

Parts des bénéficiaires âgés de 65 à 79 ans et de 80 ans et plus dans les populations des groupes d'âge correspondants, 2000 et 2006



### HE7.3. Davantage de femmes que d'hommes reçoivent des soins professionnels de longue durée

Parts des bénéficiaires hommes et des bénéficiaires femmes âgés de 65 à 79 ans et de 80 ans et plus dans les populations d'hommes et de femmes des groupes d'âge correspondants, 2006



Source : OCDE (2008), Éco-Santé OCDE 2008, Paris ([www.oecd.org/sante/ecosante](http://www.oecd.org/sante/ecosante)) et Statistiques de l'OCDE sur la démographie et le marché du travail.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550628454651>

#### Définition et mesure

Les dépenses totales de santé mesurent la consommation finale de biens et services de santé et les dépenses d'investissement dans l'infrastructure sanitaire. Ce chiffre englobe les dépenses effectuées par des agents publics et privés au titre des services de santé individuels, ainsi que les dépenses au titre des services collectifs (programmes de santé publique et de prévention, et administration). En sont exclues un certain nombre de dépenses liées à la santé telles que formation, recherche et santé environnementale.

Pour permettre des comparaisons entre pays et entre périodes, les dépenses de santé par habitant sont déflatées au moyen d'un indice de prix national et converties en USD sur la base des taux de change PPA.

#### Les dépenses de santé moyennes par habitant varient dans une mesure considérable parmi les pays de l'OCDE.

En 2006, c'est aux États-Unis que les dépenses de santé par habitant étaient les plus élevées – 6 714 USD, soit plus du double de la moyenne de l'OCDE. Après les États-Unis viennent la Norvège, la Suisse et le Luxembourg, tous situés bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE. La plupart des pays membres se concentrent dans une fourchette allant de 2 400 à 3 600 USD. À l'autre extrémité de l'échelle, quatre pays (Turquie, Mexique, Pologne et République slovaque) dépensent moins de la moitié de la moyenne OCDE.

**L'ordre de grandeur de la variation des dépenses publiques de santé est analogue à celui observé pour les dépenses totales.** Le graphique HE8.1 montre également que les États-Unis se classent au premier rang en termes de part des dépenses de santé, loin devant le Portugal, tandis que la Turquie occupe la dernière place.

**Une part croissante des ressources est consacrée à la santé.** Entre 1995 et 2006, les dépenses de santé par habitant ont augmenté d'environ 4 % par an en moyenne dans

les pays de l'OCDE (graphique HE8.2). Par comparaison, la croissance économique moyenne au cours de la même période s'est élevée à 2.5 %. Toutefois, cette moyenne masque des disparités importantes entre les pays et dans le temps. De manière générale, les pays qui ont enregistré une forte croissance de leurs dépenses de santé par habitant sur cette période, comme la Corée et l'Irlande, sont ceux qui avaient au départ des niveaux relativement moins élevés. Dans ces deux pays, la croissance des dépenses de santé a été largement supérieure à la moyenne de l'OCDE sur la période. En revanche, des pays comme l'Allemagne et l'Autriche ont enregistré une croissance modérée de leurs dépenses de santé par habitant entre 1995 et 2006, qui a résulté en partie des mesures de maîtrise des coûts et d'une faible croissance économique.

**Les pays riches consacrent plus d'argent à la santé.** Le graphique HE8.3 fait apparaître une relation positive entre le revenu moyen et les dépenses de santé par habitant dans les pays de l'OCDE. Le revenu national n'est pas le seul facteur qui influe sur le niveau des dépenses de santé. La relation est globalement plus solide parmi les pays de l'OCDE dont le revenu moyen est plus bas. On observe des variations notables des dépenses de santé entre des pays ayant un niveau de revenu moyen similaire. Par exemple, le Japon et l'Allemagne ont des niveaux de revenu moyen analogues, mais leurs dépenses de santé par habitant divergent fortement.

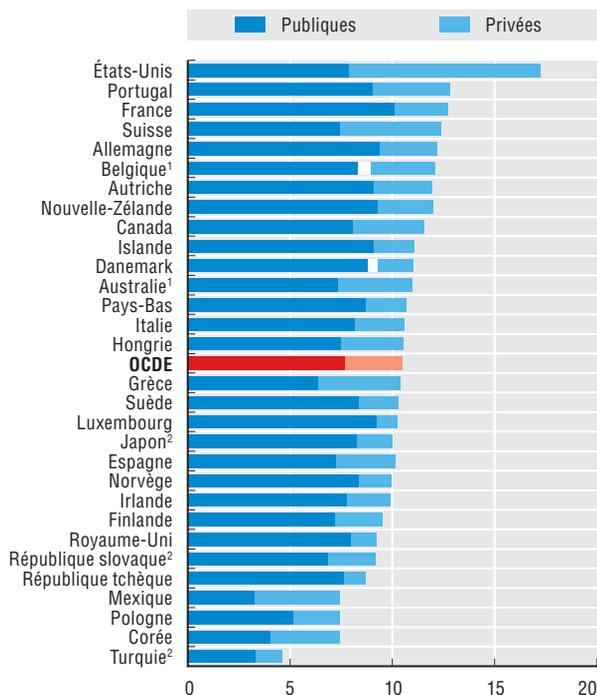
**L'espérance de vie est plus longue dans les pays dont les dépenses de santé sont plus élevées.** À un niveau élevé de dépenses par habitant correspond en général une plus grande espérance de vie à la naissance (graphique HE8.4), encore que cette relation soit moins marquée dans les pays à niveau élevé de dépenses de santé par habitant. Compte tenu de leurs dépenses de santé, le Japon se distingue par une espérance de vie relativement élevée et les États-Unis par une espérance de vie relativement faible.

#### Notes des graphiques

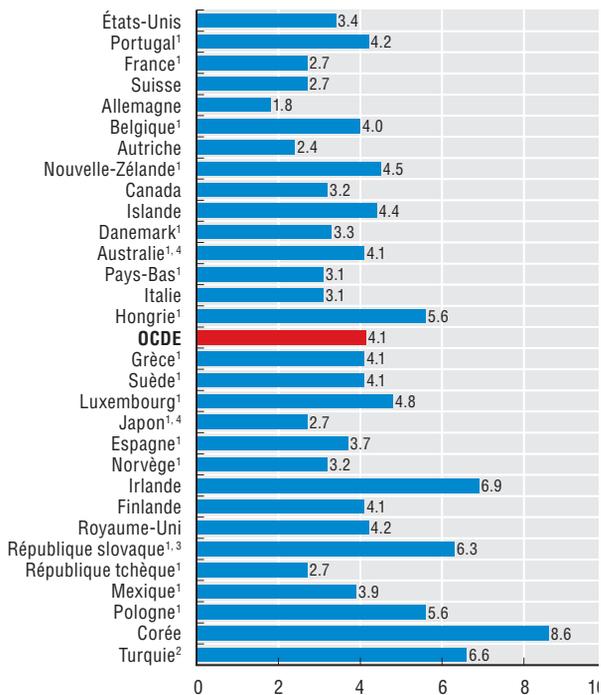
Graphique HE8.1 : Note 1 : 2005-06. Note 2 : 2005.

Graphique HE8.2 : Note 1 : Rupture de série. Note 2 : 1999-2005. Note 3 : 1997-2005. Note 4 : 1995-2005.

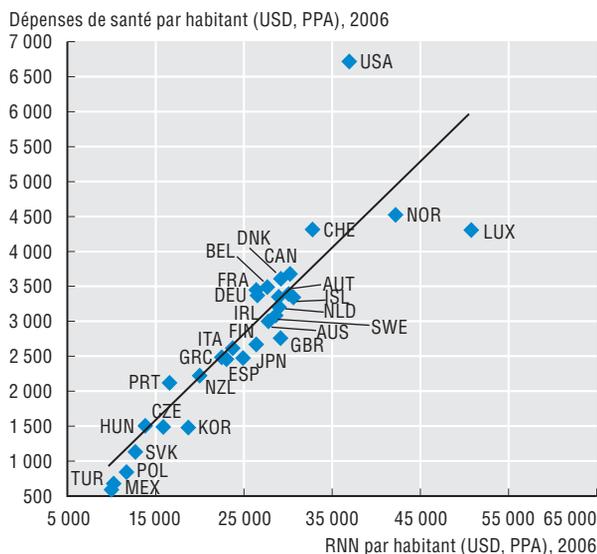
**HE8.1. Part des dépenses de santé par rapport au RNN, 2006**



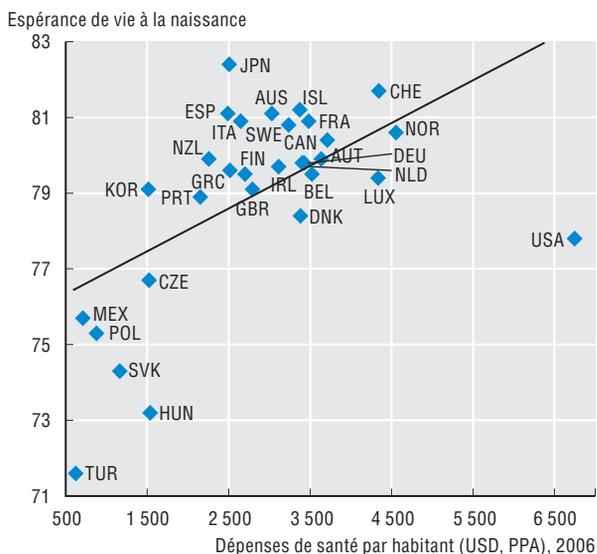
**HE8.2. Croissance annuelle des dépenses de santé par habitant, 1995-2006**



**HE8.3. Les pays riches ont des dépenses de santé par habitant plus élevées, 2006**



**HE8.4. Une espérance de vie élevée va de pair avec des dépenses de santé élevées**



Source : OCDE (2008), Éco-Santé OCDE 2008 ([www.oecd.org/sante/ecosante](http://www.oecd.org/sante/ecosante)).





## **8. INDICATEURS LIÉS À LA COHÉSION SOCIALE**

1. Satisfaction à l'égard de l'existence
2. Satisfaction à l'égard du travail
3. Victimes de la criminalité
4. Suicides
5. Harcèlement scolaire
6. Comportements à risque

#### Définition et mesure

Le principal indicateur de la satisfaction à l'égard de l'existence utilisé ici est tiré du Gallup World Poll 2006. Ce sondage a été effectué auprès d'échantillons représentatifs au niveau national de personnes âgées de 15 ans et plus. Le même questionnaire a été utilisé dans l'ensemble des pays, assurant un maximum de comparabilité, même si des doutes subsistent quant à savoir si la notion de « life satisfaction » utilisée en anglais, langue originale du sondage, est traduisible dans toutes les langues parlées dans la zone OCDE. Le problème est cependant encore plus aigu lorsque les participants sont interrogés sur la notion de bonheur, raison pour laquelle les questions sur la satisfaction à l'égard de l'existence ont été préférées ici.

Le sondage Gallup posait aux participants la question suivante : « Imaginez une échelle à onze échelons, sur laquelle l'échelon du bas (0) représente la vie la plus détestable que vous pourriez mener et l'échelon du haut (10) la meilleure vie possible pour vous. Sur quel échelon pensez-vous personnellement vous situer en ce moment ? » Le principal indicateur utilisé dans cette section est le score moyen par pays.

L'accès aux données détaillées du sondage, désagrégées par caractéristiques socio-économiques, n'a pas été possible. La fiabilité des données provenant d'entretiens par appel de numéros de téléphone fixe, comme c'est le cas du sondage Gallup, est sujette à caution dans les pays où la téléphonie mobile est particulièrement répandue. Les données utilisées pour mesurer l'évolution de la satisfaction à l'égard de l'existence proviennent de la Banque de données sur le bonheur dans le monde, qui puise ses informations auprès de différentes sources, en particulier l'enquête Eurobaromètre et la World Values Survey (on trouvera de plus amples détails dans l'encadré 1.1 du chapitre 1).

**La mesure dans laquelle les individus sont satisfaits de leur existence varie dans des proportions considérables au sein de la zone OCDE** (graphique CO1.1). Le Danemark, la Suisse et la Finlande, les trois pays affichant le niveau de satisfaction à l'égard de l'existence le plus élevé, se situent en moyenne 2.7 échelons (sur 11 au total) plus haut que les trois derniers pays (République slovaque, Italie et Turquie).

**Les pays géographiquement ou culturellement proches occupent des positions voisines dans le classement des niveaux de satisfaction à l'égard de l'existence.** Trois des

six pays les mieux classés sont des pays nordiques – l'Islande, placée en milieu de tableau, faisant exception. Les habitants des pays d'Europe continentale occidentale et orientale membres de l'OCDE ne sont pas particulièrement satisfaits de leurs vies, à l'exception notable des Suisses et des Néerlandais et, dans une moindre mesure, des Belges et des Espagnols. Les pays majoritairement anglophones de l'OCDE (Royaume-Uni, Irlande, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie et Canada) sont tous situés dans la moitié supérieure du tableau, suivant en rangs serrés le groupe de tête à dominante nordique.

**La satisfaction à l'égard de l'existence est plus élevée dans les pays riches de l'OCDE** (graphique CO1.2). Cette relation est solide. Cependant, il apparaît également qu'elle est non linéaire, ce qui pourrait signifier que la contribution de la croissance du revenu à l'amélioration de la satisfaction à l'égard de l'existence diminue à mesure que les pays s'enrichissent. Par ailleurs, il est intéressant de constater que plusieurs pays s'écartent, dans un sens ou dans l'autre, de la ligne de régression : le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Danemark affichent des niveaux de satisfaction à l'égard de l'existence considérablement supérieurs à ce que prédit leur RNN, et le Luxembourg, l'Irlande et la Turquie des niveaux bien inférieurs.

**Un niveau de satisfaction élevé va souvent de pair avec une répartition plus équitable de la satisfaction dans la population** (graphique CO1.3). Dans les pays où la satisfaction moyenne à l'égard de l'existence est plus faible, les inégalités de niveau de satisfaction, mesurées par l'écart-type des scores individuels, sont généralement plus marquées. Cette relation apparaît solide.

**La satisfaction à l'égard de l'existence s'améliore avec le temps.** Le graphique CO1.4 indique que la satisfaction à l'égard de l'existence, mesurée sur l'échelle à 11 échelons, a progressé en moyenne de 0.28 échelon dans les pays de l'OCDE. Le niveau de satisfaction a augmenté ou est resté constant dans 23 pays, ne diminuant qu'au Portugal, en Hongrie, aux États-Unis, au Canada et au Japon. L'amélioration de la satisfaction à l'égard de l'existence en Turquie est particulièrement frappante.

#### Pour en savoir plus

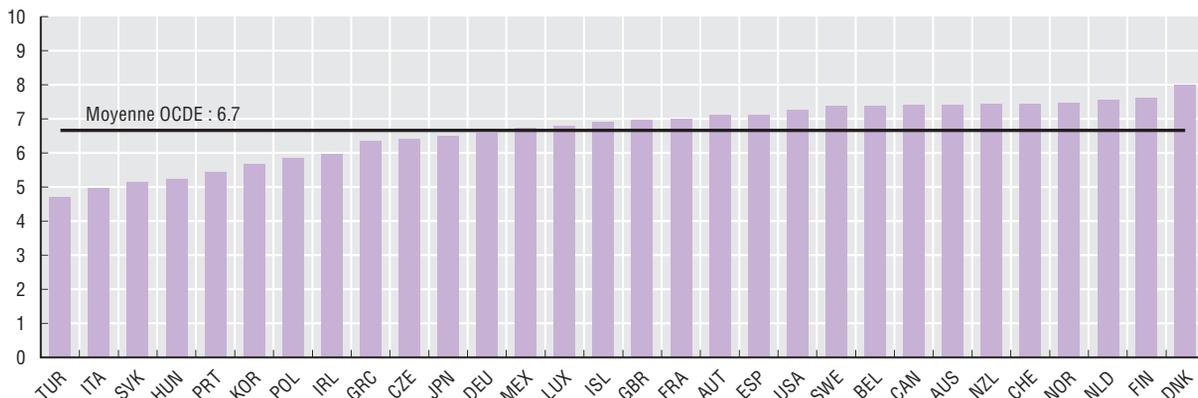
Deaton, A. (2007), « Income, Aging, Health and Wellbeing around the World: Evidence from the Gallup World Poll », NBER Working Paper n° 13317, Cambridge, Massachusetts.

#### Note du graphique

Graphique CO1.4 : Pour la majorité des pays, les données sur l'évolution de la satisfaction à l'égard de l'existence couvrent la période 2000-06. Les sources et exceptions sont indiquées dans l'encadré 1.1 du chapitre 1.

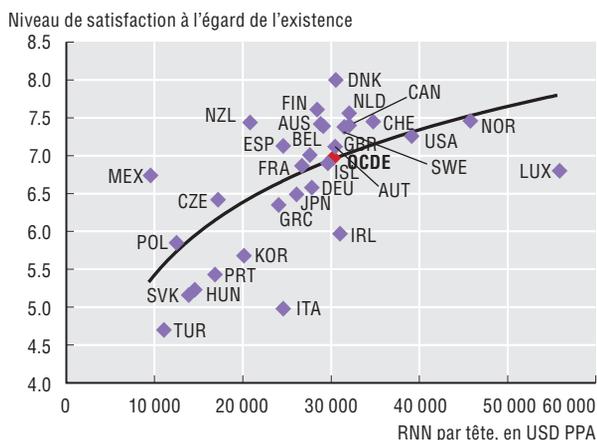
### CO1.1. La satisfaction à l'égard de l'existence est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre

Degré moyen de satisfaction à l'égard de l'existence sur une échelle à 11 échelons (0-10), 2006



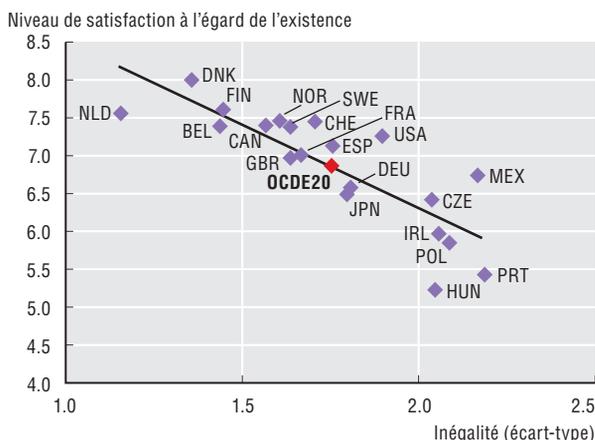
Source : Gallup World Poll.

### CO1.2. La satisfaction à l'égard de l'existence augmente avec le RNN, 2006



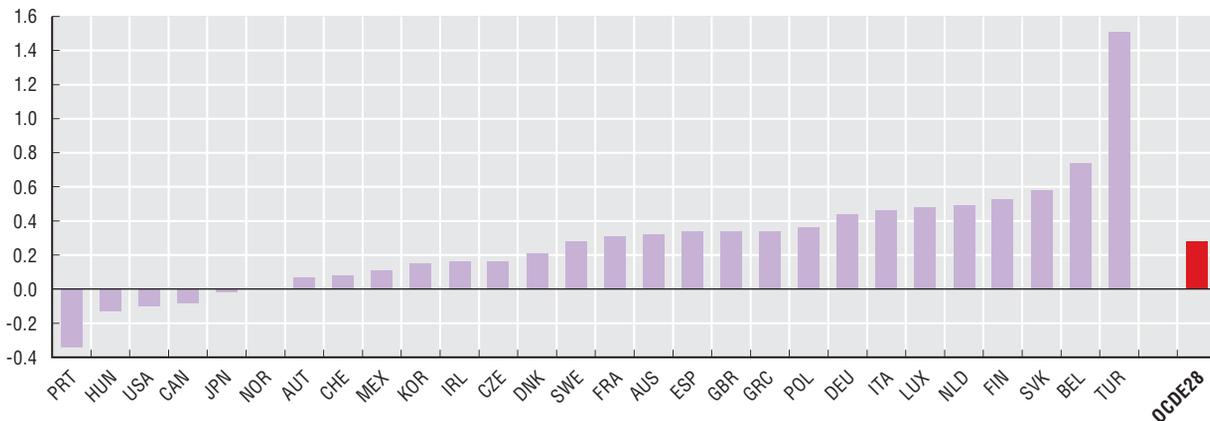
Source : Gallup World Poll ; Comptes nationaux de l'OCDE ([www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux](http://www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux)).

### CO1.3. Un degré de satisfaction moindre à l'égard de l'existence est associé à des inégalités du niveau de satisfaction plus marquées, 2006



### CO1.4. La satisfaction à l'égard de l'existence s'améliore dans la plupart des pays de l'OCDE

Variation de la satisfaction à l'égard de l'existence, en nombre d'échelons d'une échelle qui en compte 11, 2000-06



Source : Base de données sur le bonheur dans le monde (<http://worlddatabaseofhappiness.eur.nl>).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550664800231>

**Définition et mesure**

Les mesures de la satisfaction à l'égard du travail sont tirées de la troisième vague de l'*International Social Survey Programme* (ISSP). La dernière vague de l'ISSP, axée sur le travail, a été réalisée en 2005. Les vagues précédentes avaient été conduites en 1989 et 1997. L'enquête couvre les personnes âgées de 16 ans et plus qui travaillent soit comme salarié soit comme travailleur indépendant. Vingt-et-un pays de l'OCDE ont participé à la dernière vague de l'enquête. Les taux de non-réponse sont élevés et variables entre les pays et dans le temps, et les cadres d'échantillonnage diffèrent d'un pays à l'autre, autant de facteurs qui nuisent à la comparabilité.

Le principal indicateur de la satisfaction à l'égard du travail utilisé ici est la proportion de salariés déclarant être « entièrement », « très » ou « plutôt » satisfaits de leur emploi principal (sur sept catégories de réponse possibles). Les autres mesures portent sur l'importance accordée aux différents attributs de l'emploi et sur les attributs effectifs de l'emploi occupé, tels qu'ils ressortent des réponses des déclarants. L'importance accordée aux différents attributs de l'emploi est mesurée par la question : « quelle importance attachez-vous personnellement à... » suivie d'une liste de facteurs (six catégories de réponse possible). De même, pour identifier les attributs effectifs de l'emploi, il est demandé aux participants s'ils sont d'accord ou non avec une série d'affirmations concernant leur emploi actuel (six catégories de réponse égale). Dans les deux cas, les questions posées n'impliquent aucune hiérarchisation entre les catégories. Les échantillons sont de taille restreinte, de l'ordre de 1 000 à 2 000 personnes. Pour la Belgique, les données concernent uniquement la Flandre, et pour l'Allemagne, uniquement les Länder occidentaux. Les données sur le Royaume-Uni ne couvrent pas l'Irlande du Nord.

**La majeure partie des travailleurs sont satisfaits de leur emploi** (graphique CO2.1). Sur 21 pays de l'OCDE en moyenne, la part des déclarants indiquant être « entièrement », « très » ou « plutôt satisfaits » de leur emploi avoisine 80 %, les chiffres allant de 70 % environ en Corée à plus de 90 % au Mexique et en Suisse. En moyenne, 12 % environ des déclarants se disent « entièrement satisfaits », 30 % « très satisfaits » et 40 % « plutôt satisfaits ».

**La satisfaction à l'égard de l'emploi augmente.** Depuis 1997, dans les 11 pays de l'OCDE pour lesquels des comparaisons sont possibles, la part des salariés se déclarant satisfaits de leur emploi a augmenté d'environ

5 points. Une hausse importante est enregistrée en Suède, tandis qu'un recul est observé en France, en Espagne et au Danemark (graphique CO2.1).

**Les variations de la satisfaction à l'égard de l'emploi entre hommes et femmes et selon l'âge sont réduites.**

Dans les 21 pays de l'OCDE couverts par l'enquête de 2005, les femmes sont aussi satisfaites de leur emploi que les hommes dans l'ensemble. Les femmes sont moins satisfaites que les hommes au Portugal, en Suisse, en Belgique, en Corée, en Allemagne, au Japon et aux États-Unis, et plus satisfaites en Irlande, en République tchèque, en Australie, au Mexique et en Finlande. La satisfaction à l'égard de l'emploi s'accroît légèrement avec l'âge jusqu'à 65 ans, mais plusieurs pays font exception à cette tendance (ISSP 2005).

**La sécurité de l'emploi est l'attribut auquel les travailleurs attachent le plus d'importance.** Viennent ensuite un niveau de rémunération élevé, des possibilités d'avancement et des horaires de travail flexibles, même s'il existe pour ces critères de larges variations quantitatives entre les pays (ISSP 2005).

**La majorité des individus sont satisfaits du rapport temps de travail-rémunération de leur emploi actuel.**

Lorsqu'il leur est demandé s'ils préféreraient effectuer le même nombre d'heures pour la même rémunération, un nombre d'heures plus élevé pour une rémunération supérieure, ou moins d'heures en contrepartie d'une rémunération réduite, la majorité des déclarants dans l'ensemble des pays indiquent qu'ils sont satisfaits de leur situation actuelle (première option). Un tiers environ des déclarants souhaiteraient travailler davantage pour gagner plus d'argent, la proportion atteignant la moitié ou plus au Mexique et en France. Au Danemark, en revanche, les personnes qui voudraient travailler moins (et gagner moins) sont plus nombreuses que celles qui souhaiteraient travailler plus et gagner plus. Les différences entre les deux groupes qui préfèrent le changement au statu quo sont également négligeables dans les autres pays nordiques et en Suisse (ISSP 2005).

**Pour en savoir plus :**

International Social Survey Programme (ISSP) (2005), *Work Orientations III, Data and Documentation*, [www.gesis.org/en/services/data/survey-data/issp/modules-study-overview/work-orientations/2005/](http://www.gesis.org/en/services/data/survey-data/issp/modules-study-overview/work-orientations/2005/)

Vecernik, J. (2003), « Skating on Thin Ice: A Comparison of Work Values and Job Satisfaction in CEE and EU Countries », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 44, pp. 444-471, décembre.

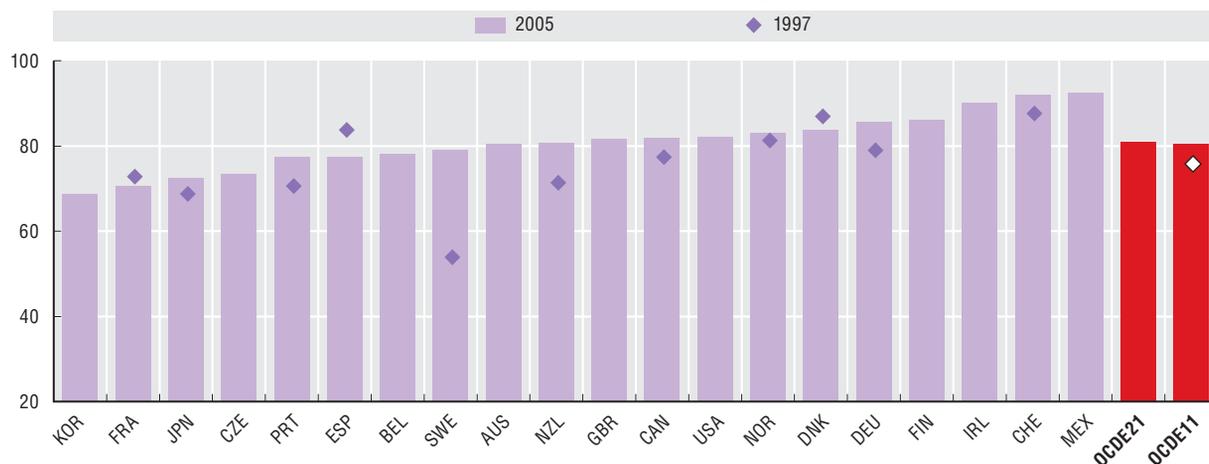
**Notes du tableau et du graphique**

Graphique CO2.1 : Note 1 : les pays sont classés, de gauche à droite, par ordre croissant de la proportion de salariés satisfaits de leur emploi.

Tableau CO2.2 : Ces données sont basées sur des attributs sélectionnés dans une liste, et non sur des réponses ouvertes codées.

### CO2.1. La satisfaction à l'égard de l'emploi dans les pays de l'OCDE est élevée et va croissant

Pourcentage de l'ensemble des salariés se déclarant entièrement, très ou plutôt satisfaits de leur emploi, 2005



### CO2.2. Attributs et caractéristiques des emplois auxquels les déclarants attachent le plus d'importance, 2005

	Qualités importantes pour tous les emplois				Caractéristiques des emplois tenus par les personnes questionnées								Préférences du temps de travail	
	Sécurité de l'emploi	Revenus élevés	Possibilités d'avancement	Flexibilité du temps de travail	Sécurité de l'emploi	Revenus élevés	Possibilités d'avancement	Pénibilité du travail				Préfère passer moins de temps au travail	Préfère passer plus de temps au travail	
								Rentrer épuisé du travail	Travail physique difficile	Travail stressant	Conditions dangereuses			
Australie	95	71	83	55	64	24	25	90	45	85	29	67	33	
Belgique	96	80	81	64	65	23	26	80	45	81	34	69	31	
Canada	91	82	82	60	64	34	31	86	40	85	29	78	22	
République tchèque	94	86	57	54	51	17	14	88	48	62	32	78	22	
Danemark	81	59	41	61	74	41	23	87	48	81	29	82	18	
Finlande	94	82	47	72	60	30	20	84	47	84	36	72	28	
France	92	82	77	57	51	13	12	92	52	87	33	61	39	
Allemagne	96	77	76	54	71	25	23	86	46	81	28	39	61	
Hongrie	99	93	67	47	55	15	15	94	59	71	47	31	69	
Irlande	94	79	88	58	75	33	36	82	42	66	25	62	38	
Japon	85	78	27	52	61	24	10	74	43	72	25	74	26	
Corée	97	93	91	68	40	16	25	83	69	87	39	21	79	
Mexique	98	92	97	79	71	26	44	80	47	60	32	16	84	
Nouvelle-Zélande	93	70	83	61	68	30	31	84	48	78	33	71	29	
Norvège	93	70	52	61	62	18	13	86	42	86	33	67	33	
Portugal	97	93	93	69	62	16	36	88	49	73	29	47	53	
Espagne	97	95	88	78	69	26	24	79	51	72	37	63	37	
Suède	93	74	49	70	65	19	21	86	51	89	33	83	17	
Suisse	93	60	65	69	68	32	34	82	40	76	25	60	40	
Royaume-Uni	95	74	78	54	68	20	27	90	51	86	24	72	28	
États-Unis	93	81	88	53	74	27	38	85	47	79	32	54	46	
<b>OCDE21</b>	<b>94</b>	<b>80</b>	<b>72</b>	<b>62</b>	<b>64</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>85</b>	<b>48</b>	<b>78</b>	<b>32</b>	<b>60</b>	<b>40</b>	

Source : ISSP Work Orientation, wave III (2005).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550708264007>

#### Définition et mesure

Il est possible de comparer la criminalité des pays en se référant aux enquêtes conçues pour évaluer l'incidence de la criminalité du point de vue des victimes. Les statistiques de la criminalité présentées ici s'appuient sur l'édition 2005 de l'Enquête internationale sur les victimes de la criminalité (EIVC), réalisée par un consortium coordonné par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). Les données de l'EIVC pour les pays européens proviennent de l'Enquête européenne sur la criminalité et la sécurité, menée par un consortium dirigé par Gallup Europe (cf. [www.europeansafetyobservatory.eu/euics\\_rp.htm](http://www.europeansafetyobservatory.eu/euics_rp.htm) pour de plus amples détails). Les données utilisées pour mesurer les changements portent sur différentes années.

L'EIVC se concentre sur dix types de délits « conventionnels » (cette catégorisation étant celle de l'EIVC). Il est demandé aux participants si eux-mêmes ou leurs proches ont été victimes d'une ou plusieurs de ces délits. Ceux-ci comprennent les délits liés aux véhicules (vol de voiture, vol d'objets dans une voiture, vol d'une bicyclette, d'une moto-cyclette), les cambriolages et tentatives de cambriolage, le vol de biens personnels et les délits de contact (vol qualifié, délits sexuels – déclarés uniquement pour les femmes – agressions et menaces). L'EIVC recueille également des informations sur les délits non conventionnels tels que les problèmes liés à la drogue, les crimes haineux, la corruption et la fraude au consommateur (y compris la fraude sur Internet et par carte de crédit), ainsi que sur les réactions à la criminalité, la crainte de la criminalité et le recours aux mesures préventives. Si l'enquête est basée sur des échantillons représentatifs au niveau national, les résultats sont affectés par des aspects méthodologiques tels que la technique d'entretien utilisée et la période de travail sur le terrain. Les échantillons sont généralement de petite taille (2 000 personnes dans la plupart des pays). Certains types de délit – violence conjugale ou délits de nature sexuelle par exemple – peuvent être sous-déclarés à des degrés variables et poser des problèmes de comparabilité. De même, des personnes peuvent être victimes de délits tels que la fraude ou la corruption sans s'en rendre compte, ce qui entraîne là encore un biais de déclaration par défaut.

**Dans les pays de l'OCDE, une personne sur six a été victime d'un délit conventionnel** (graphique CO3.1). En 2004-05, le taux de victimes était supérieur à 20 % en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Islande et au Royaume-

Uni. À l'autre extrémité, les taux de victimes étaient inférieurs à 10 % au Japon et en Espagne.

**Les taux de victimes ont diminué depuis le début du millénaire, tout au moins en ce qui concerne les dix types de délits conventionnels pris en compte.** Un recul a ainsi été enregistré dans 18 des 20 pays de l'OCDE pour lesquels des informations sont disponibles. En Espagne, en Italie, en Australie, en Suède et en France, le taux de victimes a baissé de plus de 5 points. Il a revanche légèrement augmenté en Suisse et en Norvège.

**Les délits les moins graves sont les plus fréquents** (tableau CO3.2). Sur l'ensemble des pays de l'OCDE figurant dans le tableau CO3.2, 3,7 % des personnes sondées en moyenne déclarent avoir été victimes de vols de biens personnels ou de vols à la tire – avec des niveaux nettement supérieurs en Irlande et nettement inférieurs au Japon – tandis que 3,1 % ont été victimes d'un vol de bicyclette et 2,9 % d'agressions ou de menaces.

**Les délits impliquant un contact direct avec l'auteur sont peu fréquents par comparaison.** La part des personnes interrogées déclarant avoir été victimes d'une agression ou de menaces varie entre environ 5 % ou plus en Islande, en Irlande et en Nouvelle-Zélande et moins de 1 % au Japon, en Italie et au Portugal. En moyenne, 1 % environ des participants déclarent avoir été victimes d'un vol, mais les niveaux sont beaucoup plus élevés au Mexique et en Irlande. De l'ordre de 1,8 % des femmes déclarent avoir été victimes d'un délit de nature sexuelle, mais la proportion atteint 3 % ou plus en Irlande, aux États-Unis, en Suède et en Islande.

**Contrairement à ce que l'on pouvait prévoir, les délits non conventionnels sont plus fréquents que les délits conventionnels.** En moyenne, 11 % des déclarants signalent avoir été victimes d'une forme quelconque de fraude au consommateur, la fourchette allant de près de 25 % en Grèce à moins de 2 % au Japon. La part des personnes interrogées indiquant avoir été personnellement victimes de la corruption est faible en moyenne, mais beaucoup plus élevée en Grèce et au Mexique que dans le reste de la zone OCDE.

#### Pour en savoir plus :

Van Dijk J., J. Van Kesteren et P. Smit Paul (2008), « Criminal Victimization in International Perspective – Key Findings from the 2004-2005 International Crime Victims Survey and European Survey on Crime and Safety », Publication du WODC n° 257, janvier.

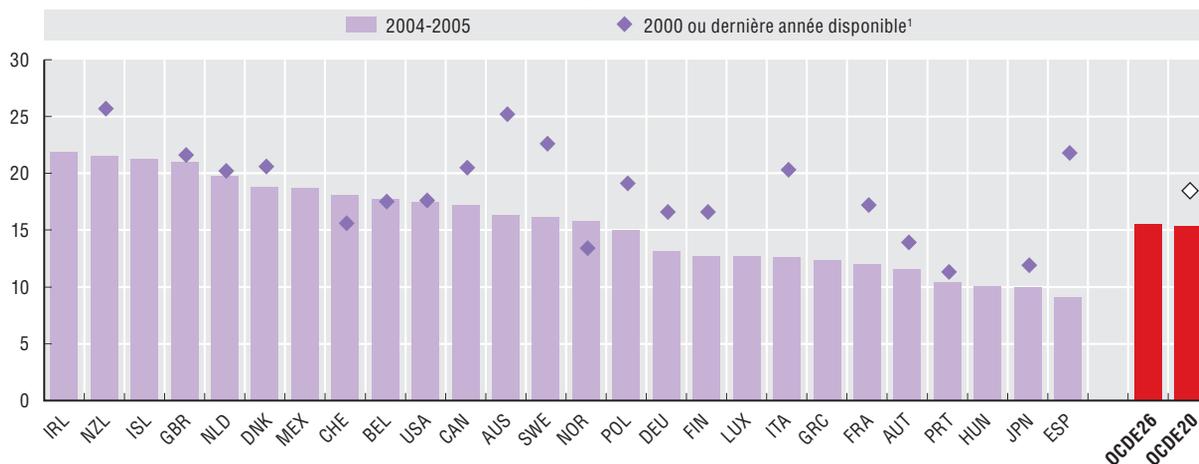
#### Notes du tableau et du graphique

Graphique CO3.1 : Note 1 : 1996 pour l'Autriche, 1992 pour l'Italie et la Nouvelle-Zélande et 1989 pour l'Allemagne, l'Espagne et la Norvège.

Tableau CO3.2 : Les taux concernant les délits sexuels à l'encontre des femmes sont exprimés en proportion de la population féminine.

### CO3.1. L'incidence des délits conventionnels diminue dans la zone OCDE, 2000 à 2004/05

Proportion de personnes déclarant avoir été victimes d'au moins une parmi 10 catégories de délits conventionnels au cours des 12 derniers mois



### CO3.2. Incidence de différents types de délit et crainte de la criminalité

Pourcentage de personnes déclarant avoir été victimes de différents types de délit au cours des 12 derniers mois, 2004-05

Toutes types conventionnels de victimisation	Victimisation par :													Craintes de délit
	Délits conventionnels											Délits non conventionnels		
	Délits sur véhicules				Cambriolage et autres vols			Délit d'agression				Délits non conventionnels		
	Vol de voitures	Vol dans ou sur des voitures	vol de motocycle	Vol de bicyclettes	Cambriolage avec effraction	Tentative de cambriolage	Vol d'effets personnels et vols à l'arraché	Braquage	Aggression sexuelle contre les femmes	Aggression ou menace	Fraude de consommateur	Corruption	Se sentir en insécurité ou très en insécurité dans la rue après la tombée du jour	
Australie	16.3	1.1	4.5	0.1	1.2	2.5	2.4	0.0	0.9	..	3.4	..	..	27.0
Autriche	11.6	0.1	2.4	0.0	2.0	0.9	1.4	3.4	0.4	2.2	1.8	8.1	0.6	19.0
Belgique	17.7	0.5	4.2	0.1	4.2	1.8	2.4	3.4	1.2	0.9	3.6	8.0	0.5	26.0
Canada	17.2	0.8	4.8	0.2	2.7	2.0	1.7	4.0	0.8	2.3	3.0	7.4	0.6	17.0
Danemark	18.8	1.3	2.6	0.3	6.0	2.7	1.6	3.3	0.9	1.9	3.3	15.7	1.0	17.0
Finlande	12.7	0.4	2.2	0.1	5.2	0.8	0.5	2.3	0.3	1.4	2.2	5.2	0.0	14.0
France	12.0	0.6	3.2	0.3	0.9	1.6	1.2	3.3	0.8	0.4	2.1	10.2	1.1	21.0
Allemagne	13.1	0.2	2.0	0.2	3.4	0.9	1.3	3.0	0.4	2.4	2.7	11.7	0.6	30.0
Grèce	12.3	0.3	1.8	0.6	2.1	1.8	1.7	5.3	1.4	1.7	2.4	24.7	13.5	42.0
Hongrie	10.0	0.2	2.1	0.0	1.7	1.7	0.8	3.0	0.9	0.1	1.2	19.7	4.9	26.0
Islande	21.2	1.0	3.8	0.1	4.6	1.6	1.6	6.9	0.8	3.0	5.9	12.9	0.3	6.0
Irlande	21.9	1.2	5.2	0.3	2.5	2.3	1.7	7.2	2.2	3.8	4.9	8.0	0.3	27.0
Italie	12.6	1.0	2.4	1.0	2.1	2.1	2.5	2.4	0.3	0.7	0.8	5.9	0.4	35.0
Japon	9.9	0.1	1.1	0.7	5.1	0.9	0.7	0.3	0.2	1.3	0.6	1.9	0.2	35.0
Luxembourg	12.7	0.6	2.8	0.0	1.6	1.7	2.7	2.9	0.7	0.6	2.3	9.8	0.4	36.0
Mexique	18.7	0.9	4.1	0.0	3.7	3.0	3.0	4.3	3.0	1.5	2.2	7.2	13.3	34.0
Pays-Bas	19.7	1.0	3.9	0.4	6.6	1.3	1.4	3.7	0.5	1.9	4.3	7.0	0.2	18.0
Nouvelle-Zélande	21.5	1.8	6.6	0.1	1.4	3.2	3.1	4.1	1.1	2.5	4.9	7.7	0.5	30.0
Norvège	15.8	0.7	2.6	0.3	4.2	1.2	0.9	4.8	0.8	2.5	2.9	9.7	0.4	14.0
Pologne	15.0	0.7	3.9	0.1	2.6	1.4	1.1	3.5	1.3	1.3	3.0	16.1	4.4	33.0
Portugal	10.4	1.5	5.0	0.0	0.5	1.4	0.8	1.6	1.0	0.5	0.9	8.2	1.0	34.0
Espagne	9.1	1.0	2.7	0.3	0.7	0.8	0.4	2.1	1.3	0.3	1.6	10.8	0.3	33.0
Suède	16.1	0.5	4.2	0.6	5.0	0.7	0.1	2.4	1.1	3.3	3.5	13.7	0.1	19.0
Suisse	18.1	0.2	2.9	0.6	4.6	1.6	1.2	5.9	0.8	2.9	2.5	7.3	0.5	..
Royaume-Uni	21.0	1.8	5.8	0.7	2.7	3.3	2.6	5.7	1.3	1.9	5.4	..	..	31.0
États-Unis	17.5	1.1	5.2	0.0	2.9	2.5	2.6	4.8	0.6	3.6	4.3	12.5	0.5	19.0
<b>OCDE26</b>	<b>15.5</b>	<b>0.8</b>	<b>3.5</b>	<b>0.3</b>	<b>3.1</b>	<b>1.8</b>	<b>1.6</b>	<b>3.7</b>	<b>1.0</b>	<b>1.8</b>	<b>2.9</b>	<b>10.4</b>	<b>1.9</b>	<b>25.7</b>

Source : Van Dijk J., J. Van Kesteren et P. Smit Paul (2008), « Criminal Victimization in International Perspective – Key Findings from the 2004-05 International Crime Victims Survey and European Survey on Crime and Safety », publication du WODC n° 257, janvier.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550717741440>

#### Définitions et mesure

Les données sur les suicides présentées dans cette section se fondent sur les registres officiels indiquant les causes de décès. Ces taux de suicides sont normalisés sur la base de la structure démographique de l'OCDE de 1980, afin d'éliminer l'effet des différences de structure par âge selon les pays et au fil du temps, et sont exprimés en nombre de décès pour 100 000 individus.

Les méthodes d'enregistrement des suicides en tant que cause de décès varient selon les pays, malgré la mise au point de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM), et ces méthodes ont parfois changé avec le temps. En outre, les tabous sociaux qui entourent le suicide peuvent être à l'origine d'une sous-estimation des cas, cette norme socioculturelle variant entre les pays et dans le temps.

Les études consacrées à la fiabilité des statistiques sur le suicide parviennent à la conclusion que les sources d'erreur sont distribuées de façon aléatoire. Elles ont donc peu d'incidences sur la comparaison des taux entre pays, entre groupes démographiques et entre différentes périodes (Sainsbury et Jenkins, 1982).

**Les taux de suicides ont augmenté dans les années 70 pour atteindre leur point culminant au début des années 80** (graphique CO4.1). Si la plupart des pays se conforment à cette tendance générale, le Japon, la Corée et l'Irlande s'en démarquent. Au Japon, les taux de suicides sont plus bas qu'en 1960 mais se sont maintenus à des niveaux relativement élevés (de l'ordre de 20 décès pour 100 000 personnes) depuis 1997. En Corée, le taux de suicides a fortement augmenté depuis la fin des années 90, au point d'être aujourd'hui le plus élevé de la zone OCDE (environ 22 décès pour 100 000 individus). Les taux de suicides en Irlande ont enregistré une progression régulière marquée jusqu'en 2000, avant d'amorcer un repli modéré mais continu.

**Les taux de suicides ont diminué chez les hommes comme chez les femmes, et l'écart entre les sexes est relativement stable.** Du fait que les taux de suicides masculins et féminins ont décliné au même rythme, les écarts entre les sexes sont globalement stables et le

suicide reste un phénomène essentiellement masculin. On dénombre en moyenne environ trois suicides chez les hommes pour un suicide chez les femmes. Cependant, l'écart varie sensiblement d'un pays à l'autre (graphique CO4.2). C'est au Mexique, en Pologne et en République slovaque que les écarts sont les plus marqués, avec un ratio d'au moins cinq pour un. En Corée, aux Pays-Bas et en Norvège, les écarts sont plus faibles – de l'ordre de deux décès chez les hommes pour un décès chez les femmes.

**La probabilité de mettre fin à ses jours est plus élevée chez les personnes âgées, mais cette tendance ne concerne pas tous les pays de l'OCDE.** La Grèce, l'Italie, le Portugal et la Corée sont des pays où le suicide est plus répandu chez les personnes âgées que chez les jeunes (graphique CO4.3). Le pays qui présente le gradient d'âge croissant le plus important est la Corée. Dans ce pays, la courbe des taux de suicides par âge monte fortement à partir de 45-54 ans, et les taux de suicides sont plus de dix fois plus élevés dans la cohorte la plus âgée (75 ans et plus) que parmi les 15-24 ans. La hausse récente des taux de suicides en Corée s'explique en partie par la forte progression de ce phénomène chez les personnes âgées. À l'inverse, dans une minorité de pays de l'OCDE – par exemple la Nouvelle-Zélande et la Norvège – les jeunes sont plus enclins à mettre fin à leurs jours que les personnes plus âgées.

**En règle générale, les écarts de taux de suicides entre hommes et femmes augmentent avec l'âge.** Par exemple, dans les pays de l'OCDE en moyenne, le taux de suicides parmi les garçons de 15 à 19 ans est de 2.7 fois celui des filles du même âge, mais le taux de suicides des hommes âgés de 75 ans et plus équivaut à 5.3 fois celui des femmes du même âge (graphique CO4.4). Ces chiffres pourraient traduire l'isolement social plus important dans lequel se trouvent les hommes lorsqu'ils perdent leur conjoint, suite à un décès ou une séparation, après une longue période de vie commune.

#### Pour en savoir plus :

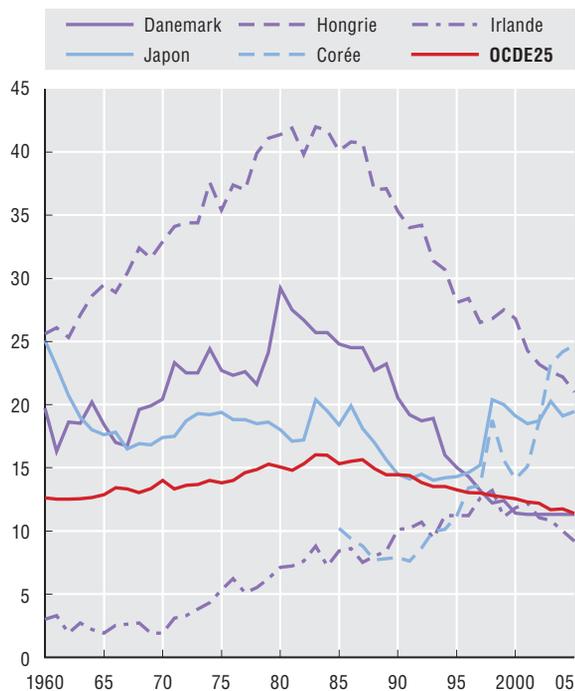
Sainsbury, P. et J.S. Jenkins (1982), « The Accuracy of Officially Reported Suicide Statistics for Purposes of Epidemiological Research », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 36, pp. 43-48.

#### Note des graphiques

Graphiques CO1.1 à CO4.4 : 2004 pour l'Allemagne, le Canada, les Pays-Bas et la Suède; 2003 pour l'Australie, l'Italie et le Portugal; 2001 pour le Danemark; 1997 pour la Belgique.

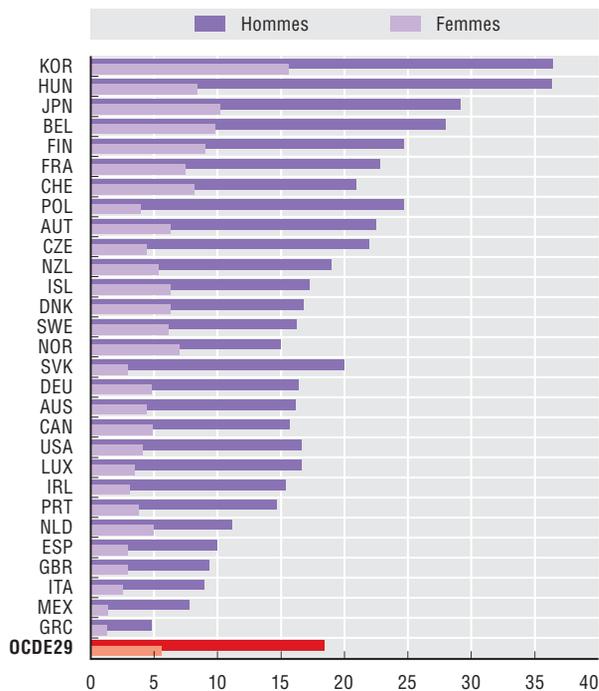
### CO4.1. Les taux de suicides diminuent dans la plupart des pays de l'OCDE

Nombre de suicides pour 100 000 personnes par groupe d'âge, 2005



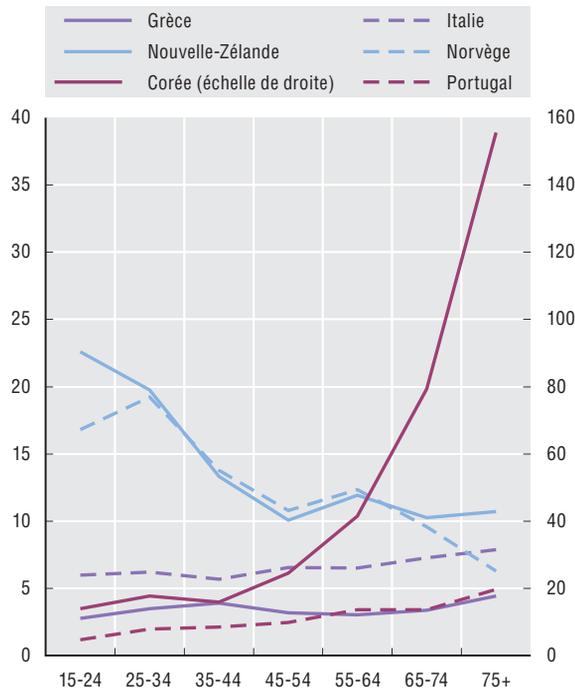
### CO4.2. Le taux de suicides est plus élevé chez les hommes que chez les femmes

Nombre de suicides pour 100 000 personnes selon les pays et les sexes, 2004 ou année la plus récente



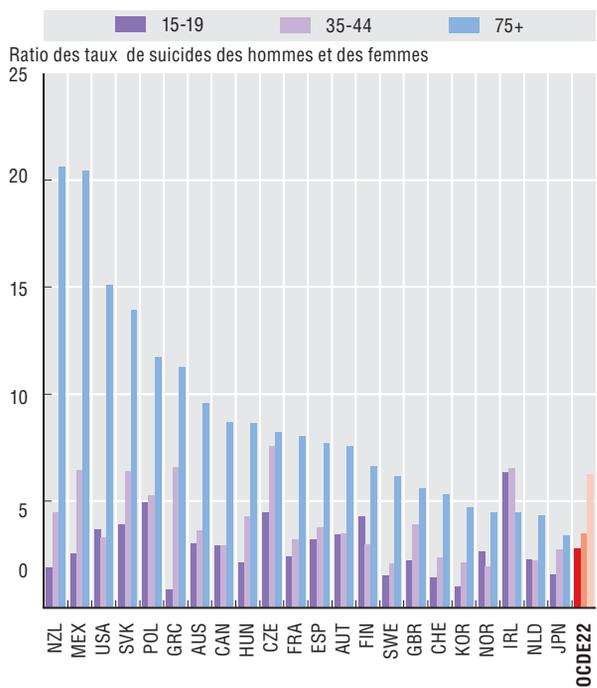
### CO4.3. Les tendances du suicide selon l'âge varient entre les pays

Nombre de suicides pour 100 000 personnes par groupe d'âge, 2005



### CO4.4. Les écarts de taux de suicides entre hommes et femmes sont plus marqués chez les personnes âgées

Ratios des taux de suicides masculins et féminins pour certains groupes d'âge, 2005



Source : Statistiques sur les suicides de la Base de données sur la mortalité de l'OMS ([www.who.int/healthinfo/morttables/en/index.html](http://www.who.int/healthinfo/morttables/en/index.html)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550724182187>

**Définition et mesure**

Le harcèlement scolaire se traduit par des agressions physiques et psychologiques répétées, mais il recouvre également des formes plus passives telles que le fait d'exclure un enfant des conversations et des jeux. Les bagarres entre enfants de même force ne sont pas des actes de harcèlement. La définition large du harcèlement scolaire ne permet pas de savoir quelles formes de ce phénomène sont les plus répandues dans tel ou tel pays, ni quelle est sa durée ou son intensité.

Les données sont tirées des échantillons constitués à l'échelon des établissements scolaires dans le cadre de l'édition 2005/06 de l'enquête internationale *Health Behaviour in School-aged Children Survey*. Les estimations sur le harcèlement scolaire sont calculées à partir des taux déclarés d'élèves harceleurs et d'élèves harcelés, pondérés par la population de l'échantillon, chez les garçons et les filles de 11, 13 et 15 ans. Les proportions d'élèves immigrants (de première génération) âgés de 15 ans sont basées sur les statistiques autodéclarées des pays de naissance, publiées dans le cadre des résultats du programme PISA 2006 de l'OCDE.

**Harceler ou être harcelé n'est pas un phénomène rare.**

Environ un enfant sur dix a été récemment harcelé dans la zone OCDE, et la proportion de harceleurs est similaire. D'après le graphique CO5.1, c'est en Turquie et en Grèce que le risque d'être harcelé est le plus élevé, et en Suède et en Espagne qu'il est le plus faible. La Grèce et l'Autriche sont les pays qui comptent le plus de harceleurs, et la République tchèque et l'Islande ceux qui en comptent le moins.

**Les harceleurs et leurs victimes se recrutent davantage chez les garçons que chez les filles.** La Hongrie et la Grèce sont les seuls pays où les filles sont plus souvent ou aussi souvent victimes du harcèlement que les garçons. Il n'existe pas un seul pays où le harcèlement est pratiqué davantage par les filles que par les garçons.

**Les harceleurs sont légèrement plus nombreux que les harcelés, ce qui porte à croire que le harcèlement est une pratique de groupe.** D'après les recherches observationnelles sur le harcèlement, entre 80 et 90 % des actes de harcèlement seraient commis en présence d'autres enfants qui, pour les trois quarts, encouragent ces actes ou tout au moins ne s'y opposent pas (Atlas et al., 1998; and Hawkins et al., 2001). Chez les garçons, il n'existe pas de relation claire à l'échelle des pays entre le nombre de

harceleurs et le nombre de victimes. Dans le cas des filles, la situation est un peu plus tranchée : les harceleuses sont moins nombreuses que les harcelées, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que les filles peuvent être harcelées par des garçons ou qu'elles admettent ou reconnaissent plus difficilement pratiquer le harcèlement.

**En général, le harcèlement devient plus fréquent à mesure que les enfants grandissent** (tableau CO5.2). À mesure que les enfants avancent en âge et passent davantage de temps à l'école, les caractéristiques du harcèlement évoluent. Chez les garçons, la tendance qui voit l'incidence du harcèlement augmenter avec l'âge est particulièrement marquée, notamment en Grèce, au Luxembourg, en Autriche et en Allemagne. La Turquie est le seul pays où le harcèlement est moins fréquent dans la tranche d'âge supérieure, chez les garçons comme chez les filles, même si les niveaux absolus restent relativement élevés.

**Davantage d'enfants de 15 ans sont harcelés dans les pays où les élèves immigrants de 15 ans sont plus nombreux** (graphique CO5.3). D'après les recherches, dans les situations où les enfants pratiquent le harcèlement en groupe ou lorsque le harcèlement s'inscrit dans un comportement collectif considéré comme normal, l'une des fonctions des relations d'amitié qui se nouent au sein d'un groupe semble être de permettre à ses membres de se démarquer des autres groupes ou d'autres personnes (Duffy et Nesdale, 2008). Les données de plusieurs pays apportent quelque crédit à hypothèse.

**Pour en savoir plus :**

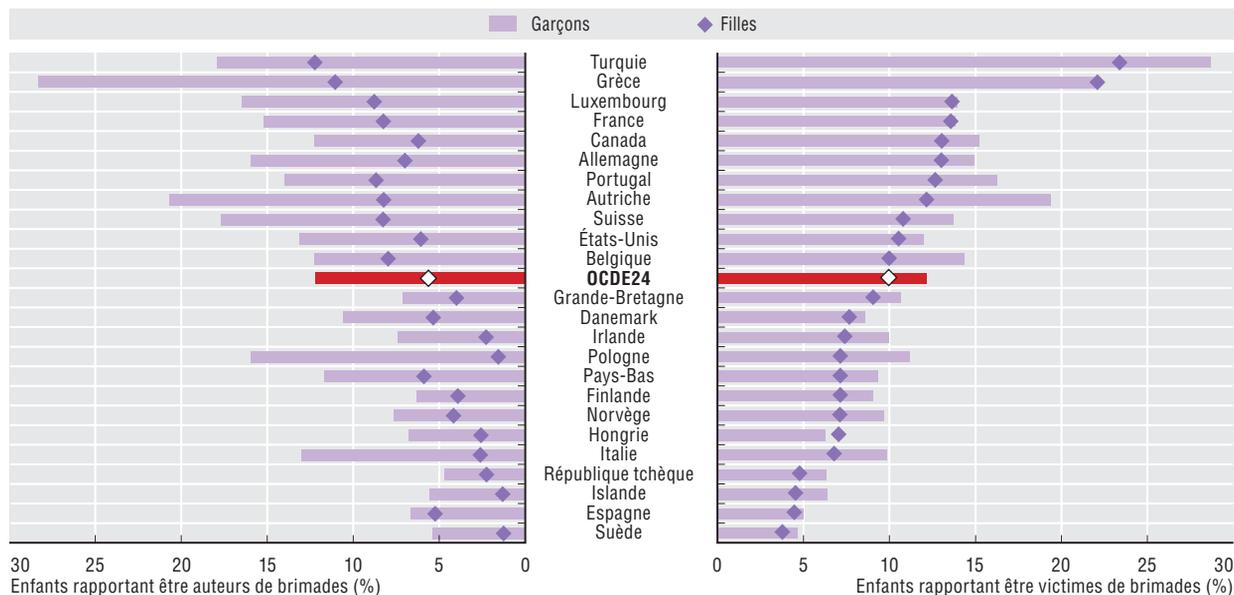
- Atlas, R. et al. (1998), « Observations of Bullying in the Classroom », *Journal of Educational Research*, vol. 92, pp. 86-99.
- Currie, C. et al. (2008), *Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report*, Bureau régional de l'Europe de l'OMS, Copenhague, Danemark.
- Duffy, A. et D. Nesdale (2008), « Peer Groups, Social Identity and Children's Bullying Behaviour », *Social Development*, pp. 1-19.
- Hawkins, L. et al. (2001), « Naturalistic Observations of Peer Interventions in Bullying », *Social Development*, vol. 10, n° 4, pp. 512-527.
- OCDE (2008), *Base de données PISA 2006*, OCDE, Paris.

**Note du tableau**

Tableau CO5.2 : L'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée, la Norvège, l'Irlande, les États-Unis, la Turquie et le Mexique ne figurent pas dans tableau. Les données pour la Belgique ne concernent que la Flandre, et les données pour le Royaume-Uni ne couvrent pas l'Irlande du Nord.

### CO5.1. Harceleurs et harcelés se recrutent davantage chez les garçons que chez les filles

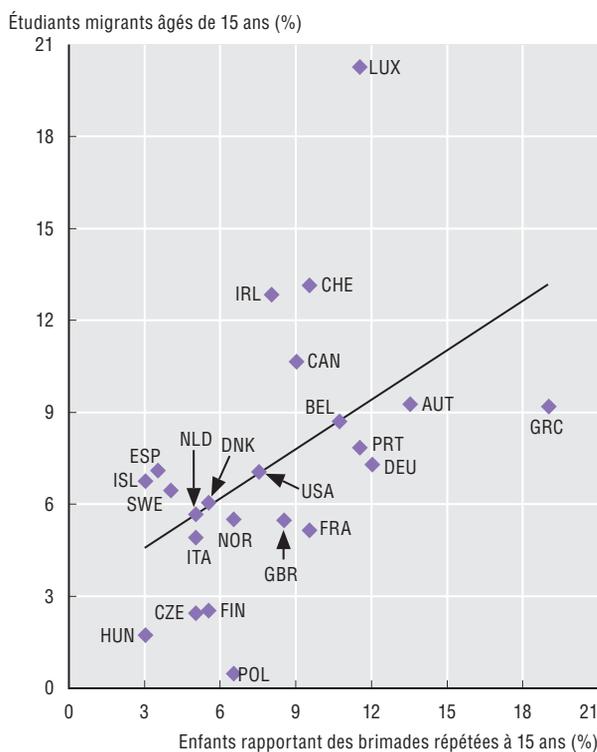
Taux d'élèves harcelés et d'élèves harceleurs par sexe (les pays sont classés selon le pourcentage total moyen de harceleurs)



### CO5.2. Le harcèlement est plus fréquent chez les enfants plus âgés

	Filles			Garçons		
	11 ans	13 ans	15 ans	11 ans	13 ans	15 ans
Autriche	5	11	11	11	26	26
Belgique	6	6	7	12	11	14
Canada	6	8	5	10	13	13
République tchèque	2	3	2	3	6	5
Danemark	2	6	5	7	11	15
Finlande	2	4	2	5	6	8
France	6	11	8	13	15	18
Allemagne	5	7	9	9	17	21
Grèce	8	13	12	16	28	38
Hongrie	2	4	2	3	7	10
Islande	2	1	1	5	6	6
Irlande	2	3	2	6	7	9
Italie	7	6	5	13	12	14
Luxembourg	7	9	10	8	16	24
Pays-Bas	3	4	5	11	12	12
Norvège	1	1	3	8	5	10
Pologne	4	6	6	15	14	18
Portugal	8	9	8	14	15	13
Espagne	4	6	6	5	8	7
Suède	1	1	2	3	4	9
Suisse	5	10	10	13	19	21
Turquie	16	13	7	21	19	13
Grande-Bretagne	2	5	6	4	8	10
États-Unis	8	9	7	11	14	14
<b>OCDE24</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>14</b>

### CO5.3. Davantage d'enfants sont harcelés dans les pays où la part des élèves immigrants de 15 ans est élevée



Source : Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report (Currie et al., 2008). OCDE PISA (2008).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550735513761>

#### Définition et mesure

Les comportements à risque désignent des pratiques habituellement considérées comme des comportements d'adulte qui, lorsqu'elles sont accomplies par des enfants, peuvent leur être préjudiciables. Les indicateurs de comportements à risque incluent les pourcentages de jeunes adolescents qui ont des consommations ponctuelles excessives d'alcool et qui fument régulièrement (sur la base de données autodéclarées) et l'évolution de ces pourcentages dans le temps. Autres indicateurs de comportements à risque, le taux (autodéclaré) d'expériences sexuelles précoces, et la proportion de jeunes qui n'utilisent pas le préservatif pour se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles.

Les données utilisées pour calculer les indicateurs de comportements à risque proviennent de l'enquête internationale *Health Behaviour in School-aged Children Survey 2005/06* (HBSC), qui couvre 25 pays de l'OCDE. Néanmoins, certains pays préfèrent ne pas poser de questions aux enfants sur leur consommation d'alcool et de tabac et leur sexualité.

**Un nombre considérable de filles et de garçons fument et se soûlent.** Les filles fument davantage que les garçons, mais les garçons sont plus enclins à se soûler. En 2005/06, la consommation de tabac était particulièrement répandue chez les filles en Autriche et les garçons en Finlande, tandis que les garçons aux États-Unis et au Canada étaient ceux qui fumaient le moins. Les taux par sexe et par pays s'échelonnent entre 7 % et 30 %. Les variations sont moins importantes pour la consommation d'alcool. C'est chez les garçons britanniques et danois que le taux d'ivresses répétées est le plus élevé, et chez les Italiennes et les Suissesses qu'il est le plus bas (tableau CO6.1).

**Après avoir atteint des niveaux très élevés à la fin des années 90, la consommation d'alcool et de cigarettes chez les adolescents de 15 ans diminue.** On observe une convergence des comportements à risque entre les pays, les taux de consommation de tabac diminuant chez les filles, et les taux d'ébriété déclinant pour les deux sexes. Tous les pays à l'exception de la Grèce ont enregistré une baisse des proportions de fumeurs chez les garçons et chez les filles. Les pourcentages de garçons et de filles qui fument régulièrement ont atteint leur plus bas niveau depuis une décennie, à moins d'un adolescent sur cinq. Le phénomène d'ébriété a fortement reculé au Danemark, en Finlande et au Royaume-Uni, trois pays où, traditionnellement, les jeunes sont enclins à une

consommation excessive d'alcool. Au niveau national, les cas d'augmentation des taux d'ébriété chez les garçons sont rares. Cinq pays affichent des résultats en hausse : l'Autriche, la France, l'Italie, la Pologne et l'Espagne. Parmi eux, seuls l'Autriche et la Pologne partaient de niveaux élevés. L'ébriété recule également chez les filles, ce qui est peut-être moins surprenant. En Hongrie, cependant, le taux d'ébriété chez les filles a augmenté, sans que celui des garçons ait progressé dans des proportions similaires.

**Un quart des garçons et des filles âgés de 15 ans rapportent une expérience sexuelle précoce** (graphique CO6.2). Les variations entre pays sont réduites, tous sauf deux affichant des taux situés à moins de 10 % de part et d'autre de la moyenne. On observe une démarcation géographique relativement nette entre les comportements masculins et féminins en matière de sexualité précoce : dans les pays méditerranéens, les expériences précoces sont plus fréquentes chez les garçons, et dans les pays d'Europe du Nord, elles sont plus fréquentes chez les filles.

**Un quart des garçons et des filles de 15 ans ayant eu une expérience sexuelle précoce n'ont pas utilisé de préservatif lors de leur dernier rapport sexuel.** Les données sur le taux d'utilisation du préservatif sont limitées, car 16 pays de l'OCDE seulement communiquent cette information. Neuf des pays de l'OCDE couverts par l'enquête HBSC ont choisi de ne pas interroger les participants âgés de 15 ans sur ce thème. Environ trois adolescents sur quatre déclarent avoir utilisé une protection adéquate lors de leur dernier rapport sexuel, la proportion allant de 70 % à environ 90 %. Dans presque tous les pays, les filles utilisent moins le préservatif que les garçons.

#### Pour en savoir plus :

Currie, C. et al. (2008), *Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report*, Bureau régional de l'Europe de l'OMS, Copenhague, Danemark.

#### Notes du tableau et du graphique

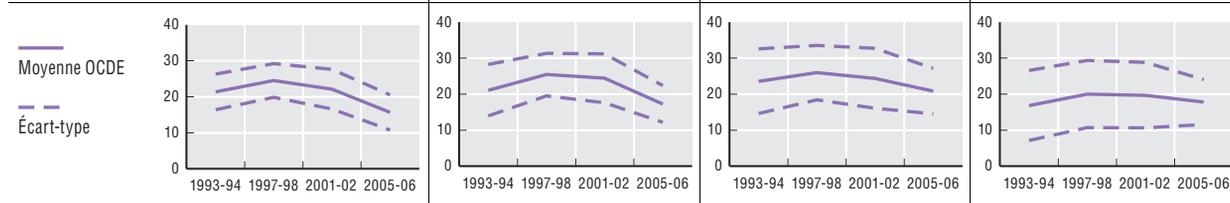
Tableau CO6.1 : Les chiffres pour le Royaume-Uni ne couvrent que l'Angleterre. Les chiffres pour la Belgique sont une moyenne simple des statistiques des communautés flamande et française pour chaque vague de l'enquête, sauf la vague de 1997-98, à laquelle la communauté française n'a pas participé. La moyenne de l'OCDE est calculée à partir des données déclarées pour chaque vague. La consommation de cigarettes, qui n'est évaluée que chez les adolescents âgés de 15 ans, implique d'avoir fumé au moins une cigarette au cours de la semaine écoulée. L'ébriété désigne la proportion d'enfants âgés de 13 et de 15 ans qui déclarent avoir été ivres 2-3 fois ou plus (les moyennes de l'ensemble des cohortes d'âge sont calculées avec des pondérations d'échantillonnage).

Graphique CO6.2 : En Islande, au Luxembourg, en Italie et en République tchèque, les enquêteurs ne posent pas de questions aux enfants sur l'utilisation du préservatif. Les données pour la Belgique ne concernent que la Flandre. Les données pour le Royaume-Uni ne couvrent pas l'Irlande du Nord.

### CO6.1. Après les pics des années 90, la consommation de cigarettes et l'ébriété chez les adolescents sont en recul

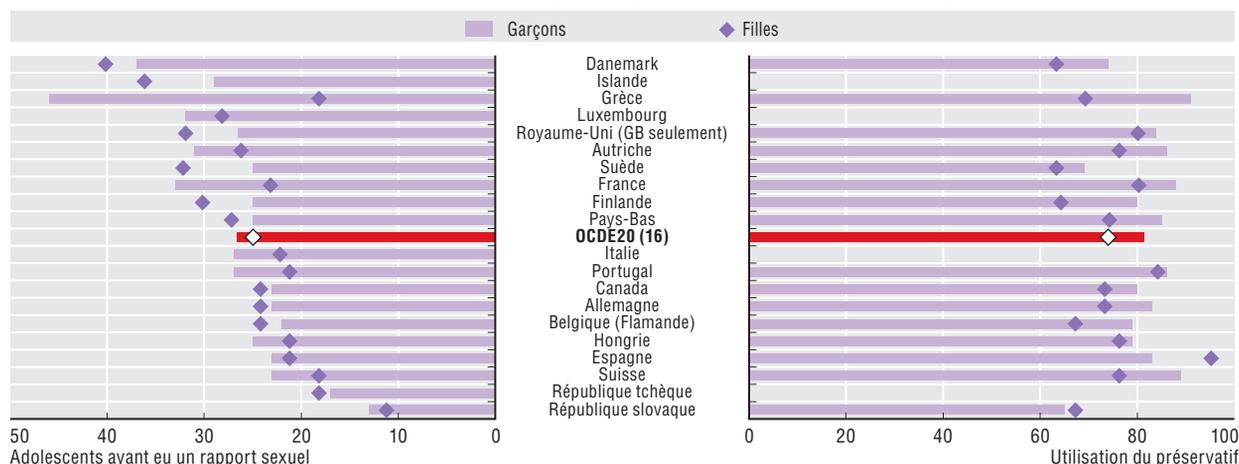
Taux de fumeurs de cigarettes et d'ivresses répétées chez les adolescents et adolescentes, en pourcentage, 1993-94 à 2005-06

	Consommation régulière de cigarettes jeunes âgés seulement de 15 ans)								Excès d'alcool répété (jeunes âgés de 13 et 15 ans)							
	Garçons				Filles				Garçons				Filles			
	1993-94	1997-98	2001-02	2005-06	1993-94	1997-98	2001-02	2005-06	1993-94	1997-98	2001-02	2005-06	1993-94	1997-98	2001-02	2005-06
Autriche	29	30	26	24	31	36	37	30	31	30	22	25	20	21	19	21
Belgique	28	28	22	16	20	28	24	17	20	22	22	21	12	14	15	14
Canada	21	21	16	7	28	26	14	10	27	29	28	24	25	28	26	25
Rép. tchèque	16	22	29	20	12	18	31	23	24	25	25	25	13	14	18	20
Danemark	14	20	17	15	24	28	21	15	45	46	45	34	43	40	39	29
Finlande	30	25	28	23	26	29	32	21	35	34	36	29	32	37	37	27
France	23	28	26	17	25	31	27	21	15	18	13	16	8	12	9	12
Allemagne	21	28	32	17	29	33	34	22	20	23	28	19	16	19	22	17
Grèce	..	18	14	17	..	19	14	16	..	17	17	15	..	13	11	11
Hongrie	25	36	28	22	19	28	26	21	22	22	29	26	12	11	16	20
Islande	..	..	..	14	..	..	..	13	..	..	..	14	..	..	..	13
Irlande	..	25	20	19	..	25	21	20	..	29	21	23	..	19	19	19
Italie	..	..	22	20	..	..	25	20	..	..	14	15	..	..	10	10
Luxembourg	..	..	..	17	..	..	..	21	..	..	..	16	..	..	..	12
Pays-Bas	..	..	23	16	..	..	24	21	..	..	22	17	..	..	14	13
Norvège	20	23	20	9	21	28	27	12	17	22	22	14	15	23	23	17
Pologne	23	27	26	19	13	20	17	14	24	27	27	30	12	14	16	19
Portugal	..	19	18	9	..	14	26	12	..	22	20	17	..	10	14	13
Rép. slovaque	19	28	..	18	5	18	..	15	32	32	..	27	13	19	..	21
Espagne	20	..	24	14	27	..	32	20	14	..	15	17	11	..	14	20
Suède	15	18	11	8	19	24	19	9	14	23	25	16	12	22	23	16
Suisse	17	25	25	15	18	25	24	15	13	15	23	17	7	9	15	11
Royaume-Uni	..	25	21	13	..	33	28	18	..	37	42	32	..	36	40	33
États-Unis	..	20	18	7	..	21	12	9	..	23	18	12	..	20	14	12



### CO6.2. Un adolescent de 15 ans sur quatre a déjà eu des rapports sexuels, souvent sans protection adéquate

Activité sexuelle et utilisation du préservatif chez les jeunes de 15 ans, pourcentages



Source : Inequalities in Young People's Health: HBSC International Report (Currie et al., 2008).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/550737414418>

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(81 2009 01 2 P) ISBN 978-92-64-05693-0 – n° 56662 2009

# Panorama de la société 2009

## LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE

Comment les sociétés des pays de l'OCDE progressent-elles ? Quelle est l'efficacité des mesures prises pour promouvoir le progrès social ? Ce *Panorama de la société* offre une base pour traiter ces deux questions jumelles. Il recense les grandes tendances et les politiques sociales, étayées par des chiffres, des pays de l'OCDE. Cette édition 2009 contient une mine d'informations sur un large éventail de questions sociales : caractéristiques démographiques et familiales, emploi et chômage, pauvreté et inégalités, dépenses de protection sociale et de santé et satisfaction à l'égard du travail et de l'existence. Elle inclut également un guide pour aider les lecteurs à comprendre la structure des indicateurs sociaux de l'OCDE.

Outre l'actualisation de certains indicateurs parus dans de précédentes éditions, *Panorama de la société 2009* ajoute plusieurs autres indicateurs innovants, notamment la taille des adultes, l'état de santé perçu, les comportements à risques chez les jeunes et le harcèlement scolaire. Pour la première fois, le rapport présente aussi une série d'indicateurs sociaux phares, qui sont révélateurs du degré de bien-être social dans les pays de l'OCDE. Enfin, un chapitre spécial est consacré au temps des loisirs dans ces pays.

[www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG](http://www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG)

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante :

[www.sourceocde.org/questionssociales/9789264056930](http://www.sourceocde.org/questionssociales/9789264056930)

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :

[www.sourceocde.org/9789264056930](http://www.sourceocde.org/9789264056930)

**SourceOCDE** est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou [SourceOECD@oecd.org](mailto:SourceOECD@oecd.org).